

• HAITI : LA DÉCEPTION ET LA COLÈRE.

## LE MONDE 28 pages - 15 F DA Gr.-Bret.: 1,10 £ 1 plane : 1,70 £ 1 plane : 1,70 £ 1 plane : 14,50 dir. 5 PB Marce: 14,50 dir. 7 P.-Bau: 5,00 FL 7 P. Snigs: 9,00 FCFA 7 P Snigs: 3,80 FS 5 US Tonisie: 1 700 m

Vaste chantier. chiches moyens: la francophonie

(Pages 17 à 22.)

**Ambitions** 

Par CLAUDE JULIEN

N pays allait à la dérive. Si nombreux étaient les sans-abri qu'il renonçait à les comptabiliser. Seuls grimpaient les plus funestes indicateurs: population péni-tentiaire, drogués, suicides, adolescents abandonnant leurs études, pendant que se creusait le double déficit : budgétaire et commercial.

Unique facteur d'optimisme, donné

Abonnements : voir tarif page 10

ing it.

se retrappe pas, et c'est lui qui

pour la Chine, pour survivre, à pra-methodes de contrôle que certain

reges . : contraintes sexuelles ave.

paraire, un cofant par couple - a

descrite qui rejettent toute ide de

maissances finitaient par obliger

des les débuts du siècle pro-

Morenta - leurs pars a devenu

ice d'une telle situation, le silence

de la plupart des organisation

Cooperation française (5), non

regretiable. Voir les din-

Dater (b) refuser de reconnine

merchique, refuser d'en trater, exercice très grave. Par metablique contre la fam a

et la revue cutholique

et sa revue camongo es sations ont enfin con-tte revue vient de metre le Jacques Vallin sur la (7), qui vitue bien la ;

temps qu'an parte enfin, m

demiers en 1936-1932 i su-

The at d'une population qui on-

**laif deux m**ultards d'hattants d E**phai de cie**u, et b entit a dismi-

- fai everti, un me denne rust mend, Esperons, pour l'Ainque rendes ses peu plus vita.

Paris incompanie internal nai et in par met. Monte France L'Heritein, IEDES.

Denters, Banelade, b. Vegal . Cafe.

Theirectaka, l'Afrique en ente Leba Taminamentata, L'Elattulla, Più

March Haliste, (776 Masschaus

lighted Augustian quibers de tacteur derent

Mich - Mon & l'Altr-te diment. L

Mallion, pa Pagracato e recentable la Maria (1986), i North article de Court fra

wetime de sun succès pui

MATET .. un roman de le

tion le grand debat ca (B

MOIS: Les Guerre le Mais Mais Sur les Parties de la more s'est par Marie fin

\*\*\*

D C Civiso

MANUEL STOP Dakar, Schupalin

🗺 🐧 🚾 mumentila, netre pla

i de cieu, et bentit a die mi-

diese que du vicilissement de

de dangers d'une production

prisone de recherche et d'info-

nent aussi intelligent que

sent, CCFD, par la von de

e essentiel (qui domine l'aveng

stales (qui font du si beautr-

en exemple au monde entier : le déclin du chômage. Il tenait à deux causes, L'une, savamment dissimulée, en petits caractères, au bas des rapports officiels: les statistiques n'enregistraient plus les hommes et femmes qui, découragés par une trop longue quête, avaient renoncé à chercher un travail, tant il est vrai qu'un «chômeur» peut cesser d'être un « demandeur d'emploi »... L'autre, que l'on exploitait pour célébrer le vertueux comportement d'un peuple porté par un inépui-sable optimisme : licenciés d'un poste spécialisé et bien rémunéré, quelques millions d'individus se résignaient à un modeste salaire, au seuil de la simple survie, dans l'un de ces « petits boulots» qui proliférent dans le secteur tertime. Les statisticiens étaient bien les seuls à s'en réjouir.

ANSWA coborte chantant la louange d'un tel système et d'un tel peuple, les plus lyri-ques se recrutaient parmi ceux qui, en cinq ans, avaient vu quadrupler l'indice des valeurs boursières. Ils avaient raison: au temple de l'argent, l'idole ne ment jamais. Ils savaient pourtant que le pays ne cessait de se désindustrialiser (1). Babioles: com-ment prêcher le travail, l'effort, l'esprit d'invention, la créativité, la producti-vité, qui si longtemps firent la fortune du peuple, lorsque les opérations pure-ment spéculatives procurent des profits infiniment supérieurs à ceux de la plus industrieuse activité?

Une poignée de banquiers, économistes, élus du peuple, sociologues, prédicateurs de carrefour, bureaux d'études, etc., s'interrogeaient à haute voix sur la sagesse et le réalisme d'une telle politique. Rares ceux qui daignaient les entendre. Car, sur cette société en train de s'effilocher, planait le sourire tutélaire d'un personnage hors du commun.

Cet homme séduisant avait promis d'enrayer le déclin, qu'il imputait à ses prédécesseurs, de ramener grandeur et prospérité. Magiquement, malgré d'ostensibles signes d'appauvrissement,

il lui suffisait d'apparaître, d'affirmer que tout allait mieux, et l'espoir rejaillissait. Bel exemple d'une foi solidement chevillée au corps. La foi du charbonnier. Contre toute raison. Jusqu'au jour où le président, réputé d'une absolue sincérité et d'une totale franchise, s'embourba dans une mauvaise affaire qui suffit à faire chuter sa popularité dans les sondages. Brutale-ment, le miroir où se transfigurait toute image trop triste, où l'ombre devenait lumière, se brisa. Lamentations et récriminations fusèrent de toutes parts. On enterrait déjà le président char-

ÉNÉDICTION du ciel, les plus sinistres histoires appellent avec insistance un dénouement heureux. Faute de quoi la vie ne serait plus supportable. Et le miracle se produisit : alors que tout paraissait perdu, la confiance resurgit, éclatante, et galvanisa les esprits. Le bon peuple avait trouvé un autre héros, auquel s'identifier. Acclamé, adulé, littéralement couvert de bouquets de fleurs et de messages enthousiastes Paradoxalement, ce héros inespéré était le vilain de la farce, celui-là même par qui le président avait trébuché : le lieutenant-colonel Oliver North. Une société technologiquement avancée ne se satisfait pas des prouesses de la science. Il lui faut aussi, relayée par la télévision, la magie qui fait vibrer les fibres les plus intimes. Ancienne liturgie dont les techniques peuvent changer mais dont le ressort reste

Cloué au pilori, Oliver North avait fait front, proclamé sa loyauté, invoqué sa bonne foi, étalé sa pure conscience. Oui, il combattait le communisme et la subversion. Oui, il servait son pays par les moyens qu'il jugeait les plus efficaces. Oui, il pratiquait le secret dont la démocratie s'accommode mal, recourait à des procédés que condamnent la morale et la loi. Il agissait ainsi parce que les hommes politiques n'osaient prendre leurs responsabilités. Oui, « si c'était à refaire, je referais ce chemin ... » Mais, devant l'enthousiasme populaire que soulève le lieutenant-colonel North, c'est un autre vers d'Aragon qui s'impose à la mémoire : « Est-ce ainst que les hommes vivent? »

(Lire la suite page 11.)

(1) Voir « L'argent », le Monde diplomatique, mars 1987.

### COUPS DE POKER AU PROCHE-ORIEN

Le déploiement de forces a relégué au second plan les plus fondamentales réalités en focalisant l'attention sur les plus superficielles apparences. Forces policières dans la « guerre des ambassades » entre Paris et Téhéran, forces navales dans la mer d'Oman, le détroit d'Ormuz et le Golfe. Agents de sécurité en gilets pare-balles, convois de navires hérissés d'antennes et de tubes lance-torpilles : spectaculaires images qui prétendent rendre compte du réel. En oubliant que l'Irak a attaqué plus de bateaux que l'Iran. Savante mise en scène. Unanime, le public applaudit. Il ne tardera pas à déchanter lorsque les problèmes de fond, toujours sous-estimés, un mament occultés, balaieron ce

Publication mensuelle - 5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

Chacun à sa manière et selon ses moyens, de grands pays n'ont pas su déchiffrer des signes pourtant évidents. Les Etais-Unis et la France avaient d'abord misé sur la trompeuse puissance du chah d'Iran que, sans mystère, minaient la corruption, une brutale répression, l'irrésistible vague islamique. Double aveuglement né d'une fascinante combinaison de calculs éconoaveuglement ne à une fascinante communison de caiccus econo-miques et stratégiques : de riches contrats civils et militaires aveuglaient alors entreprises et gouvernements qui révaient de renforcer le « gendarme du Golfe ». Mais les plus profitables opérations commerciales associées aux plus habiles schémas antisoviétiques ne suffisent pas à définir une politique réaliste. La chute du chah sonna en 1979 le glas de ces illusions.

Bien que les cartes aient ainsi été brouillées, le jeu fut cependant poursuivi dans une troublante fidélité aux mêmes obsessions : mercantilisme et anticommunisme, qu'une rhétorique floue prétendait justifier par de distraites références au fragile équilibre des forces dans une région aussi stable qu'un volcan.

Humiliée par la longue détention de ses diplomates à Téhéran, l'Amérique crut pouvoir concilier des objectifs incom-patibles : soutenir l'islamisme en Afghanistan contre l'URSS et le combattre en Iran ; puis trouver des « modérés » dans le bouillonnement révolutionnaire de Téhéran; vendre des armes à un régime dont elle dénonçait le terrorisme; financer ainsi au Nicaragua un combat dont le Congrès ne voulait pas.

La France, pour sa part, n'agissait pas plus clairement. Elle privilégiait ses intérêts économiques en Irak; proclamait que son amitié pour Bagdad n'impliquait aucune inimitié pour Téhéran, alors que les deux capitales s'infligealent des certaines de milliers de morts ; traitait secrètement avec la République islo-mique alors qu'elle armait ostensiblement son adversaire ; s'inquiétait de voir Bonn, Londres et Tokyo la supplanter dans le commerce avec l'Iran. La sévère analyse publiée dans ces colonnes par Francis Beaujeu (le Monde diplomatique, mai 1987) reste parfaitement valable; elle s'enrichit tout au plus des nouvelles bévues accumulées au cours des derniers mois.

Jamais l'ensemble des éléments du dossier n'a été lucidement pris en considération pour élaborer une politique cohérente fondée sur une nette hiérarchie des valeurs et des objectifs. Le plus préoccupant n'est pas le soudain recours à la force, mais l'inconsistance qui, après avoir marqué la phase dite diplomatique, continue d'inspirer les comportements dans cette phase plus musclée. A Paris comme à Washington, les mêmes contradictions se manifestent au cœur du pouvoir.

La sécurité des convois pétroliers dans le Golfe comme le sort de M. Paul Torri à Téhéran et de M. Wahid Gordji à Paris se jouent maintenant à pile ou face. Etroite marge de mancuere, interdiction de reculer. Le hasard d'un incident peut tout décider. C'est encore Moscou qui manœuvre avec le plus de finesse, aussi bien dans le conflit israélo-arabe que devant la guerre du Golfe. Symboles d'ineffable solidarité : au moment de la rupture diplomatique entre la France et l'Iran, Bonn rouvre à Téhéran l'institut culturel Goethe ; depuis le début de la révolution islamique, Israël pro-occidental trouve dans l'hostilité de l'Irak un argument suffisant pour armer l'Iran contre l'Ouest.

Se préoccupant des gouvernements plus que des pays, des intérêts économiques plus que des populations, de l'immédiat plus que des évolutions durables, l'Occident dilapide son crédit de confiance au point d'inquiéter même les régimes arabes modérés qui ne veulent ni d'une influence soviétique renforcée ni

### M. Gorbatchev, Israël et les Palestiniens

Per AMNON KAPELIOUK

pense que plus vite la situation au Proche-

Orient sera normalisée, plus vite on pourra

procéder à l'examen de la normalisation

président de la Syrie, M. Hafez El Assad,

Et tout récemment encore, devant le

des relations (2). »

A rencontre à Genève, les 6 et 7 juillet dernier, entre M. Richard Murphy, secrétaire d'État adjoint américain pour le Proche-Orient, et son homologue au ministère soviétique des affaires étrangères, M. Vladimir Poliakov, représente un nouveau pas vers la tenue de la Conférence internationale pour la paix au Proche-Orient (1). Peu après, une délégation consulaire soviétique arrivait à Tel-Aviv et certains ont interprété cette visite comme un début de dégel entre l'URSS et Israël. En fait, la tâche de cette délégation est purement technique; elle comporte deux objectifs : d'une part, procéder à l'inventaire des biens de l'Église orthodoxe russe en Israël; d'autre part, renouveler les passeports de quelques centaines de citoyens soviétiques résidant dans ce pays.

Cela dit, voilà plusieurs années que la diplomatie soviétique au Proche-Orient vise un but bien précis : la convocation d'une conférence internationale de paix pour conjurer le risque d'un nouveau conflit militaire israélo-arabe.

Un changement de style est néanmoins intervenu avec l'accession au pouvoir de M. Mikhail Gorbatchev. Les Soviétiques rappellent de plus en plus fréquemment qu'ils avaient soutenu la création

en visite en Union soviétique, M. Gorbatchev a tenu ces propos : « Je le dirai fran-chement : l'absence de rapports entre l'Union soviétique et Israël ne peut être de l'Etat d'Israël en 1948 et soulignent que l'absence de relations diplomatiques est considérée comme normale. Mais c'est anormale. Lors de sa visite à Paris en octo-Israël qui est responsable de la rupture qui bre 1985, M. Gorbatchev a déclaré : résulte de l'agression contre les pays Nous avons participé à la création de arabes. Nous reconnaissons, de la même l'Etat d'Israël, nous reconnaissons sa soufaçon que nous le faisons pour tous les veraineté, le droit à l'existence de cet Etat, Etats, le droit d'Israël à la paix et à la ses intérêts légitimes, les intérêts de sa sécurité. Cela dit, comme dans le passé, sécurité. Mais nous avons des conceptions l'Union soviétique reste catégoriquement hostile à la politique de force concerne le rétablissement des relations, je d'armexion pratiquée par Tel-Aviv.

(Lire la suite page 8.)

Cf. « Le temps du courage », par Clande Julien, le Monde diplomatique, avril 1987.
 Le Monde, 7 octobre 1985.

### DANS CE NUMÉRO :

### Brandir le drapeau

Dans le Golfe, montent, une fois encore, les tensions et se précisent les périls. Washington, sans grande imagination politique, déploie sa marine, menace de ses canons. Et Paris semble tenté de l'imiter, risquant également de se placer à la merci d'un incident. Ces mâles logiques, ces redoutables décisions tentent de masquer d'évidentes faillites dans d'autres domaines et les marques d'un discutable déclin. Claude Julien réclame, face à la double manace, de bien plus hautes « AMBI-TIONS > (pages 1 at 11).

### GUERRE ET PAIX

Tandis que les Etate-Unis - traumatisés par l'affaire North s'empêtrent dans le Golfe et que, à cause de leur alliance, « LA DIPLOMATIE ÉGYPTIENNE DEMEURE ÉCARTELEE » (pages 8 et 9), l'URSS effectue un subtil retour au Proche-Orient. Des échanges entre « M. GORBATCHEV, ISRAEL ET LES PALESTINIENS » (pages 1, 8 et 9) dépend désormais, en grande partie, l'évolution des initiatives de paix.

En France, l'ordre donné à la marine d'appareiller relance le débat sur la nécessité de construire le Charles-de-Gaulle, ce « PORTE-AVIONS TRÈS POLITIQUE », même si certains soutiennent que « LE NUCLÉAIRE EST UNE ARME A MOINDRE COUT » (pages 12 et 13).

### UNE CULTURE SOUS LE CHOC

Les politiques, on le sait, demeurent malades de leur culture. Le phénomène semble s'être récemment aggravé, alors que s'est

M 2136-401 - 15 F

imposé « UN NOUVEAU MAITRE A PENSER : L'ENTREPRISE » (pages 14 à 16). Le trouble des esprits provient-il de l'écart qui s'est institué entre le progrès scientifique et le progrès social ? Le professeur José Vidal Beneyto propose, à ce sujet, ses « LECTURES D'UN DIVORCE » (pages 14 et 15). Dans ces circonstances, plus que jamais, paraît s'imposer le projet d'« UNE UNIVERSITÉ EURO-PÉENNE SUR LA MONTAGNE SAINTE-GENEVIÈVE » (page 28). D'autres chantiers culturels restent à renforcer, en particulier celui de « LA FRANCOPHONIE » (pages 17 à 22). Mais l'usage des langues européennes continue d'être critiqué par certains intellectuels du tiers-monde, comme l'écrivain kényan Ngugi Wa Thiong'o, partisan de « DÉCOLONISER L'ESPRIT » (page 24).

### COMMENT VIVENT LES HOMMES

Le Kenya précisément apparaît aujourd'hui € DANS TOUTE SA FRAGILITÉ » (page 25) parce que les droits de la personne, notamment, y sont souvent bafoués. Ils continuent de l'être également à Haiti. où « LA DÉCEPTION ET LA COLÈRE » des citoyens s'expriment une nouvelle fois (pages 6 et 7).

Certains, malgré tout, croient assister aujourd'hui à « LA DISPARI-TION DES INÉGALITÉS (page 2), quand c'est plutôt leur extension qui caractériserait notre époque. Ainsi, au Nord, par exemple à « MARSHALL, QUELQUE PART AUX ETATS-UNIS » (pages 4 et 5), le malaise général est psipable et les quatre mille babitants de cette petite ville se heurtent soudain aux effets de la crise. Sans percevoir clairement les liens multiples qui les relient au reste du monde.

Voir le sommaire détaillé page 28.

### Iran-Irak: la diplomatie du conflit

juillet-août 1980 - juillet-août 1987

7 ans de guerre entre l'Iran et l'Irak.

Une querre dévastatrice en hommes et en ressources, dévoreuse d'armes en tout genre. 7 ans de conflit aux aspects à la fois modernes et traditionnels, le conflit régional probablement le plus important que le monde ait connu depuis 1945.

L'attaque récente d'un navire de guerre américain par un Mirage irakien ne fait qu'accroître l'internationalisation de ce conflit sans fin.

Aussi dans son demier numéro, Politique Étrangère se consacre-t-elle à l'analyse de la diplomatie de la guerre Iran-Irak et à ses dimensions internationales.

### politique étrangère

nº 2/87:80 F

Directeur de la publication : Thlerry de Montbrial



Revue trimestrielle publiée par l'institut français des relations internationales Diffusion ARMAND COLIN-abonnements : (1) 40.44.76.44

1997 134 000 axempla.705

### « LA REVANCHE DU TIERS-MONDE », de Jean-Claude Chesnais

### De la disparition des inégalités

**ALAIN** GRESH ANS son tout récent Rapport sur le développement dans le monde 1987 (1), la Banque mondiale dresse le bilan économique de quarante et un pays du tiers-monde et conclut : « Les chiffres montrent que la performance économique des écono orientées vers l'extérieur a été dans l'ensemble supérieure à celle des économies orientées vers l'intérieur, et cela à presque tous les égards. -

Ce diagnostic, qui conforte les thèses en faveur d'un marché international libéré de toute entrave, suscite cepen-dant une certaine incrédulité dans le très conservateur Financial Times. Le quotidien londonien remarque en effet que, dans le climat protectionniste actuel et après le plus forte chute du cours des matières premières depuis les années 30, le pessimisme envers une politique axée sur les exportations qui fut à l'origine de l'adoption des politiques de substitution immédiatement après la seconde guerre mondiale est plus justifié aujourd'hui qu'alors (2) ». Et d'ajouter que l'étroi-tesse de l'échantillon choisi par la Banque mondiale pour sa démonstration, avec seulement trois pays - Hongkong, Corée du Sud et Singapour, - qualifiés de « fortement orientés vers l'extérieur », ferait frémir plus d'un statisticien. D'autant que, selon le journal des milieux d'affaires britanniques, d'autres facteurs expliquant la fulgurante croissance de ces pays devraient être examinés de plus près : stabilité politique, éthique du travail, distribution plus égalitaire des revenus...

Ce scepticisme de bon aloi n'a pas cours chez certains intellectuels en mal de bonne conscience. Dans la Revanche du tiers-monde (3), le démographe Jean-Paul Chesnais, auteur d'une remarquable Histoire de la violence et qui s'attaque aujourd'hui aux questions de la croissance, se montre convaincu que les pays en voie de développement marchent vers des lendemains radieux. D'ores et déjà, ils auraient en partie rattrapé l'Occident, qui « perd sa préé-minence ». Seuls restent à l'écart ceux du marché ou se laissent enfermer dans un cercle vicieux d'une dépendance accrue par rapport à Moscou ».

« Le commerce extérieur, écrit-il, est l'un des principaux moteurs de la croissance économique. Plus l'économie est ouverte, plus son taux de crois-sance est élevé... » Et de citer les grands pays qui peuvent « être d'ores et déjà considérés comme presque développés » : le Mexique, la Corée du Sud, la Turquie et, bien sûr, le Brésil, que l'on verra se hisser, vers 2050, « en terme de puissance, à la hauteur du numéro un mondial actuel : les Etats-Unis ». Mais sa démonstration s'appuie sur des données erronées : ainsi au Brésil, le ratio exportation de marchandises/produit intérieur brut (PIB) en 1978-1980 n'était pas de l'ordre de 20 %, mais de 10 % : et le Mexique est considéré par la Banque mondiale, à

IL Y A DIX ANS

"IL n'a certes pas été

méconnu...», écrivait Mauriac (encore qu'on puisse fort bien être un illustre méconnu, an sein d'une célébrité universelle retentissante,

et jusque dans les obsèques nationales).

Claude Tannery s'y est attaché (2).

André Brincourt se plaît d'autant plus à saluer cette reconnaissance de ce que lui-même avait tôt discerné : la « loi de méta-

morphose » qui est la clef d'une pensée où il entre profondément, non sans en mar-

quer avec force la permanence et la cohé-

ayant remis sa copie », mais le témoin demeure frappé par « cette ponctualité stupéfiante dans tous les rendez-vous pris

avec l'histoire, avec les dieux, avec lui-même. Y compris le dernier, sprès qu'il

cut « somptueusement vieilli » (si l'on veut s'en tenir à l'esprit), et qui sera son

ultime victoire dans la « lutte contre le

destin ». Bien entendu, nous aurons assisté, au passage, à tous les moments, épisodes, aspects de cette lutte, que ce soit la « quête de l'autre », la « commu-

nion des différences ». la révolution et

l'art, double et unique pouvoir pour « sau-l'art, double et unique pouvoir pour « sau-ver l'homme de l'humillation »... Et en laissant sur les bas-côtés tous les trompe-l'œil de la légende : l'aventurier, l'intoxi-

qué d'exotisme, le politique, « l'historien

de l'art » ou « l'amateur » d'art ; et

jusqu'au «romancier-reporter»; à cela près que ses reportages à lui devancent l'histoire, qui s'est mise à les imiter.

Non seulement Malraux est mort « en

C'était il y a un quart de siècle.

Malraux demeure un inconnu (1) ».

Cet inconnu, il était tout de même temps de nous le présenter. Récemment, juste titre, comme un pays « modérément orienté vers l'intérieur ».

Très critique à l'égard des stratégies économiques tiers-mondistes des années 50, Nigel Harris, spécialiste britannique du développement, rejoint, dans The End of the Third World (4), certaines thèses de Jean-Claude Chespais : « Le tiers-monde disparaît. Pas les pays eux-mêmes, pas leurs habitants, encore moins les pauvres, qui ont marqué la définition du concept, mais la thèse qu'il sous-tendait. Le tiers-mondisme a commencé comme la critique d'un monde inégal (...) carac-térisé par l'échange entre matières premières et produits manufacturés. Mais le système qui lui a succédé aujourd'hul est bien plus complexe et

ne se réduit pas à la dichotomie entre riches et pauvres, entre pays industria-lisés et non industria-

Néanmoins, son analyse, centrée sur la · bande des quatre » (Corée du Sud, Taiwan, Hongkong, Singapour) ainsi que sur le Brésil et le Mexique, échappe au piège des interprétations simplistes. « Les politiques poursuivies [par les quatre pays asiatiques] furent fréquemment différentes, comme l'étaient leur héricomme tage, leur histoire ou leur taille (...). La Corée du Sud, Taiwan et Singapour sont des triomphes du capitalisme d'Etat, mais Hongkong et Singapour sont aussi des triomphes du

libre .commerce. »

Quant au Brésil et au Mexique, ils ont prouvé, « en dépit des réserves des économistes néolibéraux, que de forts taux de croissance étaient possibles sur de longues périodes malgré un contrôle des importations ».

Les yeux rivés sur les indicateurs

explique que, pour parvenir à un rythme de croissance soutenn. . la première des corrélations est celle qui lie la santé économique à la santé politique », et il vante alors « la stabilité institutionnelle forte» de la Corée du Sud, du Brésil et de Taiwan durant trente années. Pas une phrase pour condamner ou simplement analyser la nature de ces dictatures, dont certains exploits ont été particulièrement sanglants. En contrepoint de cet éloquent silence. Nigel Harris estime au contraire que ces pays sont voués à l'instabilité « justement à cause de la discipline et des sacrifices que les frénétiques rythmes du développement ont imposés à la force de travail » et

Le plus grave est que si des progrès se sont réalisés, pour l'essentiel, dans un climat général de croissance, cellenue de donner des signes d'essouffle-ment, et, si les gouvernements écrit la Banque mondiale dans son rapport. D'où l'appel de plus en plus presques des grands pays industrialisés, · coordinateur ». Dans un récent entre-

paraît désormais appartenir au passé. « La reprise de l'économie mon-diale qui s'est amorcée en 1983 contin'agissent pas, le marasme, si ce n'est le déclin économique, est à craindre », sant à la « coordination » des politiqui, à leur tour, devront se couler dans le moule du Fonds monétaire international (FMI), chargé, au dernier sommet de Venise (8), d'assurer le rôle de

Quelle que soit la terminologie de circonstance, c'est donc, finalement, l'ensemble des économies placées sous le contrôle du FMI qui seront soumises à son « jugement extérieur, objectif. compétent, amical et serein ».

Objectif, le jugement des institutions financières internationales où les Etats-Unis ont un pouvoir de décision prépondérant? Un article publié par le département d'Etat reconnaît que, - en incorporant les pays en développement dans [une économie mondiale ouverte], la Banque mondiale s'est averée un instrument peu coûteux pour la promotion des Etats-Unis (10) ».

Compétent, l'avis du FMI? Mais que dire alors de cette impuissance per-sistante devant les désordres du système monétaire, même face à cette économie de spéculation qui rend les investissements en Bourse bien plus rentables que les investissements productifs? Et aussi, malgré tous leurs discours sur la mobilisation des ressources privées en faveur des pays en voie de développement, les Etats n'ont pu éviter que les banques commerciales ne recoivent du tiers-monde en 1986 plus qu'elles ne lui ont prêté (11).

En fait, au-delà des différences de traitement du nord au sud, la logique des réformes néolibérales aboutit non à la disparition des inégalités mais à la mise en place de sociétés à deux vitesses : la masse des « nouveaux pauvres » grossit dans les pays industrialisés, tandis que dans le tiers-monde les laissés-pour-compte sont toujours une immense majorité. Serait-ce là la « revanche du tiers monde » ?

(1) Benque mondiale, Rapport sur le développement dans le monde 1987, Washington, 1987, 317 pages.

(2) Financial Times, 1= juillet 1987. (3) Jean-Clande Chesnais, la Revanche du

tiers-monde, Laffont, Paris, 1987, 336 p., 98 F. Son Histoire de la violence est perce chez Laffont en 1981.

(4) Nigel Harris, The End of the Third World, LB. Tauris, Londres, 1986, 231 p. (5) International Herald Tribune, 9 juin 1987. Voir aussi l'article de Jean-Pierre Dar-

daud sur l'Inde, le Monde diplomatique, octo-

(6) Ibid.

(7) International Herald Tribune, 27-28 juin 1987. On pourrait aussi relever que Jean-Claude Chesnais affirme, en une phrase, que la dégradation des termes de l'échange a rouvé une réfutation définitive ... alors que le cours des matières premières est tembé à son niveau le plus bas depuis la seconde guerre mondiale. La Banque mondiale elle-même le concède dans son rapport : « Il est possible, es: effet, que le prix relatif des produits de base ait tendance à baisser à long terme. »

(8) Le dernier sommet des chefs d'Etat des sept principaux pays industrialisés s'est tenu du 8 au 10 juin à Venise.

(9) Le Monde, 9 juillet 1987.

(10) Cité par Africa Wireless File, ambas-sade des Etats-Unis à Paris, 8 juillet 1987.

(11) Le Monde, 24 juin 1987.



tions répressives gouvernant la force de travail et, plus largement, la société, il sera de plus en plus difficile d'effectuer la transition vers une économie moderne ». Les événements actuels en Corée du Sud sont particu-

### « Un Nord dans le Sud »

E développement entraîne-t-il la fin, ou simplement la diminution, des inégalités sociales? Pour se convaincre que tel est bien le cas, l'auteur de la Revanche du tiersmonde se fonde avant tout sur l'augmentation du PIB par habitant, alors même que, depuis la fin des années 70. le service de la dette absorbe largement cette croissance et que, pour en assurer le paiement, les Etats sont obligés de rogner leurs dépenses sociales. Mais il est vrai que le fardeau de la dette du tiers-monde n'a pas sa place dans cet

J.-P. Chesnais dénonce aussi l'appréciation pessimiste dont est régulière-

Enfin, chez celui qui, justement, avait laissé loin derrière lui la littérature, une

dernière mutation : le Musée imaginaire littéraire, le retour au « monde de

l'écrit », contemporain d'un autre retour : aux dieux. Et « le mot de la fin » chez

celui qui avait beaucoup prévu : « Nous souviendrons-nous que les événements spirituels capitaux ont récusé toute prévi-

Mais que peut laisser entrevoir notre sommaire, d'une connaissance si riche et passionnée ? Ce n'est pas de loin que Brin-court regarde Malraux et nous le donne à

voir : il a été pendant vingt-cinq ans un de

ses témoins les plus proches, peut-être le préféré. Ce qui lui fut dit et écrit a gardé

pour lui toute sa chaleur, qu'il nous com-

munique. Cette pensée, cette œuvre, l'homme même, lui, il les a entendus. Son

livre ouvre à la connaissance d'un Mal-

Et tel qu'au temps où, pour la pre-mière fois, l'espèce s'est donné les moyens de sa mort totale; où la torture est deve-

nue un « système de pouvoir », et « l'organisation de l'avilissement » un

acte politique; au temps d'une crise de civilisation qui réside dans « l'absence,

sans précédent, de valeurs suprêmes », Mairaux nous concerne ou, comme on dit,

nous interpelle. Il serait désastreux que,

pour un peuple sourd ou distrait, il demeure cet annonciateur mai entendu.

(1) Mairaux le malentendu, d'André incourt, Grasset, Paris, 1986, 266 p., 88 F.

(2) Voir le Monde diplomatique d'octo-

raux tel qu'en lui-même...

Mort d'un inconnu

ment l'objet la situation alimentaire du tiers-monde: « De façon générale, les besoins tendent à être surestimés, par exagération des normes de poids corporel (dans un pays comme l'Inde, par exemple, la proportion des enfants et le poids corporel à l'âge adulte (sic) s'écartent fortement de la norme occidentale. > Certes, l'Inde exporte aujourd'hui des denrées alimentaires. mais, suivant la Banque mondiale, près de 40 % de ses habitants vivent en dessous du seuil de pauvreté. Dans les deux dernières années, plus d'enfants sont morts en Inde et au Pakistan que dans les quarante-six pays d'Afrique noire (5). Et au Brésil, pour la première fois en 1986, le taux de mortalité

infantile a augmenté (6).

Pour illustrer le déclin futur des inégalités dans le tiers-monde, Jean-Claude Chesnais, fidèle aux théories de Rostow sur le décollage économique, s'appuie sur un exemple au Nord celui des Noirs américains - qui préfigure des lendemains meilleurs : « Quoi de plus édifiant que la percée de la population noire, impulsée là encore par le levier scolaire? . et qui se tratuit par l'augmentation de ses effectifs dans les emplois supérieurs. La naissance d'une petite-bourgeoisie noire significrait-elle l'intégration économique et sociale? Aux Etats-Unis, 55 % des Noirs, contre 26 % des Blancs, vivent en dessous du seuil de pauvreté. De surcroît, la marginalisation d'une part croissante de la population des ghettos ne fait que s'aggraver depuis que M. Reagan a accédé au pouvoir. Ainsi, alors que le taux de mortalité infantile est de 11 % dans l'ensemble du pays, il atteint 21 % à Detroit - où les Noirs sont particulièrement nombreux - et peut culminer à 67 ‰ à Greene-County, dans l'Alabama (de même qu'au Guatemala) (7).

Certes, des progrès importants ont été accomplis en trente ans dans le tiers-monde (baisse générale de la mortalité, essor de la scolarisation), et il existe bien, suivant la formule de l'économiste chilien Carlos Ominami, « un Nord dans le Sud ». Nigel Harris n'en conclut pas moins que « là où il y a eu une redistribution [entre le Nord et le Sud], elle a touché une minorité seulement des pays les moins développes et, à l'intérieur, une minorité encore plus petite de leurs habitants ». On est à cent lienes du « rattrapage » et de la disparition de la « prééminence » de

tien, M. Camdessus, directeur général du Fonds, se félicitait donc du « grand progrès [qui] vient d'être fait à Venise. Il est remarquable que des gouvernements d'Etats souverains, finalement seuls responsables de leurs décisions devant leur Parlement et leur opinion un tel système de surveillance multilatérale et de coordination de leurs politiques économiques (9) ».

Ainsi le veut la logique de l'intégration mondiale des économies, sous la houlette du libéralisme, dont le FMI s'est déjà fait le champion depuis nombre d'années dans le tiers-monde, au nom de l'« ajustement structurel ». On connaît les recettes : affaiblissement du rôle de l'Etat, privatisation, réduction des dépenses publiques, ouverture des marchés, etc.

Tant bien que mal, les pays industrialisés sont maintenant engagés dans la même voie, au nom de la nécessaire modernisation de leurs industries. Dans la bouche du directeur général du FMI, I'a ajustement structurel a n'est rien d'autre qu'un « ajustement pour

### CORRESPONDANCE

### Les soins aux enfants en Afrique

Nouvelle réaction à la lettre de Mme Sémeria, de Nice (voir le Monde diplomatique de février 1987), sur les soins aux enfants en Afrique : une organisa-tion caritative de Montpellier, Espoir pour un enfant, nous communique les réactions de ses correspondants, médecins et infirmières qui utilisent ses

Plusieurs faits, parfois contradictoires, ressortent de ces témoignages. Tout d'abord, le dénuement et la dépendance à l'égard des dons de médicaments de l'étranger. Une infirmière dans un hôpital d'Etat en Centrafrique, Christine Bourgeois, raconte : « Un jour, un bébé de six geois, raconte : « On Jour, un oror ur six mois est amené par sa maman : hyper-thermie, convulsions, dyspnée, raideur de la nuque. La ponction lombaire révèle une méningite purulente. Il faut des antibiotiques à haute dose. Il n'y a plus rien à l'hôpital (...). Rentrant le soir à la mis-sion, je trouve des colis! Il y en avait un d'Espoir pour un enfant, plein de Cla-moxyl. L'enfant a été sauvé de justesse.

Il semble que le fait de faire payer, nême de façon symbolique, tous les médi-caments, y compris ceux envoyés gratuite-ment de l'étranger, soit une pratique cou-rante. Il est difficile, remarque le docteur rante, il est difficile, remarque le docteur Patrick Lepinay, médecin-chef d'un dis-pensaire au Cameroun, d'instituer une politique à deux vitesses : distribuer les dons et vendre les médicaments que les services de santé doivent se procurer à grands frais. C'est affaire d'adaptation sur le terrain : « L'utilisation idéale des dons de médicaments me parait être celle qui les réserve aux gens démunis et lors-

que des traitements coûteux doivent être institués. Cela permet, par l'ajout de ces produits gratuits, d'abaisser le coût total

Cette attitude est partagée par sœur Suzanne, travaillant au Sénégal, qui souligne que bien des familles disposent de revenus importants pour payer des dots et des festivités coûteuses. Le poste santé doit entrer naturellement dans le budget des ménages. Sinon, « tout donner gratuitement savorise le développement d'une mentalité d'assistés, d'irresponsables, de

### LE MONDE DIPLOMATIQUE

Fondateur: Hubert BEUVE-MERY Directeur: Claude JULIEN Rédactrice en chef :
Micheline PAUNET
Rédaction : Ignacio RAMONET
Alzin GRESH, Bernard CASSEN, Christian DE BRIE Secrétaire de rédaction : Solange BRAND

RÉDACTION 7, rue des Italiens 75427 PARIS CEDEX 09 Télex : MONDPAR 650572 F Tél. : 42-47-97-27

Publicité : le Monde Publicité S.A. Responsable: Antoine Gauvin 5, rue de Montressny, 75007 Paris. Tél.: 45-55-91-82 ou 45-55-91-71 Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

### Ne pas pousser le 1 all protect

Saures Japonari savons persiservice des usus extendent Spendiction of con cutions per des bass regenteur de une Salan des frictions avec les the be declarate use guerre Send Contrainer l'éco Middle dans une Citatirophe Riche delle des années 30. Han i come negocions avec les A throat faut poser les cométenue les qui en résulte Mar le système commercial Mar le système commercial la la la plus grand souci, chathe st de no pas commente de angue traducti co bonrect je i manuant ce pousse. State bien cue in echanges intered pa tebrésourent encote

al comment of premier minustre legistres, experiences; l'autom

RÉDUCTION

Es Etats-I nis continuent de disecus pour l'inciter à partie aleffert de relance des éconos on biens et capitana de amalient structurelles street cien d'affaires et de la fina bisone of cependant decide Mesons VI. Vichihika San es affaires exterieures, en engl

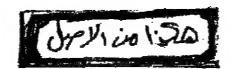
the state of the second of the second Report the same and a state of The grant of the first transfer of the second of the secon ATT THE COURT OF THE CASE The second of the second of the The same of the sa 222 (2107 ) 2- 1/ 1/ 1/23 (25/48) American de la militar con ENTRY OF THE PROPERTY AND THE management to fire to be a deve Service of the servic Secretary and the second testing lights mater planter to the steel

STATE OF STATE OF LAND BU fractions comes and a supply of Strange of the control of the contro SERVICE AND ADDRESS OF THE SERVICE STEERE OF COURSE CONTRACT OF min of the street & malegra a level time must And in compare of the cight ten ma men anner nere en er 🚑 martine St. T. r. 1021 1140 WA mer commercial country and \$4.80%. and transfer to the terms of perameter wast to full plant traffic minmine nemocial to contrast prite. ma from tours of state of Grand the man to T. T. Client on constraints ma Pergerma en el l'arra que erien gericht geweit und gehandete. 🕰 Timenala yen ili. Yest appeter

Barri lau America na st Japan 2000 from la laure, de la constaum The matter twee southwest as located to the time to the ACCUSE OF STAGE OF THE STAGE OF STAGE Timble in im mire ife einem MERCE CENTER LE LIFE ALPINEM Partie de course d'environ Paul ir et ettermentent dem Analogo come to a come and sage. ala inclusional que que Deministration of the second Time net unt rute marge. demin total des tillet de ellienge manamatic to diversi & pate SERVICE CONTRACT NACE table or volume des changes,

terfener is margine. fig men ereibe binniente de le proment conscience. meter d'une dunnée fondamenbradese à la habite du ven se Telle lan que leur exchient Te se reillira pas. Le the leurs experiences a nettename man s'ils ne versient par te dielig se poureuse, la muie de tetare l'excedent commercial libraire les importations.

dan leagramps, les négoerateurs Sense of the latter of the postante Rudie le deficit d'impercial Mits Basel me steit gemeine Adiae aux trop eleve du datier Tarque les beseins des deux eresagetest ber comb ementation the deficient of the se Cotte Signaturation des ser proper eluder le problème de



### RÉDUCTION DE L'EXCÉDENT COMMERCIAL, OUVERTURE DU MARCHÉ

### La nécessaire restructuration de l'économie japonaise

ES Etats-Unis continuent de faire pression sur le gouvernement japonais pour l'inciter à participer de manière plus substantielle à l'effort de relance des économies. Mais l'ouverture du marché aux biens et capitaux étrangers, de même que les transformations structurelles attendues sont loin d'enthousiasmer les milieux d'affaires et de la finance (1). Le premier ministre, M. Nakasone, est cependant décidé à aller de l'avant. Dans l'article ci-dessous, M. Michihiko Kunihiro, son principal conseiller pour les affaires extérieures, en explique les raisons.

- Par MICHIHIKO KUNIHIRO •

Il n'est peut-être pas exagéré de dire que les relations économiques entre les Etats-Unis et le Japon traversent leur phase la plus difficile depuis la fin de a guerre du Pacifique, Pourtant, cette affirmation n'implique aucun pessimisme pour l'avenir : en fait, les deux nations ont entrepris de construire des relations économiques nouvelles, à la mesure des changements qui affectent l'économie mondiale.

Cette observation se fonde sur deux faits principaux. Le premier est que, indépendamment des accusations lancées par le Congrès américain, les relations commerciales entre les Etats-Unis et le Japon sont déjà en train de charger. Le déficit commercial américain a atteint son sommet au cours du troisième trimestre de l'année dernière, et depuis il est en baisse. Le déficit à l'égard du Japon a, lui aussi, diminué de 6,9 %, si l'on compare le premier trimestre de cette année avec celui de l'année dernière. Selon les statistiques japonaises - exprimées en yen, l'excédent commercial avec les Etats-Unis, pour le deuxième semestre de l'année dernière, s'est réduit par rapport à la même période de l'année précédente. Pour toute l'année 1986, la baisse est de 7,7 %. C'est uniquement lorsqu'on l'exprime en dollars que l'excédent semble avoir augmenté de 30,2 %, puisque le yen, lui, s'est apprécié de 42,1 %.

En second lieu, Américains et Japonais out su tirer la leçon de quelques expériences récentes assez coûteuses. Pour les Japonais, il ne s'agit pas tant des sanctions américaines sur les semiconducteurs que de la montée du cours du yen. En règle générale, une augmentation du taux de change d'environ 50 % en un an est extrêmement dommageable pour toute industrie exportatrice. Les Japonais essayèrent quelque temps de maintenir le volume de leurs exportations en réduisant leurs marges. te tenu des taux de ch de ces derniers mois, ils doivent à présent soit augmenter leurs prix et accepter une baisse du volume des changes, soit abandonner le marché.

Après avoir essayé plusieurs méthodes, ils prennent conscience, anjourd'hui, d'une donnée fondamentale : la tendance à la hausse du yen se maintiendra tant que leur excédent commercial ne se réduira pas. Le volume de leurs exportations a nettement diminué, mais s'ils ne veulent pes que ce déclin se poursuive, la seule facon de réduire l'excédent commercial est d'accroître les importations.

Pendant longtemps, les négociateurs américains ont réfuté la thèse japonaise selon laquelle le déficit commercial croissant des Etats-Unis était principalement dû au taux trop élevé du dollar et an fait que les besoins des deux économies n'étaient pas complémentaires. Peut-être craignaient-ils que, si cette thèse était admise, les Japonais en profitent pour éluder le problème de

l'ouverture de leur marché intérieur. Cependant, l'accord du Plaza de septembre 1985 (2) marqua un changement d'attitude de la part des Américains, du moins pour ce qui est de l'impact commercial des taux de change. S'apercevant que les ajustements des taux de change ne produisaient pas les résultats escomptés, principalement à cause du phénomène dit de « courbe en J » (3), ils en vinrent en effet à insister pour que les pays dont la balance commerciale était excédentaire accroissent leur demande intérieure. En même temps, ils admettaient officiellement qu'il leur fallait réduire leur déficit budgétaire. De plus, l'amé-

lioration de la compétitivité de l'indus-

trie américaine devint soudain le cri de

négocié avec les États-Unis qu'avec la CEE, et nous avons conclu davantage d'accords avec eux - ce qui était inévitable, puisque nos échanges avec ce partenaire sont beaucoup plus importants. Mais nous nous en tenons toujours an principe voulant qu'un accord passé avec les Etats-Unis ou un autre Etat soit valable pour l'ensemble de nos partenaires. Ainsi, nous avons beaucoup négocié avec les Etats-Unis afin de supprimer les barrières commerciales pour les produits médicaux et biles. Or ce sont en fait les Européens et non les Américains, qui ont le plus bénéficié de ces mesures. L'année dernière, les exportations européennes vers le Japon ont augmenté de 50 % pour les produits pharmaceutiques et de 90 % pour les automobiles (40 % en

Nous accueillons avec faveur de telles évolutions, surtout si l'on considère le déséquilibre croissant de nos échanges avec beaucoup de pays européens. Bien sûr, l'Europe ne se contentera pas de ces améliorations, qui ne sont que la conséquence de conce japonaises à l'égard des Américains : la résolution des problèmes spécifiques aux relations entre l'Europe et le Japon doit faire l'objet d'efforts plus importants. Mais du point de vue japonais, les arguments européens sonneront faux tant que certains pays d'Europe maintiendront des restrictions discriminatoires à l'encontre du Japon tout en

mentaient de 12,5 %. La tendance se confirme cette année, et ce rééquili-brage de notre balance commerciale devrait apparaître même dans les statistiques exprimées en dollars.

En troisième lieu, nous nous sommes employés à augmenter la demande intérieure. Il faut savoir que la liberté d'action du Japon en matière fiscale est limitée par le très fort endettement de l'Etat, qui a atteint en 1986 43,6 % du produit national brut (PNB), ce qui oblige le gouvernement à consacrer environ 20 % de ses revenus au service

de la dette. Ainsi, lorsque la croissance économique des Etats-Unis atteignit 6,4 % en 1984, il nous fut impossible de suivre. Le Japon chercha à stimuler son économie en s'appuyant sur une politique monétaire, mais l'effet on'il fallait en attendre sur les taux de change nous empêcha jusqu'à l'année dernière de réduire les taux d'intérêt. En outre, jusqu'à l'automne 1986, le gouvernement américain s'opposait à l'accroissement de notre déficit budgétaire qui, selon lui, finirait par gêner une croissauce économique soutenne.

#### S'euvrir aux importations, accroître la demande intérieure

CEPENDANT, la rapide montée du yen transforma complètement la situation. Le Japon fut pratiquement obligé de compenser la baisse de la demande étrangère en accroissant sa demande intérieure. Ainsi, en septembre dernier, le gouvernement mit au point un programme fiscal d'expansion de la demande d'un montant de 3 600 milliards de yens (soit 43 milliards de dollars), comprenant, entre antres, une réduction de la fiscalité de 1 000 milliards de yens. Le total équivaut à 1,8 % du PNB.

On pourrait craindre que ces mesures n'aient qu'un effet minime sur

Le gouvernement s'emploie donc à mettre en œuvre les recommandations du rapport Mackawa : le premier ministre, M. Nakasone, assume en personne la direction des services charges de promouvoir les ajustements structurels. Certaines recommandations, comme la réduction massive de la production nationale de charbon, sont déjà en cours d'application. Cependant, il faut s'attendre à une résistance acharnée de la part de ceux qui ont intérêt au maintien du statu quo. Le secteur le plus difficile sera bien sur l'agriculture, où les considérations sociales comptent autant que l'aspect économique. Dans bien des cas, cela prendra du temps, mais il nous fant poursuivre inlassablement dans cette voie. Comme l'a dit le premier ministre, l'ajustement structurel est pour le Japon une stratégie de survie à long terme.

En plus des efforts du gouvernement, la montée spectaculaire du cours du yen a agi comme un levier pour déclencher la restructuration de nombreuses industries. Plusieurs de pos activités traditionnelles, telles que le charbon, l'acier, les chantiers navals, etc., doivent maintenant effectuer leur rationalisation en profondeur, ce qui entraîne une masse énorme de licenciements. D'autres industries, y compris dans les secteurs de pointe, transfèrent leurs unités de production outre-mer pour diminuer les coûts, ce qui crée du chômage dans diverses régions du pays. De plus en plus, les biens produits à l'étranger par ces filiales sont envoyés au Japon, soit pour être mis sur le marché de la consommation, soit comme produits semi-finis pour l'industrie.

Les résultats de ces transformations commencent à se faire sentir. En six mois, de septembre 1986 à mars 1987, les importations en provenance de la Corée, de Hongkong, de Taiwan et de la Thailande out augmenté respectivement de 55 %, 50 %, 60 % et 35 %.

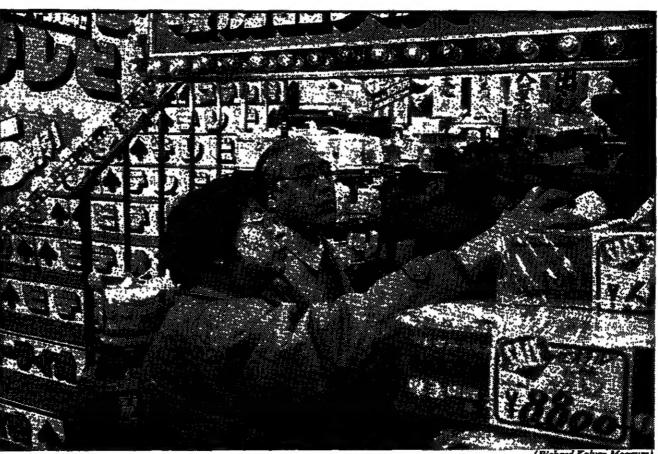
Mais il y a un changement plus fondamental : contrairement aux critiques qui lui sont si souvent adressées, le Japon ne dépend plus des exportations pour assurer sa croissance économique. L'année dernière, la demande intérieure a augmenté de 3,9 %, tandis que la croissance réelle du PNB était de 2,5 %, ce qui signifie que l'accroissement de la demande intérieure a effectivement compensé la perte enregistrée à l'exportation. Cette tendance doit se poursuivre, pour que nous puissions vivre en harmonic avec les autres nations et faciliter l'arrivée sur notre marché des produits en provenance des pays en voie de développement.

Si nous demandons aux Etats-Unis de réduire leur déficit budgétaire, nous devons nous attendre à une réduction de leurs achats à l'étranger. Cela aura bien sûr un impact considérable sur les exportations des pays en voie de développement. Aucun pays ne peut à lui seul compenser la baisse de la demande américaine, mais chacun des pays industralisés doit jouer son rôle pour soulager la détresse des pays en voie de développement; et, dans ce domaine, le rôle du Japon est particulièrement important.

Cf. Hiroko Yamane, « Les Japonais ne peuvent si facilement céder aux pressions de Washington », le Monde diplomatique.

(2) Référence à l'accord conclu le 22 sep-mbre 1985 à New-York entre les ministres des finances des cinq grands pays industris-hisés (République fédérale d'Allemagne, États-Unis, France, Royaume-Uni et Japon) pour mettre un terme à la hausse du dollar en print mattre un tenne a sa hausse du dollar en organisant l'appréciation des principales autres devises (yen et mark, essentiellement), de façon ordonnée, par rapport au billet vert (NDLR).

(3) La « courbe en J » décrit graphique ment l'évolution du solde commercial d'un pays au lendemain d'une dévaluation. Dans un premier temps, le renchérissement des pro-duits importés entraîne un creosement du défi-cit commercial. Dans un deuxième temps, les acheteurs freinent leurs acquisitions de ces produits, ce qui, conjugué au bond des expor-tations, entraîne un redressement rapide du solde représenté par la verticale du J. Au len-demain d'une réévaluation, le solde commercial suit une courbe inverse, dite en « crosse »



DANS UN SUPERMARCHÉ DE TOKYO

ralliement de tout le pays. Les grands navires sont lents à changer de cap, mais le virage s'amorçait enfin.

De son côté, le Japon accepta la nécessité de mettre en œuvre des mesures fiscales visant à accroître la demande intérieure.

Américains et Japonais ont fini par comprendre que chacun devait commencer par mettre de l'ordre chez soi et tentent à présent plus sérieusement que par la passé de coordonner leurs politiques économiques.

proclamant que c'est à lui d'assumer ses responsabilités dans l'économie mondiale. Le Japon ne cherche pas particulièrement à tirer avantage de sa position de force à l'exportation, mais plutôt à établir l'équité au sein de la

> Lors du sommet de Venise en juin dernier, nous avons confirmé notre détermination de lutter contre le protectionnisme et de promouvoir les négociations de l'« Urugusy Round » dans le cadre de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) : c'est un signe encourageant. Il faut espérer que les efforts pour faire aboutir ces négociations multilatérales contribueront à instaurer un système commercial plus équitable à l'échelle

communauté internationale.

Notre seconde tentative a porté sur le réalignement des taux de change. Quelque temps déjà avant la conclusion de l'accord du Plaza, nous faisions remarquer aux Américains que le fléchissement de leurs exportations et l'accroissement de leurs importations étaient dus à la surévaluation du dollar. Nous avons donc contribué à faire baisser le cours du dollar; et malgré l'appréciation étomamment rapide du yen depuis septembre 1985, le Japon a persévéré dans sa politique de soutien des cours. Nous pensions bien, certes, que l'effet dit de « courbe en J » se ferait sentir, mais les baisses successives du dollar l'ont prolongé au-delà de toute attente. Aujourd'hui encore, le yen vant presque 20 % de plus qu'il y a un an. ce qui crée une distorsion dans les échanges commerciaux et irrite inntilement de nombreux membres du Congrès américain, entre autres. En fait. l'année dernière, en volume, les exportations japonaises ont diminué de 1,3 %, tandis que les importations augles importations du fait qu'au Japon la propension à faire appel aux importations est moindre qu'aux Etats-Unis ou en Europe. Afin de contrebalancer cette tendance, nous avons ajouté 1 milliard de dollars au prochain collectif budgétaire pour financer une campagne d'incitation à acheter étranger ». Il faut espérer que l'attitude des pouvoirs publics en la matière aura un effet d'entraînement sur le sec-

Le gouvernement a également annoncé un plan de recyclage des res-sources financières, publiques et privées, en faveur des pays en voie de développement, soit en coopération avec des institutions financières multilatérales, soit dans un cadre bilatéral. Ces sommes s'élèveront pour les trois prochaines années à 20 milliards de dollars, et leur utilisation ne sera liée à aucune obligation du pays receveur à l'égard du Japon.

De plus, au sommet de Venise, le premier ministre, M. Nakasone, a proposé d'attribuer aux pays de l'Afrique subsaharienne un don de 500 millions de dollars sur trois ans.

Nous espérons que ces efforts conjugués permettront de ramener le déséquilibre des échanges japonais à de plus justes proportions.

Mais pour que toutes ces mesures aient des effets durables sur notre balance commerciale, nous savons qu'il fant s'attaquer au problème de manière plus fondamentale et entreprendre un ainstement structurel de notre économie, comme le prévoit le rapport Maekawa. Nous devoes changer la structure industrielle, voire le tissu social du pays, afin de transformer notre système actuel, orienté vers l'exportation, en une économie ouverte

### MOANCE

Mande 4 all at 198"

100 Le Monde 14; un 1457

Cod par Africa it relets file and

### de en Afrique

que soit la termin des économies places jugement extérieur object

i, amical et serein.

Appetif, le jugement des institutes internationales où les est

un pouvoir de décision martiele publié m

Ament d'Etat reconnaît que

parant les pays en développes

nt peu couteux pow la Re

petent, l'avis du FMI?

alors de cette impuissance

desordres de la

monstaire, même face à te

tiles que les investissement la

The aussi, majore ous be accepted aur la mobilisation de la mobilisation de la parte privées en faveur des parte de développement, les Etau le les hanques que les hanques que

es ne recoivent du tiers-monte

plus qu'elles ne la le

a fait, au dela des différence

ne ormes néolibérales aboutit m

caparition des inégalités més i

is masse des - nouveaux p

grossit dans les pays indus

pome compte son: toujon p

Passes moddiele, Rappon to be

Laffoct, Paris, 1987, 18;

Tauris, Londres, 1986, 231 p.

necial Times, != juillet (987,

Minimire de la violence en pa

Marris. The End of the The

etional Herald Tribut, 9 is

de la Mande de Jean-Pierre De

mational Herald Tribut. 5-

idation des termes de l'estage

7707. On positrati aussi refere qua Chestrati all'artie, en uni fina

tine effetation definitie ., imp केंद्र स्थापेटीक इन्हर्मात्स्य हा प्रयोग

in the place but deposit is second par La Basque mendede element

**ne à de**aster à long terror « Germier sommet des cheft für proscipeut vay, industrabel is des en 10 janua 3 Vanua

Mark Pappert . It est postale

majorité. Serait-ce la la

senche du tiers monde .?

367, 317 pages.

## 1981.

ment du nord au sud, la logo

H(1).

Et aussi, malgré tous le

Fine Sconomic mondiale owner mondiale s'est avent

es ples Etats-Unis (10)

tratement is where dones Cela permet per tural 25 tend permit a description of the

revaliant de Séregal que se bien des families departs importants over parer is in-Super Seture l'emant dans le bes Senon, - très de per l'es George le developpement le d'againes, il prespondant

LE MONDE DIPLOMATIQUE Budden : Haber BELVENERY Pirecust Carde JULIEN

Ridering se chel - Matterne P.1! NET GRESH BETTE CASSEL

Orotun DE BRIE Secretain Solange SRAND

REDICTION BAT PARIS CEDENT MONDPAR ASSET

What to Manual Publisher S.A. Time de Mantersons. 740 Pur 446 Miles Language Line (1942 Trails

### Ne pas pousser le Congrès américain an protectionnisme

NOUS autres Japonais savons pertinemment que notre excédent commercial a atteint un niveau critique et que bien des pays redoutent qu'une aggravation des frictions avec les Etats-Unis ne déclenche une guerre commerciale risquant d'entraîner l'économie mondiale dans une catastrophe comparable à celle des années 30. Aussi, quand nous négocions avec les Etats-Unis, il nous faut peser les conséquences éventuelles qui en résulteraient pour le système commercial mondial. Notre plus grand souci, chaque fois, est de ne pas commettre de maladresse risquant de pousser le Congrès américain au protectionnisme.

De plus, bien que les échanges internationaux ne représentent encore

Principal conseiller du premier ministre Japonaia pour les affaires extérieures; l'auteur s'exprime ici à titre personnel.

qu'une faible part de l'activité économique du Japon, l'impact de son com-merce sur l'économie mondiale s'accroît sans cesse, surtout en ce qui concerne les pays voisins. C'est aussi ce qui l'a amené à prendre davantage conscience de ses responsabilités plus

Notre tâche immédiate est de rameper l'énorme excédent commercial à un niveau plus acceptable. A cette fin, nous avons entrepris de faciliter l'accès à notre marché intérieur. Grâce aux efforts accomplis ces dernières années. les prétendues barrières commerciales japonaises ne sont plus la cause réelle du déséquilibre commercial actuel. Et pourtant, des griefs nous sont adressés sur des cas précis, pour lesquels nous continuerons à rechercher des solutions sur une base équitable.

A ce propos, il est un point que l'aimerais clarifier en ce qui concerne notre politique commerciale à l'égard de l'Europe. Nous avons plus souvent

# Quelque part etats-Unis

# Marshall (Illinois): 1000 cito

« La véritable Amérique, c'est nous », assure-t-on de bout en bout du Middle West, comme partout ailleurs sans doute, du nord au sud des Etats-Unis. Mais les projecteurs restent fixement braqués sur Washington, New-York ou Los Angeles. Florence Beaugé a trouvé à Marshall, petite ville de l'Illinois, un microcosme de cette Amérique profonde où s'épanouit la majorité silencieuse : comment voit-elle le monde autour de nous ?



Per **FLORENCE** BEAUGÉ

ARSHALL, quatre mille habitants, chef-lieu du comté de Clark et siège d'une cour de justice. Signe particulier: aucun. Pas plus que l'ensemble de l'Illinois d'ailleurs... Bien sûr, à 300 kilomètres

au nord, il y a Chicago, mais la grosse métropole démocrate ne se considère pas comme partie intégrante de l'Etat. Ou plutôt elle s'estime être « tout l'Illinois », le reste n'étant à ses yeux, et en bloc, que « le Sud ». De cela, les habitants de Marshall out tout à fait conscience, mais ils y sont indifférents. Leur ville, estiment-ils tranquillement, a ses atouts : celui, notamment, d'être installée au croisement de deux des axes les plus importants du pays : d'une part, le Mississippi, qui traverse les Etats-Unis du nord au sud et constitue l'une des principales voies fluviales navigables. D'autre part, l'Interstate 70, qui va de la côte est à la côte ouest et coupe ainsi le pays en deux parties à peu près équivalentes.

A égale distance d'influences diverses, conservatrice par nature mais sensible aux idées démocrates venues du Nord, Marshall n'est donc pas le bout du monde. Ce serait même une ville interchangeable avec presque n'importe quelle localité du Midwest : avec Paris, dix mille habitants, à quelques miles de là - si banale et si triste qu'elle n'a rien de commun avec la capitale française sauf le nom, - ou bien Harlane, cinq mille habitants, petite ville de l'Etat de l'Iowa, ou encore Grand-Forks, grosse bourgade de quarante mille habitants, dans le Nord-Dakota.

Quelle que soit leur taille, toutes ces localités de l'Amérique agricole se ressemblent : en pleine zone rurale, dotées de quelques trop rares industries, elles offrent à l'intérieur le même visage stupéfiant de villes mortes, comme frappées par une épidémie. Un centre-ville dévasté : deux ou quatre rues principales qui s'entrecroisent. Une succession de bistrots et de petites boutiques mornes dont une sur deux porte en évidence un même panneau « A vendre » et dont l'autre, celle qui est supposée bien portante, présente une devanture à peine plus réjouissante : un éclairage inexistant. des vêtements exposés sans grâce, des bibelots poussiéreux disséminés ici et là, bien à plat... Au point qu'il est difficile de deviner. de l'extérienr, si l'on a affaire à une agence immobilière, à un magasin de sous-vêtements ou à un magasin de jouets.

S'il n'y avait ce centre-ville systématiquement agonisant, preuve évidente de la crise économique et de la faillite du petit commerce face à la concurrence des grandes surfaces installées à la périphérie, Marshall présenterait, comme la plupart des autres localités du centre des États-Unis, toutes les apparences d'une cité plutôt saine, certes peu animée, mais du moins sans histoires. Des rues bien entretenues, de nombreuses et jolies maisons de bois, peintes en blanc ou en bleu. Des pelouses, des jardins et des fleurs. Trois écoles, deux banques, une douzaine d'églises (« plus que de granges », disent perfidement certains, les jours de mauvaise humeur !), et même quelques salles de jeux de hasard, enviées de l'Indiana voisin, où la réglementation reste très stricte à ce sujet.

> Sur les dix-sept mille habitants, tous blancs, que compte le comté de Clark, dix mille vivent de la terre.

A la sortie de la ville, pas de ghettos, mais d'abondants champs de maïs et de soja. Bref, aucun signe visible de misère.

Pour l'étranger de passage pour quelques heures, le seul souci

perceptible des habitants de la ville serait sans donte la météo. Quel temps fera-t-il demain? Chez lui tous les soirs, à 17 heures précises, Earl Turner, fermier mais aussi bomme d'affaires - il a du pétrole dans ses champs - et militant démocrate actif, allume son poste de télévision. Il l'allume mais ne met pas le son. De loin, il surveille les images, le présentateur du journal, les nouvelles qui défilent rapidement, le tout entrecoupé de publicités. Au moment voulu - la météo - Earl met le son. Ensuite, il tourne à nouveau le bouton : le reste des informations ne le concerne pas. Il est d'ailleurs le premier à le dire et à en rire : « Le temps, c'est ma vie. » Ce que confirme en d'autres termes son voisin, Larry Rawlins, cadre au Human Resource Center de Marshall: « Je suls né et j'ai vécu vingt-quatre ans dans une ferme. Eh bien! maintenant encore, alors que je travaille en ville et que je n'ai plus de terres, ce qui m'intéresse en tout premier lieu à la télévision, c'est la météo! Mon réflexe, c'est toujours de vérifier si le lendemain je pourrai aller dans les champs, si ma récolte ne sera pas gâchée d'un seul coup par la grêle, la sécheresse ou un coup de froid venu trop tot. »

Sur les dix-sept mille habitants, tous blancs, que compte le counté de Clark, dix mille vivent de la terre. Taux de chômage sur l'ensemble du comté: 13,5 %; mais 8 % pour la ville de Marshall. qui n'échappe pas au sort de toutes les localités du Midwest : l'émigration de sa population. Faute d'emplois, les habitants fuient ce qu'on n'appelle plus la farm belt (ceinture agricole) mais la rust belt (ceinture de la rouille). Ce sont les jeunes, surtout, qui sont

tentés par l'expérience de la sun belt (ceinture du soleil) ou, plus encore, de l'Ouest. « C'est plus compétitif, c'est plus neuf, et il y fait plus chaud, résume en souriant Randy Harrison, jeune journaliste de vingt-deux ans. Tous les shows télévisés viennent de là-bas, les films aussi. Il n'y a que les news qui viennent de la côte est. Nous, on présère le style et l'image de l'Ouest, y compris la façon dont les gens s'habillent. D'ailleurs, vous n'avez qu'à regarder une carte : on prétend, ici, qu'on s'appelle le Midwest. Mais c'est faux : au fur et à mesure que les premiers pionniers ont gagné du terrain vers l'Ouest, nous sommes devenus le Mideast. Mais peu importe. Ça nous plaît de continuer à nous appeler le Midwest l »

« Plus d'emplois pour retenir nos enfants! » C'est le cri de Ted Trefz, maire depuis six ans. Comment éviter que Marshall ne devienne, à terme, une ville fautôme on une ville de retraités? C'est peut-être parce que la question est trop préoccupante que Ted Trefz a pris le parti d'être si résolument optimiste : « Je ne vois pas pourquoi d'autres industries ne s'installeraient pas ici.

> L'usine locale a licencié quarante personnes. Dans leur quasi-totalité. elles n'ont pas retrouvé de travail.

On leur offre tout ce qu'il leur faut : un bon réseau routier et des charges peu élevées. Ce qui leur manque surtout, c'est un parc d'attractions et quelques autres sources de loisirs. » Et si jamais ses vœux ne se réalisaient pas, ai Marshall ne prenait pas l'expansion souhaitée? « Je ne veux même pas y penser », répond-il avec candeur...

à Marshall. Elles ne peuvent évidemment répondre à la totalité de la demande locale. TRW, usine d'assemblage électronique, est la plus importante d'entre elles. Installée sur place depuis vingt-trois ans, elle emploie actuellement quatre cent cinquante personnes. Sa présence a changé l'équilibre économique de la région et continue de peser lourdement. Si jamais TRW décidait un jour de déménager vers la Caroline du Nord ou du Sud, par exemple, comme le font bon nombre d'entreprises - car, là-bas, on ne parle pas de syndicats et la main-d'œuvre y est meilleur marché, - ce serait une véritable catastrophe. Le lay off (licenciement brutal en cas de baisse d'activité de la société, avec priorité de réembauche), pratique courante dans les entreprises américaines, est donc vécu à Marshall comme un moindre mal. En juin dernier, TRW a licencié quarante personnes. Dans leur quasi-totalité, elles n'ont pas retrouvé de travail et attendent que l'usine leur fasse à nouveau signe. Les premières victimes de ces réductions d'effectifs sont les derniers arrivés : en règle générale, les jounes et les femmes. Les syndicats? Ils n'existent pas à TRW. Et quand ils existent, comme c'est le cas à l'usine voisine de produits chimiques de Velsicol, ils sont très peu actifs. Aucun mouvement de grève n'a eu lieu à Velsicol depuis 1978, même en cas de lay off. Pour Steve Turpin, l'un des responsables de TRW, il ne s'agit pas de passivité mais d'un esprit de coopération : « Que voulez-vous qu'ils fassent, demandet-il avec une évidente bonne foi, contre le fait qu'il n'y a plus de travail à leur donner? Une grève ne pourrait qu'envenimer les choses. Les ouvriers le savent, de même qu'ils savent qu'on leur dit la vérité, et qu'on n'a pas le choix. Ne croyez pas que nous soyons indifférents au sort de ceux que nous licencions. Nous sommes les premiers à regretter d'avoir à le faire. J'espère d'ailleurs qu'il n'y aura jamais de syndicat dans l'usine. Pour moi. ce serait un échec personnel ; la preuve que je n'ai pas réussi à main-

Même état d'esprit chez Belva Turner. Démocrate convaincue, mais peu encline à expliquer pourquoi, sinon que « dans ce parti, dit-elle, on s'occupe plus des pauvres que ne le fait le Parti républicain », elle a été élue à trois reprises successives membre du conseil municipal. Pendant les douze années qu'a duré son mandat, Belva n'a cessé de combattre, avec succès, la moindre velléité syndicale, à commencer par celle des fonctionnaires de la ville : « Une poignée d'activistes, dit-clie, qui incitaient à la grève pour de meilleurs salaires, censément sans voir plus loin que le bout de leur nez. Mais quand on est une petite ville comme la nôtre, avec si peu d'argent, on ne s'amuse pas à ce jeu-là : si les salaires augmentent, tout augmente en chaine ; les charges, par exemple. Résultat: personne n'y gagne. » Reste que nombreux sont ceux qui touchent le salaire minimum : 3,35 dollars de l'heure, ce qui fait environ 400 dollars par mois, impôts déduits. C'est ce que gagne, par exemple, Melody Cooper, vingt-cinq ans, qui travaille dans une petite entreprise de confection d'abat-jour. Sur cette somme, elle doit encore déduire le coût de son assurance-maladie. De sorte qu'elle n'a jamais pu se payer un loyer et habite toujours au domicile de ses parents.

Gerald Eaglin, lui, est encore sous l'effet du choc. Depuis treize ans qu'il est superintendant de l'école publique de Marshall, il a vécu, en juin 1986, la première grève de son personnel enseignant. Un événement, puisque le Parlement de l'État de l'Illinois n'a accordé qu'en 1984 le droit de faire grève au corps professoral. Auparavant, tout arrêt volontaire de travail était considéré comme illégal. La première grève de l'école de Marshall a été dure puisqu'elle s'est prolongée deux semaines. Tout ce temps-là, les enfants ont dû rester chez eux. Sous la pression du conseil de l'école, lui-même harcelé par la population locale, Gerald Eaglin a fini par céder aux revendications salariales des enseignants. Aujourd'hui encore, il parle de ces jours-là comme d'un cauchemar: « Cette grève a été un désastre. Terrible. Elle a laissé un goût amer. Ce qui me soucie le plus, c'est de penser qu'à tout moment ça peut recommencer. La porte est ouverte maintenant. Plusieurs écoles d'autres petites communautés de l'Illinois ont d'ailleurs déjà suivi cet exemple. Moi, je ne suis plus tout jeune. Je considère que j'ai de l'expérience, encore un idéal et des valeurs auxquelles je tiens. C'est pour cela que je me permets de vous le dire: des gens qui se disent responsables n'ont pas le droit d'agir

Comme pour Belva Turner, le raisonnement de Gerald Eaglin est simple et mathématique : une augmentation de salaire non prévue signifiera immanquablement, l'année suivante, une coupe claire quelque part. Au conseil de l'école, « mini-gouvernement dont le superintendant, explique-t-il, est le chef exécutif », de décider laquelle. Ce sera un problème supplémentaire pour le school board dont le fonctionnement est déjà difficile en soi. Composé de sept personnes, le conseil est élu tous les quatre ans, non par les parents d'élèves, mais par la communauté tout entière qui estime avoir son mot à dire, dans la mesure où, par l'impôt, elle participe pour 35 % au financement de l'école (le reste étant pris en charge par l'Etat et, pour une très faible part, par le gouvernement fédérai). On aboutit donc au paradoxe suivant : bon nombe de mem-bres du conseil n'ont pas d'enfants à l'école, ce qui pose parfois des problèmes d'entente presque insolubles, en particulier pour décider des priorités dans les dépenses

Où trouver de l'argent ? La question est quotidienne. L'école se vide, comme toutes celles du Midwest; de 1495 en 1985, le nombre des élèves est passé l'an dernier à 1 420. Une telle perte. l'équivalent de deux classes, est loin d'être négligeable. Elle signifie d'autant moins de crédits, alloués par l'Etat au prorata du nombre des élèves. « C'est finalement une chance qu'il y ait eu, il y a trois ans, ce rapport extrêmement critique de la Fondation Carnegie sur les écoles publiques aux Etats-Unis, estime Gerald Eaglin, Il disait, en résumé, que nous faisions mal notre boulot, que les professeurs étaient sous-qualifiés et que les enfants n'apprenaient pas grand-chose à l'école. Du coup, la plupart des Etats se sont sentis obligés, sous la pression des médias et de l'opinion publique, d'augmenter leurs subventions pour améliorer le système d'éducation publique. Cela nous permet de tenir tant bien que mal, en dépit du nombre sans cesse déclinant de nos effectifs depuis 1972, mais ne nous autorise absolument pas à faire des prévisions à long terme. Si l'attention du public se relâchait, l'Etat pourrait décider d'une année à l'autre de diminuer sa quote-part. >

Pour parer à ce risque, l'école cherche ses finances où elle peut. Le résultat est parfois surprenant: ce mois-ci, le school board a signé un contrat de cinq ans avec Coca-Cola. La firme fournira à l'école pour 8 600 dollars de matériel sportif. En échange, l'école ne vendra dans son enceinte que du Coca, à l'exclusion de toute autre boisson sucrée. Pepsi s'était mis sur les contrat....



EAUCOUP plus preoccupant pour les enfants de Marshall, et surtout plus inattendu dans une petite communauté rurale : le problème de la drogue. L'année dernière, treize élèves de quinze à dix-huit ans ont été ren-

voyés de l'école pour ce motif. Tous consommaient de la marijuana ou de la cocaîne. « Depuis que le couple Reagan s'est lancé dans la bataille, explique l'un des professeurs, c'est vrai que la plupart des politiciens se sont emparés à peu de frais de ce nouvel enjeu électoral. Malgré tout, ici, à Marshall, nous avons accueilli cette initiative en applaudissant des deux mains. Vous auriez tort de croire que le bruit fait autour de la drogue n'est qu'une mode passagère lancée par la Maison Blanche. C'est, hélas! un problème majeur auquel nous faisons face depuis longtemps, dans les campagnes autant que dans les villes. Mais la plupart des communautés agricoles refusent de l'admettre : pour elles, c'est toujours chez le voisin que ça se passe. »

· Ne vous fiez pas trop aux allures paisibles de Marshall, explique, de son côté, l'un des psychologues d'un centre d'assistance du comté de Clark; c'est, en fait, une plaque tournante des gros trafiquants de drogue de New-York, de Chicago et de la Mafia. Ils ont des couvertures en plein centre-ville, mais ils sont

> Dan Crumrin a été officier de police pendant neuf ans. Ces dernières années. il a vu progresser la violence de facon spectaculaire.

très actifs, croyez-moi. Beaucoup plus, par exemple, qu'à Paris, à quelques kilomètres d'ici, une ville qui compte pourtant plus du double d'habitants. Et moi, ce ne sont pas seulement des adoles-cents que je vois régulièrement défiler dans mon bureau, mais des enfants de l'école primaire. .

En uniforme dans son bureau, au premier étage de la prison du comté, Dan Crumrin, le shérif, confirme les faits, l'air accablé. Si jamais je saute aux prochaines élections, ce sera à cause de la drogue. On me reproche d'avoir été trop laxiste, de ne pas m'être attaqué plus vigoureusement à ce problème deux ans plus tot. Pourtant je l'ai fait, et je continue de le faire, mais je suis débordé par les événements. » Avant d'être élu shérif du comté de Clark, Dan Crumrin a été officier de police pendant neuf ans. C'est seulement ces toutes dernières années qu'il a vu progresser la violence de façon impressionnante. Loin d'être blasé, à trente-huit ans, il n'en revient pas. Un meurtre récemment, dans le comté. De très nombreux viols. Des voleurs à main armée. Beaucoup de cas d'enfants battus... Dan Crumrin prend manifestement tout cela très à cœur. Dans le même temps, il ne cache pas un certain ressentiment à l'égard de Terre-Haute, ville très proche de l'Etat de

Fallate du perd grangarery mais m

Berten in in bereit de quarante de THE SECOND SECON The Contract Notes In Contract State of the state State of the party pour by story off State Const. Const. Co Carole per &

Segment of the Court Cou The state of the contributions of the contributions

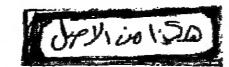
La pratique des poursuites abusives n'a pas encore pris l'ampleur qu'elle a dans les grandes métropes

de lors de la partie public : est le seite seit le seite seit le seite seit le seite seit le seite sei de le son de des que le plaigness als

sera même dibinative sera plus exorbitante.

The sera même de deservicion de deservicion de dellara faune de deservicion de dellara faune dellara fau de la contract de sous le perier viles, cette pratique en coperation and de nerrouse d'actorney en coperan avenir proche, w let et de plus en plus souvent dien et de plus en paus manue de sante

engen of the Sargent Mais ent de la company de la serie de l the contract of Enter Chair Sie de la Pauvreté ne sont litté



# linois 4000 citoyens moins tranquilles

communantés de l'Illing pettes communaures de l'illion le sample. Moi, je ne suis plus ioni le moderne de des les sons permets de la les ses pour cela que je me permets de la les ses pousables n'ont pas le droi le

mar, le raiscement de Gerald and augmentation de salaire in ent, l'année suivante, une de seil de l'école, mini-gouven metil, est le chef execuif . de in this communauté tout entière qui te le communauté tout l'impôt, elle communauté d'impôt, elle communauté d'impôt, elle communauté d'impôt, elle communauté d'impôt, elle communau mesure où, par l'impôt, elle par de l'école (le reste étant pris et de faible part, par le gouvernement paradoxe suivant : bon nombe de ne simulables, en particulier pour de

1. question est quotidienne L' de la Midwest : de 1495 en 199 Fan dernier à 1 420. Une telle le er est loin d'être négligeable. Elk affonés par l'Etat au prorata de dement une chance qu'il y ait en i ent critique de la Fondation Co Faux Etats-Unis, estime Gerald Be faisions mal noire boulor, a tiples es que les enjants n'approve The coup, la plupart des Elatus des médias et de l'opinios pi ntions pour améliorer le spie permet de tenir tant bias ns cesse décimant de nos ejec storise absolument pas à jang Penention du public se nite e emèe à l'autre de diminue

> Facole cherche ses finances de imprement : ce mois-ci, le ch Es avec Coca-Cola Lis dollars de matériel spori ! son enceinte que du Ca macrée. Pepsi s'était mis mi res et a figuiement remmi

EALCOLP plus is cupant pour les et plus inattendu dasc petite commun rurale . le problème drogue. L'année dez treize elèves de que dix-bui: ans on hi: Tous consommaient de la ment

time le couple Reagan s'est land g personneurs, c'est vrai que la pla es à peu de frais de ce nouelle Marshall, nous evens accussing de deux maire à que aune le de la drogue n'est qu'une mobiface depuis longremos, dons les Se villes. Mais la piupari dei as Fadmettre : pour elles, c'est me

our allures passibles de Marie de payabologues d'un caure de payabologues d'un caure de la fait, une plaque tournes de Marie Vani de Chicago d'un caure de la companya de la c de New York, de Chicago BB. en plein centre ville, mas at

COUNTR efficier de police et neuf ans. dernières années. The progresser la violence spectaculaire.

the ville qui comple pour me e me sont pas sculement in di

con, an premier stage de il premier sus l'aire the destions of sera i asi elections, ce ser la si more à ce problème dest di de le jaire, mil s Avant d'être ciu sheit du constitution de polare pendint annies qu'il a va pro-Lond delec bluss kerne There a main armee. Belling main armée. Beliave dae cache pus un carife wille tres proche de fir

Pour lui, comme pour beaucoup d'habitants de Marshall qui entretiennent de curieux rapports d'amour et de haine avec cette rivale plus importante et mieux pourvue en industries, la racaille vient souvent de « là-bas ». « Ils viennent et repartent sitôt leurs mélaits accomplis, par l'Interstate 70. Et la coopération entre les polices de l'Illinois et de l'Indiana n'est pas toujours facile, d'autant que les lois ne sont pas les mêmes d'un Etat à l'autre. »

Dernier des soucis du shérif, et non des moindres : la gestion de la prison. Deux étages en dessous, en sous-sol, celle-ci est étonnamment vétuste. Pas de lieu de promenade, mais une sorte de grand coulcir où faire les cent pas. Une petite bibliothèque, mais pas de poste de télévision. Une dizaine de cellules sans confort. denx dortoirs et deux pièces communes dans lesquelles sept prisonniers ont l'air de tuer le temps comme ils le peuvent. Au moins, les habitants du comté de Clark ne risquent pas de se plaindre qu'on dépense leurs impôts à fonds perdus, comme tout county board (conseil du comté) se l'entend dire dès qu'il est question de voter des crédits pour moderniser la prison locale...

« M'occuper de la prison, soupire Dan Crumrin, ça m'épuise. Je crois que c'est ce qu'il y a de pire dans les tâches qui m'incombent. Les détenus sont trop différents les uns des autres pour qu'on puisse faire marcher l'ensemble sans problème. Ma hantise. c'est un procès. Il faut que je sasse attention à tout, dans les moindres détails. La plus petite erreur peut me coûter très cher. Les prisonniers peuvent me poursuivre pour un oui, pour un non. C'est devenu le nouvel American way of life. Allez donc demander à

Davis Lewis, l'attorney de l'Etat, n'a pas plus de trente-sept ou trente-huit ans. Les procès, il en sait effectivement quelque

UNE BOUTIQUE DU CENTRE-VILLE

chose. Il y a deux ans, un homme de quarante-quatre ans, que la police avait arrêté pour une nuit, pour conduite en état d'ivresse, s'est cassé la banche en prison, en glissant sous la douche. Remis en liberté dès le lendemain comme prévu, l'homme a intenté deux procès à l'attorney : le premier, pour lui avoir créé un préjudice physique mestimable. Le deuxième, pour l'avoir fait sortir de prison dans le seul dessein, disait-il, de n'avoir pas à payer ses frais

 Avec une pareille mauvaise foi, il a peu de chance de igner le deuxième procès, estime Davis Levris. Il n'empêche que le comté et la ville doivent toujours tenir compte de ce genre d'hypothèses, a priori invraisemblables. Si vous marchez dans la rue et que vous vous prenez le pied dans un trou, vous pouvez toujours vous retourner contre la ville sous prétexte que vous vous êtes donné un tour de reins. La municipalité est en effet supposée entretenir la voie publique. Même chose si votre gamin se fait mal

> La pratique des poursuites abusives n'a pas encore pris l'ampleur qu'elle a dans les grandes métropoles.

en glissant du tobbogan dans le jardin public : vous pourrez tou-jours dire qu'il n'y avait pas assez de sable sous le tobbogan et que la ville est fautive. »

Tout cela ne veut pas dire que le plaignant obtientra gain de cause. La plupart du temps, il sera même débouté. Mais, pour parer à toute éventualité, le comté et l'école, surtout, sont obligés de s'assurer à des prix de plus en plus exorbitants, pour une couverture de plus en plus réduite. Il y a trois ans, le comté de Clark était assuré pour un montant de 5 millions de dollars. Il ne l'est plus maintenant que pour 1 million de dollars, faute d'avoir trouvé une compagnie d'assurances qui accepte de mieux le prendre en charge. • On perd ainsi un argent fou, poursuit Davis Lewis. Des sommes qui seraient tellement mieux utilisées autrement. Mais, en même temps, ne pas s'assurer, ce serait courir un risque impensable : celui d'assister à la faillite de tout le comté. »

Dans les petites villes, cette pratique des poursuites abusives n'a pas encore pris l'ampleur qu'elle a depuis longtemps déjà dans les grandes métropoles. L'attorney est cependant formel : faute d'une nouvelle loi qui réglementerait les choses - mais elle paraît tout à fait improbable dans un avenir proche, - les gens continuerout d'exploiter le filon, et de plus en plus souvent. Pour lui, « c'est, d'une part, un moyen comme un autre de tenter sa chance pour gagner facilement un peu d'argent. Mais c'est surtout, je crois, l'espoir de se faire rembourser des soins médicaux hors de prix.

Pas plus que dans le reste des Etats-Unis, le système de santé on le problème de la pauvreté ne sont ici des thèmes majeurs.

L'aide publique est toujours considérée avec hostilité, soit par orgueil par les plus démunis, soit parce qu' « elle encourage à la paresse », répètent comme un leitmotiv les mieux nantis. « Des personnes ruinées par la crise, j'en vois beaucoup, déclare pour-

> Les nouveaux pauvres, ça ne remue pas grand monde. Ce qui ne veut pas dire que les gens, ici, ne soient pas attentifs aux autres.

tant Dale Catlin, le pasteur de l'Église méthodiste, la plus importante des communautés religieuses de Marshall. Mais les nouveaux pauvres dans une petite ville comme celle-ci, ça ne remue pas grand monde. Ce qui ne veut pas dire que les gens, ici, ne soient pas attentifs aux autres, bien au contraire. La population y est amicale, réellement altruiste, beaucoup plus encore que je ne pouvais l'imaginer quand je suis arrivé il y a deux ans. »

Au service du dimanche, Dale Catlin ne se prive pas d'exposer ses idées, quelles qu'elles soient. « J'ai beau être républicain, fulminait-il ce jeudi dans les couloirs du presbytère, je ne suis pas d'accord avec Reagan sur sa politique de défense, et je le dirai dans mon prochain sermon! > Promesse tenue. Le dimanche suivant, Dale Catlin s'élève publiquement contre un sondage qui vient

de sortir aux Etats-Unis, selon lequel 72 % des Américains e font confiance à la bombe ». En s'excusant par avance de critiquer « le président, le Congrès et mon pays que j'adore », et en soulignant qu'il n'est pas un expert en la matière, le pasteur s'en prend - à la guerre des étoiles, à la bombe atomique et à tous les rayons de la mort... . Quelques instants plus tard, dans le souci peut-être d'équilibrer ses propos, Dale Catlin ajoute : « Comme vous, je n'ai pas envie d'être sans défense contre Israël, l'OLP, la Chine, ou d'autres groupes qui maintenant ont la bombe. » Dans l'assistance, personne ne bronche. Fas plus qu'à la sortie du temple.

S'il est un sujet qui paraît totalement ignoré dans toute la région, c'est bien Israel. Jane, une soixantaine d'années, de passage à Marshall mais originaire du Minnesota, confie même, un peu gênée, que, « dans le Midwest, les juifs, on ne les aime pas trop ». Bien qu'il soit difficile de généraliser, il semble que la crise agricole ait favorisé un certain antisémitisme. Plusieurs associations de défense de l'Amérique rurale « blanche et aryenne » ont vu le iour ces dernières années, essayant, sans fermiers contre les banquiers new-yorkais.

Ouoi qu'il en soit, la crise du Proche-Orient, ses causes et ses conséquences sont ici très mal comprises. Périodiquement, le problème des otages américains remonte à la surface à la télévision. Mais nombreux sont les téléspectateurs qui n'ont pas fait le lien. semble-t-il, entre Beyrouth et le Liban. Beyrouth est une chose, on s'en souvient à cause de la mort des deux cent vingt et un « marines » en octobre 1983. Le Liban en est une autre. Shara, quarante-cinq ans, mère de trois enfants, dit avec épouvante qu'elle « n'y comprend rien », elle sait seulement que « tous les gens s'y battent, et surtout les chrétiens entre eux », mais bien souvent cela s'arrête là. Quant au reste du Proche-Orient, il ressemble à une sorte de nébuleuse terrifiante dont le colonel Kadhafi est le symbole. La Libye mise à part, car le raid américain a permis de la situer approximativement, les pays arabes font l'objet d'un amalgame total. Certaines grandes villes de la CEE n'échappent pas à ce sort, telle Athènes qui n'est pas toujours perçue comme la capitale d'un pays européen. Si le nom de l'Organisation de libération de la Palestine est connu, la cause palestinienne ne l'est pas. M. Yasser Arafat, quand il est évoqué, est critiqué pour ses déclarations en public. « Il ne parle jamais en face, déclare Lydia, professeur à l'école élémentaire depuis plus de vingt ans. Ici, la façon dont un homme politique répond à une interview télévisée est essentielle. La forme compte presque plus que le fond. Si l'invité ne répond pas clairement aux questions des journalistes, on est persuadé qu'il a quelque chose à cacher. C'est comme cela qu'on a découvert, atterré, la vraie personnalité de l'ex-président Marcos, à son arrivée aux Etats-Unis. Quand on a vu et entendu toutes ses dérobades à la télévision, alors là on a eu vraiment l'impression que l'Amérique avait eu tort de le soutenir. »

L'absence de solides connaissances géographiques et la conscience de cette lacune, si vive qu'elle en tourne souvent au complexe, ajoutent aux réticences traditionnelles des Américains à discuter de politique internationale. « Je peux vous assurer, déclare Tim Shonk, jeune professeur de littérature médiévale à l'université de Charleston, la plus proche de Marshall, qu'au moins un de mes étudiants sur quatre ne sait pas où se trouve la France. Par ailleurs, une étude officielle prouve que 70 % des étudiants sortent diplômés du collège sans avoir jamais suivi un cours d'histoire américaine et, enfin, que 75 % n'ont jamais suivi un cours d'histoire mondiale. » L'année dernière, l'université de Charleston a envisagé d'imposer aux étudiants un minimum de deux semestres obligatoires d'étude d'une langue étrangère. Tim Shonk se désole que le conseil d'université ait finalement rejeté le projet avec ce

Première conséquence directe de cet état de fait : l'impression générale de ne rien maîtriser et de se trouver sans défense dans un monde hostile. A Marshall, autant que dans les autres villes de l'Illinois, de l'Iowa, du Nebraska et de l'ensemble des Etats du Midwest, une même question revient sans cesse, obsédante : « Pourquoi les Américains sont-ils autant détestés à l'extérieur ? Oue leur reproche-t-on? > Shara résume assez bien ce sentiment de profonde injustice : « Nous, on n'ose plus sortir de chez nous. On aurait peur partout en dehors des Etats-Unis : les détourne-

ments, les kidnappings, les assassinats... Ce sont toujours nous, les Américains, qui sommes la proie des actes terroristes. Pourtant, nous aidons tout le monde. En cas de catastrophe, de tremblement de terre, de centrale nucléaire à problèmes, nous sommes toujours là. Nous ferions bien mieux de nous occuper de nous.

Pour Greg Gravemier, trente-cinq ans, rédacteur en chef de deux journaux locaux, le Marshall Independent et le Reporter, le seul sujet de politique internationale qui retienne réellement l'attention par ici, c'est, dans ses grandes lignes, la question des relations américano-soviétiques. • Contrairement à ce que vous pourriez penser, c'est du concret. D'une part, parce que les gens sont convaincus que la paix des Etats-Unis et du monde dépend du dialogue entre Washington et Moscou, et qu'ils redoutent toujours un conflit entre les deux superpuissances. D'autre part, parce qu'ils savent que la politique économique agricole découle principalement de ce dialogue. Les ventes de grains à l'URSS, par exemple, comptent beaucoup plus que l'Amérique centrale ou le Proche-Orient. Tout cela n'est pas fonction de la distance. Prenez le Salvador et le Nicaragua ; ils paraissent beaucoup plus lointains que le Vietnam. Tant que nous n'avons pas d'hommes directement engagés sur le terrain, on se sent peu concerné. »



E Vietnam... Aujourd'hui encore, le souvenir de cette guerre continue d'affecter une aussi petite communauté que Marshall. Pat Stephen, trentesept ans, en parle en tremblant. Son mari avait vingt-quatre ans quand il

a été envoyé là-bas. « C'était un vieux, dit-elle, tous les hommes sous ses ordres n'avaient pas plus de dix-sept ou dix-huit ans. Nous avons tous du mal à nous en remettre. - Ron Stephen est rentré du Vietnam en 1971. Il vient d'écrire un livre sur ses souvenirs et cherche un éditeur. « Il me dit toujours, poursuit Pat, que le pire de la guerre, ce n'est pas au Vietnam qu'il l'a connu, mais à son retour, ici, aux Etats-Unis. On les a si mal traités, quand ils sont revenus, sous prétexte qu'on n'aimait pas cette guerre. En fait, c'est surtout qu'on ne la comprenait pas... »

Chef de la police et fils du maire, John Trefz parle, lui aussi, avec émotion du Vietnam. S'il le peut, il ira là-bas un jour, c'est son rêve. Pour l'heure, il n'est jamais sorti des Etats-Unis, n'est même jamais allé à New-York et ne s'est rendu qu'une fois à Chicago. « Je lis tous les livres que je trouve sur la guerre du Vietnam. Est-ce, précisément, parce que je n'y suis jamais allé? Je n'en sais rien, mais j'y pense tout le temps. J'ai perdu deux de mes très bons amis là-bas. Et j'en al un troisième qui est revenu, mais sans ses jambes. Il a maintenant trente-huit ans et il vit toujours ici. Devinez ce qu'il fait? Il boit, c'est tout... Un autre écrire des livres et il dirige maintenant une association d'anciens combattants à Washington. Pourquoi lui s'en est sorti et l'autre pas ? Je ne comprends pas. Ce qui est sur, c'est que nos soldats de retour du Vietnam, on ne les a pas traités comme il le sallait. On commence à y faire attention depuis quatre ou cinq ans, mais on aurait dû s'y prendre plus tôt. Plus de cinquante mille morts, vous vous rendez compte ? C'était bien la moindre des choses de faire construire ce monument du souvenir à Washington. »

Pour tenter de sauvegarder ce qui n'est déjà plus qu'un paradis perdu. Marshall oscille sans cesse entre la politique de l'autruche et celle du désespoir. A la tête de la chambre de commerce du comté, Pat Stephen s'inquiète avec lucidité et impatience de l'avenir de la ville : « Les gens, ici, vivent dans un bocal où ils tournent en rond. Ils n'ont pas envie de regarder le monde. La présence de l'Interstate 70 à la sortie de chez eux leur donne

> « Le seul souci des gens c'est de conserver leur bonheur et leur sécurité. Dans un sens, je les comprends.»

un peu trop l'impression que tout le pays défile à leurs pieds, Leur seul souci, c'est de conserver leur bonheur et leur sécurité. Dans un sens, je les comprends. Mais il faudrait qu'ils se réveillent un peu, qu'ils changent leurs vieilles habitudes de pensée et qu'ils apprennent à agir et à travailler en groupe. Ce n'est qu'ainsi que nous aurons du poids. Il faut à tout prix que nous le comprenions : cette région peut rester un endroit où il fait bon vivre, tout en étant plus compétitive avec le reste de la nation. Sinon, on ne survivra pas... » A l'abri, oui, mais pour combien de temps ?

Faute de pouvoir le prévoir, la plupart des communautés du Midwest se replient frileusement sur elles-mêmes, convaincues, en dépit de leurs problèmes, d'être des privilégiées et de l'intérêt qu'elles ont, pour cette raison, à se laisser oublier. Si le bruit du monde extérieur leur arrive comme étouffé, ce n'est pas vraiment par ignorance, encore moins par indifférence. Ce serait plutôt par souci de se protéger de ce qui est perçu comme une menace. Tout cela ne se fait pas sans douleur, ni parfois sans d'étonnantes remises en question. Tel Phil, fermier en difficulté et qui pourtant demande, anxieusement : « Que pensent-ils de nous, là-bas, en France? Que nous avons trop de chance, que nous sommes trop bien dans notre cocon, n'est-ce pas ? »

Beaucoup d'interrogations, mais pas de certitudes. Si, une seule, entendue de bout en bout du Midwest : « On nous oublie, on nous méprise. Mais la véritable Amérique, c'est nous! »

> FLORENCE BEAUGÉ. (Lettrines de Jean Mineraud.)

### HAITI: la déception et la colère

La chute précipitée des dictatures ne suffit point, en soi, à résondre les grands maux de certains Etats. Les récentes émeutes populaires ou les soulèvements militaires survenus dans de jeunes démocraties comme l'Argentine, le Brésil, les Philippines et, aujourd'hui, Haïti prouvent que, lorsque les nouveaux régimes tardent à châtier les anciens tortionnaires et à s'attaquer aux problèmes économiques de fond, à l'injustice sociale et à l'iniquité, le désordre s'instaure de contratte de châtier des cites par les entires que négation de châtier des cites par les entires que négative de la contratte de la limite nouveau, la colère des citoyens explose tandis que réapparaît la tentation de

Dix-huit mois après la foite du dictateur Jean-Claude Duvalier, les citoyens d'Haïti, exaspérés, sont une nouvelle fois dans la rue. Leurs griefs visent plus particulièrement les deux hommes forts du Conseil national de gouvernement (CNG), les généraux Henri Namphy et Williams Regala, par ailleurs chefs de l'armée, seule force de maintien de l'ordre et responsable de la mort, le mois dernier, de vingt-trois manifestants.

La mission principale du CNG était, au cours d'une transition de deux ans, de rétablir un État de droit en dotant le pays d'institutions démocratiques pour permettre l'élection, en novembre prochain, d'une assemblée législative et d'un

Le CNG a en partie rempli cette mission. La liberté d'expression est garantie et une Constitution démocratique a effectivement été approuvée par référendum en mars dernier. Malgré cela, le désenchantement de la population est devenu manifeste dès le début de 1987, à cause surtout de l'absence de mesures de justice courte les ancient responsables de la répression duvaliériste (les « tontous presentes »), qui out encert present les ancient presentes ». macoutes »), qui out encore massacré une cinquantaine de paysans le 24 juillet

Alors que se développaient la violence et l'insécurité générale - multiplication des assassinats et des vols — et qu'aucune mesure économique n'améliorait la détresse d'une des populations les plus pauvres du monde, le CNG négligeait de procéder à une épuration et se rapprochait même de personnalités liées au duvaliérisme et à son régime de corruption.

Le ministre de l'économie, M. Leslie Delatour, en mettant en place une politique strictement néolibérale et en cherchant un assainissement à long terme, a négligé les attentes immédiates d'une population dout 60 % des actifs sont au chômage. Et aucune décision n'a été prise — une réforme agraire paraît indispensable — pour corriger les immenses disparités économiques dans un pays où 1 % des citoyens possèdent 95 % de la richesse nationale (1).

La politique de M. Delatour est recommandée par Washington, qui a augmenté substantiellement son aide économique. Mals, en même temps, les mesures adoptées récemment par les Etats-Unis pour limiter leurs importations de sucre, principale richesse d'Haïti, ont provoqué, en avril dernier, une forte récession. Deux des trois principales raffineries de sucre ont fermé, jetant à la rue près de 3500 ouvriers et ruinant quelque 8000 planteurs.

Dans ce contexte de forte déception politique et de très grand désarroi social, la décision du CNG de limiter le rôle du Conseil électoral provisoire (CEP) a servi le 22 juin dernier de détonateur.

ni le 22 juin germer ne detounteur.

Même si le CNG est revenu sur sa décision, son incompétence politique est

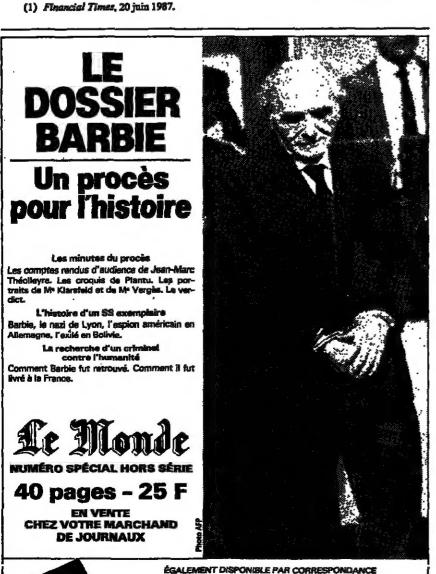
Même si le CNG est revenu sur sa décision, son incompétence politique est

Même si le CNG est revenu sur sa décision, son incompétence politique est l'impression de vouloir permettre la tenue d'élections frauduleuses pour favori-

ser, d'une manière ou d'une autre, le retour à la dictature. Les membres actuels du CNG ne disposent plus de la confiance populaire sur laquelle reposait exclusivement, en cette période intermédiaire, leur mandat. De nombreux citoyens, soutenus par des organisations politiques et par une partle de la hiérarchie de la puissante Eglise catholique, réclament maintenant leur démission. Celle-ci permettra-t-elle l'achèvement pacifique de la délicate transition et l'élection d'une assemblée législative et d'un nouveau président? Le chantage au chaos et à la guerre civile poussera-t-il l'armée à tenter de s'emparer du

Assoiffés de liberté et ravagés par une radicale pauvreté, les citoyens d'Haïti n'out sans doute pas fini de connaître des temps dramatiques.

IGNACIO RAMONET.



M, 1843 8707 Commande à faire parvenir avec votre règlement à :

Le Monde, service des ventes au numéro, 7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

### Le néolibéralisme

DENIS RUELLAN UELOUES semaines après l'approbation massive d'une nouvelle Constitution par 99,81 % des suffrages, et dans l'attente des élections législatives et présidentielle, prévues pour le 29 novembre prochain, le processus de démocratisation à Hañi semblait se diriger sans heurts vers son aboutissement constitutionnel : la prise de fonctions du nouveau président de la République, le 7 février 1988, deux ans jour pour jour après le « déchoukage » de la dictature de la famille Duvalier.

Sous l'autorité transitoire du Conseil national de gouvernement (CNG), le pays jouissait depuis dix-huit mois d'une liberté d'opinion et de presse sans nuage. Formations politiques et syndicales agissaient au grand jour, et la population vivait une explosion de la parole sans précédent.

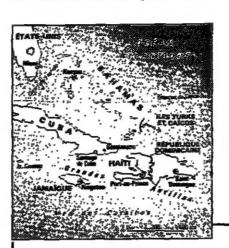
Deux décisions du CNG, les 22 et 23 juin 1987, ont pourtant suffi pour mettre le feu aux poudres, provoquer des grèves en cascade et des émeutes dans les rues. L'armée (sept mille hommes, désormais assistés d'une quinzaine de conseillers américains) a tiré. Bilan: vingt-trois morts. Amnesty International a dénoncé plusieurs assassinats de civils non armés (dont des enfants) perpétrés par des tueurs, probablement à la solde des autorités.

La première des décisions contestées du CNG concernait le Conseil électoral provisoire (CEP). Selon la nouvelle Constitution (article 289), ce conseil est seul habilité à organiser et à valider toutes les élections. Par un décret, le CNG entendait réduire le rôle du Conseil électoral provisoire à celui d'une simple chambre d'enregistre-ment des résultats. La seconde décision était aussi grave : interdiction de la Centrale autonome des travailleurs haftiens (CATH), le plus contestataire des trois syndicats du pays. Le CNG jugeait « politique » un récent mot d'ordre de grève.

Devant l'ampleur des manifestations et les risques d'embrasement, le CNG a reculé. Il est revenu le 5 juillet sur ces mesures. Le mécontentement popu-'a nas cessé nour autant, e foule, sous l'impulsion d'un comité de coordination de cinquante-sept organisations démocratiques, a continué de réclamer la démission du CNG. Signe que le malaise entre les autorités et la population n'est pas un simple accident de parcours.

On a entendu, lors d'une manifestation, le 10 juillet, des slogans antiaméricains (« Halti n'est pas une colonie américaine ») et procastristes (« Fidel, donne-nous des armes, nous sommes braves »), ce qui, dans la réalité politique haltienne, doit être compris comme une provocation à l'adresse de la Maison Blanche. Le sentiment d'hostilité à l'égard des Etats-Unis était latent depuis plusieurs mois, en particulier depuis la visite du secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, en août 1986. Le 11 mai dernier : un ouvrier licencié d'une entreprise sucrière en faillite a tenté d'enlever et a poignardé l'épouse d'un diplomate américain. Il voulait par son geste obtenir la démission de M. Leslie Delatour, ministre de l'économie et des finances, qu'il qualifia d'« agent de la politique américaine à Haîti ».

C'est parce que le CNG n'était plus en mesure de contrôler totalement le Conseil électoral qu'il a tenté de limiter arbitrairement ses prérogatives. Indépendant, le Conseil électoral provisoire est constitué de neuf personnalités



les Eglises, le conseil consultatif, la Cour de cassation, les organisations de défense des droits de l'homme, l'Université, les journalistes et le conseil national des coopératives. Minoritaire dans cette instance, le CNG d'abord a manœuvré pour que ses membres ne soient pas trop hostiles à sa politique. Puis, il a promulgué un décret - anti-constitutionnel - dans le but de priver le CEP de son droit de supervision au profit du ministre de l'intérieur, le énéral Williams Regala. Au sein du CNG, composé de trois personnalités - le général Henri Namphy en est le président, - le général Regala apparaît de plus en plus comme le personnagecharnière entre l'armée et la bourgeoisie dont une grande partie est restée aux Etats-Unis. Inspecteur général des armées jusqu'au 7 février 1986, il est aujourd'hui le symbole de la perma-nence à la tête de l'Etat de personnalités liées à l'ancien régime. Pour Washington, il est le garant d'une stabilité dans le changement. La maîtrise du processus électoral par son ministère est singulièrement rensorcé son

représentant respectivement l'exécutif,

L'interdiction de la Centrale autonome des travailleurs haltiens n'était pas fortuite non plus. La centrale syndicale, en appelant à la grève générale, exigeait la réouverture des entreprises d'Etat liquidées pour cause de déficit, la subvention du prix du riz récolté à Halti, le dédommagement des plan-teurs frappés par les fermetures de sucreries, le doublement du salaire ouvrier (de 3 à 6 dollars par jour), etc.

De telles revendications traduisent le mécontentement de la population à l'égard de la politique économique suivie par le CNG, largement inspirée par Washington. Depuis février 1986, le gouvernement américain n'a pas lésiné sur les moyens. L'aide a été fortement augmentée; elle atteint 110 millions de

#### Points de repère

SUPERFICIE: 28 000 km<sup>2</sup>.

POPULATION: 5,9 millions d'habitants.

CAPITALE: Port-an-Prince (1 million d'habitants).

PIB: 1 930 millions de dollars (1985, Banque mondiale).

DETTE TOTALE: 833 millions de dollars (1985, OCDE).

ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE:

- en pourcentage de PNB: 27,8 % (1985).
- en pourcentage des exportations: 5,8 % (1985).

TOTAL DES DÉTOURNEMENTS EFFECTUÉS PAR M. DUVALIER ET SES
PROCHES DEPUIS 1957: entre 600 et 900 millions de dollars. POPULATION ACTIVE: 70 % dans l'agriculture, 8 % dans l'industrie et 22 % dans les

CROISSANCE DE LA PRODUCTION (1980-1985): PIB: -0.8%; agriculture: -1.3%; industrie: -2.4%; services: +0.5%.

CONSTRUIRE SUR LES DÉCOMBRES D'UNE TYRANNIE

### La quadrature du cercle constitutionnel

niser sur la base d'une Constitution, mais l'ombre du duveliérisme reste trop prégnante encore. Nulle parcelle de pouvoir n'ayant pu échapper à sa mainmise trentenaire, nulle épuration ne peut, en quelques mois, l'effacer du présent : trop nombreux sont ceux qui, de plein gré ou par la peur, ont colla-boré avec lui. La démocratie se bâtira donc sur les dépouilles du duvaliérisme et à partir d'elles. Pour se concrét démocratique devra composer avec tout ce qu'il exècre.

En dix-huit mois, le « secteur démocratique » a admis cette réalité. Le déchoukage radical du duvaliérisme n'était plus de mise. Il fallait désormais se contenter de le neutraliser. A l'issue d'un débat national intense et sous la pression populaire, "Assemblée constituente rendit une copie conforme à ces priorités, aussitöt adoptés massivement par 99,8 % des suffrages le 29 mars 1987. La Loi fondamentale allait y exprimer la peur besucoup plus que l'espoir, une construction défensive et un rempart contre tout risque de domination d'un pouvoir sur les

Elu pour cinq ans au suffrage universel (art. 134), le président de la République ne peut dissoudre (art. 111-8) ni la Chambre des députés (élue pour quatre ans) ni le Sénat (renouvelable par tiers tous les deux ans avec un mandat de six ans). Aucune des deux assemblées n'a le pouvoir de révoquer le président. Le premier ministre, quant à lui, chef du gouvernement, est choisi par le président parmi les membres du parti majoritaire (art. 137).

L'exercice du droit de censure est limité à une fois l'an (art. 129-6). En cas de désaccord entre l'exécutif et le législatif, une commission de conciliation (présidée par le président de la Cour de cassation) est saisie (art. 111-6). Si cette opération n'aboutit pas, la Cour de cassation s'empare du différend, et

son arbitrage s'impose à toutes les parties (art. 111-7). La Constitution institue en outre une profonde décentralisation : dotées de l'autonomie administrative et financière, les communes sont notamment gérées par un frage universel, qui concourent à la for-

Pris en tenaille entre l'ordre judiciaîre, qui se voit investi du pouvoir exécutif suprême, et les pouvoirs locaux, les responsables proprement politiques sont placés sous haute surveillance : privés de la capacité de l'emporter l'un sur l'autre, l'exécutif et le législatif jouent, l'un pour l'autre, un rôle primordial de garde-fou.

La fragilité fonctionnelle d'un tel édifice constitutionnel n'a échappé à per-sonne, ni les risques de peralysie politi-que inhérents à un équilibrage aussi pointilleux des pouvoirs. Une partie de opinion publique scupçonna même la CNG et les survivants du duvaliérisme de jubiler d'espérance en estimant à leur juste prix les multiples facteurs de blocage qui ne manqueraient pas, à terme, de dévaluer la démocratie balUn argument a finalement emporté l'adhésion, conjoncturel sans doute, mais décisif. Il tient à quelques lignes inscrites en conclusion de la Loi fondamentale en son article 291 : « Ne pourra briguer aucune fonction publique durant les dix années qui suivront la publication de la présente Constitution (...) toute personne notoirement connue pour avoir été per ses excès de zèle un des artisans de la dictature ou de son maintien... »

Haîti n'a pas pris sa décision à la légère. Lors des précédentes ouvertures démocratiques, celle de 1981-1982 par exemple, sous la pression des Etats-Unis, une éphémère libéralisation de façade avait été engagée. Le grand voisin avait à cette occasion montré que le duvalierisme ne l'effrayait guère; qu'il pouvait même miser sur ses aptitudes à maintenir l'ordre si tel était. pour lui, le prix somme toute modique à payer pour une mode nisation économique et pour une ouverture du marché conformes à ses vœux et à sa politique dans le bassin des Caraïbes. Ce que Washington avait, il y a peu, essayé en vain avec le duvalierisme pouvait encore être tenté avec ses survivants. Mieux valait donc prendre des garanties à l'intérieur et se donner une Constitution même imparfaite susceptible, dans l'immédiat, d'opposer un obstacle au ratour d'une dictature dont bien des pays amis s'étaient si longtemps accom-

(1) En novembre 1977, M. Michel Poniatowski, représentant personnel de M. Valéry Giscard d'Estaing, avait déclaré à Port-au-Prince:

« Vous avez la chance d'avoir un président jeune, ouvert, capable. C'est pourquoi le président Giscard d'Estaing m'a chargé de lui transmettre un message non seulement d'amitié mais encore d'encouragement. « Cité par Jacques Barros, Habri de 1804 à nos jours, L'Harmattan, Paris, 1984, tome 1, p. 290.

Nos précédents articles -

FÉVRIER 1986 : Trois mois de troubles à Haîti. Une dictature à bout de souffle, par Serge

AVRIL 1986 : De MM. Duvelier, Marcos et quelques autres. La démocratie et l'argent, par

NOVEMBRE 1986 : Mécontentement populaire à Haïti, par Leslie Péan.

TOUTE L'AMÉRIQUE LATINE

SUR MINITEL

3615 - FESTA

PAS is most du Siferman 1986 M. J Spring is considered to the party that the let to be among set valued. Dans the State Carry at the Port-au-Prince as the States Buys et il a accorde Capandine per mais STATE HE SHE THE S CHILDREN OUR DOME TO or de parecha de portectut le ment Send Somme totale or 845 000 good to be Bangue de o Rivous issue & Hafel Co Star crecis anning 2 's defense negation Papare cen etable le detable de A Court of Court of Contrast de patenti Management of the state of the part of the bill to the state of the state o gue Leading ton opters no bag to the second of the second se the state of total indones and ### \$20' \$1.2 54 10- modite him are decus 1957. On extens que to See and approprie au cours des trais e son reche entre 600 at 300 and Paris Dans la seu e principale de james 1 \$ 1906, les automes actuelles one di Service Cos M. Jean-Claude Duveller Promet des breseas nu marantes (175 dellers dens les carses de l'Eur de The publishes of Cos detournments de 19 to Fee to the territory (485 miles 1985-1986). [se dis AS DELL'ES Cu monde Sur out 120 miles Services out the time at the services of dive france reposalt our une produ de la chora de l'ordre de 6 mallante de 6 ma A la dror de disposer des rest ides entreprises publiques et par terier en entomis per les Dessites de 1983 à 1988, 47.4 milles es present dans leurs Chimnes at \$ The Charges of Charges 1: 45 trans de leurs profits nets pe Cer comptes extra-budgétaires. La na anale de crédit note Partieres sur des comptes & though a tre beneficial of use dist

Choole de 1.5 million de doit

ontre la dén

pifferat in fgelauff

The second of the second second

The second secon

Survey of the state of the stat

AND THE PROPERTY OF THE PROPER

to publications of the pub

FIRES \$

The second of animals

de deve

de deve

A STATE OF THE STA

A SECRET SERVICE STATE OF SHE

The state of the state of

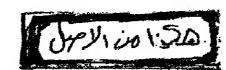
Silver and the service of the cold

The Mark of the Control

Service Service Service Services

The rest of the late of





Eglises, le conseil consultat Eglises, le conseil comultation de cassation, les organisations des droits de l'homme nu maité, les journalistes et le cassational des cooperatives de l'homme et le cassational des cooperatives de CNG d'abstracte pour que ses mentales AND COLLE POUT QUE SES MEMB socient pas trop hostiles à sa per Fis, il a promulgué un décra de point de son droit de supervision CEP de son droit de supervise du ministre de l'inter-CEP de son aron de supervision de l'inténer de l'inténer de l'inténer de l'inténer de de trois personner de trois personner de l'inténer de l'inténe LAG, composé de trois persons le général Henri Namphy et al président. — le général Regala que prins en plus comme le persons prins en plus comme le persons de prins en plus comme le persons de prins en plus comme le persons de prins en plus comme et la bons de la minimière entre l'armée et la bone sine dont une grande partie et la sur États-Unis. Inspecteur général armées jusqu'au 7 février 1986 à la minées jusqu'au 10 évrier 1986 à la minées jusqu'au le symbole de la partice de l'Etat de propriétés liées à l'ancien régime le manifes liées à l'ancien régime le manifest dans le changement La min Manuel La Mile dans le changement La Mile processus électoral par son a

L'interdiction de la Centrale p some des travailleurs haitiens in pies fortuire non plus. La centre le dicale, en appelant à la grève gen exigenit la récuverture des entre and wention du prix du riz rich Hami, le dédommagement de sacreries, le doublement de se ouvsier (de 3 à 6 dollars par jour),

De telles revendications trading scountentement de la populais Figard de la politique économique par le CNG, largement inspits tes moyens. L'aide a été forte

Points de repère

FAR M. DUVALIER ET SE ± PLB: -0.3 %; agriculta

# béralism contre la démocratie

dollars pour l'exercice budgétaire 1986-1987 (contre 45 millions en 1984-1985 sous Duvalier).

Mais elle était assortie de conditions explicites : d'une part, poursuite du processus de démocratisation; d'autre part, adhésion aux principes du libéra-lisme économique (ouverture du marché, investissement dans les industries de réexportation, abandon progressif des productions pour le marché local. réduction des dépenses publiques, intégration au marché américain grâce à l'initiative du bassin Caraïbe (Caribbean basin initiative), un plan de développement lancé en 1981 par le gouvernement de M. Reagan, où prime la règle des avantages comparatifs, notamment en matière de salaire).

Cette politique économique n'est d'ailleurs pas totalement pouvelle. Inaugurée au début des années 80, elle s'était heurtée à la gabegie que M. Jean-Claude Duvalier et ses proches faisaient régner dans les finances publiques et l'économie du pays (voir ci-dessous l'article de Jean-Pierre Alaux). La chute du dictateur, en ouvrant la voie à la libéralisation de la vie politique, devait aussi accélérer l'avènement du libéralisme économi-

En 1984, le rapport annuel de l'Agence américaine d'aide au développement (USAID) sur « la stratégie de développement pour Haiti » qualifiait le pays de « Taiwan des Caraïbes » et préconisait « un système économique plus ouvert, doté d'un fort potentiel pour l'exportation de produits manufacturés et de produits agricoles transformés, mais de plus en plus tributaire des importations de céréales et autres produits de consommation. Il s'agira d'un changement historique menant à une plus grande interdépendance commerciale avec les Etats-Unis ».

L'artisan de ce projet est M. Leslie Delatour, ministre de l'économie et des finances. Proche de l'ancien ministre des finances Marc Bazin (1982), M. Delatour est aussi un ancien fonctionnaire de la Banque mondiale qui servait de correspondant à Washington du dernier ministre de l'économie de Duvalier, M. Frantz Merceron, aujourd'hui exilé (1).

A l'immense espoir populaire suscité par la fuite de « Bébé-Doc », répond aujourd'hui une cruelle réalité économique. Depuis 1986, l'Etat s'est désengagé des entreprises déficitaires d'oléagineux et de sucre (ENAOL et Darbonne), ce qui revient à les condamner. Les faillites de plusieurs entreprises sucrières (HASCO, Dessalines-Centrale, Welsh) jettent sur le pavé des milliers d'ouvriers et des dizaine de milliers de petits planteurs. Les productions agricoles locales souffrent de la contrebande. L'hémorragie d'emplois est continue dans la petite industrie, désormals concurrencée par l'ouverture du marché.

Ces dernières années, le secteur des industries d'assemblage (textile, électronique), constitué par des entreprises américaines (filiales ou sous-traitantes de firmes aussi connues que ITT, Hewlett-Packard, Bendix...) qui réexportent leur production vers le marché américain, a connu le plus fort taux de croissance (16,6 % en 1984). Cette réussite était due aux très bas salaires et à l'absence totale de syndicats. Certaines de ces usines, qui se distinguent par leur très faible investissement et leur capacité à déménager en quelques heures, ont fermé leurs portes depuis la chute de Jean-Claude Duvalier en février 1986 (2).

En visite à Port-au-Prince le 15 août 1986, M. George Shultz décernait un satisfecit aux autorités haltiennes pour leur politique libérale : « Vous êtes sur la bonne voie et le peuple américain veut vous aider. » En fait d'aide, mis à part les dollars et les céréales dépêchés en urgence, M. Shultz s'est seulement proposé d'augmenter les quotas des articles de confection assemblés à Haïti et vendus sur le marché américain (3). Alors que l'automatisation croissante de la production permet de rapatrier

les industries textiles aux Etats-Unis, cette maigre perspective n'en paraît

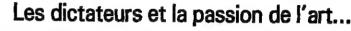
S'adressant à un parterre d'investisseurs américains à Haïti lors d'une réunion à la Maison Blanche, le 13 juin 1986, M. Shultz voyait dans « l'équili-bre de l'interdépendance » l'avenir des relations entre les deux pays. Ne s'agissait-il pas plutôt d'une dépendance à sens unique, à en juger par cette précision du ministre : « Il est évident que l'investissement américain est la clé de l'économie haitienne »? Une dépendance qui pourrait aller jusqu'à faire du plus pauvre des Etats de l'hémisphère nord un véritable satellite du plus riche d'entre eux ?

DENIS RUELLAN.

(1) Il existe un mémorandum confidentiel d'une discussion téléphonique entre un proche conseiller de M. Merceron et M. Delatour, le 22 novembre 1985. La coaversation portait sur 
un tour d'horizon (...) de l'état d'esprit 
actuel du Fonds [FMI], de la Banque mondiale et de l'USAID ».

(2) Le secteur de l'assemblage, concentré dans la capitale, employait environ vingt-huit mille personnes.

(3) En application du système généralisé de préférence (SGP), deux mille einq cents articles peuvent entrer aux Etats-Unis en franchise dès lors qu'au moins 35 % de leur valeur ajoutée se fait à Halti.



JEAN-CLAUDE DUVALIER a trouvé refuge en France et s'est installé à Grasse dans une villa qu'il loue au fils du célèbre marchand d'armes international, le Saoudien Adnan Khashoggi.

Par un étrange coucours de circonstances, cette personnalité déjà impliquée dans les transactions de l'« Irangate » (1) protège également des biens voiés aux Philippines par M. Ferdinand Marcos. En dépit du gel de tous les avoirs de ce dernier dans le monde, ordonné le 25 juin 1986 par la justice américaine, M. Adnan Khashoggi a accepté de transporter des toiles de maîtres détenues per l'ancien président philippin. Une commission rogatoire internationale a été transmise à la justice française puisqu'il dispose d'une villa à Cannes, où on le soup-conne d'avoir caché les tableaux. Plainte a été en outre déposée contre lui per l'Etat philippin avec constitution de partie civile pour recel, le 22 mai 1987.

Le 5 juin 1987, les tableaux ont finalement été découverts à Paris et sajais dans les locaux de la société Sogegard, où M. Khashoggi les avait déposés. On en compte seize, parmi lasquels un Rubens, un Fantin-Letour, un Boucher, un Greco, un Véronèse. Ferdinand Marcos est accusé par son pays d'avoir dérobé 177 toiles appartenant aux collections nationales. Infime partie de la fortune totale prélevée sur les deniers philippins, 5 milliards de dollars dans les banques suisses ; 1,5 milliard aux Philippines même ; au mokis 200 millions aux Etats-Unis. Le gouvernement de Manille poursuit aujourd'hui trente et un proches de l'ancien président pour des détournements estimés à plus de 60 milliards de

J.-P. A.

(1) Libération, Paris, 19 février 1987.



EMEUTE A PORT-AU-PRINCE, LE 5 JUILLET 1987 ence d'une politique qui néglige les attentes immédia

TYRANNIE

### nstitutionne

et amporté l'adnesion, cosse

E terre à que que l'gnes recret transmentale en son article 231 6 transmentale en son article 231 6 transmentale en son articles de la on de la présente Constitution de COMMAN POUR BUCH CIR DAT SES DE de digesture ou de son maintel...) de presentation à la ségure, Lors des present celle de 1921-1982 par es-Press Une une extremere ibersiste Le grand school as a restable re l'effravait guere qui pa source modique à payer pour uses to pour une gaverture du me et à se pointique dans le base PORTE BY BY A DAM PERSON PIE mit encore être tente avec ses de la company de successión de la company de

me mostia te sustatuit :

Prois s'étaient s longieres

Michel Punistrania representation de la constanta de la consta the state of the power of the state of the s

Character an retour June of

Mos précédents articles Une dictature à bout de souffe pe the Button, La démocratie et (1991)

Maria Pilates, par Lesiro Péan.

**PIQUE** LATINE

Par JEAN-PIERRE ALAUX ANS la nuit du 6 février 1986, M. Jeanprésidence (compte 7705 de la Banque de la Répu-Claude Duvalier, le « président à vie » de la République d'Haîti, fait hâtivement ses valises. Dans quelblique d'Haiti, BRH) ; Œuvres sociales du président à ques heures, il aura quitté Port-au-Prince au terme de vinot-neuf ans de dictature inaugurée par son père, François Duvalier. Il s'accorde cependant un moment pour remplir trois chèques qui, pour toute indication de bénéficiaire, porteront la mention « cash » et la somme totale de 845 000 gourdes, soit 169 000 dollars (1), puisés sur le compte 382 G de la Banque de la République d'Haiti, corres-Selon une pratique bien établie, le dictateur et ses

l'une et l'autre mentions pour obtenir un prélèvement de leur vœu sur le compte de leur choix. Souvent le mot « cash » remolace toute indication de destinataire, pour olus de commodité. il en est ainsi dequis 1957. On estime que la dynastie Duvalier s'est approprié, au cours des trois cennies de son règne, entre 600 et 900 millions de dollars (2). Dans la seule période de janvier 1983 à février 1986, les autorités actuelles ont établi, preuves à l'appui, que M. Jean-Claude Duvalier et ses proches ont prélevé un minimum de 120 574 575 dollars dans les caisses de l'Etat et des entreprises publiques (3). Ces détournements de fonds correspondent en moyenne annuelle à 12 % du budget de la République haitienne (485 millions de dollars pour l'exercice 1985-1986), l'un des

proches disposent, en effet, d'ordres de paiement

sur la banque centrale sans désignation de titulaire

ni de compte : il leur suffit d'y inscrire eux-mêmes

plus importantes, 86 millions ont été mis en lieu sûr à l'étranger. Le système duvaliériste reposait sur une privatisa-tion de fait de la chose publique : outre un droit de vie et de mort sur les citoyens (50 000 victimes environ pour une population de l'ordre de 6 millions), il s'était arrogé le droit de disposer des resssources

pays les plus pauvres du monde. Sur ces 120 millions de dollars, qui ne préjugent en rien de fraudes

La trésorerie des entreprises publiques et parapubliques était littéralement siphonnée par les Duvalier et leurs comperses. De 1983 à 1986, 47,4 millions de dollars ont été prélevés dans leurs caisses au titre des « dépenses administratives et charges » ; et 70,7 millions furent retirés de leurs profits nets pour être placés sur des comptes extra-budgétaires. Les banques (Banque nationale de crédit notamment), ont vu leurs avoirs amputés d'au moins 2,3 millions à l'aide de prêts transférés sur des comptes fictifs. Pourtant, le président à vie bénéficiait d'une dotation annuelle officielle de 1,5 million de dollars et d'allocations budgétaires supplémentaires pour 

La privatisation d'un Etat En dehors des évaporations financières sans autre justification que des « obligations spéciales » transitant souvent par M. Hannock Lamothe, employé des Duvalier, la voie royale passait par des cauvres sociales et philanthropiques : Œuvres sociales de la

vie de la République (compte BRH 6937); Œuvres sociales de Mae la présidente (compte BRH 6251); Œuvres sociales privées de Son Excellence Mª Francois Duvalier (compte BRH 2023). Il en est d'autres, domicilées à la Banque nationale de crédit (BNC) : l'hôpital du Bon Secours, c/o

Michèle Duvalier (compte 7485); la Fondation Michèle B. Duvalier (compte 6359); les Activités culturalles (compte 2044) et les Projets spéciaux de la Fondation Michèle B. Duvalier (compte 7520). Toutes ces institutions charitables étaient alimen tées sur ordre à partir des prélèvements effectués

dans les organismes contrôlés par l'État. Aucun des enfants sous-alimentés du pays ne bénéficiera jamais de ces fonds, et plus de 10 % des bébés de moins d'un an continueront à mourir. Le demier ministre des finances de M. Jean-Claude Duvalier, M. Frantz Merceron, se chargeait, quant à lui, de l'administration de comptes extra-

budgétaires de la BRH (950 G et 1187 AC notam-

ment), qui servaient, de 1983 à 1986, à transférer

27 millions de dollars aux Duvalier et aux œuvre

sociales. Il prenait également soin du compte personnel de Michèle Bennett (BNC 6251). Mais le grand argentier du régime ne s'oubliait pas pour autant : au cours de la même période, il transfére à son intention 177 992 dollars, pris sur la BRH, à la Banque de Boston de Paris, préleva 725 567 dollars sur les réserves de la même BRH et versa à sa secrétaire, Mr Saint-Cyr, 9,3 millions de dollars qu'il n'a sans doute pas manqué de récupérer pour l'essen-

(J.-L. Atlan-Sygma)

120 MILLIONS DE DOLLARS DÉTOURNÉS PAR M. DUVALIER

Piètres gestionnaires des deniers publics et de l'économie haîtienne, les anciens gouvernants montrent en revanche des quelités éclairées dès qu'il s'agit de « blanchir » leur trésor de guerre et de le faire fructifier : la compagnie panaméenne Fincal, de M. Jean-Claude Duvalier, ou la Lasa Trade and Finance Inc. en témoionent, parmi d'autres.

Un tel patrimoine permet de légitimer la jouissance de biens immobiliers de prestige, situés prudence oblige - à l'étranger. Chaque membre du clan possède, en France, quelques propriétés confortables : M. Jean-Claude Duvalier, le château de Théméricourt ; Mme Simone Duvelier, un appartement avenue Foch, à Paris ; Mre François Duvalier, un appartement avenue du Général-Leclerc, à Neuilly ; M. Frantz Merceron, un appartement rue Guynemer, à Paris. Les Duvalier possèdent encore un yachtprivé, le Niki, et un appartement dans la Trump Tower, a New-York.

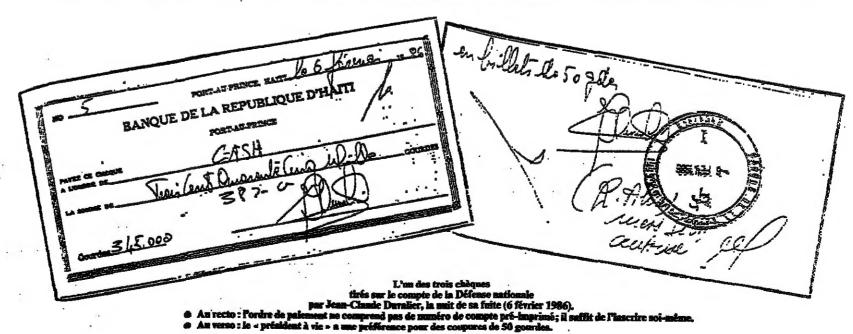
Au regard de cette richesse acquise au prix de sa peuvreté et de sa liberté, le peuple haitien demande

aujourd'hui justice et ne comprend guère que les coupables ne lui soient pas remis. Aux Etats-Unis. en Suisse, en France, des poursuites sont engagées, à l'issue incertaine. Quelles que soient les décisions judiciaires à venir, cela pèsera lourd sur le destin de la fragile démocratie haitienne. La condamnation des coupables constituerait, par ailleurs, un précédent salutaire pour nombre d'autres privatisations des affaires publiques dans le monde.

(1) 1 dollar harrien = 5 gourdes. Le dollar harrien a la même valeur que le dollar américain auquel il est lié.
(2) M. Marc Bazin, cinq mois durant ministre des finances de M. Duvalier en 1982 avant de démissionner, estime que, depuis 1957, ces détournements avoisinent 600 millions de dollars. Selon M. François Latortne, ministre de la justice en 1986, ils seraient de l'ordre de 900 mil-

(3) Les faits et les chiffres examinés ici sont tous établis par l'administration haltienne et correspondent aux der-nières années de la dictature. D'autres détournements de fonds - sur l'aide internationale notamment - out certai-nement été effectués; mais les investigations n'ont pas encore été menées dans ce domaine.

L'Etat hastien a saisi la justice française par une plainte contre Jean-Claude Duvalier et huit de ses proches. Le 23 juin dernier, le tribunal de Grasse se déclarait incompétent pour statuer dans une affaire qui, selon son arrêt, est « exclusivement de la compétence de la juridiction admide transper et certains de ses agents ». La cour d'appel d'Aix-en-Provence a donc été saisie par le gouvernement haltiem et doit statuer à l'autonne.



garantar agarantar TO AND THE SECOND SECON The state of the s CANADA CA The second of th The second Section of the second SECTION AND ADDRESS OF THE PARTY OF THE PART AND THE RESERVE OF THE PARTY OF

# COUPS DE POKER COUPS DE POKER M. Gorbatchev, Israël POLP à la conférence de Genève. sur un pied d'égalité sur l'hair.

(Suite de la première page.)

« Il doit être clair qu'un progrès dans les rapports avec Israël n'est concevable que sur le chemin d'un pro-cessus de règlement au Proche-Orient. Il n'est pas possible de séparer cette question du contexte général. Cette interdépendance s'est créée par le développement des événements, par la politique israélienne elle-même (3).»

Leonid Brejnev, alors secrétaire général du Parti communiste de l'Union soviétique, avait proposé officiellement, au vingt-sixième congrès du Parti en 1981, de réunir une conférence internationale de paix pour préparer un règlement global, de préférence à la formule des traités de paix séparée, genre Camp David. Peu de pays avaient à l'époque soutenu cette idée, qui aujourd'hui est appuyée par l'ensemble de la communauté internationale, à l'exception du gouvernement d'Israel et même si les Etats-Unis ne l'approuvent qu'avec des réserves.

Moscou avait à l'origine pour modèle la conférence de Genève qui s'est rêu-nie pour une seule séance le 22 décembre 1973 (au lendemain de la guerre d'octobre), sous la coprésidence des Etats-Unis et de l'Union soviétique, et avec la participation des pays limitrophes d'Israël (le siège de la Syrie était resté vide). Quatre ans plus tard, dans un communiqué conjoint daté du 1st octobre 1977, MM. Vance et Gromyko, ministres des affaires étrangères, respectivement des Etats-Unis et de l'URSS, appelaient à réunir de nouveau la conférence, toujours sous la coprésidence des Américains et des Soviétiques. Ce communiqué parlait des relations normales et pacifiques qui seraient instaurées entre tons les pays de la région sur la base du respect de la souveraineté, de l'indépendance et de l'intégrité territoriale, les deux Super-Grands devant assurer les garanties internationales propices à la mise en œuvre d'un règlement global dans la région. Cette tentative n'a pas eu de suite. Les Israéliens sont en revanche arrivés très rapidement à un accord avec Washington selon lequel la conférence devait être un forum de discussions, et non de négociation, non habilité en outre à traiter du sort de l'entité palestinienne. En était exclue l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), qui fut reconnue en 1974 par le sommet arabe de Rabat comme seul et légitime représentant du peuple palestinien et obtint la même année un siège d'observateur à l'ONU.

### L'appui du président Mitterrand

DARALLELEMENT, la visite du président égyptien Anouar El Sadate à Jérusalem, en novembre 1977, ent pour effet, entre autres, de torpiller le projet de convocation de la conférence de Genève, l'Egypte souhaitant alors éliminer toute influence soviétique dans la région. Cependant, si les accords de Camp David (septembre 1978) out réglé les rapports entre Israel et l'Egypte, faisant sortir cette dernière du champ de la confrontation israélo-arabe, ils ont laissé ouverte la plaie de la crise du Proche-Orient et indirectement contribué à l'invasion du Liban par Israel en 1982.

C'est à la suite de cette invasion que l'URSS devait réitérer, en juillet 1984, sa proposition de conférence internationale sur le Proche-Orient. Ce projet préconisait notamment, outre la reconnaissance explicite du droit d'Israel à l'existence et la création d'un Etat palestinien, la restitution des territoires occupés par Israël depuis 1967 et l'obligation d'associer l'OLP à un règlement global. Une telle conférence devait, selon Moscou, réunir les participants suivants : Israel et tous les pays arabes ayant une frontière commune avec lui (Syrie, Jordanie, Egypte, Liban) ; l'OLP, en tant qu'« unique représentant de la légitimité du peuple

palestinien », avec le statut de membre à part entière de la conférence ; enfin. PURSS et les Etats-Unis, «en tant qu'Etats jouant un rôle important dans les affaires du Proche-Orient ».

Selon la proposition soviétique, la conférence devait se réunir sous l'égide des Nations unies; mais c'est à partir de 1986 que Moscou parle de l'intervention, d'une manière ou d'une autre. du Conseil de sécurité de l'ONU. Le communiqué conjoint Mitterrand-Gorbatchev, publié à la fin de la visite du président français en URSS en juillet 1986, a évoqué la participation des membres permanents du Conseil de sécurité à un comité préparatoire chargé de mettre sur pied la conférence. Et, en effet, en avril 1987, les représentants des cinq membres permanents du Conseil de sécurité ont assisté pour la première fois à une réunion de travail à huis clos avec le secrétaire général de l'ONU, M. Perez de Cuellar, en vue de préparer la conférence internationale. La présence du représentant américain témoignait de la modification de l'attitude de Washington envers ce projet.

Pour les Soviétiques, la participation de l'OLP à la conférence internationale est une condition sine qua non. Eux qui avaient fermement soutenn en 1947 la création de deux Etats en Palestine, l'un juif, l'autre arabe, insistèrent dès les années 50 pour qu'une solution équitable filt apportée au problème palestinien. En avril 1956, en particulier, un communiqué du ministère des affaires étrangères soviétique demandait de régler ce problème « sur une base mutuellement agréée et qui prenne en compte les intérêts nationaux de toutes les parties intéres-

Dix ans plus tard, en avril 1966, alors que les opérations des fedayins palestiniens venaient de commencer, l'Union soviétique affirma, dans un communiqué conjoint avec la Syrie, son soutien à « la lutte des Palestiniens contre le sionisme ». En octobre 1974, un communiqué égypto-soviétique envisageait déjà le participation de

depuis lors cette position de principe. Certes, Moscou considère la résolution 242 votée par le Conseil de sécurité en novembre 1967 comme un élément fondamental pour résoudre la crise du Proche-Orient. Toutefois, soulignent les Soviétiques, cette décision ne concerne pas la question palesti-nienne, sur laquelle l'Assemblée générale de l'ONU s'est prononcée en d'autres résolutions.

D'ailleurs, lorsque les responsables soviétiques parlent de la création d'un tement - qu'il s'agit d'un Etat à créer en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, à côté d'Israel Lorsqu'ils évoquent la résolution du Conseil national palestinien de 1974, parlant de « la création d'un pouvoir national sur toute partie de la Palestine qui sera libérée », ils disent - ce que les Palestiniens évitent de faire explicitement que « cela montre l'empressement des

Palestiniens à créer leur Etat indépen-

dant en Cisjordanie et dans la bande

#### L'hostilité de M. Shamir

DES critiques assez dures ont été formulées à Moscou à l'encontre de l'accord d'Amman signé en sévrier 1985 entre le roi Hussein et M. Yasser Arafat, prévoyant la participation de l'OLP à une conférence internationale au sein d'une délégation jordanopalestinienne ainsi que l'exercice par les Palestiniens de leur droit à l'autodétermination dans le cadre d'une confédération jordano-palestinienne. Ces critiques étalent surtout motivées par la crainte de voir un nouveau traité de Camp David instaurer une nouvelle paix séparée sous l'égide des Etats-

C'est en fin de compte l'intransigeance israélienne qui mettra fin à cette tentative d'entente entre Jordaniens et dirigeants de l'OLP pour progresser vers une solution pacifique. L'accord d'Amman est d'abord « gelé » par les Jordaniens en février 1986, il est ensuite aboli par l'OLP, lors du Conseil national palestinien en avril dernier à Alger.

La réunion de ce conseil, qui marqua l'unité nationale palestinienne retrouvée (5), fut un grand succès pour la diplomatie soviétique. Celle-ci avait en effet œuvré d'arrache-pied tendant à dissiper les malentendus entre les diffé-

rentes fractions palestiniennes, estimant que le manque d'unité portait un tort considérable aux efforts pour assurer aux Palestiniens une place à la conférence internationale alors que leurs adversaires (Israéliens, Américains, et même certains éléments du monde arabe) ne cessaient d'invoquer la division du mouvement pour dénier à l'OLP « de Tunis » la représentativité du peuple palestinien. Lors de sa rencontre, en marge des travaux de l'Internationale socialiste à Rome, en avril 1987, ayec M. Karen Broutens, resnonsable pour les affaires du Proche-Orient au sein du comité central du PC soviétique, le ministre des affaires étrangères d'Israel, M. Shimon Pérès, avait affirmé que l'OLP était rejetée non seulement par Israël mais aussi par la Syrie et la Jordanie, deux participants éventuels à la conférence internationale. Les Soviétiques s'emploient désormais à une médiation entre l'OLP et la Syrie, tâche encore plus difficile que la précédente.

 (3) Agence Tass, 24 avril 1987.
 (4) Robert Davydkov, Oleg Fomin, The Soviet Union and the Middle East Settlement, agence de presse Novosti, Moscou, 1986, p. 16.

(5) Cf. Alain Greah, «La réponse palesti-nienne», le Monde diplomatique, juin 1987.

#### CONOMIQUEMENT à genoux, toujours menacée de troubles internes, l'Égypte du président Moubarak reste prisonnière de ses liens de dépendance à l'égard des États-Unis et de son traité de paix séparée avec l'État d'Israël. A la faveur de la guerre du Golfe, elle tente difficilement d'améliorer ses relations avec les pays arabes « modérés », sans avoir vraiment les moyens de peser sur les événements qui sont en train de refaconner les rapports régionaux.

### Par MOHAMED SID-AHMED

Dans la perspective d'une confé-rence internationale sur la paix au Proche-Orient, l'Égypte est aujourd'hui, plus que jamais, confrontée aux conséquences des accords de Camp David signés voilà neuf ans par Anouar El Sadate et M. Begin. La Syrie s'oppose en effet à sa participation, sons prétexte qu'elle a déjà signé un traité de paix avec Israël.

Au Caire, où le risque d'une telle mise à l'écart n'est pas pris à la légère, on est même allé jusqu'à se demander si l'exclusive lancée à l'encontre de l'Egypte n'avait pas fait l'objet d'un marchandage entre l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) réunifiée et le chef de l'Etat syrien. Lors de sa réunion à Alger, en avril dernier, le Conseil national palestinien (CNP) a en effet établi une distinction, dans ses résolutions, entre le « régime égyptien » et les « forces nationales égyptiennes ». Dans la mesure où elle impli-quait une condamnation du président Moubarak, cette distinction pouvait être interprétée comme une manière de légitimer l'exclusion de l'Égypte de la table des discussions

Il est cependant difficile d'imaginer qu'une négociation visant à instaurer une paix globale au Proche-Orient soit conduite sans la présence des représen-tants du Caire. La politique ambiguë de l'Égypte au sein du monde arabe suscite encore bien d'autres questions fondamentales quant à l'avenir de son rôle dans la région. Des questions que M. Moubarak ne pourra éluder au cours de son second mandat de président (le résultat du référendum du 5 octobre prochain sur le renouvellement pour six ans de ses fonctions présidentielles est pratiquement acquis d'avance). D'autant que politique étrangère et politique intérieure sont

fortement imbriquées dans ce pays qui connaît des troubles à répétition.

Les émeutes de la faim de janvier 1977 avaient marqué un moment déciretombées de « sa » guerre d'octobre en assumer seule l'essentiel de la confron-

sif dans l'évolution de la politique de Sadate, car elles mettaient en lumière une contradiction pour lui insupportable. Selon le raïs, c'était grâce aux 1973 que les pays arabes producteurs de pétrole étaient devenus fabuleusement riches. Tandis que l'Égypte, à qui revenait le mérite de cette prospérité, souffrait de graves pénuries et devait tation avec Israel Les riches pays arabes ayant failli à la solidarité, Sadate s'estimait délié de toute obligation à leur égard. Il décida d'aller seul à Jérusalem. Une manière de leur faire comprendre que, s'ils détenaient la carte du pétrole, lui gardait la clef de la paix dans la région. Dans la région et pas seulement en Égypte, car il a toujours rejeté l'accusation d'avoir trahi la

### Les années Monbarak

SANS remettre en question la straté-D gie de son prédécesseur, M. Mou-barak n'a pas oublié les troubles qu'elle avait engendrés à l'intérieur du pays. Au moment de l'assassinat de Sadate, les fondements mêmes du régime avaient été menacés, et il lui fallait éviter à tout prix la reproduction de tels événements. Tout en confirmant les accords de paix avec Israël, il essaie donc de rétablir des relations avec les autres pays arabes, tirant argument du fait que, sans l'Egypte, ceux-ci n'out pas su proposer une stratégie de

M. Moubarak joue aussi la carte de M. Arafat, mettant à profit la vulnérabilité particulière de l'OLP, en butte à l'hostilité de ses ennemis arabes - dont la Syrie, notamment, rangée dans le Front de la fermeté. Le dirigeant de l'OLP, on s'en souvient, a renoué le contact avec Le Caire après que le pré-sident égyptien eut intercédé auprès des autorités israéliennes pour obtenir le passage en mer Rouge du convoi de combattants palestiniens chassés de Tripoli en décembre 1983 par les

nation arabe en signant avec Israël un traité de paix séparée.

Encore fallait-il, pour que le processus de paix ainsi amorcé puisse acquérir une dimension « régionale », prouver aux Américains que l'Égypte était en mesure de représenter pour eux un atout stratégique plus intéressant qu'Israël. Sadate espérait ainsi se donner le moyen d'obtenir la restitution des autres territoires arabes occupés, grâce à l'appui de Washington. Servir ia cause panarabe en se faisant plus pro-américain que les faisaéliens, c'était, en fin de compte, la seule justi-fication possible d'une paix que Sadate refusait de qualifier de « séparée ».

Mais c'était un pari impossible. Car si les autres parties arabes ne pouvaient pas faire la guerre sans l'Égypte, celleci ne pouvait pas conclure sans elles une paix régionale d'une portée bien plus vaste qu'un simple accord bilaté-ral. En particulier, le problème de la Palestine, au cœur du conflit, ne pouvait être sérieusement résolu en l'absence de représentants palestiniens

Le dessein de Sadate a échoué, mais sa stratégie d'alignement sur les Américains a produit des effets secondaires durables. Le Caire se lança notamment dans une virulente croisade antisoviéti-que qui, sous l'administration Reagan, fournirait son assise idéologique à une politique dite de « consensus stratégique » se proposant de surmonter le conflit entre Israel et les régimes arabes « modérés » en les unissant contre la menace soviétique. Une conception qui se défendait dans le climat de guerre froide du début des années 80, mais qui perd aujourd'hui toute raison d'être.

Mais le rapprochement égyptoqui avaient décidé la rupture des relapalestinien est soumis à des contraintes que l'affaire de l'Achille-Lauro a fait éclater au grand jour. L'interception, en octobre 1985, par la chasse américaine, de l'avion égyptien transportant

CONVERSATIONS ENTRE MM. MOUBARAK ET SHIMON PERES EN 1986

les responsables du détournement du paquebot italien, indiquait à M. Mou-barak les limites à ne pas franchir. Aux termes des accords de Camp David, rien ne l'autorise à remettre à la justice de l'OLP un commando qui, pour se disculper d'avoir saisi un paquebot italien, prétend que son objectif initial était de mener une action de sabotage en Israël (1). Par ailleurs, les visites au Caire du dirigeant de l'OLP sont tolérées dans la mesure où, à l'occasion de l'une d'entre elles, il dénonce le terrorisme dans une déclaration conjointe avec le rais; ou s'il s'agit pour Le Caire de contribuer à aplanir les divergences entre M. Arafat et le roi Hussein pour favoriser la signature, en février 1985, d'un accord jordano-palestinien qui porte un coup sévère à l'unité des fac-tions palestimennes. La rupture avec l'OLP et la fermeture de ses bureaux en Égypte, en réponse aux résolutions du CNP à Alger, montrent d'ailleurs que le rapprochement avec M. Arafat

M. Moubarak ne néglige pas non plus l'irak, embourbé dans une interminable guerre avec l'Iran. Bien que Bagdad ait abrité les deux sommets arabes

ne signifie pas nécessairement une

réconciliation avec l'OLP réunifiée.

tions diplomatiques avec Le Caire, des avant la mort de Sadate, l'Égypte avait commencé à fournir an gouvernement baasiste du matériel militaire d'origine soviétique dont elle n'avait plus besoin.

Les démélés perpétuels du Caire avec Washington concernant les modalités de l'assistance américaine, notamment le règlement de la dette militaire (2), viennent rappeler, s'il en était besoin, que la « carte de la paix » de Sadate n'a pas apporté à son pays la prospérité. En 1986, la chute des prix du pétrole frappe durement l'éconor déjà épuisée par le service d'une dette dépassant 40 milliards de dollars. La mutinerie des forces de sécurité, en février, est perçue comme une pre-mière lézarde menaçant d'effondrement l'ensemble de l'édifice. Bon gré mal gré, M. Moubarak doit faire appel aux États du Goife.

De ce point de vue, l'« Irangate » est une aubaine. Pour les monarchies du Golfe, qui ne croient pas à la version américaine de la « bévue », les transactions avec l'Iran s'inscrivent dans un

(1) Les accords de Camp David stimulent que les parties contractantes n'abriteront pas d'activités subversives menées par des tiers contre l'une d'entre elles. (2) Washington refuse toujours de reconsidérer le taux d'innérêt de 14 % que paie l'Égypte pour des crédits militaires atteignant 4,6 milliards de dollars.

Fice de l'adepos ton de la confederation Tele maieraie. Pitte de l'indique Fift de Fandt per



はなった。 フェールのは基準数 は対する The second secon Control of the contro The second second second を表現しています。 また またまとは取る なながら 10 mm 11 を付ける機 が (10 mm) ( (1) 2000 TO 2000 TO A H 4 M the name of the same in the THE THE THE STREET PARTY THE gen bie bei bit in bie bem a comment of the copy of large ELECTION OF THE BERN THE ALCOHOLD TO ME THE PETER 22 um bem bei M. Beich et **東京の大学では、インスルライを展れ** # 45 5 m 2 50 45 45 254 turs progenition of the Spirit The second of the second of the second mark for all the instant majester en healte in the late SELECTION OF A CONTROL OF STREET magnetic for the Timbe tim, can and impost time

### La diplomatie gyptieni

The latter of the court flatter.

AND RECEIPT SPINS IN THE SPINSTER

tales are over a real of termine

aba fattir inn a nepublis

THE LOCK OF THE CONTRACT

WE TENTION OF LINES. CHE

Britte & C. germannte det

ge amperer 's outsie et

fer bittet die de ben de jahr

its deffonctor de l'irak. Manager to the cold of soul

Beitere te's ... iren Dich

one d'une tra-delier entre

An la Esta de Gille, appe-

metuellement overtigense,

alzanque de la content en

the de souther documentque

gebotettiett de besteueren

en de l'Egrate un seutien

de l'estate de costil pas

the caneraines trabes pour

gift ter frank, andreaters.

Les Les

Court Chi sub erri im effets

dan des prie de persoie.

22 merete de 22111/2,16 202

Steament of Commercial

2 Out to see and is diffe

Se Ein arte et Egypte

Select bare of our scrate

the second de Come David les

Samuel de la porte dela porte de la porte de la porte dela porte de la porte de la porte dela porte de la porte dela porte de la porte dela porte del

to the contract of mel en

Secure pour du le danger sta-

die des letes nationales

1°-31 acts

copper de rétaile des

de che con Silverice ion

### UPS DE POKE

That palestinien indépendant, ilse items bien - ce que les Palestinien dient bien – ce que les ralestates de description de de la faction de la Cisjordanie et dans la la Sere à côté d'Israel Lorqu's ment le résolution du Conseil le de 1974, parlan de infection d'un pouvoir national partie de la Palestine qui the per .. its disent - cc que la participa de faire evaluation Morres vitent de faire explicient de cela montre l'empressemnt Balestiniens à créer leur Etat inte ant en Cisjordanie et dans le Gasa (4) ».

#### M. Shamir

nas fractions palestiniemes mans que le manque d'unité ponir les considérable aux efforts pour ger aux Palestiniens une place merence internationale alor sars adversaires (Israéliers, A at même certains flene seconde arabe) ne cessaient d'include division du mouvement pour de POLP - de Tunis - la représent da peuple palestinien. Lors de ac contre, en marge des travaux de la matienale socialiste à Rome, et Prient su sein du comité central à sovietique, le ministre des alle angeres d'Israel, M. Shima k affirme que l'OLP était re sealement par Israel mais and Syrie et la Jordanie, deux per ta éventuels à la conférence inte de Les Sovietiques s'empe ormais à une médiation cour [Q Syrie, tache encore plus de e précédente

> Agence Tass, 24 avril 1987
> Robert Davydkov, Oleg Francii
> Lindon and the Middle East in ans de presse Novosti, Ma

CF. Abus Great. La répone pe de Mande Liplomatique, pa in

### AU PROCHE-ORIENT

## Israe et les Palestiniens

Quant à la nature de la conférence internationale, un fossé énorme sépare le point de vue soviétique de celui des travaillistes israéliens. M. Pérès y voit un cadre qui facilitera les pourparlers directs entre les antagonistes, surtout entre Israel et la Jordanie. Les Soviétiques affirment en revanche que les grandes puissances appelées à garantir ces accords doivent être associées aux négociations, et non pas rester de simples témoins comme le souhaitent les Israéliens. Moscou parle d'une conférence où chacun des participants aurait les pleins pouvoirs dans le processus de sion, et n'exclut pas la création de sous-commissions qui n'auraient pas le droit d'adopter des décisions mais qui présenteraient des projets à la conférence, laquelle seule aurait le pouvoir de décision à l'unanimité. Enfin, les Soviétiques souhaitent manifestement que l'objectif de la conférence soit un retrait total des forces israéliennes de tons les territoires occupés lors du conflit de 1967, assorti de la reconnaissance du droit à l'autodétermination des Palestiniens, de leur droit à créer un Etat indépendant afin que s'instaurent la paix et la sécurité pour tous les pays impliqués dans le conflit (6).

En Israël, la droite s'oppose vigourensement à toute participation à la conférence internationale. Chef du Likond (droite nationaliste) et actuellement premier ministre, M. Yitzhak Shamir l'a clairement fait savoir : « Nous n'accepterons jamais qu'une conférence internationale décide de l'avenir de notre pays. Il n'en est pas question (7). » De leur côté, les travaillistes soutiennent le principe d'une conférence internationale qui servirait de forum aux pourparlers directs avec la Jordanie. Au cours de leur rencontre socrète du 11 avril dernier, M. Pérès et le sonverain hachémite ont élaboré un document sur les modalités de ces négociations concernant l'avenir de la Cisjordanie. Le roi Hussein ayant expliqué à M. Pérès qu'il ne lui était possible d'entrer en négociations avec Israël que dans un cadre international. le ministre israélien des affaires étrangères a trouvé dans cet argument une

raison pour se déclarer en faveur d'une

Dans ses efforts pour préparer le terrain à la conférence internationale de paix, l'Union soviétique a entretenu des contacts avec Israel : ainsi les ambassadeurs israélien et soviétique se sont rencontrés à Paris en juillet 1985, et M. Chevardnadze s'est entretenu avec M. Pérès à New-York lors de la dernière Assemblée générale de l'ONU.

Une autre rencontre, d'un caractère différent, mais qui n'en révèle pas

moins la volonté soviétique d'améliorer le climat entre les deux pays, a eu lieu entre les délégations soviétique et israé-lienne à Helsinki en août 1986. Les Soviétiques ont alors proposé - on sait que les relations diplomatiques entre Moscou et Jérusalem sont rompues depuis juin 1967 - d'envoyer une délégation consulaire en Israël pour examiner l'état des biens et la situation des citoyens soviétiques en ce pays. Mais la partie israélienne ayant évoqué lors de cette rencontre le problème des juifs d'URSS, il fut immédiatement mis fin aux pourparlers. Il fallut attendre un

an pour que l'équipe consulaire soviétique soit finalement envoyée à Tel-Aviv, où elle siège à l'ambassade de Finlande, chargée des intérêts soviétiques.

A vrai dire, l'émigration de juifs soviétiques n'est pas directement liée aux relations avec Israël, mais plutôt avec le monde occidental. La grande vague d'émigration des juifs d'URSS depuis la fin des années 60 et tout au long des années 70 - quelque 275 000 personnes en tout - n'a pas entraîné la moindre amélioration dans les rapports entre les deux pays. Et la

nouvelle vague de départs amorcée cette année s'explique sourtout par la politique intérieure de M. Mikhail, Gorbatchev, qui cherche à se débarrasser des critiques formulées en Occident à l'encontre de l'attitude soviétique en matière de droits de l'homme.

Pour le rétablissement des relations diplomatiques avec Israël, l'URSS, pose comme condition le changement de la politique israélienne face au monde arabe et surtout envers les Palestiniens. Lors de la conférence de Genève de 1973, le ministre des affaires étrangères soviétique, M. Andrel Gromyko, avait déjà fait savoir à son homologue israélien, M. Abba Eban, qu'un progrès substantiel vers un règlement pacifique de la crise du Proche-Orient, conditionné par la modification de la politique israé-tienne dans la région, devait précéder la normalisation entre les deux pays. Les Soviétiques répètent depuis de longues années que la reprise des relations avec Israël passe par l'élimination des causes de la rupture : l'occupation des territoires arabes depuis 1967.

Il est évident que l'acceptation par le gouvernement d'Israël du principe de la conférence internationale comme moyen d'aboutir à la paix au Proche-Orient ouvrira le chemin de la reprise des relations entre les deux pays. Pour le moment, les Soviétiques déplorent l'attitude hostile d'Israël à l'égard de la conférence ainsi que toute une série d'actes qui enveniment les relations entre les deux pays, notamment l'accord de coopération stratégique entre Israel et les États-Unis, la participation d'Israel au projet américain de guerre des étoiles», et l'installation d'émetteurs géants de la voix de l'Amérique pour diffuser les émissions destinées à l'URSS, alors que tous les pays du Proche-Orient avaient rejeté la proposition américaine de les construire sur leur sol. Le vrai dégel entre les deux pays n'est pas pour demain.

AMNON KAPELIOUK.

(6) The Soviet Union and the Middle East Settlement, op. cit., p. 108, (7) Le Point, 2 février 1987.



MANIFESTATION EN JUILLET CONTRE LA VISITE D'UNE DÉLÉGATION CONSULAIRE SOVIÉTIQUE EN ISRAÈL Emigration des juifs d'URSS, éracaution des territoires occupés

### lomatik égyptienne écartelée



MAK AT SHIMON PERES EN IS mes internationals

and avaient décidé la rupture des diplomatiques avec Le Cant mont la mors de Sadate, l'Epres commence 3 fournir au source secisto du matérie, militaire das andhione dont cile a'avail plus he demelis perpétuels de la Tasistance americans of

in régiennent de la dell'é Mak besoin, que la carre de he parole frappe durement form trained par le service des Tant 40 miliards de delini postnerie des ferces de sécuri Montes des ferces de seule.

Montes est perçue comme de l'edition de l'édition de l

De ce point de vue, l'a lragge pom de vue, l'a individual de mainte Colle qui ne croient pas à la reprofesione de la • bevez • 10 est

Les accords de Carp llouis de la language de la lan Weshington refuse La call by the mark of interest on the power des crédus militare et

plan soigneusement préparé; elles n'ont été tenues secrètes que parce qu'elles controdisaient la volonté affichée de M. Reagan de ne jamais traiter avec des Etats impliqués dans le terrorisme. Et si l'administration république, selon les responsables arabes, elle était pervenue à la conclusion que l'Iran allait remporter la victoire et qu'il fallait éviter que ce pays ne bas-cule alors du côté des Soviétiques.

En cas d'effondrement de l'Irak. l'appareil militaire égyptien est le seul en mesure de tenir tête à l'Iran. D'où l'ébauche d'une transaction entre l'Égypte et les Etats du Golfe, apparemment mutuellement avantageuse, et qui d'ailleurs avait été esquissée au sommet islamique de Kowelt : en contrepartie du soutien économique qu'ils lui apporteraient, ses partenaires recevraient de l'Égypte un soutien

Mais le marchandage n'est-il pas illusoire ? L'Égypte, qui n'a pas attendu- ses partenaires arabes pour faire la paix avec Israël, s'engageraitelle dans une guerre coutre l'Iran? Les Etats du Golfe, qui subissent les effets de la chute des prix du pétrole, seraient-ils en mesure de satisfaire aux. exigences exorbitantes de l'économie égyptienne? Quoi qu'il en soit, le différend entre les Etats arabes et l'Égypte à propos d'Israël perd de son acuité. Certes, les accords de Camp David les empêchent toujours de rétablir des relations diplomatiques, mais une normalisation non officialisée se met en place avec ceux pour qui le danger iranien prend le pas sur la menace israé-

#### Calendrier des sêtes nationales 1-31 acid

Pete de l'indip Amirerate de la fonda tion de la confédération. FSUBSE 4 BURKINA Pête de l'initiace e BOLIVIE Aunte de l'Indépendence 9 SINGAPOUR File de l'Indiquaire IN EQUATEUR 15 REP. POPUL Pête de l'halipende Annit. de l'indépende 17 GABON Pète antionnie. Pète de l'indépendence l'ête de l'indépendence 17 INDONESIE

23 ROUMANIE

25 URUGUAY

31 MALAISIE

31 TRINITE-

ET-TOBAGO

Pito de l'Indiamaire.

Cependant, le changement le plus spectaculaire au Proche-Orient est incontestablement la nouvelle politique soviétique, à l'initiative de M. Mikhail Gorbatchev. An cours de la dernière décennie, les Américains semblaient représenter, pour chacun des protas nistes locaux, le seul interlocuteur valable. En revanche, les Soviétiques, depuis leur expulsion d'Égypte par Sadate en 1972, voyaient leur influence se réduire au point de ne plus pouvoir compter, an début des années 80, que sur la Syrie. Or, en deux ans, l'URSS a opéré un retour en force étonnant, dans une optique radicalement différente de sa politique traditionnelle.

Jusqu'alors, la politique américaine visant à évincer les Soviétiques de la région, culminant avec la stratégie de consensus stratégique » de M. Reagan, poussait Moscou à durcir ses positions et à soutenir les forces les plus intransigeantes. Pour M. Gorbatchev, la clef du dégel planétaire réside dans le désarmement, et il ne faut pas que les conflits régionaux constituent des s à la détente. Les initiative diplomatiques au sommet doivent être accompagnées de propositions visant, pour le moins, à neutraliser l'impact négatif que les conflits régionaux les plus dangereux peuvent avoir sur le climat global. D'où les ouvertures de l'URSS au Proche-Orient, qui ne se contente plus de soutenir mouvements, partis, organisations, ou régimes « révo-Intionnaires » contre les Etats dits « conservateurs » ou « réactionnaires », mais tend à multiplier les contacts avec toutes les parties, y compris celles classées à Moscou comme totalement inféodées à l'Occident.

### Un pari devenu illusoire

GORBATCHEV rompt ainsi M. GORBATCHEV rompt aussi avec une tradition qui consis-tait à consolider la présence de l'URSS grâce aux relations privilégiées entretenues avec tel ou tel régime « progres-siste » local. Les rapports particuliers entretenus avec la Syrie de M. Hafez El Assad n'ont pas empêché les Soviétiques de mener une action très énergique en faveur de la réunification de l'OLP, sanctionnée par le dernier CNP d'Alger. Moscon joue un rôle pon moins actif pour réconcilier Syriens et Irakiens, Syriens et Palestiniens, Syriens et Égyptiens, Egyptiens et Palestiniens, dans l'espoir de reconstituer un front arabe cohérent. Tâche difficile et ingrate, mais préalable indispensable à la convocation de la conférence internationale. Dans le même temps, les Soviétiques établissent des relations diplomatiques avec certaines monarchies du Golfe, protègent les pétroliers koweniens, règlent de manière généreuse le problème de la dette égyptienne (3). Autant de manifestations d'une politique nouvelle, dont l'aspect le plus surprenant est sans donte le dialogue que Moscou amorce avec les Israéliens.

Le différend entre M. Pérès et M. Shamir au sein du cabinet israélien à propos du projet de conférence inter-nationale reflète une disparité grandissante dans l'appréciation des facteurs globaux et régionaux. Le premier ministre, M. Shamir, détermine son

attitude en fonction des circonstances régionales, caractérisées par une supériorité militaire israélienne incontestable. Pour lui, le statu quo favorise le processus de désagrégation du monde arabe, c'est lui qui correspond le mieux aux intérêts d'Israël. Aucune raison, donc, de précipiter une solution. En revanche, le ministre des affaires étrangères, M. Pérès, procède à une analyse plus globale, marquée surtout par l'espoir d'un marchandage avec les Soviétiques. Il pressent que M. Gorbatchev ne manquera pas de voir dans le lobby juif aux Etats-Unis un groupe de pression efficace, dont l'attachement au sort d'Israël est certes indéfectible, mais qui est loin d'être aussi unanime sur les problèmes du désarmement, en particulier sur « la guerre des étoiles ». M. Pérès espère que l'adoption par le cabinet israélien du principe de la conférence internationale, même moyennant des concessions destinées à lever certaines réticences de M. Shamir, pourra faciliter l'arrivée en Israël d'une nouvelle vague de juifs soviéti-ques, bien plus fournie que les précé-

Intervenu en mai dernier, l'accord entre l'Égypte et ses créanciers, dans le cadre du Club de Paris (4), avait une signification politique évidente : il annonçait que les pnissances occiden-tales avaient décidé de soutenir la candidature de M. Monbarak à un second

mandat présidentiel. Mais il ne s'agissait pas d'un chèque en blanc, car le texte de l'accord, valable pour dix-huit mois, ne sera renouvelé que sous réserve de la « bonne conduite » de l'Égypte. Un appui bien conditionnel, dans la forme, à l'indépendance natio-

Cette exigence tend en effet à restreindre la marge de manœuvre de l'Égypte. Les vicissitudes de ses rapports avec l'OLP en portent témoignage. Mais, plus important encore, sa dépendance grandissante, tant économique que politique, à l'égard de l'Occident fait contraste avec le réseau de relations librement décidées qui se tisse en ce moment même en préparation de la conférence internationale, notamment entre l'URSS et Israël et entre les États-Unis et la Syrie.

De surcroît, la diplomatie tous azi-muts de M. Gorbatchev, ses tentatives pour réconcilier diverses parties arabes et développer un dialogue constructif à la fois avec les Syriens, les Palestiniens et les Israéliens, entraîneront des contradictions à moyen terme. Des choix devront être faits. L'Égypte ne sera pas en mesure d'en tirer profit.

En fait, la diplomatie égyptienne n'a pas renoncé au pari de Sadate de tout miser sur les États-Unis. Or ce pari est devenu plus illusoire que jamais, maintenant que les rapports entre Washington et Moscou ne s'expliquent plus exclusivement en termes de « guerre froide », et que leur jeu au Proche-Orient ne se limite plus à la constitu-tion de zones d'influence exclusives. Craignant des développements régionaux qui risquent de leur échapper, les deux superpuissances ne refusent plus

une coopération, même limitée. Or la situation peut, au cours des années prochaines, échapper à tout contrôle, si une conférence internationale n'aide pas à résoudre pacifiquement les conflits explosifs de la région. désormais fort imbriqués. Le Proche-Orient pourrait alors connaître des cataclysmes sans précédent, auxquels l'Égypte ne saurait se soustraire. Deux scénarios sont envisageables.

Tout d'abord, l'effondrement de l'Irak et l'écroulement du système de sécurité dans la péninsule arabique : l'Égypte sera pressée de venir militairement au secours des États du Golfe. Est-elle en mesure de concilier une guerre contre l'Iran et son traité de paix avec Israël - qui soutient Téhéran contre Bagdad?

Autre hypothèse : l'éclatement d'une guerre entre Israël et la Syrie. Déjà. lors de l'invasion du Liban en 1982. le traité de paix égypto-israélien avait neutralisé Le Caire, l'empêchant de jouer son rôle dans la région. Aberration qu'une guerre israélo-syi drait encore plus manifeste.

Une combinaison des deux scénarios n'est pas, non plus, à exclure. Autant de défis lancés au régime du Caire, qui déjà doit faire face, à l'intérieur, à la poussée des intégristes lors des dernières élections parlementaires et à divers attentats terroristes. M. Monbarak fera-t-il preuve, au cours de son second mandat, d'une meilleure faculté d'adaptation à la nouvelle donne au Proche-Orient?

### MOHAMED SID-AHMED.

(3) La dette militaire de l'Égypte à l'égard de l'URSS, qui se monte à 3 milliards de dol-lars, a été rééchelonnée sur vingt-cinq ans.

(4) L'avantage immédiat de l'accord réside dans la réduction du service de la dette pour l'amée en cours, porté de 5,5 milliards de doi-lars à 4,2 milliards. La dette, dépassant actuel-lement 40 milliards de dollars, a été rééchelomnée sur une période de vingt-cinq ans.



### DES RELATIONS COMMERCIALES FORTEMENT POLITIQUES

### La CEE et les Territoires occupés

ANS les initiatives de paix au Proche-Orient, l'Europe des Douze est-elle condamnée à une « politique déclaratoire » ? Peutêtre pas. La Communauté européenne a décidé récemment d'accorder un régime commercial particulier aux produits palestiniens provenant des territoires occupés par Israel pour que « soient améliorées les conditions d'existence des populations ». La portée politique de cette décision n'a pas échappé aux autorités israéliennes, qui ont tenu à rappeler que rien ne se fera sans elles.

Par DOMINIQUE SIGAUD

La Communanté européenne, pièce maîtresse dans le processus de paix au Proche-Orient? C'est ce qu'avait laissé supposer, en 1980, la déclaration de Venise par laquelle les Neuf d'alors s'engageaient à travailler « de façon plus concrète à la paix ». Le texte, qui mentionnait explicitement l'a autodétermination des Palestiniens » et la nécessité d'« associer l'OLP aux négociations (de paix) », avait à l'époque suscité de nombreux espoirs chez certains responsables arabes et palestiniens. Espoirs d'une Europe suffisamment autonome pour pouvoir jouer un rôle d'arbitre, voire de conciliateur dans le conflit et servir de contrepoids aux exigences américaines et israé-

Sept ans plus tard, le 23 février 1987, à Bruxelles, les Neuf, devenus Douze, réaffirment leur volonté de ne pas s'en tenir à une « attitude passive » dans le règlement du conflit. Simple exercice d'autosuggestion, devant l'absence de suites concrètes à la déclaration de Venise? Pas uniquement. Il semblerait que, cette fois, la Communauté ait tenu à prouver que, par-delà les prises de position généreuses, elle pouvait aussi passer à l'acte. La déclaration de Bruxelles, après avoir demandé que « soient améliorées les conditions d'existence des populations des territoires occupés », mentionne en effet que - la Communauté a d'ores et de leur octro aide ». Une référence explicite à l'initiative prise par les Douze le 27 octobre 1986 pour assurer à la population palestinieune une assistance financière et lui accorder un régime commercial à titre unilatéral, et soulignant clairement la « portée politique » de telles

A plusieurs reprises, l'Europe s'était vu reprocher par les Palestiniens de s'en tenir à une politique « déclara-toire ». La décision du 27 octobre pourrait donc être interprétée comme une réponse concrète à ces critiques. C'est du moins ainsi que l'ont entendu les Palestiniens : per la voix de leur représentant à Bruxelles, îls out salué « un texte qui, pour la première fois.

Baite per la SARL le Monde Gérant : Ambré FONTAINE. trateur général : Bernard WOUTS



Imprimerie du « Monde » , rue des Italien 75009 PARIS nmission paritaire des journaux et publications : 1º 57 438 ISSN : 0026 - 9395.

A la disposition des diffuseurs de presse pour modifications de service, demandes de réassort ou autre, utiliser notre numéro de téléphone vert : (16) 1 05-36-11-11.

concrétise les déclarations européennes dans une décision qui a force de loi (1) ». Peut-on pour autant, parler d'un tournant dans la politique de la CEE au Proche-Orient? Dans leurs dispositions pratiques, les nouvelles mesures représentent un important pas en avant. Les Douze créent une ligne budgétaire spécifique pour l'assistance financière et technique aux territoires occupés, ce qui facilite la reconduction annuelle d'une telle aide. Dans le

Considérant comme une « anomalie », selon l'un des collaborateurs de M. Claude Cheysson, le commissaire européen chargé de la coopération, le fait que les produits originaires des territoires occupés ne bénéficient pas des accords préférentiels conclus entre la CEE et les « pays souverains » limitrophes (dont Israël et la Jordanie), le Conseil des ministres a en effet décidé unilatéralement de leur accorder l'accès en franchise (pour les articles industriels) et des concessions tarifaires (pour les productions agricoles: légumes et plantes potagères, agrumes et fruits frais).

Certains observateurs ont voulu voir dans cette décision « une étape significative vers une reconnaissance par les Européens du droit pour les Palestiniens à avoir un Etat spécifique (2) », voire « la reconnaissance par l'Europe des contours du futur Etat palestinien (3) ». Le cabinet de M. Cheysson réfute vigoureusement de telles interprétations et nie que le texte lui-même place de facto sur un pied d'égalité les « Etats souverains » et les territoires occupés. « Il s'agissait uniquement, assuro-t'on, de rendre plus cohérente la

effet d'entraîner, entre la CEE et les autorités israéliennes, un « bras de fer » qui sera l'occasion pour l'Europe de prouver - on non - sa détermina-

tion politique. Si l'Etat hébreu, selon son ambassadeur à Bruxelles, accueille « à bras ouverts » une décision qui « améliore les conditions de vie des populations des territoires administrés par Israel », partant du principe qu'une « situation économique favorable no peut qu'entraîner une atmosphère politique plus sereine », en revanche, le ton est nettement plus ferme des qu'il s'agit de la mise en pratique des mesures européennes : « Même si on n'aime pas ça, nous sommes les autorîtês sur place; pour être applique, l'accord commercial devra obtenir nos licences et autorisations. - On ne peut être plus clair.

### Le bon vouloir israélien

ET, de fait, l'exportation vers l'Europe des produits agricoles palestiniens dépendra en partie du bon vouloir israélien, pour trois raisons. La première est que les productions palestiniennes - comme israéliennes dépendent des monopoles d'Etat Citrus Marketing Board et Agrexco Agricultural Exports. L'Europe espère les y soustraire, des lors que les chambres de commerce pelestiniennes leur auront délivré des certificats d'origine. Mais, Israël peut, d'autre part, imposer aux produits palestiniens des règlements sanitaires et de sécurité dissuasifs ou

THE REAL PROPERTY OF THE PARTY M. Shimon Perès, à la tête du ministère des affaires étrangères, a favorablement accueilli l'ensemble de la déclaration de Bruxelles. En revanche, les ministères israéliens de l'agriculture, du commerce et de l'intérieur ne semblent pas prêts à faciliter la tâche des Enropéens dans les territoires occupés. La concurrence que pourraient faire aux ventes israéliennes les exportations palestiniennes ne suffit pas à expliquer cette attitude.

La CEE est le seul vrai marché agricole de l'Etat hébreu. Un marché qui lui a rapporté 7,94 millions d'ECU en 1984. Le volume des exportations palestiniennes ne serait que marginal, dit-on à Bruxelles. L'hostilité ressemble plutôt à une manœuvre des « faucons » destinée à empêcher un désenciavement des territoires et le renforcement de l'image de l'Europe dans la région, au moment où elle se dit prête à soutenir la tenue d'une conférence internationale associant l'OLP.

Les Douze auront-ils la volonté politique d'imposer leur décision au risque de heurter Israël? Pour M. Shaouki Harmali, représentant de l'OLP à Bruxelles, la réponse est « non » : « L'Europe, ajoute-t-il, est encore trop soumise aux Américains et attachée à l'image d'un Israël défenseur de l'Occident dans le monde arabe pour prendre le risque d'un tel conflit. » De récentes prises de position diplomati-ques semblent confirmer ce point de vue. On a noté, par exemple, que lors de sa visite en Israël, en mars dernier. M. Tindemans, président du conseil européen, s'est montré très en recul par et de Venise, puisqu'il n'a pas une seule fois évoqué l' « autodétermination » des Palestiniens, et qu'il a, par ailleurs, tenu à assurer à ses hôtes que « la Communauté européenne n'avait jamais affirmé que l'OLP doive participer aux discussions de paix ».

Le risque est grand que les Douze ne parviennent pas à traduire dans les faits cette décision du 27 octobre qui devait renforcer le poids et la crédibi-lité de leur rôle dans la région. Certains, comme ce responsable de l'Union parlementaire euro-arabe, vont même jusqu'à dire que « si l'Europe ne veut pas renoncer complètement à sa politi-que arabe, il est urgent qu'elle donne suite à une décision qu'elle a prise unilatéralement ; la crédibilité de la commission des affaires étrangères et celle de la Communauté sont en jeu -. Et, de fait, à cause de la lenteur des négociations entre la CEE et Israel, la prochaine saison est déjà perdue. Pour que des produits palestiniens apparaissent sur le marché européen en 1989, divers problèmes techniques devront être réglés : mise à niveau de la qualité et du conditionnement, promotion com-merciale, etc. Autant de phases qui ne

pourront être abordées tant que le pro-cessus sera bloqué politiquement. (1) Voir le Monde diplomatique, juin 1987. (2) La Presse, Tunis, octobre 1986.
(3) Association parlementaire pour la confration euro-arabe, document nº 24.



la moisson près de naplouse en cisjordanie

même temps, son montant est doublé : d'environ 9 millions d'ECU entre 1981 et 1986, il est porté à 4 millions d'ECU pour la seule année 1987 ; l'effort doit se traduire par le cofinancement de projets « dans les secteurs industriels et agricoles générateurs d'emplois, projets de formation et amélioration du fonctionnement des institutions palestiniennes locales telles que municipalités, universités, collèges et organisations professionnelles arabes ».

Ce - geste », même s'il est jugé encore . insuffisant > par certains responsables palestiniens, marque certes la « bonne volonté européenne » ; mais c'est surtout dans le second voiet de mesures, portant sur les relations commerciales entre la CEE et les territoires occupés, que semble s'être plus clairement affirmé ce que les Européens présentent eux-mêmes comme un engagement « politique ».

politique méditerranéenne de l'Europe, tout en favorisant le désen-clavement psychologique de la population palestinienne, et non de prendre une position « caricaturale » en faveur de la Palestine. »

Quel que soit l'exercice d'équili-briste auquel se livrent les Douze : prouver aux uns que l'on participe à la mise en place de conditions objectives favorisant l'application future de leur droit à l'autodétermination, tout en assurant aux autres qu'il ne s'agit là que de mesures « techniques », la décision communautaire a ceci d'intéressant que sa mise en application va obliger les Européens à prendre des risques politiques qui pourraient aller bien audelà de ce que les douze ministres des affaires étrangères avaient imaginé quand ils ont donné leur accord. La concession d'un régime préférentiel aux produits palestiniens risque en

faisant obstacle à leur exportation. Enfin, il n'existe pour les camions palestiniens que deux débouchés : le pont Allenby vers la Jordanie, une route si longue que les denrées risquent fort d'en sortir avariées, ou le port israélien de Halfa. Et, comme le répète avec insistance l'ambassadeur israé-lien, « si on passe par Halfa, on passe

par nous .. Les collaborateurs de M. Claude Cheysson n'hésitent pas à reconnaître qu'Israel est . maître du jeu - et que des mesures de rétorsion pourraient se révéler nécessaires pour le contraindre à ne pas entraver l'application des accords. On sous-entend notamment que la CEE pourrait utiliser l'actuelle révision du protocole additionnel (qui doit consentir à Israël un démantèlement des tarifs douaniers parallèle à ceux de l'Espagne et du Portugal) pour obtenir de Jérusalem une attitude conciliante.

### **ABONNEZ-VOUS**



**COMPRENDRE** L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL ANTICIPER L'ÉVÉNEMENT

Code postal..... Localité ..... Bulletin d'abonnement à renvoyer accompagné de votre règlement Le Monde diplomatique abonnements, BP 50709, 75422 PARIS CEDEX 09 Le Monde diplomatique publie, chaque mois, des études de fond sur les événements politiques, économiques, sociaux et culturels à l'étranger.

Les responsables politiques, les dirigeants économiques, les personnalités culturelles, les universitaires français et francophones, de même que les journalistes internationaux trouvent dans le Monde diplomatique l'information précise et détaillée qui les aide à mieux comprendre l'environnement international et à anticiper l'événement.

Le Monde diplomatique USPS 763-610 is published monthly for \$ 35 per year by : le Monde c/o Speedimpex, 45-45 39th Street, LCI, NY 11104. Second class postage paid at New-York, NY Postmaster : send address change to le Monde c/o Speedimpex, USA, PNC, 45-45 39th Street, LCI, NY 11104.

TARIF DES ABONNEMENTS 1 an (12 numéros) - 6 mois (6 numéros) VOIE NORMALE

> poste militaire, poste navale 162 F - 90 F Étranger 225 F - 125 F **VOIE AÉRIENNE** 250 F - 138 F

Bénin, Cameroun, Centrafrique, Congo, Côte-d'Ivoire, Gabon, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégai, Tchad, Togo, République de Djibouti, SP 85000, Saint-Pierre-et-Miquelon, Arabie saondire, Iran, Irak, Jardel, Jordanie, Liban, Syrie, Libye, Égypta. 271 F - 148 F

Conscret, Madagesca Amériques, Canada 313 F - 169 F

Asic, Chine, Corée, Hongkong, Indonésic, Japon, Kampuchéa, Laos, Macao, Malaisic, Mongolie, Philippines, Singapour, Taiwan. Thatlande, Vistnam

Océanie, autres pays 343 F - 184 F

Ed Bertill Print . R CRANCE F . TOUR TO DAY Charles and high his hample's Estate - - PARS. mmit reer in Lane Pers 1 and a moderner in die merte. Die er riet in der gete Min Brender in him it manie. Statement 2000 or the the

Le droit

es plus des les des passos es est les

A ST THE REPORT OF THE PARTY.

Service of the Print &

Service (palety

The state of the s

DEMINE IS THE OWN IN

Property and the transfer

THE TANK OF STREET

The second second

Arre

10 miles

THE RESERVED THE PARTY OF THE PROPERTY OF THE PARTY OF TH

THE STATE OF THE PARTY.

# 745 at any and and any back.

THE PARTY OF THE PARTY

SECURE SECURITY OF IN COMME

HI THE THE PARTY OF THE PARTY

gire a transfer separa de

THE THE PARTY OF THE PARTY SEE

The way is a state

matter with a contract to the account of the

green Particle of the Process.

ELDT 19 TO LA TUTE GIR

222 642 642 7

Ma législation et la jurisprendent Exposent à la presse trançaise du adérables. Encore faut-il savoir entre les les dessier n'est jamais plaidé au alloccasion de presenter les raises at ou injustifiee l'invocation de la lans discussion du hien-load al les personnes physiques ou mail les personnes physiques ou mail les personnes physiques ou mail les et font du droit de réponse un la tels les individus qui s'obstitut à les les individus qui s'obstitut à la sont parfaitement identifiables illustric gratuitement la publication du article pro-nazi. Absurde s'un article pro-nazi. Absurde s'un article pro-nazi. Absurde s'un article pro-nazi.

Automont a ... der souvent Contract to the contract ta endere de agrima defense. se and attache that some de The toute pers, one fatsang the same mile on chuse de a des opera pour repliquer. Ser Jereitere ») steutstiche Estate to see pour le de son Athania de Plus de la to pages des journaux en the few pla real ec. of cells and the state of the particular and the state of the stat de es anul ce raponse qu'à le montée de ce direit, perfischi dans la tradition du there comment Equide com fragile, qui peut es coure dans un coprat Preside a de consurer ou à Pages entieres à des fe fein stellt bis bas Abitin gar is the season movem. Since Sudiov Auels, pour entité la régime parties de legres. Une duainé de

out de dien de réponse folice as delicere, speciade distinct lechnologie Alde represent tours fonde l'agrantité de en Proposition & Tomie Sales publique, par Mendine dun élément the process of the second

sinution economique favorele est qu'entraîner une atmosphie e plus sereine - en revallet nettement plus forme de la et de la mise en pratique Same pas ca, nous sommes la dine pas ca, mous sommes la le sur place; pour être applications de la commercial devra obtentions de la commercial de la com aces et autorisations. e plus clair.

#### e kraélien

M. Shimon Perès. à la têle di me des affaires étrangères ils biement accueilli l'ensemble à des ministères israélies de l'an commerce et de l'antendre du commerce et ambient pas prèts à faciliter la semple des Européens dans les temps portations palestiniennes te p ther a expliquer cette attitude Le CEE est le seul vrai marche cole de l'Etat hébreu. Un marci. Bui à rapporté 7,94 millions d'EQ. 1984. Le volume des exports glestimennes ne serait que ma dit en à Bruxelles. L'hostilité rese platôt à une manœuvre des fam derinée à empêcher un de strate à empêcher un diser ment des territoires et le renfere moment où elle se dit prête i tenue d'une conférence Les Douze auront-ils la voloni;

Base d'imposer leur décision au ma la rount de l'Oly le martier Israèl ? Pour M. Sur le martier israèl : représentant de l'Oly le marties, la réponse est en la réponse est est en la réponse est est en la réponse est en la répons Europe, ajoute-t-il. est encon-Gualse aux Américains et aude Finage d'un Israel desense Occident dans le monde auten ndre le risque d'un tel confu mates prises de pusition diple semblent confirmer or par On a note, par exemple, que witte en Israei, en mante Tindemans, president du at ca, s'est montré très en met et aux declarations de Bra fenise, punqu'il n'a pasure pque l' - autodéterminaire. ens. et ou il 1. par ile-Assurer a ses hotes per. manage europeenne da ports affiemé que l'OLP doup per seux discussions de paix La plaque est grand que la Day ment pas à traduire de. a cuette décision du 27 ocute: de leur rile dans la répail ge responsable partementaire euro-arabe, von d tange 1 dire que - si l'Europe de milie d'une décision qu'elle à estratement : ia credimine de les destan des affaires étrangéralis de la Communate soul en jest distions entre ia CEE et brad af theine saison ent dejà perdur Pat des produits paratimens ippare le marché euroreen en 1990 k mebitines techniques deines teles : mise 4 m. 224 de la quie de conditionnement promotes pacreiale, etc. Auturt de phase pourrout être aberdies tan que :

112 West in Monde Spires (2) La Presse, Tuna, Marie 1888 (I) Association partementare part remourabe, dorress e 3

TARIF DES ABONNE 1 m (12 mmeros) - 6 mos (6 mm VOIE NORMALE France, post only Andres Mente 162 F - 90 F 225 F - 125 F VOIE AÉRIENE Europe, Magaret 250 F - 138 F Camerous, Centrings to Tweere, Gabes, Mah. Markette, Gabes, Mah. Markette, Gabes, Mah. Tenad, Top. 3p. 100. Sunling Markette, SP 35000. Sunling Markette, SP 35000. Sunling Markette, SP 35000. Sunling Markette, Arabic southing light to 271 F - 148 F Comercs, Managasti Aménques Carrie Corte Horston B Parl proces Survey S The Towns Than Links, Viction 343 F - 184 F

### **Ambitions**

(Suite de la première page.)

Apparemment oui, hélas! et c'est encore ainsi que l'attention des peuples est détournée des problèmes les plus concrets, des plus urgentes réflexions critiques, des plus fondamentales remises en cause, des efforts les plus indispensables. Car. s'il séduit les foules, l'anticommunisme viril du lientenant-colonel North, naviguant en caux troubles entre les ayatoliahs et les contras > (2), est manifestement incapable de stabiliser le Proche-Orient, secoué par une vague profonde, et l'Amérique centrale, en proie à l'injustice, à la violence, à l'illégalité, comme il est inapte à inverser tous ces indicateurs qui mesurent en parallèle la détérioration de l'appareil productif, la déchéance sociale de larges segments de la population et l'enrichissement sans cause de quelques-uns.

OURMANDE de paradoxes, la France s'est engouée du libéralisme reaganien au moment précis où le désenchantement se faisait jour aux Etats-Unis. Avec l'habituel retard sur son modèle d'outre-Atlantique, il lui reste maintenant à franchir la seconde étape, à découvrir en son sein un héros popu-laire qui osera ne pas trop s'encombrer de complexités, saura flatter le chauvinisme, cultivera la peur et l'inquiétude, désignera le bouc-émissaire, parlera haut et fort, au besoin frappera du poing sur la table. Qu'elle ne cherche plus cet oiseau rare : elle l'a déjà

Il offre encore de multiples visages, mais peu à peu les traits en deviennent plus précis. Par des voix encore diverses, il exploite déjà le thème que chérissait l'ex-candidat Reagan : le déclin de la nation. Roublardise ou maiveté, il propose des solutions simples. souvent expérimentées dans le passé. jamais couronnées de succès. Peu à peu, il rallie les mécontents, plus nom-breux que les intentions de vote aujourd'hui attribuées au Front national. Ordre, fermeté, discipline, morale, et tout ira mieux.

Au long de l'histoire, les personnages publics qui se sont proposé d'enrayer un déclin réel ou imaginaire ont trouvé des oreilles attentives, souvent complaisantes, et mobilisé des foules exaltées. Ils ont joué sur de trompeuses nostalgies, nourri des rêves creux. Jamais ils n'out tracé la voie d'un destin meilleur. Souvent, ils ont conduit à des catastrophes. Mais ils out été suivis, parce que l'homme a besoin d'espoir, d'ambitions qui le dépassent. Vains espoirs, fallaciouses ambitions? Les voilà qui surgissent spontanément à chaque fois que l'élite au pouvoir se révèle incapable de viser haut tout en gardant les pieds sur terre.

UI donc, aux Etats-Unis on en France, prend le risque d'annoncer les moyens prati-ques d'un avenir meilleur? En moins de dix-huit mois, les déçus du libéralisme sont plus nombreux que ne le furent les déçus du socialisme. Malgré les louables efforts d'une télévision tenue par le pouvoir ou par l'argent, l'opinion fait preuve d'un prudent scepticisme. Parce qu'elle le sait, la classe politique s'en tient donc à des généralités : promesse d'une reprise d'activité, d'un élan de production à la suite d'investissements pourtant bien modestes, brumeuses perspectives d'une Europe - le marché unique -qui existerait déjà si, depuis trente ans. on l'avait tant soit peu voulue. Sans parier des propos vagues, décousus, contradictoires, sur les prisons, les drogués, le terrorisme, la sécurité européenne, le chômage, la recherche, la modernisation, le code de nationalité. Sans parler, surtout, de cet affairisme qui fleure le scandale, les compromissions, le favoritisme, les rivalités d'intérêts, les accouplements contre nature. Faudrait-il ici en dresser l'inventaire? Nui ne peut s'étonner que i'on répugne à le faire.

Le déclin est une réalité : voyez le chômage, le déficit commercial, la délinquance, la pornographie, etc. Le déclin est un mythe : voyez le succès

Ariane, le TGV, etc. Les manipulateurs se lanceut à la tête des exemples et des chiffres. Il faut les laisser à leur jeu stérile. Car droite et ganche sont également aptes à faire parler les statistiques pour prouver le meilleur ou le pire, à dater la naissance du déclin pour en attribuer la paternité à tel adversaire ou concurrent, à se prévaloir des réussites, vraies ou fausses, pour accabler l'autre sous le poids de tous

Les hommes politiques ne sentent-ils donc pas que le public n'est pas dupe, qu'il se défie de ces joutes biai-sées ? Remarque dangereuse, tant elle est propre à alimenter l'antiparlementarisme, à servir tout démagogue se démarquant des partis. Pourtant, le fait est là : le pays baigne dans la méfiance et le doute.

soudain emparées des esprits, si, dans les impatients, si, goguenarde, la popujeu plus électoraliste que politique.

E pays ne sait pas, lui, s'il est en déclin. Mais, chaque jour, il contemple le contraste entre les épreuves des uns et les privilèges des autres. Les hommes politiques, l'œil fixé sur les sondages de popularité, et les vedettes surpayées de a télévision, scrutant à la loupe leur bulletin de salaire et leur taux d'écoute, se gardent bien de lui tenir le langage calme et courageux qui désignerait un avenir possible. Et le chemin difficile qui, seul, peut y conduire.

Une société est toujours en déclin lorsque les ambitions personnelles voilent ou supplantent tout projet collectif. Et une société rétrograde lors-

foudroyant des Exocet, l'Airbus,

Si le malaise est profond, si les ses sur le thème du déclin se sont

le même temps, l'incertitude envenime à droite des déchirements et rivalités que souligne tout nouvel appel à l'union, pendant qu'à gauche piaffent lation vaque à ses affaires mais n'en pense pas moins, c'est bien parce que le pays ne se reconnaît plus dans certains discours et que, en tout cas, pragmatique, il répugne à se passionner pour un

qu'elle chemine péniblement sur la voie d'une boiteuse modernité : fascination des technologies de pointe d'un côté, désespoir des laissés-pour-compte et marginaux de l'autre. L'élan et l'avancée ne peuvent être que solidaires. Sans travailler, un propriétaire d'appertements percoit en lovers un revenu supérieur à celui d'un ingénieur hautement spécialisé. Ce dernier se garde bien de se plaindre. Il se sait privilégié par rapport au flot croissant des sans-emploi. Ne dites pas qu'il faut être réaliste,

qu'on ne refuse pas le progrès avec ses robots dévoreurs d'emplois, ses ateliers informatisés, ses chaînes de production automatiques, et qu'on ne se ferme pas au libre commerce qui livre dans nos boutiques des produits importés à bas prix. Ne dites pas que la société duale est l'inéluctable rançon de l'irruption

des technologies de pointe et de la mondialisation des échanges. Rien n'a jamais interdit ou empêché de créer d'autres amplois. Rien, sauf l'avidité, l'indifférence, l'absence d'imagination. Les dizaines de milliards engloutis dans les privatisations n'ont procuré aucun poste de travail supplémentaire, et ils vont nécessairement en supprimer lorsque la logique libérale intensifiera la burcantique dans les banques et les compagnics d'assurances. Ne dites pas que la société duale s'impose comme une fatalité : elle n'a d'autre avenir que l'orage qu'elle porte en elle. Elle nie et interdit tout véritable progrès, celui seule ambition réaliste et légitime dont nui ne serait exclu

CLAUDE JULIEN

(2) Voir « Débâcie », le Monde diploma sique, janvier 1987.

Il est douc curieux de constater que

a garantie du respect de la personna-

lité varie en fonction de la technique de

communication utilisée. Comme telle

ne peut en être la justification, l'expli-

cation doit être plus sûrement recher-

chée dans l'évolution de la conception

tradition d'un exercice modéré du droit

de réponse dans la presse écrite, malgré

la consécration de son caractère géné-

ral et absolu par la jurisprudence.

Modération qui marque l'adhésion à un

système d'équilibre favorable à la

liberté d'expression.

Evolution juridique qui consacre la

du droit de réponse dans notre société.



### Le droit de réponse et la liberté d'expression

A législation et la jurisprudence concernant le droit de réponse posent à la presse française des problèmes aussi absurdes qu'intolérables. Encore faut-il savoir que, en cas de contestation en justice, le dossier n'est jamais plaidé au fond, ce qui fournirait au journal l'occasion de présenter les raisons pour lesquelles il estime abusive ou injustifiée l'invocation du droit de réponse. Le demandeur, en effet, saisit toujours le juge des référés, qui, automatiquement, sans discussion du bien-fondé de la requête, condamne le journal. Les personnes physiques ou morales de bonne foi ne l'ignorent pas et font du droit de réponse un usage modéré. D'autres en abusent, tels les individus qui s'obstinent à nier l'existence des chambres à gaz en régime nazi. Que leurs noms soient ici cités ou non, ils sont parfaitement identifiables et M. Faurisson peut de ce fait obtenir gratuitement la publication dans le Monde diplomatique d'un article pro-nazi. Absurde système.

■ Par M\* JEAN MARTIN \*

Contrairement à l'idée souvent répandue, le droit de réponse n'est pas seulement un droit de légitime défense, la riposte à une attaque par voie de presse. C'est un droit plus général, celui pour toute personne faisant l'objet d'une simple mise en cause de disposer d'un espace pour répliquer. Un droit dont l'exercice systématique présente de grands risques pour 🗷 iberté d'expression en raison de son caractère quasi automatique. Plus de la moitié des pages des journaux en seraient envahies. Cependant une telle menace ne s'est pas réalisée, et cela tient moins aux conditions juridiques de l'exercice du droit de réponse qu'à une pratique modérée de ce droit, pratique qui s'inscrit dans la tradition du respect de la liberté d'expression. Equilibre spontané, donc fragile, qui peut être remis en cause dans un esprit étranger au fondement de ce droit, obligeant la presse à se censurer ou à réserver des pages entières à des réponses. Le législateur n'a pas voulu faire prendre un tel risque aux moyens de communication audiovisuels, pour lesquels il a instauré un régime particulier de droit de réponse. Une dualité de régime juridique du droit de réponse dont la pertinence est douteuse, spécialement face à l'évolution technologique. Le droit de réponse a pour fondement le droit au respect de l'identité de la personne - sa personnalité. Toute projection dans l'opinion publique, par

voie de presse périodique, d'un élément \* Chargé d'enseignement à l'aniversité Paris-Dauphine. Avocat à la coux.

de cette identité ouvre droit à une réponse. Il n'est pas nécessaire que le propos publié soit faux, mensonger, voire diffamatoire. Il suffit qu'une personne, physique on morale, soit mise en cause. c'est-à-dire désignée nommément ou reconnaissable à travers ses propos, son image, ses activités... Il s'agit, selon l'expression consacrée par la jurispru-dence, d'un « droit général et absolu » dont l'opportunité de l'exercice est laissée à l'appréciation de la personne en cause. Ainsi, tel compte rendu de travaux scientifiques, le rappel de tel événement auquel une personne a participé, la présentation d'un ouvrage, la critique d'un film, le commentaire sur un match de football, ouvrent légalement un droit de réponse, en vertu de l'article 13 de la loi du 29 juillet 1881. Le directeur de la publication est tenu, sous peine de sanctions pénales, d'insérer, à la même place et en mêmes caractères que l'article et gratuitement, la réponse, dès lors que celle-ci satisfait aux quelques principes minimanx de contenu fixés par la jurisprudence. La réponse doit être pertinente

d'un tiers ou à l'honneur et à la coosidération du journaliste. La longueur de la réponse était libre, à l'origine. La gratuité de l'insertion ne s'imposait que jusqu'au double de la longueur de l'article en cause, le surplus était payant. Les abus conduisirent à fixer une longueur minimale de

par rapport à la mise en cause, compa-

tible avec l'ordre public; elle ne doit

pas comporter d'atteinte à l'intérêt

50 lignes et maximale de 200 lignes; le principe étant l'équivalence de longueur entre la réponse et le passage de la mise en cause.

Une telle conception du droit de réponse n'a pas été sans appeler de nombreuses réserves et critiques. Ne s'agit-il pas d'une forme d'expropriation partielle, de saisie, puisque la réponse occupera, de façon forcée, un espace du journal dont l'élasticité de la pagination a des limites? Le caractère quasi automatique et discrétionnaire du droit de réponse tranche avec l'extrême prudence dont font preuve les magistrats avant de prononcer la saisie d'un organe de presse, ou l'occultation d'un article, ou le passage d'un

On peut également s'interroger sur la compatibilité de cette conception du droit de réponse avec certains des principes de la liberté de communication, Le droit d'informer, de critiquer, et plus généralement la liberté d'expres-sion, trouvent pour limite l'abus qui en serait fait. Ces abus sont répertoriés comme constituant des infractions pénales ou des fautes civiles telles qu'atteinte à la vie privée, atteinte à honneur et à la considération - qui sont révélatrices d'une intention nuisible ou d'une légèreté blâmable. L'obligation de publier les réponses, en l'absence de toute infraction ou de

toute faute, déroge ainsi au principe de liberté qui fonde le droit de la presse.

Par ailleurs, la justification du caractère absolu du droit de réponse n'échappe pas à une certaine contradiction. Le droit de réponse serait aussi largement ouvert pour que les personnes puissent assurer pleinement le respect de leur personnalité. La contradiction apparaît alors d'évidence. Si le droit de réponse a pour objet le respect de la personnalité, il ne devrait pouvoir être exercé qu'en cas d'atteinte à cette personnalité. Une telle atteinte devrait done constituer in condition d'ouverture du droit de rénonse.

Or tel n'est pas le cas, puisque le demandeur n'a pas à justifier de l'exercice de son droit autrement qu'en prouvant qu'il a été cité ou qu'il est identi-fiable. S'il avait à établir qu'une atteinte à sa personnalité a été commise, un contrôle du juge serait alors possible et permettrait d'éviter des abus. L'appréciation de l'atteinte se ferait sur la base des limites à la liberté de communication, donc au regard d'une éventuelle infraction ou d'une faute, de façon à ne pas porter atteinte à la liberté d'opinion. Force est de constater que la conception absolue du droit de réponse peut être perçue comme une restriction à la liberté d'opinion du fait même qu'elle déroge aux règles habituelles d'appréciation des limites de la liberté d'expression.

### **L'Amérique** en crise

ie New Deal Denise Arraud

Roosevelt et

A l'heure où l'on se pose des questions sur les fragilités de l'économie mondiale et la crise du dollar américain. Denise Artaud s'interroge, en concluant son étude : ie New Deal a-t-il été une révolution? Peut-il y avoir aujourd'hui une "nouvelle donne" aux Etats-Unis? Du même auteur : "La fin de l'innocence. Les Etats-Unis de Wilson à Reagan".

ARMAND COLIN

### Nouvelles technologies et dualité de régime

'évolution des droits et des technologies de communication justifie de telles interrogations. Le législateur, en effet, n'a pas retenu cette concep-tion du droit de réponse dans les textes récents sur la communication andiovisuelle. Domaine qui comprend aussi bien les médias traditionnels tels que la télévision et la radio, par voie hertzienne ou par fil - que les services électroniques d'information, dont on comaît l'important développement.

Le droit de réponse dans l'audiovisnel n'est ouvert que si « les imputations sont susceptibles de porter atteinte à l'honneur ou à la réputation » de la personne. Les services électroniques d'information sont sourcis en outre à l'obligation de rectification d'une information erronée, per application de la législation «informatique et libertés ».

Ainsi, dans le secteur de la communication audiovisuelle, le droit de réponse général et absolu de la presse écrite a fait place à un droit relatif dont l'exercice est subordonné à la démonstration d'une atteinte, ou, à tout le moins, d'une présomption sérieuse d'atteinte à la personnalité des pernomines mises en cause.

Le bénéfice du droit de réponse obéit donc à deux régimes juridiques distincts selon le mode de communication : presse écrite et communication audiovisuelle. Une telle dualité n'a ancune justification, l'audiovisuel n'a pas moins d'influence que la presse. Or les conditions d'ouverture du droit de réponse audiovisuel sont très nettement restrictives. Cette dualité de régime est an surplus la négation de l'évolution technologique: l'interconnexion et la numérisation des systèmes de communication qui permettent à un même flux de parvenir au public sous des formes diverses - imprimé, gravé sur disque, ou par représentation sur écran de télévision, de cinéma, on télémati-

LORS que, aux Etats-Unis, le débat sur les programmes de défense est toujours vif, en France semble prévaloir une volonté d'éviter toute discussion. Ainsi en allait-il déjà dans les années 30, et l'ignorance dans laquelle était alors tenu le public l'incita à accepter sans esprit critique des propagandes pourtant fantaisistes pendant la « drôle de guerre » puis devant la percée des forces nazies en 1940. Les choix les plus importants sont encore effectués dans une grande discrétion, qui ne peut que conduire, dans un moment critique, aux pires déconvenues. Le choix du porte-avions Richelieu, commandé sous la majorité de gauche, confirmé par la droite sous le nom de Charles-de-Gaulle, montre au moins que le consensus dont on parle tant est moins grand qu'on veut bien le croire. C'est ce que met en lumière l'article ci-dessous.

#### Par JEAN-DOMINIQUE MERCHET

politique de grande nation > :

« Désendre la France ne consiste pas

seulement à définir et construire une

force de dissuasion. Ce qu'il faut, c'est

s'efforcer de traiter les menaces et les

crises de façon à éviter l'affaiblisse-

ment de la posture du pays. • Dans ce

cadre, « la marine doit pouvoir, en liai-

son avec nos alliés, assurer la maîtrise

des mers qui nous environnent ». Et de

confirmer le Richelieu, depuis rebap-

tisé Charles-de-Gaulle, comme grand

programme d'équipement des armées

Un programme cher: M. François

Fillon, président RPR de la commis-

sion de la défense au Palais-Bourbon,

s'est livré à un travail d'évaluation

financière des projets d'armements

retenus dans la loi de programma-

tion (2): « Le premier porte-avions à

propulsion nucléaire devrait revenir à 13,9 milliards de francs, auxquels il

convient d'ajouter le coût prévisible

d'un second bâtiment du même type,

évalué à moins de 10 milliards de

francs. Ces prix ne comprennent pas le

marines. Mais sans illusions : c'est à

peine si la France parvient à franchir la

porte d'entrée de la classe des grands.

Quelques chiffres (4): l'US Navy

« pèse » 4 millions de tonnes, la flotte

soviétique environ 3,3 et la Royal Navy

600 000 tonnes. La marine nationale se

contente de 300 000 tonnes. Serait-elle

la plus riche parmi les pauvres, ou la

Avec de tels chiffres, un pays entre

coût des avions embarqués (3).»

pour les cinq prochaines années.

Les équipements militaires sont-ils d'abord destinés à être employés dans la bataille ou comme instruments politiques en temps de paix? Clausewitz est une nouvelle fois au centre du débat. La loi de programmation militaire 1987-1991, qui vient d'être votée par l'Assemblée nationale, offre, avec le programme de porte-avions nucléaires (PAN) Charles-de-Gaulle, un parfait exemple de la politisation croissante des armes.

L'an dernier, l'amiral Yves Leenhardt, chef d'état-major de la marine nationale (1), affirmait : « A l'abri de la dissuasion, la crise devient un état quasi permanent des relations internationales. La manœuvre de celle-ci est d'abord politique » Le 12 novembre 1985, M. Paul Quilès, alors ministre de la défense, expliquait pour sa part que « notre volonté d'action extérieure suppose une stratégie de moyens cohérente ».

Il rappelait « l'importance première de la marine nationale [qui] permet de multiplier l'influence de la France puisqu'elle utilise au profit de notre pays un espace international : la mer (...). Selon le contexte, la marine gères représente une présence amicale ou une menace ostentatoire. » Il précisait : «L'aviation embarquée confère une souplesse d'emploi propice au règlement politique des crises. »

Un an, jour pour jour, après M. Paul Ouilès, c'était au tour de son successeur. M. André Giraud, d'exposer devant les députés les principes d'une

plus pauvre parmi les riches? La question n'est pas sans intérêt lorsqu'on se penche sur le choix des navires qui la composent. En effet, la Royale est, d'abord et avant tout, la principale maîtresse d'œuvre de la Force océanique stratégique. Son prix est énorme, Le rapport de l'Assemblée nationale précise : « Le coût d'ensemble des sous-marins lance-missiles de nouvelle génération est évalué à 68 milliards de francs, auxquels il convient d'ajouter 73 milliards pour l'ensemble du programme de missiles M-5. » Pour lougtemps encore, ce prix est celui de l'indépendance nationale.

Or la France veut mettre en œuvre

simultanément une flotte non négligeable de sous-marins et une « task force » zéronavale puissante. Elle réussirait alors, dans le cadre d'un faible tonnage et de moyens budgétaires somme toute modestes, ce qu'aucune autre marine, à la seule exception de l'US Navy, n'est parvenue à faire. La flotte soviétique n'en est qu'au développement d'un porte-avions (classe Kremlin) digne de ce nom. Les quatre porte-aéroness de la classe Kiev ne sont en fait que des croiseurs lance-missiles capables de mettre en œuvre des hélicoptères et des Adac/V « Forger » (5). Quant à la Grande-Bretagne, qui dispose de quatre sous-marins nucléaires lanceurs d'engins, elle a renoncé pour des raisons budgétaires à s'équiper de porteavions classiques. Dans Advanced Technology Warfare (6), le lieutenant-colonel David Miller explique : « L'expérience de la Royal Navy avec le CVA-01 (le projet abandonné de porte-avious, NDLR) a montré que cette formule pouvait devenir trop onéreuse et que le coût des grands porteavions et ceiui des avions spécialisés pouvait excéder le budget, »

Dans ces conditions, le Charles-de-Gaulle est-il vraiment « le meilleur investissement militaire que nous puissions faire >, comme le pense l'amiral Leenhardt? Ecoutons l'amiral (CR) Antoine Sanguinetti : « Si l'on ne veut pas abandonner définitivement les ies et aux Ai cains, les porte-aéroness restent indispensables. Mais les porte-avions classiques sont horriblement chers à la construction, à l'entretien et à l'entrainement. » Un porte-avions « classique » n'est pas défini par son mode de propulsion (nucléaire ou diesel) mais par les caractéristiques de la piste d'envol et d'atterrissage des aéronefs.

Deux solutions techniques existent. L'une, dite « classique », utilise des catapultes pour le décollage des avions et des brins d'arrêt pour l'apontage. C'est la formule employée sur le Foch ou le Clemenceau, comme sur les gros « carriers » américains. L'autre solution, retenus notamment par l'Amirauté britannique avec les bâtiments de la classe Invincible, est constituée par une simple plate-forme pouvant recevoir des hélicoptères et des avions à décollage vertical (Sea Harrier).

L'amiral Sanguinetti : « Un porteavions classique a un taux d'indispontbilité très élevé, du fait même de ses installations aériennes. Si une catapulte ne fonctionne pas parfaitement, on balance les avions à la mer. D'autre part, l'entraînement des pilotes est extrêmement difficile et exige beaucoup de temps. Une journée en mer coûte environ 5 millions de francs... Et tout cela pour un résultat modeste, notamment pour les vols de nuit. Très peu de pilotes parviennent en effet à se qualifier pour les appontages noc-turnes. » L'amiral Sanguinetti plaide donc pour l'abandon du projet Charlesde-Gaulle : « Nous voulons toujours ce qu'il y a soi-disant de mieux, alors que nos missions ne le réclament pas nécessairement. La voie ouverte par les Anglais est sans doute la meilleure, » Propos qui ne manque pas de piquant dans la bouche de l'ancien numéro 2 d'une Royale ou l'anglophobie reste de bon ton.

De son côté, l'amiral Lacoste (7) berit : « Le conflit des Malouines a apporté aux Britanniques une excellente confirmation de la validité de la formule des Harrier. 42 appareils ont été déployés et ont effectué des missions variées. Leur mise en œuvre a été particulièrement souple à partir des porte-aéroness [du type] Invincible, de grands bâtiments de commerce ou de terrains de fortune. » Il s'agit bicu là d'un nouveau moyen de combat aéronavai que, outre le Royaume-Uni, l'Espagne, l'Italie, le corps des « marines » américains et l'URSS ont adopté. Pourquoi pas la France?

#### Périmé avant la mise en chantier?

'ARGUMENTATION officielle du choix français en faveur de la formule classique est exposée par l'amiral Leenhardt (8): «L'aviation concentrée qui implique un vrai porteavions permet seule d'aligner un nombre suffisant d'avions pour effectuer des actions de masse (assaut) ou assurer des permanences. - C'est la solution américaine : quinze groupes de combat aéronaval composés chacun d'un porte-avions (soixante mille à quatre-vingt-dix milie tonneaux), de deux croiseurs, de quatre destroyers et de quatre frégates. Sans compter cent

(1) En avril 1986, devant les auditeurs de l'Institut des hautes études de défeuse nationale (IHEDN).

(2) Le Monde, 4 avril 1987. Voir également l'Usine nouvelle, 13 novembre 1986, et le Nouvel Economiste, 10 octobre 1986. Le voiume total de la loi de programmation est de 224 millionte de france. Le fraid de four 474 m nement des armées ne sont pas compris dans ce chiffre.

(3) En recoupant diverses informations, et avec la plus extrême prudence, il est possible d'évaluer à 35,7 milliards le coût des avions embarqués. L'ensemble du programme d'avion de combat tactique, dérivé du démonstrateur Rafale, est estimé à 142 milliards. Les basoins sont de 142 milliards. Les besoins sont de 334 avions, dont 84 pour l'aéronavale. Dans ce cas de figure, le coût des deux porsesoizante-quinze bătiments d'assaut, sont assurément de trop (10).

pel et René Pichon, collection « Que je ? » numéro 2252, PUF, Paris, 1986. (5) Adac/V : avion à décollage et atter-rissage court/vertical. En anglais : V/Stol.

(7) Stratégies navales du présent, par l'amiral Pierre Lacoste, Lattès, 1985, pp. 179 à 202.

(9) The Economist, 19-25 avril 1986. (10) - ... 15 over-egg the pudding... ».

MSONNABLE?

soixante-treize navires de soutien et les dont certains disposent de capacités aériennes. On mesure la différence avec les possibilités françaises. Cette politique, qui est celle de M. John Lehman, secrétaire américain à la marine, pent sembler cohérente. Elle est pourtant fortement contestée, notamment par l'amiral Turner, ancien directeur de la CIA. The Economist (9) résume ainsi sa pensée: « Si quelques grands porte-avions peuvent être utiles, quinze

avions et de leur flottille aérienne, mais sans les bâtiments de soutien, serait voisin de (4) La Marine nationale, de Hubert Hae-

(6) Salamander Books Ltd, London, 1985.

(8) Revue Défense nationale, noût-

### UNE DÉPENSE

### Le nucléaire, une arme moindre

I l'armement nucléaire représente un réel danger pour l'avenir des hommes, il est, par contre, moins coûteux que ne le pensent généralement les citoyens. La puissance militaire - sans parler du prestige politique - qu'il confère aux quelques Etats du monde qui le possèdent est bien supérieure - à coût égal - à celle que procureraient des armements conventionnels. Mais les dépenses réelles en matière d'armement nucléaire restent très difficiles à estimer avec précision et varient fortement d'un Etat à l'autre.

### Par JACQUES FONTANEL\* et RON SMITH

L'armement nucléaire suscite de fortes contestations dans le monde, du fait de son caractère inhumain. Il jouit pourtant d'un grand prestige auprès des stratèges de la sécurité nationale. en raison de la puissance militaire qu'il confère et aussi de son faible coût. Le nucléaire offre en effet - du moins tant qu'il n'est pas utilisé – le meilleur « rapport qualité-prix » en matière nent. Cependant, son coût réel

Directeur du Centre d'études sur la défense et le sécurité internationale (CEDSI), Grenoble. n'est pas connu avec précision. D'abord, parce que le secret militaire qui prévaut dans ce domaine est très strict. Les Etats-Unis fournissent généralement des informations précises sur les dépenses militaires de leurs principales forces, mais il est difficile d'obtenir une estimation fiable de l'affectation des crédits destinés à la défense nucléaire : ainsi, le gouvernement américain n'a pas fourni d'informations sur ce type de dépense à l'Organisation des Nations unies, arguant que la présentation budgétaire américaine était trop

CLINIQUE LA MÉTAIRI

1260 Nyon – Suisse A 20 minutes de Genève, sur les rives du lac Léman

Etablissement médical privé de réputation inter-

nationale offrant une thérapie séparée pour les affections d'ordre psychiatrique, le sevrage et la réhabilitation alcoolique, la désintoxication, les

soins aux personnes âgées. Personnel multi-

Tél. 022/611 581 - Télex 419.021

éloignée de la matrice des dépenses militaires proposée par les experts de l'Organisation (1). De même, en ce qui concerne l'Union soviétique, aucune information n'a jamais été publiée sur ce thème ni par le gouvernement ni par aucun autre organisme public. La France, elle, diffuse des informations fiables sur les dépenses qu'elle consacre au nucléaire militaire.

Encore faut-il savoir ce que l'on comptabilise en matière de dépenses pour l'armement nucléaire. Faut-il tenir compte du personnel? De la recherche-développement en amont? Des matériels classiques utiles à l'armement nucléaire proprement dit? Des frais fixes de fonctionnement de toute armée et des imputations nécessaires? Il n'existe pas de réponses claires à ces questions, car les études sur le coût du nucléaire sont rares ; ou alors, elles sont marquées du sceau du

Enfin, si plusieurs organismes internationaux comparent les dépenses militaires, il faut bien admettre que l'utilisation du taux de change comme facteur de conversion des monnaies n'est pas très satisfaisant lorsque l'on veut, par exemple, exprimer des rou-bles en dollars. Les taux de change officiels sont inadéquats (2). Malgré les efforts des Nations unies, les analyses sur les parités de pouvoir d'achat ne sont pas encore très développées. C'est pourquoi il est courant d'utiliser une moyenne des taux de change définie par le Fonds monétaire international

pour les pays occidentaux ainsi que les taux de conversion définis par l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI) et par l'Agence du désarmement et du contrôle des armements des Etats-Unis (USACDA) pour les pays socialistes.

### Un million de fois Hiroshima

pour 1984 :

E N 1983, selon le groupe d'experts des Nations unies sur les conséquences économiques et sociales de la course aux armements, « en gros, un cinquième du total des dépenses militaires serait consacré à l'accumulation d'armes nucléaires, dont la puissance explosive globale est déjà plus d'un million de fois celle de la bombe d'Hiroshima (3) . Si l'on ne tient compte que de l'accumulation de ces armes, tous les coûts afférents aux essais et les frais fixes imputables au nucléaire ne devraient pas être comptabilisés. Pour l'année considérée, cette estimation est certainement excessive, comme le démontre une étude grossière des coûts du nucléaire militaire des grandes puissances : France, Royaume-Uni, Etats-Unis, Union

soviétique et Chine. En France, la part des crédits de paiement consacrée au nucléaire dans les crédits d'équipement se situe entre 30 et 32,65 % de 1978 à 1985. Les sommes engagées en matière de frais de capital sont donc très importantes : 19,3 milliards de francs pour les forces nucléaires stratégiques (FNS) et 2.4 milliards de francs pour les armes nucléaires tactiques (ANI), soit au total 21,7 milliards de dollars en 1984 (4). Cela représente 15,27 % des dépenses militaires totales. Il faut inclure normalement les sommes affectées au personnel, mais la comptabilité n'est alors pas très aisée à établir à partir des informations disponibles. Cependant, la lecture des crédits par

section du budget de programme (5) nous fournit une réponse assez précise

Sections	FNS (1)	ANT (2)	Total	
	(en milliards de francs)			
Commune Air Terre Marine Gendarmerie TOTAL	15.05 1.18 3.26 2.51 0.29 0.63 5.07 0.13 0.12 0.02 23,79 4,47		16,22 5,77 0,93 5,2 0,14 28,26	

 Forces nucléaires stratégiques. (2) Armes nucléaires tactiques.

(1) Cf. Rapport sur la réduction des dépenses militaires, A/S = 12/7, Nations unies, New-York, 1982.

2) Cf. Rapport sur la réduction des dépenses militaires, Nations unies, New-York, 1985. Voir aussi, à ce propos, J.-C. Asselain, Taux de change et parité de pouvoir d'achat : poblitions formes de la change de la c

Taux de change et parité de pouvoir d'achat : évolutions récentes dans les pays du CAEM, document nº 108, laboratoire d'économie politique, Ecole normale supérieure, Paris, 1985.

(3) Conséquences économiques et sociales de la course aux armements, préface de Christian Schmidt, Economica, Paris, 1983.

(4) Le Budget de la défense de la France en 1984. SIRPA, Paris, 1984. Four une étude historique sur le coût de la force de frappe voir J. Percebois, « Economie de l'éffort d'armement » in l'Aventure de la bombe. De

voir J. Percebois, « Economie de l'ettert d'armement » in l'Aventure de la bombe. De Gaulle et la dissuasion nucléaire, Plon, coll. « Espoir », Paris, 1985. (5) Projet de loi de finances pour 1984, ministère de la défense, présentation sous forme de budgets de programmes, Imprimerle nationale, Paris, 1983.

there is in the large by sammer of a very dens We all with a multiprent. On

The second of th A STATE OF THE STA

STATE OF THE PARTY OF THE PARTY.

The party

THE PARTY OF THE P

Treat de

The second secon

page 1 - 1 se hely

The state of the s

The state of the state of the state of

The state of the s

The second of the second

ganta and and the day

The second of th

getter terminal trans Activities

A TOTAL OF THE PARTY OF THE PAR

get a training to the second second

and the state of t

Territoria est con esta

The second of th

THE RESERVE AND AD AS A MENT

AND LOCAL TO SERVINGER.

the second of the contract of

CENTER OF CAME SEPERATE

grant of January or street A

partier a Mean errande.

grad State of New Me

BEEF THEFT OF THE COMME

The with the state of the state

· 聖書記載 マイヤーなか フィイ (17を成構的

TO THE STATE OF THE STATE

apparatus um est made

an laufet mirat in eines

وهجورته ومخراه والماني موادوه ومريان

Eile Brunn, bein bauent

grass, auchte Charles and Bak

man mar e uta e sa fat. Man hart 1970 van Green auch

and Julius proven in and it was

Report of the companies

CONTRACTOR OF THE RESIDENCE AND ADDRESS.

Main la continuent perma-

Auffine ? Coloren eile

Beiden und besteht mitte

Make which are notice that the

MEDICAL COM THE STREET

The state of the s

And the second

.....

R 19 045 mil taires es 35 12 20 C. C. 45 77 16temp mis can. Carmement tenance and care fail trathe transfer La Fale de effection et des frais Service Liberty Col Se the de france in fact motor STREET, STREET Anterior de la Cara de Allie L the best to the said the A CONTRACTOR OF THE PARTY OF TH et et 12 fable atmost an de la Je et ce is haute qualifica-12 miles 2: 12 Marine I achete la

the standards, or mouth & see Edwine States des Services of the Company there is prote duction bine State of Statements on Affinger fatt dest de 367 milthe transfer and the Go and the transfer the Pour sames County 1983-Section année (source de la lace) Chesine (6) mais Commence en apporter

the state of the Marie de programme, TENTATIVE D'ÉVALUATIONE

PAYS	100
	Budget side
	47
***************************************	
MILL	- <del>2</del>
DEPENSES MILITARIES DA	
DAIL TAIRES DAI	A LE PARIS

maifier pour les apponent l'abandon du mairie donc pour l'abandon du projet Che de Gaulle : « Nous voulons loules de Gaulle : « Nous voulons loules de mieux alor de m or missions ne le réclament par missions to voice ouverte par la manage de meille manage de meille Respos qui ne manque pas de per de l'ancient d'une Royale ou l'angiophobe in

De son côté, l'amiral Lacre :

Le conflit des Malone :

Reitennique apparté aux Britanniques une que se confirmation de la validité formule des Harrier. 42 apparin diployes et ont effectue des sions variées. Leur mise en œune particulièrement souple à para parse acroness (du type) invincit grands battments de commente a formins de fortune - Il s'agn be The nouveau moyen de combe mayal que, outre le Royanne Fispagne, l'Italie, le corps alopté. Pourquoi pas la France!

#### mast en chantier?

monante-treize navires de soutige mixante-quinze batiments d'in dont certains disposent de care sériences. On mesure la diffe arient les possibilités française ( politique, qui est celle de M. John man, secrétaire americain à la me at sembler coherente. Elle es p fortement contestée, nome Passiral Turner, ancies direction CIA. The Economiss (9) is shed as pensée: - Si quelques pe rio avions peuvent être utiles, pe est essurément de trop (10).

s et de leur flottille aérience, mas

La Marine nationale, de Hobris Rand Parkon, collection (les Read Parkers, collection (982 maters 2252, PUF, Pars, 198 Adme/V : avion à décollaps de ment/vertical. En anglais V/Se Selamander Books Lid, Let

mignes mavales du protes: Pierre Lacoste, Litts, R. Bover Defense nationale, ::

The Economist, 19-25 and 1%. DEM a ... 15 over-cen the radius.

### L'EFFICACITÉ

# e-avion très politique

» Un plus grand nombre de bâtiments plus petits, moins chers, mettant en œuvre des Adav comme le Harrier. constituerait une acquisition plus judi-cieuse, en particulier pour les crises extra-européennes. >

Cependant, posséder quinze porteavions ne signifie pas pouvoir en ali-gner quinze en même temps. A cause des taux d'indisponibilité, il n'est de fait jamais possible d'en mettre ca œuvre plus de dix. Ramené à l'échelle française, cela signifie que, pour disposer en permanence d'un porte-avions, il fant en construire deux.

Mais il y a plus : posséder un porteavions opérationnel ne signifie politiquement pas grand-chose, pour d'évidentes raisons de pré-positionnement. Un pays comme la France, qui entend avoir une stratégie mondiale, se doit d'assurer en permanence une présence navale en Méditerranée, dans l'Atlantique nord, dans les Caraïbes, sur les côtes de l'Afrique de l'Ouest, dans le Pacifique sud et dans le nord-ouest de l'océan Indian.

Dans la France sans défense (11), le enéral André Dubroca explique : • Le délai de réaction d'un porte-avions se trouvant à Toulon, dans le cas d'une crise éclatant dans le golfe Persique, varie d'une dizaine à une vingtaine de jours. Il est de l'ordre d'une semaine pour la région de Dakar, de trois à quatre jours vers la Méditerranée orientale. » Il poursuit: « Nous ne sommes plus au temps de la canonnière. Il ne suffit plus de dépêcher, sans hâte particulière, un quelconque navire de guerre à proximité d'une région critique pour jouer l'Intimidation. Les crises graves sont maintenant brutales et d'autant mieux réglées qu'elles sont traitées des les premiers indices . Les Britanniques en savent quelque chose, qui ne jugeaient pas nécessaire ou trop coûteux de prépositionner, avant 1982, des forces aux Malouines. Jusqu'à présent, seuls les Etats-Unis ont la possibilité d'assurer une présence aéronavale sur toutes les mers du globe. Le déploiement permanent de la VI flotte en Méditerranée

Alors, la France? Ou bien elle ntend maintenir une présence militaire dans son immense domaine maritime et participer à la gestion des crises dans les régions où elle est traditionnellement présente, et, dans ce cas, le choix de concentrer ses moyens dans un porte-avions semble incohérent. Ou

bien il s'agit d'autre chose, d'un non-dit politiquement inamovible mais matériellement préparé. L'amiral Sanguinetti : le porte-avions nucléaire « est un moyen d'intégration dans la flotte US, en particulier la VI-, en lui apportant un petit groupe de combat ». Petit, car le Charles-de-Gaulle reste un bâtiment modeste, comparé par exemple au Nimitz. Trente-six mille tonnes contre 91 400, 27 noends contre 30 (12), 2 catapultes contre 4, moins de 40 aéronefs contre près de 90.

Dans Var-Matin du 16 février 1987. le capitaine de frégate Bernard Waquet va plus loin dans la critique en déclarant que le porte-avions prévu « est complètement périmé avant sa mise en chantier ». Dans le cadre d'une bataille aéronavale, il scrait en effet « incapable d'assurer la mattrise de l'air ». S'il devait participer seul à un

conflit avec la flotte soviétique ou avec l'aviation libyenne, il lui faudrait une rapidité de catapultage supérieure et surtout des avious de surveillance radar et de guerre électronique. Rien de tel n'est prévu. Mais si l'on s'inscrit dans le cadre d'une stratégie de dissussion du faible au fort, jamais la France n'aura à mener une telle bataille. La dissussion est justement le refus de la guerre.

Les éventuels porto-avions français ne peuvent être que des bases des chasseurs-bombardiers utilisant, pour le règlement des crises, un espace stratégiquement libre. C'est tout, et c'est déjà beaucoup pour une puissance moyenne. Et ce, même dans le cadre d'une éventuelle désense européenne indépendante. La somme totale des dépenses militaires des pays européens membres de l'Alliance atlantique est, ne l'oublions pas, près de trois fois inférieure au seul budget américain de la

Le porte-avions uncléaire Charlesde-Gaulle va donc être mis en chantier. Sera-t-il mené à terme ? Le propre des lois de programmation est qu'elles ne sont jamais entièrement réalisées. Ainsi, le PH-75, un porto-aéronefs dont deux tranches furent financées en 1974 et 1975, fut finalement abandonné à cause du malaise qui régnait alors dans l'armée de terre, des transferts de crédits ayant dû être effectués pour la réfection des casernes. En dehors de tout débat politique. A propos du Charles-de-Gaulle, certains observateurs out évoqué le « porte-avions électoral » dont on reparle depuis dix ans à la veille de chaque échéance politique importante, comme pour faire vibrer la corde nationaliste. Le bon de commande de l'ex-Richelieu a été signé par

Paul Quilès le 4 février 1986. Il a été reconfirmé à la quasi-unanimité des forces politiques.

Si le projet est finalement mené à bien, il asséchera complètement le budget de la marine nationale, la conduisant, par exemple, à l'acquisition de 10 frégates en location-vente. Avec des frais financiers représentant à terme de 1,1 à 1,9 fois le prix de revient de ces bâtiments (10 milliards). C'est la Société générale, la première grande banque à être privatisée, qui pourrait bénéficier de la manne.

La scule certitude est que les décisions ne peuvent plus attendre. Le Foch et le Clemenceau datent du début des années 60. Le Clemenceau aurait été victime de pannes en 1983, au large du Liban. Les intercepteurs Crusader. dont la conception remonte aux années 50, ne supporteront bientôt plus les catapultages. Par ailleurs, l'arsenal de Brest, où la coque du Charles-de-Gaulle devrait être assemblée, connaît de graves difficultés de personnel.

Voici donc l'heure des choix : militaires, industriels (13), mais aussi politiques. Dans son livre Sur la guerre, David Rousset (14), 6crit: \* La fonction stratégique [des porte-avions] est indéniable. Encore doit-elle être appréciée dans le contexte du rapport mondial des sorces. Londres et Paris détiennent une capacité stratégique, mais occupent des positions subalternes sur l'arène planétaire (...). Paris et Londres deviennent ainsi des agents militairement actifs de l'affrontement américano-soviétique (...). Conclusion nette : la doctrine stratégique française dans sa version récente est un ramassis de contradictions et de commentaires confus. »

Telle est bien la question que pose la loi de programmation militaire, et. en son sein, l'exemple que constitue le choix du Charles-de-Gaulle. L'absence de véritable débat politique autour de ces questions n'est pas la moindre source d'inquiétude.

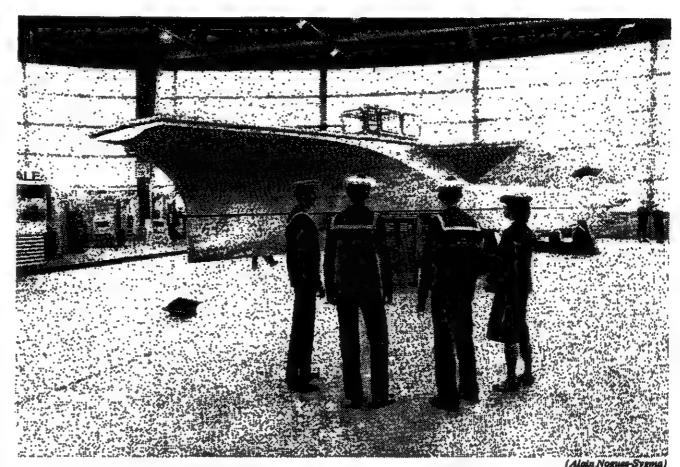
#### JEAN-DOMINIQUE MERCHET.

(11) Plon, 1986.

(12) Le Charles-de-Gaulle sera donc l'un des porte-avions les plus lents du monde. Le Foch et le Clemenceau ont une vitesse maximale de 32 nœods. Une plus grande vitesse favorise les opérations de catapultage.

(13) Choiz industriel également que la on du programme Rafale et de sa versi « marine ». Les merins pencheralent plutôt pour l'achat de F-18 Hornet américains.

(14) Ramsay, Paris, 1987, p. 394.



MAQUETTE DU PORTE-AVIONS NUCLÉAIRE « CHARLES-DE-GAULLE »

### UNE DÉPENS RAISONNABLE?

### ne arm à moindre coût

bus de conversion définis parils les de conversion de recherche sur l'assemblement de recherche sur l'assemblement et du connière de conni ermanicats des Empl ( BACDA) pour les pass soules

### lik Bireshima

enstion du budget de proponte seems feveralt une réponse mes pe PROF 1984 :

Sections	FNS (II	ANTUIL	
A CONTRACTOR OF THE PARTY OF TH	(en miliards de ma		
Mark Comment	15.05	1.18	
10	3,26	2.51 0.63	
7.	0,29 5,07	1 613 12	
	0,12	0.01	
TOTAL	23,79	4,47 2	
		anice parts	

(1) Force muchan: Armes necléaires tactiques

Cf. Rapport pur le telection de materies. Natural una verte materies. Natural una verte de partie de pour le comme de partie de pour le comme de partie de pour le comme de partie de pour le partie de pour le comme de partie d microstes dans les para les est dans les para les es 108, laboratoire d'acuté. Books assensie superiore. Pas i Companies superiore. Pas i Companies economical del we ter le coul de la larce de to a figurature de a le dispusion milial Proper de les de l'autres per l'autres per l'autres per les des les déclares, properties de programme, l'autres de la contract d

Paris, [96].

Avec 19 043 militaires et 10 644 civils employés dans les forces nucléaires stratégiques, et 8 481 mili-taires et 450 civils dans l'armement nucléaire tactique, le nucléaire fait tra-vailler au total 38 618 personnes. Le coût global de ces effectifs et des frais de fonctionnement afférents est de 6,5 milliards de francs. Il faut noter que le coût de fonctionnement d'une personne travaillant dans le nucléaire militaire est supérieur de 30 % à 40 % à celui d'une personne travaillant dans les forces conventionnelles, en raison, sans doute, de la faible utilisation de la conscription et de la haute qualification de la main-d'œuvre:

Le Royaume-Uni, qui a acheté la technologie américaine, consacre à ses forces nucléaires stratégiques des dépenses inférieures à celles engagées par la France. Le poste Nuclear Stra-tegic présenté par les Statements on Defence Estimates fait état de 382 millions de livres sterling représentant 2,39 % des dépenses militaires britanniques totales pour l'année fiscale 1983-1984. Il faudrait ajouter les frais de la recherche-développement engagés dans l'« opération Chevaline » (6), mais celle-ci s'est arrêtée en 1982. Le Royaume-Uni s'interroge sur l'opportunité de financer l'installation du système Trident, dont le programme, en 1984, coûterait 8,5 milliards de livres,

la moitié étant à la charge des Etats-Unis. Même si les dépenses sont étalées sur plusieurs années, il est clair que les sommes engagées devraient arteindre au moins 10 % des dépenses militaires du Royaume-Uni, ce qui accroîtrait de manière très substantielle le coût du nucléaire (7).

Le Royaume-Uni traverse une période particulière de transition en matière d'affectation des somm allouées à la défense, pendant laquelle les sommes engagées dans le nucléaire militaire sont à leur niveau le plus bas. Enfin. il est difficile d'évaluer le coût de l'armement nucléaire tactique

(on ne connaît pas exactement les armes susceptibles d'être utilisées à cette fin). Cependant, il ne peut repré-senter qu'une part assez faible (de l'ordre de 20 %) des dépenses affectées au nucléaire. Au total, pour 1984, les sommes engagées par le Royaume-Uni pour son armement moléaire étaient très limi-

tées : elles ne devaient pas excéder 500 millions de livres, mais ce montant pourrait être multiplié par trois ou par quatre dans les années à venir si le proet Trident était accepté.

Selon M. Caspar Weinberger, secrétaire américain à la défense (Annual Report to the Congress, Fiscal Year 1984), les forces stratégiques des Etats-Unis ont coûté 28,13 milliards de dollars en 1984. Il faudrait y ajouter,

老爷

TENTATIVE D'ÉVALUATION DES DÉPENSES (En militards de dollars.)

	SOURCES D'INFORMATION		
PAYS	Budget national 1984	STPRI 1984	USACDA 1983
France Reysume-Uni Reysume-Uni Etate-Unis URSS Chine Autres TOTAL	4,7 6,7 48,2 - - -	4,8 0,5 39 28 5,7 2	4,7 6,8 38,2 51,6 5,2 2 182,5
TOTAL DES DÉPENSES MILITAIRES DAI	S LE MONDE		811,9

au prorata des dépenses engagées, les cours fixes concernant divers programmes: Intelligence and Communications, Research and Development, Central Supply and Maintenance, Training and Medical, Administration and Associated Activities et Support to Other Nations. En tenant compte de toutes cas données, on obtient une

Etats-Unis, soit 41,4 milliards de dol-lars en 1984 (8). Mais elle ne tient pas nécessairement compte de tous les frais fixes, et il semble préférable de retenir la première estimation

### Les évaluations divergentes

UANT aux dépenses nucléaires soviétiques, il est quasiment impossible de les évaluer à partir des chiffres publiés par l'URSS. Compte tenu de l'ampleur de son armement conventionnel, mais aussi du coût comparativement moins compétitif de ses armements à foste composente tacher. armements à forte composante technologique (per rapport aux produits occi-dentaux similaires), il est pen probable que l'URSS dépense beaucoup plus (si plus il y a) en matière nucléaire que les Etats-Unis, en proportion des dépenses militaires totales. Les dépenses militaires soviétiques dépasseraient 140 milliards de dollars en 1984, si l'on retient les chiffres publiés par le SIPRI, et 258 milliards de dollars en 1983, selon FUSACDA. Même s'il s'agit de doux aunées différentes, l'écart d'estimation est énorme. Si l'on fixe à 20 % des dépenses militaires soviétiques la part consacrée au nucléaire (ce qui semble excessif), celle-ci serait soit de 28 milliards de dollars, soit de 51,6 milliards de dollars, selon la source d'information rete-

Enfin, les dépenses chinoises. Malgré une meilleure connaissance de son armée depuis cinq ou six ans (9), il est difficile de connaître le coût exact de la défense nationale de la Chine. D'après le SIPRI, ce pays consacrait plus de 38 milliards de dollars à sa défense en 1984, alors que l'USACDA avait retenu le chiffre de 34,5 milliards pour l'année 1983. Si l'on estime, par analogie, la part du nucléaire dans les dépesses militaires totales à 15 % des

dépenses totales (ce qui est certainement excessif, en égard à l'importance des forces conventionnelles chinoises), le coût de l'armement nucléaire chinois représenterait 5,7 milliards de dollars en 1984, d'après l'estimation du SIPRI, et 5,2 milliards en 1983,

somme approximative de 48,2 milliards

de dollars. Une autre étude considère

que les dépenses nucléaires représen-

tent 15% du budget de la défense des

d'après l'estimation de l'USACDA. Les dépenses des autres pays, sans être totalement négligeables, sont à la fois mal connues et peu élevées. Les trois Etats qui consacrent le plus d'efforts au développement d'une force nucléaire (Inde, Afrique du Sud, Israēl) dépensaient globalement 16 milliards de dollars pour l'ensemble de leur défense en 1983, dont une faible partie (certainement inférieure à 10 %) était directement affectée au nucléaire. Au total, le reste du monde ne devrait pas consacrer plus de 2 mil-liards de dollars au développement du nucléaire militaire

Le tableau ci-contre montre combien les différences dans les estimations sont considérables. Si l'on retient celles de l'USACDA, les dépenses mudéaires représenteraient 12,6 % des dépenses militaires mondiales (811.9 milliards de dollars en 1983). L'Union soviétique dépenserait plus de la moitié de ce total, ce qui est certainement une estimation excessive, surtout si on la com-pare à celle du SIPRI (35 % des dépenses nucléaires militaires mondiales). Les évaluations publiées par le SIPRI sont assez divergentes, puisque le coût du nucléaire ne représenterait que 8,8 % des dépenses militaires mon-diales.

Depuis 1983-1984, les grandes puissances ont conservé la même proportion de leurs dépenses nucléaires par rapport à leurs budgets militaires. Comme les dépenses militaires des grandes puissances ont augmenté à un rythme comparable à celui des dépenses militaires mondiales, les estimations de 1983 constituent un bon indicateur de l'importance du nucléaire militaire par rapport à l'effort mondial de défense en 1987 (10).

Quoi qu'il en soit, on est loin du chiffre de 20 % évoqué au début de cet article. Il est bien entendu toujours possible d'argumenter sur la recherchedéveloppement du nucléaire civil, qui servirait aussi au pucléaire militaire. Il n'en reste pas moins que le rapport coût-efficacité de ce dernier est exceptionnel par rapport à son importance stratégique si l'on veut bien ne pas insister sur le danger qu'il représente pour l'avenir des hommes.

#### JACQUES FONTANEL et RON SMITH

(6) Le programme Chevaline a été mis en œuvre dans le plus grand secret de 1974 à 1979 dans le dessein d'améliorer et de moderniser le système de missiles Polaris achetés par la Grande-Bretagne aux Etats-Unis en vertu des accords de Nassau en 1962.

(7) Humm et Marière : «Une analyse comparative des dépenses militaires de la France et du Royaume-uni», in l'Effort éco-nomique de défense, Fontanel et Smith (6d.), ARES, défense et sécurité, Grenoble-Lyon, 1985.

1985.
(8) Boyer, les Forces classiques américaines, Structures et stratégies, Les Sept Epées, Paris, 1985.
(9) Tan Eng, la Modernisation de la

(9) Ian Eng, la Modernisation de la défense chinoise et ses difficultés, Les Sept Epées, Paris, 1984.

(10) Une étude spécifique pour les années 1986 et 1987 est difficile à réaliser, car les chiffres nationaux ne sont pas toujours disponibles (essentiellement pour les pays de l'Est), et les statistiques de l'USACDA sont publiées avec beaucoup de retard. Or, compte tenu des écarts qui existent entres les statistiques du SIPRI et celles de l'USACDA notamment en ecars qui ensient entres les statistiques du SIPRI et celles de l'USACDA, notamment en ce qui concerne les dépenses militaires des grandes puissances, il est souhaitable de rete-nir ces deux estimations, afin de mesurer l'écart-type de l'estimation des dépenses modéaires militaires.



De la multiplication des indécidables et de la montée de la complexité naît la quête de certitudes rassurantes. Le recroquevillement dans un micro-univers ne saurait apporter qu'un éphémère soulagement car la société est là, qui nous somme de la comprendre et de lui assigner une fin.

BERNARD CASSEN ÉPOURVUE de finalité dans une « société sans projet », atomisée dans un « savoir en miettes » (1), la culture a finalement trouvé un repreneur : l'entreprise. L'entreprise dont on savait que l'expérience du pouvoir avait conduit les gouvernements socialistes à modifier en profondeur la conception qu'ils en avaient.

Pour le « peuple de gauche », qui puisait davantage ses références fondamentales dans la Commune, Jaurès et le Front populaire que dans les manuels de gestion et le cours d'économie politique de M. Raymond Barre à Sciences-Po, ce n'avait effectivement pas été un mince basculement culturel que de se voir proposer par « ses » représentants la légitimation du profit, la nécessité d'une approche « flexible » à l'égard de

### Un système d'intégration

ET voilà que commencent à prolifé-rer « chartes d'entreprise », « projets d'entreprise », et - le mot est enfin laché - manifestes sur la « culture d'entreprise », sous forme de plaquettes luxueuses, de livres ou de films. dont aucun PDG soucieux de son image ne saurait plus désormais se passer. La culture d'entreprise? Pour M. Mike Burke, ce n'est rien d'autre qu'« une application spécifique de la culture dans le monde du travail. Elle joue le même rôle. Cest un système d'intégration, de dissérenciation et de résérence qui organise et donne une signification à l'activité de ses membres (4) ». On le voit, l'ambition n'est pas mince et elle se manifeste opportu-TICH POINT

Car si elle constitue l'un des exutoires à des aspirations que les hommes politiques se révèlent aujourd'hui incapables de tirer vers le haut, cette

démarche est aussi le symptôme d'une profonde inquiétude sur la situation concurrentielle de l'entreprise-France, prise globalement, et peut-être encore davantage d'un considérable décalage entre ce que les salariés attendent de jeur vie professionnelle et ce que jeurs employeurs leur ont jusqu'à présent

l'emploi, une nouvelle explication de la

crise qui n'était désormais plus fran-

caise mais mondiale, l'octroi d'aides

publiques aux entreprises sans contre-

parties en matière d'investissements et

Cette réhabilitation et ce retour en

force, dont témoigne la montée média-

tique d'hommes comme M. Bernard

Tapie, mi-patron, mi-vedette du

« show-biz », de même qu'aux Etats-Unis celle de M. Lee Iscocca, PDG de

Chrysler, et en Italie celles de M. Carlo

de Benedetti, patron d'Olivetti, et de

M. Silvio Berlusconi, tous présumés

porteurs de nouvelles valeurs de « civi-

lisation », sont allés de pair avec la fin des illusions sur l'aptitude des gouver-

nements à « changer la vie ». La route des projets de société réellement mobi-

lisateurs étant coupée par les présiden-

tiables potentiels dont tout donne à

penser que, pour l'échéance de 1988.

ils n'auront rien de neuf - même fait

avec du vieux - à proposer, on com-

prend qu'une opinion déboussolée, une

fois passablement épuisés les seuls charmes de la «sphère privée», se

retourne vers ce qu'on lui présente

comme la nouvelle façon de se réaliser

L'idéologie de l'entreprise est ainsi

en train de monter en puissance,

orchestrée par les professionnels de la

communication qui y voient, à juste

titre, un créneau commercial promet-teur. C'est ainsi que M. Mike Burke,

présentant dans un ouvrage qui vient

années de travail des chercheurs du

Centre de communication avancée

(CCA) du groupe Eurocom, note « la

baisse du sentiment d'adhésion à une

foi commune et la perte de confiance

dans les institutions. Or toute-société a

besoin de projet collectif, de points de

repère éthiques. Ce rôle stabilisateur

de valeurs partagées, dans un monde

où les institutions traditionnelles sont

usées, semble être en partie dévolu à

l'entreprise (2). » Il rejoint en cela les

théoriciens américains du « manage-

ment participatif », sotamment

M. William Ouchi, pour qui l'entre-prise est « l'Institution sociale cen-

trale », et M. John Naisbitt, qui en fait

« un modèle pour le reste de la

société (3) ». Tout simplement.

paraître l'aboutissement de dix

collectivement : le lieu de travail.

de création d'emplois, etc.

On le constate quand, au terme de son enquête, M. Mike Burke propose une typologie des «cultures d'entreprise » en France : le spectre est très large, se déployant, de proche en proche, des formes les plus archaïques, bureaucratiques, hiérachiques, autocratiques et cloisonnées à celles qui sont le plus ouvertes à l'innovation, à l'adaptation et à l'implication de leur personnel. Pour simplifier, d'un côté les entreprises « narcissiques » et « défensives », bastions du conservatisme social et lanternes rouges de la compétitivité, que l'auteur, sans doute pour

# DES POLITIQUES MALADES Un nouveau maître penser chase dans to sent ils use is sent ils use i

réveiller le vieux fonds reral qui sommeille en tout Français, classe dans les catégories de « serre », de « cueillette», de «jardin potager» ou de «jardin à la française». De l'autre, celles qui « gagnent », les « adaptives » et les « visionnaires », nettement plus exotiques, elles, puisque M. Burke les assimile à une « grande plantation » cu à une « liane », ou à une « plante aqui-

cole » ou à une « orchidée nomade ». Dans son récent et magistral ouvrage les Saturniens, au sous-titre explicite: Quand les patrons réinventent la société, Philippe Messine dit les mêmes choses, mais en utilisant une terminologie de l'ère industrielle lorsqu'il oppose tant aux Etats-Unis qu'en France le modèle «taylorien» aux modèles « californien » et « sammien » (5). Mais l'important est ceci : alors que le premier groupe d'entreprises recensées par le CCA emploie 59 % de la population résidant en France, seule une petite fraction de celle-ci - 12 %, qu'elle soit salariée en lear sein ou nou, a envie d'y travailler.

Pour le second groupe, les chiffres correspondants sont 41 % et 88 %. Si l'on compte bien, cela fait 47 % de mécontents ou de déçus de la « culture » de leur entreprise. Les employés n'ont décidément pas les patrons qu'ils méritent... Il devrait y avoir là matière à un rigoureux examen de conscience pour les organisations patronales, dont les membres se révèlent incapables de motiver au travail la moitié, ou presque, des salariés de l'Hexagone. Ne

sont-ils pas là, pour une large part, les fameux gisements prouvés mais non exploités de productivité, les réserves qu'il faudrait faire donner pour que la machine fonctionne à plein régime ?

Le sociologue Henri Weber a recensé certaines racines culturelles et historiques de ce comportement non entrepreneurial du patronat français, tout en considérant que ces explications n'épuisent pas pour antant la question. D'abord l'influence de l'Eglise catholique, « dont la doctrine économique sanctifie la fortune née du travail de la terre ou de ses produits mais tient en suspicion celle fondée sur l'échange, peu ou prou assimilée à un « enrichissement sans cause », voire à une spoliation pure et simple de ses frères en Jésus-Christ... Les religions laïques – notamment le socialisme dans ses premières versions - reprennent et accroissent encore l'Inspiration antilibérale et anticapitaliste, sinon anti-industrielle de l'Eglise (6) ». Cette thèse est le pendant exact de celle développée par Max Weber dans l'Ethique protestante et l'esprit du capitalisme, où sont mises en évidence les imbrications entre les valeurs de la morale puritaine ou calviniste et la rationalité économique, caractéristique du capitalisme. Pour les Eglises réfor-mées, la réussite financière est le signe tangible de l'approbation, de la bénédiction, voire de la prédestination

The state of the s Section of the Paragraph

The state of the s

The second secon

The state of the s

The state of the payors.

No Training to the persons

The second section

The second secon

A Transfer and Cuality des pro-

STATES OF THE PROPERTY S

Control of the Bank,

hes de l'action

Heath man

THE RESERVE OF THE PROPERTY OF THE PERSON NAMED IN

the day with forman a direct the wind

grant mette empire presente

With another the training possible that the state of the

Salar Salar Salar Salar Dane

MA SALE ARE A CONTROL C COM MARCH

THE THE PERSON OF STREET PERSONS

ment to the state of the sand

Es - Caller er es Calbert.

Salam tim minuteriam Chart

the fortiers, forest, chapters

partier and report to famed que

mente de l'emparte de la bout-

metagere is to opeque à faire

SEC 2172 101 From the Local Buildings

mante the Parist part, & com-

garante de traitiantes de la Propuest

mit meter delle i vertaent beer jent

wim teut facte une niemt fact gent felle Erre matus errent C'est mint

BOTTO SETTO A LE LICENCE DE NOTAPPORTE DE ME

remare parisant de la fai Messa 🗯

trematerant bin garantetness fin

statement transport combine He Plagues,

Safavar le divie sp**rement d'un** 

Widentrepreneue gur in merenfifte

Properties the exposure comment and

the experience project of the project of

materia and alifer out to fallen, at the

whereast politicars in these passes. Britis te is tout admirateret Battele en en de tevers Route

Habethert & bie bertebt gewinde w Without donner manwaten Amend the state of the person forms

The et audela deut, & tone

Bigioni is entente : d'avoir mit

L'empe de l'amengle, **comme** 

The Jerninger National dame

Charles sur la relatique française

di tamifa ou des commandes

the - et masculatioment & Fort

Pie la majordie des granda parcola

September commercians) de la

38. Camiela, Concorde, Arthus the et unter de retrestament

acte de l'après querre : locate

om (12) - Et c'est de 1796

spad fordeat on Taxason Dan

Le cercle vicient

The second secon

### Mentalités pré-industrielles

DEUXIÈME frein à l'esprit d'entreprise: l'influence durable des élites pré-industrielles, c'est-à-dire la noblesse, haute, moyenne ou petite, à laquelle la «loi de dérogeance» de 1560 interdit les occupations « viles et méprisables », et en particulier le commerce. Or, le bourgeois enrichi ne pense qu'à imiter l'aristocratie et à être admis en son sein. Ce comportement, «s'il ne détruit pas toujours l'esprit d'entreprise, contribue à en déterminer les types historiques: le grand patronat dynastique fait sien l'idéal aristocratique du seigneur en son fief: le

moyen patronat, celui de la petite noblesse en ses provinces. L'un et l'autre habités par l'esprit patrimo-nial, au niveau économique, hiérarchique et autoritaire au niveau social (7) ». En Grande-Bretagne, contrairement

à la France, la noblesse ne « dérogeait » pas en mettant elle-même en valeur ses immenses domaines, en jouant les premiers rôles dans l'avènement de la révolution industrielle à la fin du dixhuitième siècle, et en pratiquant sur une grande échelle le commerce international. Mais, dans les mines et les manufactures, la classe bourgeoise qui allait prendre le relais allait vite être affectée par le même syndrome aristocratique que son homologue d'outre-Manche. Eric Hobsbawm, Perry Anderson, Martin J. Wiener, entre autres, ont bien décrit ce processus de « gentrification » (8) de la bourgeoisie industrielle triomphante, Au moment où, su milieu du dix-neuvième siècle, l'«atelier du monde» n'avait pas encore de rival sérieux, ses opérateurs se laissaient, en effet, gagner par l'idéologie de l'aristocratie foncière, qui avait certes investi dans la révolution industrielle mais qui ne s'y était pas culturellement investie. Jusqu'à l'orée de l'actuelle décennie, l'Angleterre verte de la gentry, le statut de

(1) Voir les deux premiers articles de la série « Des politiques malades de leur culture »: Claude Julien, « Pensée sans objet, société sans projet ? », le Monde diplomatique, juin 1987 et Ignacio Ramonet, « Le désarroi des citoyens devant un savoir en miettes », le Monde diplomatique, juillet 1987.

(2) Miles Burke, A chacus son style a cureprise, ImerEditions, Paris, 1987, p. 10.
(3) William Ouchi, Théorie Z, InterEditions, Paris, 1982; John Naisbitt et Patricia Aburdena, Re-inventing the Corporation Warner Books, New-York, 1985.

(4) Mike Burke, op. cst., pp. 16-17. (4) Mike Burke, op. cit., pp. 10-17.

(5) Philippe Messine, les Saturniens, Le Découverte, Paris, 1987. Voir Fanalyse de cet ouvrage par Jean-Michel Quatrepoint dans le Monde diplomatique, mai 1987.

(6) Henri Weber, le Parti des patrons, Le Senil, Paris, 1986, pp. 266-267 (voir le compte-rendu de cet ouvrage par Yves Floreume dans le Monde diplomatique, janvier 1027

(7) Henri Weber, op. cit., pp. 268-269. (7) Henri Weber, op. ctt., pp. 268-269.
(8) Eric J. Hobsbawn, Histoire emounique et sociale de la Grande-Bretagne. Tome 2 De la révolution industrielle à nos jourt, Le Seuil, Paris, 1977. Perry Anderson, « Origins of the Present Crisis», New Lest Review n° 23, janvier-février 1964 et « The Figures of Descent», New Lest Review n° 161, janvier-février 1987. Martin J. Wiener, English Culture and the Decline of the Industrial Spirit 1850-1980. Penguin Books, Harmondeworth, 1985.



Musée du Louvre-Girandon

« A LA BOURSE », par Degas «La suitique de la France na su fait pas à la cosheille » (Charles de Ganile). Et coile de la cuiture ?

## Lectures d'un divorce

OTRE crise est bien une crise de civilisation, une crise culturelle. Son trait le plus marquant est le divorce entre développement scientifique et technique d'une part, et progrès social de l'autre. Pourquoi la croissance de notre patrimoine de savoirs, qui aurait dû contribuer à l'harmonie et au bien-être de nos sociétés, a-t-elle créé de nouveaux problèmes, de nouvelles inégalités, de nouvelles carences, de nouvelles impasses ? Pourquoi cette distorsion dont les effets pervers risquent de l'emporter sur ses conséquences

La réponse à cette question renvoie à la nature des rapports entre science et culture, entre technique et société. Ses lectures multiples ne datent pas d'aujourd'hui : cela fait trois siècles que le rôle du développement scientifique et technique dans les processus acciaux fait l'objet d'un débat animé. Deux thèses principales sont en présence : l'une établit une relation monocausale entre les deux phénomènes, l'autre les relie à un spectre multicausel aux contours diffus et

### Sur le chemin du progrès continu...

Ę,

SELON la première thèse, les découvertes scientifiques et leur tra-duction technique créent les usages sociaux, d'où les formulations lapidaires caractéristiques du premier tiers de notre siècle : l'automobile engendre l'extension de la ville, le chemin de fer la dés tification des campagnes, etc.

Jean-Jacques Servan-Schreiber, Alvin Toffler et Yoneii Masuta sont trois représentants de premier plan de cette version positiviste. Pour eux, la science et la technique sont porteuses d'un tel potentiel de bienfaits et de transformations qu'il suffit de les introduire de manière adéquate dans une société pour que celle-ci prenne le chemin du progrès continu. Après l'implosion du message « alternatif » de mai 1968, et sous une forme plus nuancée, cette position s'est transformée en idéologie dominante de la majorité des formations politiques et de la totelité des Etats.

Arme contre l'ignorance et la misère, véhicule de la libération et du progrès, la science ne saurait accepter que la somme des savoirs qu'elle a élaborés puisse avoir des limites spatiales ou temporelles. La vocation de ses processus et de ses produits étant universelle, atten-ter à cette universelité, à ce modèle et à ses présupposés, c'est vouloir revenir à l'âge des ténèbres, à la forêt primitive. Ce modèle unique et universel de la pratique scientifique est le propre d'un modèle lui aussi unique et universaliste, celui des sociétés occidentales. Les catégories de développement, de modernisation, avec leur caractère monolipar les sciences sociales américaines dans les années 50 et 60 — Walter Rostow, Daniel Lemer, Bert Hoselitz, Gebriel Almond, Sidney Verba, Francia Coleman, Simon Kuznets, etc. - sont autant de manifestations de cette prétention de redonner au monde occidental le c leadership » cultural dont la décolonisation l'avait provisoirement privé. Reprises à leur compte par les grandes organisations internationales et avalisées par leur mise en œuvre sur le terrain au moyen d'un arsenal d'indicateurs, de variables et de peramères, elles ont décormais définitivement force de loi. Mais, pour perler valablement de pays développés ou sous-développés, il est indispensable que le concept de « développement » ait une portée universelle, légitimée par la science économique et sociale.

Au cours des années 80, la crise semblant s'insteller de manière permanents, les pays occidentaux, faute de trouver des solutions de rechange, jettent leur dévolu sur le concept de « modernisation » destiné originellement au tiers-monde - sans redéfinir ou actualiser son contenu, et ils en font le noyau dur de leurs programmes politiques dans une opération à visée avant tout symbolique, c'est-à-dire culturelle. Pourtant, la persistance et la banelisation du chômage, le gaspillege des ressources, la radicalisation des inégalités, la réapparition de la misère, l'augmentation de l'insécurité dens les villes, la généralisa-

ginalisation d'une fraction croissante de la population, l'irrésistible momée de la pollution et la destruction de l'anvironnement remettent en question ce modèle de société, sa prétention à l'universalité et la validité de la science qui a rendu tout cela possible. Ce questionne ment n'est ni intellectuel ni précis mais, au contraira, populaire et confus. Il ne naît pas de la lassitude de l'abondance, comme à la fin des années 60, mais de la peur renaissante de la pénurie.

il faut donc trouver des coupables : la masse, celle de la culture de masse, de la consommation de masse, de la communication de masse, est toute désignée. Ces masses, dévorées par leurs identités collectives, désindividualisées, plongées dans un hédonisme primaire et de pacotille, pervertissent, dégradent et avilissent la culture et ses valeurs. Le remède réside dans le retour à l'anstos grec : la perole aux meilleurs, le modèle aux élites. La haute culture, la culture cultivée, d'accès difficile et restreint, doit être préservée de la profenation du quotidien, de la pollution du populaire, de la barbarie du méditique.

Ses oracles sont ces intellectuels solidement installés dans leurs sons d'édition, leurs chaires universitaires, leurs chaînes de télévision, qui, au lieu de produire des recherches, des analyses, des réflexions méticuleuses et de longue halaine, mettent sur le marché des essais de cent cinquante pages répondant aux sollicitations de l'heure, avec juste ce qu'il faut de provocation mais sans rien remette en cause, assurés des commentaires flatteurs de leurs camarades de

Le bouc émissaire, c'est l'autre, ce sont les autres peuples avec la bigarrure de leurs cultures et la multiplicité de leurs particularités. Vouloir appartenir à tout prix à un groupe, à un collectif, c'est déjà de la sablacata de la sabl la faiblesse : ravendiquer des appartenances multiples - être en même temps européen, méditerranéen, espagnol, valencien, - cela deviant de la barbaria. Nos penseurs improvisés nous sauvent de ca relativisme culturel par l'exaltation du caractère absolu de l'individu. de la généralité de la science et de la force universelle de la raison.

La mythification négative trouve dans l'écologie radicale son incarnation la plus forta. La complexa scientifico-technique n'est pas

#### Antonionis Livians de com-A tun, messies, etc.), Arana, Mant Total TRANSPAC the second of predemands the pricage to following des under to the course our les marchis Parphie, or sever une consequences Sil 2') 2 par de machines à

general Spart of Accepture de es Service to de creat these en STATE OF THE PART Security of all and the second of participation of participation of the second of the All and anders more. O ou is night The cars is cars is de l'option Service of a containing scools of Samuel Ass | 8.05 Ass to se the die

per to 12 to 152 parts invocation ! is the selemonies of the Care Ses pays on in whether See the second of the second o CON WALL OF THE STANDING OF TH Signal of S. S. St. Con Section Signature de la companya de l'affine l' the correct solvable Co dat at

as comments beginningues TO S COLUMN COS CARGOS (Utilization) The state of some in artist byte & and School of Section 1

the de of secretary section seems ( the state of management The fact to the Same of the state of the state School bat Ges states CHELL'SE GU ÉTE MESSAN to the last the contract of th



## ES MALADA

interes en Jésus-Christ les relations en Jésus-Christ les relations en Jésus-Christ les relations ses premières versions le soit dans ses premières versions le soit ment et actroissent encore l'impire autilibérale et anticapitalité de l'Eglise le celle développée par Max West estimate protestante et l'epitalisme, où sont mises et se impirications entre les valent est impirications entre les valent mises par pritaine ou calvinité et du capitalisme. Pour les Eglise le des capitalisme. Pour les Eglise le tangible de l'approbation, de le divines. diction, voire de la prédesti

#### **E-industrielles**

moyen patronat, celul de la moblesse en ses provinces. L'ul Pantre habités par l'esprit per mini, ou niveau économique hibe que el autoritaire au sig social (7) ».

En Grande-Bretagne, commine France, la noblesse ne dénue en mettant elle-même en vier autres de la commines en ion vier en la commine en mienses domaines, en jouan ki miers roles dans l'avènemen e Spontion industrielle à la lin di indicane siècle, et en praique : stional. Mais, dans les nues a manufactures, la classe bourgen; affait prendre le relais alian me affecter par le meme syndrome si cambique que son homologue (a Manche. Eric Hobsbawn, h Anderson, Martin J. Wiener, E store, ont bien decrit ce process escrification - (3) de la bourge a motoricum triomphante. Au me en milieu du dir-neuvième & esteller du monde parant de rival serieux, ses opensaient, en effet, gagner parie de l'aristocratie fencien, certes investi dans la rède rielle mais qui ne s'y im; ellement investie Jusqu'ile Facenelle decennie, l'Angle de la gentry, le statut

ir les deux premiers andre Des printiques malades és Claude Justen, « Pentie une projet " o le Monde dele de I Pai " et Ignacia Rament : o le Mande dipionalique;

(a) Mike Burke, A charus mis magnetae, InterEditions, Park 1985; William Oseni, Theore Z. ich. Park, 1982 : John Naishija h. erdane, Residenting the Constant

(5) Pulippe Messice, as Saures Marte, Paris, 1957 Vair latables. Server par leun-Michel Quimpers Paris, 1980, pp 200-20, no

(7) Hand Weber, on all pp 1843. A pareier feurer lete it e Tie fie Personal No. Left Review of 18, 24

Personal 1987 Marin J Want, 19

Personal the Decime of the Innova1870-1980, Pengan Book, Hara

es d'ul

Missiphine des tissus de solidante la mate de la population l'atsi de la population de l'environnement refér E prozention à l'université principal de la principal de la constante de la contrara del contrara de la contrara de la contrara del contrara de la contrara del la contrara de la contra wante de la peniste. the masse, de la communitation manual, devorces par leus se de communication de construction meter & l'ansins grec la la La bears culture, la culture de fore preservee de la professione ire, de la barbana du metalit Co to Cartaine Constitution of the Constitutio schoenent instance sechercies, des singe halone, mettent sit is we expondent aux solicities MOCESTON INJUS SAIS IN

S Retteres de leurs celles e co sont les autres perses controlicità de leuis paries Transport & un collecti Cestel tenences musepies managroi, valeroet PROVISES NUS SAIN de caractero discili de la du caractere distribuit dens l'écologie (3-24) 1 acologie (32)

### DE LEUR CULTURE (III)

Le cercle vicieux de la protection

### à penser : l'entreprise

gentieman-farmer, la chasse à courre, etc., que l'on retrouve merveilleusement caricaturés dans l'œuvre de P.G. Wodehouse, sans doute l'auteur britamique le plus prolifique et le plus populaire du siècle (9), sont restés l'idéal social des industricis, des hauts fonctionnaires et des hommes politiques. A cet égard, l'arrivée au pouvoir de M. Thatcher, issue de la petite bourgeoisie et fort peu sensible au prestige des titres de noblesse, a constitué une rapture culturelle brutale dans un Parti conservateur dont quatre des premiers ministres de l'après-guerre : Winston Churchill, Anthony Eden, Harold Macmillan et lord Home, étaient membres ou proches de l'aristo-cratie, le cinquième, M. Heath, étant, hii, sous cet angle, thatcherien avant la

Tant du côté français que du côté britannique, cette longue prédomi-

MAIS il est une troisième pesan-teur contre l'esprit d'initiative

économique : le rôle historique de

l'Etat dans l'économie française. D'une

part, à cause de la carence des entre-

part, à cause de la carence des entre-preneurs privés s'ils ne sont pes aiguil-lonnés et subventionnés par les fonds publics — et à cet égard Colbert, lorsqu'il créait les manufactures d'Etat

et les fonderies, forges, chantiers

navals, arsenaux royaux, ne faisait que

prendre acte de l'incapacité de la bour-

jeu égal avec ses homologues bollan-

daise et anglaise. D'autre part, à cause

de la volonté de puissance de la royauté

voulant mettre définitivement hors jou

les grands féodanx qui l'avaient contes-

tée. Les deux facteurs n'ont fait que se

renforcer mutuellement. C'est ainsi

qu'a pris corps « le cercle vicieux de la

protection, palliatif de la faiblesse et

la reproduisant. En garantissant les

entrepreneurs français contre le risque, l'Etat favorise le développement d'un

type d'entrepreneur qui n'accepte

d'entreprendre que garanti contre les risques : un patronat assisté et subven-tionné (12) ». Et c'est ce même patro-

nat, abonné aux aides publiques, et ses

représentants politiques - issus pour beaucoup de la haute administration

dans laquelle, en cas de revers électo-

ral, ils pouvent à tont instant revenir -

qui veulent donner mauvaise

les centaines de milliers de petits fonc-

ence aux « nantis » que seraient

sisie française de son époque à faire

nance des valeurs de la terre au détriment de celles de la fabrique a laissé des traces profondes dans les menta-lités. L'hégémonie du capital financier, symbolisée par le poids de la City de Londres, culturellement et socialement beaucoup plus proche du monde des châteaux que de celui des usines, explique largement le processus de désin-dustrialisation britannique (10), tout comme les antagonismes sociaux existant dans beaucoup d'entreprises francaises sont le legs d'une «intériorisation par le patronat des modèles de comportement des élites préindustrielles, notamment de leur mode d'exercice de l'autorité, [qui] soumet la classe ouvrière à un double rapport de subordination : le rapport de domination proprement capitaliste (chef d'entreprise/salariés) et le rapport traditionnel (maître/serviteurs ou seigneurs/vilains) (11) ».

écrire, de motos, de calculettes, de

baladeurs (Walkman), de magnétos-

copes français, c'est qu' aller au-devant des clients et leur proposer un

produit nouveau est une aventure très

différente de celle qui consiste à inno-

ver en imposant à des administrations

ou à des armées un système technique

pour lequel la logique commerciale

importe peu», avec pour résultat que « la bataille décisive pour la nouvelle

compétitivité se livre désormais sur un

terrain auquel la technostructure fran-çaise est d'autant moins préparée que

ses habitudes de centralisation, de

dirigisme et de commandes de l'Etat

l'expérience : celui des marchés grand public (14) ». La critique de cette technostructure,

ne lui ont qu'exceptionnellement donné

de l'hégémonie des membres des grands corps de l'Etat dans l'administration, la banque et l'industrie francaises ne date pas d'aujourd'hui (15). Tout le système de formation des futures élites dirigeantes de la nation semble affecté d'un parti pris anti-industriel et antimanageurial. Au sommet de la pyramide des grandes écoles d'ingénieurs, Polytechnique (I'X), qui, sur des promotions de trois cent cinquante élèves, en verra à peine cinquante aller travailler dans des entreprises privées, très peu d'entre eux ayant jamais effectué de recherche. Les mieux classés à la sortie (la «botte») se retrouveront ensuite dans les écoles d'application (Mines ou Ponts et Chaussées), accédant ainsi aux corps correspondants qui garantissent à leurs membres une carrière ascendante à vie dans l'administration ou le privé. Les futurs responsables de l'économie française, comme le souligne M. André Giraud, « X » et «mineur» lui-même, sont ainsi sélectionnés sur la base des notes en mathématiques et en physique obtenues lorsqu'ils avaient vingt-deux ans. Enorme absurdité qui conduit le ministre de la désense, autorité de tutelle de Polytechnique, à envisager de suppri-mer la fameuse « botte » (16).

D'autant que dans l'une des entreprises où leur concentration est la plus forte, la SNCF, les « X », qui occupent presque tous les postes importants, ont en quelque sorte fait leurs preuves récemment lors de la grande grève de janvier 1987, Rarement direction

d'entreprise aura été aussi coupée de ses salariés avant, pendant et après le conflit. M. Georges Ribeill, chercheur à l'École des ponts et chanssées, qui a étudié le curriculum vitae de 1244 cadres supérieurs de la SNCF en 1985, a repéré « une structure concentrique autour du noyau des directeurs, polytechniciens pour l'essentiel, euxmêmes hiérarchisés selon les corps d'origine. D'abord les Mines, puis les Ponts et Chaussées, et enfin les autres. L'ancienneté étant un élément majeur de promotion, c'est dans une population tôt façonnée par l'esprit maison, sur le critère d'aptitudes alignées sur la culture dirigeante d'entreprise, que recrutent les directions. L'importance de l'hérédité professionnelle génère une culture monolithique portée au conformisme (17) ». Un conformisme qui se traduit, selon M. Ribeill, par un style de commandement autocratique et une totale absence d'écoute de la base. Mais comment ces hauts cadres, tous de niveau équivalent, mais qui ont intériorisé le stricte hiérarchie des corps auxquels ils appartiennent, pourraient-ils voir le reste du monde différemment du microcosme de leur univers propre? On comprend qu'ils aient interprété comme une « révolution culturelle » et sans doute un outrage la toute récente nomination d'un membre de l'Inspection des finances – autre grand corps – à la direction générale de la SNCF, jusquelà chasse gardée des « X ». Même si M. Chirac leur a ensuite accordé une petite compensation en évinçant l'ancien syndicaliste Michel Rolant de



pour la maîtrise de l'énergie (AFME) et en le remplaçant par l'un des leurs.

L'obéissance, pratiquement au garde vous, qu'ils exigent de leurs subordonnés, ils sont prêts à en faire preuve à l'égard de leurs supérieurs sans se poser davantage de questions. Evelyne Desbois a ainsi montré comment, pendant l'Occupation, beaucoup d'ingé-nieurs du bassin houiller Nord-Pasde-Calais, issus de l'École des mines, n'avaient en rien modifié leur comportement traditionnellement productiviste, autoritaire et parfois délateur à l'égard des mineurs - en fait appelés par eux « ouvriers », le terme de « mineur » étant réservé aux ingénieurs diplômés de l'École, - alors même que la production de charbon était largement destinée à appuyer l'effort de guerre nazi. Ces ingénieurs n'étaient pas des « collaborateurs » conscients de l'occupant. Prisonniers de leur logique exclusivement technique, comme le rapporte un témoin, « ils poussaient au charbon sans s'interroger sur ce que cela significit. Ces gens-là avaient suivi les instructions données par les directions (18) ».

### Un corporatisme monopoliste d'Etat

BEAUCOUP ayant déjà été écrit sur l'École nationale d'administration (ENA), en particulier par les anciens énarques eux-mêmes, il est sans doute superflu de refaire le portrait de ce « corporatisme monopoliste d'État », selon l'houreuse formule de Jean-Michel Gaillard (19), qui débouche aussi sur ses granda corpa (Cour des comptes, Conseil d'État, Inspection des finances). Notons simplement que l'appel d'air qu'avait constitué le décision, prise en 1982, de laisser accéder à l'ENA, donc plus tard à la haute fonction publique, par le système dit de la « troisième voie », quelques candidats ayant déjà fait leurs prouves dans les syndicats on les associations, a été supprimé par la droite revenue au pouvois

la présidence de l'Agence française

(9) Pelbam Grenville Wodehouse (1881-1975) est l'auteur de plus d'une centaine de romans ou recuells de nouvelles. L'univers du château de Blaudings, habité par lord Ems-worth, et les tribulations du valet Jeeves sont aussi comus des Britanniques que *Alice auc*: payt det merveilles

(10) Voir Bernard Cassen, «Chômeurs et attiers au pays du libéralisme réel», le fonde diplomatique, juin 1987.

(11) Henri Weber, op. clt., pp. 274 st 275. (12) Heari Weber, op. cit., p. 273.
(13) Jean-Jacques Salomon, le Gaulois, le Cou-Boy et le Samoural, CPE/Economica, Paris, 1986.

(14) Jean-Jacques Salomon, op. cit., p. 21 et 41.

(15) Voir notamment le pamphlet de Jac ques Mandrin (pseudonyme collectif de trois anciens élèves, MM. Jean-Pierre Chevèno-ment, Alain Gomez et Didier Motchane), l'Enarchie ou les mandarins de la société bourgeoise, la Table ronde, Paris, 1967.

en 1986. A l'École de la rue de l'Université, on va ainsi pouvoir se retrouver entre sol, les quelques élèves non issus eux-mêmes de la bourgeoisie en adoptant généralement par mimétisme les valeurs et les comportements.

Si le sommet du prestige social revient à ces établissements « formant d'abord des fonctionnaires, au sens des mandarins de l'Empire du milieu, c'est-à-dire une corporation de « let-trés » dotés à vie des prérogatives de l'élite appelée à gouverner des hommes (20) », on pourrait imaginer que les grandes écoles commerciales prépareraient les manageurs de haut vol dont les entreprises françaises ont un si urgent besoin. Erreur f

### (Lire la suite page 16,)

(16) Voir le Monde, 17 juin 1987. (17) Voir le Monde, 26 février 1987.

(18) Evelyne Desbols, «Des Ingénieurs perdus. Le procès de l'exercice du métier d'ingénieur dans les mines sous l'Occupation», Culture technique (revue du Centre de recherche sur le culture technique, 69 bis, rue Charles-Laffitte, 92200 Neuilly), p. 12, mars

(19) Jean-Michel Gaillard, Tu seras président mon fils, Ramsay, Paris, 1987. Pour une description minutieuse du système des corps, voir Marie-Christine Kessler, les Grands Corps de l'Etat, Presses de la For nale des sciences politiques, Paris, 1986. Le roman de Camille Dubac, Meurtres à l'ENA (Calmann-Lévy, Paris, 1987) évoque avec férocité l'atmosphère de compétition sans merci qui règne dans les promotions de futurs

(20) Jean-Jacques Salomon, op. cit., p. 175.

#### tionnaires, et, an-delà d'eux, à tous ceux qui out la « chance » d'avoir un La estratégie de l'arsenal», comme son rapport sur la politique française de la technologie (13) - celle des marchés captifs ou des commandes d'Etat, - est indiscutablement à l'origine de la majorité des grands succès technologiques et industriels (mais pas nécessairement commerciaux) de la France de l'après-guerre : locomotives BB, Caravelle, Concorde, Airbus, centrales et usines de retraitement nucléaires, armements (avions de combat, chars, missiles, etc.), Ariane, TGV, Minitel, réseau TRANSPAC, etc. Mais a contrario sa prédominance a pour pendant la faiblesse des industriels de l'Hexagone sur les marchés grand public, où sévit une concurrence achamée. S'il n'y a pas de machines à (Selçuk)

### divorce

neutre mais belligérant, se vocation de domination de la nature n'e pas de limites, se possibilité de créer des ordres locaux se paie du prix du désordre global, son humanisation est impossible parce que son mode de fonctionnement est autonome et parce que ses finalités appartiennent à son univers propre. D'où la nécessité d'un refus total, définitif.

Toujours dans le cadre de l'option monocausale, on invoque souvent la fonction de la demande sociale, des nécessités et des attentes de la société. Mais l'analyse de ce qui s'est passé dans le dernier quart de siècle ne valide pas cette hypothèse : la logique productiviste qui conduit à fabriquer des automobiles capables de rouler à 200 kilomètres/heure dans des pays où la vitesse est limitée à 130 kilomètres/heure ou d'accumuler des millions de bits dans des espaces toujours plus minuscules ne relève pas d'une demande sociale, pas plus que les choix entre une technologie ou une autre. En fait, les détermientiels de la relation technologie-société ont leur support le plus assuré dans l'expansion de l'offre productive et dans l'implantation de la demande solvable. Ce qui ne signifie pas pour autant que les formes et les contenus hégémoniques du développement scientifico-technique solent totalement prévisibles. La créativité sociale, au travers de la logique des usages (utilisation ludique de l'informatique par example), introduit un élément d'incertitude, mais un élément mineur

Existe-t-il un espoir plus grand de réduire le fossé entre science et société, de réconcilier la science et la culture ? Peut-être, dans la perspective de la seconde option que nous présentons et qui prend la multicausalité comme axe d'explication. De ce point de vue, les relations ne sont ni linéaires ni en sens unique. Elles postulent des interactions multiples, résultant d'une pluralité d'événements dont la présence peut s'expliquer par des antécédents connus, ou bien avoir un caractère contextuel ou être purement aléatoire. Sa problématique

\* Professeur de sociologie de la commissance à l'université de Madrid, directour de l'enseignement et de la culture au Conseil de l'Europe.

### Par JOSÉ VIDAL BENEYTO \*

s'inscrit dans le paradigme cognitif que nous appeions aujourd'hui la complexité. L'émergence de la contradiction et du paradoxe au cœur de la théorie, qui installent et légitiment la complexité comme principe, correspondent à l'explosion des antagonismes au cœur du réel : l'un et le multiple, le normal et la déviant, l'autonomie et la dépendance, etc.

Cette matrice multicausale permet de mieux comprendre et da mieux assumer les transformations radicales que le développement scientifico-technique a introduites dans le cours de nos sociétés et dans les destins des individus. Il est clair que les mutations induites par l'informatique et les télécommunications affectent les processus de la production industrielle, aussi bien que ceux de la consommation, au point que la différence entre les progrès d'hier et ceux d'aujourd'hui n'est plus une affaire de degré mais de nature. Et pourtant, nous continuons à voir la réalité avec les lunettes du passé. C'est ainsi que les échanges de produits d'information, comme l'e souligné Jacques Robin (1), ne se traduisent plus - contrairement à ce qui se produit avec les biens à support matériel - par le fait que l'un perd ce qu'il cède à l'autre mais par le fait que chacun conserve ca qu'il avait, augmenté de ce que l'autre lui apporte.

Cette transformation des lois classiques de l'échange se manifeste, entre autres choses, par la reproductibilité presque indéfinie et quasi gratuite de certains biens et services ou par l'inévitable diminution du rapport énergie-produit intérieur brut. Mais nous restons obsédés par l'accumulation de l'énergie et par la problématique du

On peut aujourd'hui affirmer que, grâce à l'automatisation informatisée, la production d'un pays ou d'une entreprise ne dépend ni directement ni indirectement de la quantité de travail qui s'y effectue mais, comme nous le rappelle René Passet (2), de la pertinence du système utilisé et de l'efficacité de sa mise en œuvre,

Malgré cela, nous continuons à faire de la productivité, au sens de volume de production par unité de travail, et de la persistance de la prise en compte de la plus-value du travall manuel les pierres angulaires des édifices économiques aussi bien du capitalisme que du socia-

De la même manière, force est de reconnaître que le caractère de chaque culture n'a plus une valeur absolue, en particulier parce que la planétarisation du monde opérée par l'Occident l'a mise en contact avec d'autres et lui a ainsi donné sa pluralité et sa dimension relative. Vouloir retrouver la virginité culturelle d'antan est une entreprise impossible et surtout inutile. C'est pourquoi il ne s'agit pas de tenter de conserver religieusement les diverses cultures, mais de respecter leur originalité, leurs carences, leurs servitudes, leur dynamisme, leur processus de changement comme autant d'éléments potentiellement féconds. Il ne s'agit pas de s'extasier devant les différences, mais de les laisser intervenir positivement dans la construction du monde

### La fin des vulgates

A prétention des nouveaux apôtres de l'universalisme du siècle der-, nier témoigne de leur incapacité à appréhender la réalité d'aujourd'hui et, surtout, met en évidence l'utilisation instrumentale qu'ils font de la science et de la technique comme critères sans appel pour décider par avance du cours possible et impossible de l'avenir social. Or, précisément, l'unique bagage avec lequel nous allons sortir du vingtième siècle - alors que sont déjà bien morts et enterrés les déterminismes mécanistes du dix-huitième et dix-neuvième siècles, c'est la fin des vulgates. Et nous voudrions bien en sortir avec nos perplexités et aussi nos espérances.

 Jacques Robin, « La révolution technologique et ses conséque pour l'évolution de la société », Cahiers de l'OURS, nº 173, octobre 1986. (2) Rent Passet, l'Economie et le vivant, Payot, Paris, 1983; «La crise omique dans le courant de l'évolution», Sciences, juin 1985.

### DES POLITIQUES MALADES DE LEUR CULTURE (III)

### Un nouveau maître à penser : l'entreprise

(Suite de la page 15.)

La plus réputée d'entre elles, l'École des hautes études commerciales (HEC), n'a pas été atteinte par le mouvement de réhabilitation de l'entreprise de production, et ses diplômés préférent « exercer leurs talents dans les banques, les organismes financiers, les sociétés de placement, les sociétés de conseil, les cabinets d'audit et les groupes de publicité. Fascinés par les New-Yorkais, ils fuient les fonctions productives (21) ».

En fin de compte, tout le monde croirait en France à l'industrie, sauf

précisément ceux qui devraient y faire leurs classes, avant d'y occuper des responsabilités les plus importantes! Car, pour couronner une carrière, les hauts fonctionnaires ne dédaignent pas d'aller « pantoufler » dans le privé comme présidents ou directeurs généraux. Comme si l'expérience acquise dans des administrations hiérarchisées, protégées et cloisonnées, donc dans un environnement sans véritable obligation ni sanction, constituait vraiment un atout pour diriger des individus qui n'ont plus affaire à des administrés

### Les dettes électorales

mais à des clients

ON anrait pu attendre de la droite revenue au pouvoir en 1986 qu'elle prenne des mesures pour « flexibiliser » une classe patronale aussi peu « capitaliste », comme elle allait le faire pour les salariés. N'était-ce pas là l'une des conditions du « redressement > que M. Chirac entendait conduire?

Au lieu de cela, le gouvernement a prioritairement acquitté ses dettes électorales et accordé au petronat tout ce qu'il exigeait, depuis la suppression de l'impôt sur les grandes fortunes, l'abaissement de celui sur les sociétés, une nouvelle diminution de la taxe professionnelle, la suppression progressive de la taxe sur les frais généraux (22), jusqu'à l'abrogation de l'autorisation administrative de licenciement et le vote de la loi sur l'aménagement du temps de travail. Appliquant mécaniquement les prescriptions d'un aidemémoire libéral, et faisant ainsi curieusement preuve d'une extraordinaire méconnaissance de la mentalité moyenne des chefs d'entreprise français, MM. Chirac, Balladur et Madelin avaient cru naïvement qu'une reconstitution des marges bénéficiaires, consécutive à une diminution des charges, entraînerait la relance de l'investissement et donc la création d'emplois. C'était oublier que ce dernier objectif a, certes, une signification électorale majeure pour la droite, mais qu'il n'en a aucune au plan pour un employeur.

Les marges bénéficiaires se sont effectivement trouvées au rendezvous... mais nuliement les 367 000 emplois, promis par le Conseil national du patronat français (CNPF) si on lui donnait les coudées franches pour les licenciements et si l'on allégeait ses charges, ce qui fut fait. La diminution de l'endettement, la spéculation boursière, les rachats de sociétés dénationalisées et la gestion de la tréso-rerie constituent des activités autrement plus rentables que la recherche de produits ou de marchés nouveaux. Du moins tant que cette « économi casino » qui, sur le modèle de Wall Street est devenue celle de tout l'Occident, n'atteindra pas le point de rupture (23). Les premiers résultats sont là : après un an de gestion « libérale », la France, qui se veut une grande puissance industrielle, importe désormais plus de produits manufacturés qu'elle n'en exporte. En juin dernier, et pour le quatrième mois consécutif, le solde industriel français a été négatif, contribuant à un déficit commercial cumulé de 19,6 milliards de francs pour le premier semestre 1987. Ce qui n'empêche nullement M. Jacques Chirac, intervenant sur le thème du « déclin français », de proclamer que depuis mars 1986 ce déclin « n'est plus d'actualité » puisque, depuis cette date, nous assistons à « une amélioration sensi-

Ne pouvant plus reprendre le leitmotiv « Les charges, les charges, les charges! » de son prédécesseur, M. Yvon Gattaz, pour expliquer les mauvais indices économiques, et en particulier l'aggravation du chômage, le nouveau président du CNPF, M. François Perigot, faisait preuve d'une lucidité inédite dans son organisation lorsqu'il déclarait récemment devant ses pairs réunis en assemblée générale: • Je ne pense pas que les Français soient paresseux... Le pro-blème est celui de la motivation... Estce qu'on travaille [vraiment] quand on travaille (24) ? ». Tout est là effectivement, mais le message a-t-il réelle-ment été entendu? Certainement pas par son propre administrateur trésorier, M. Guy Brana, qui, devant le même public, considérait, lui, que « dans l'ensemble, les chess d'entreprise sont

Le patronat français des profondeurs n'est guère porté, on le voit, à abuser de l'autocritique, voire de l'étude de sa propre histoire. Dans un ouvrage écrit de l'intérieur du milieu des grandes entreprises, Georges Archier et Hervé Sérievx brocardent « l'actuel conservatisme dogmatique.... le style hautain et crispé de dirigeants sans humour qui semblent vivre leur activité professionnelle comme un triste devoir ou comme un long calvaire », « l'incroyable pau-

vreté de la réflexion stratégique de tant d'entreprises françaises (25) ». On ne s'étonners donc pas que, face aux difficultés et à son manque de compétitivité global, l'establishment patronal, au lieu de se regarder au fond des yeux, ait préféré d'un côté rechercher des boucs émissaires (la bureau-cratie, les charges sociales, les «syndicats politisés », les trop nombreux jours fériés, etc.) et, de l'autre, se trouver

partagent une philosophie communautaire et vénèrent alors leur fondateur comme on vénérerait le fondateur d'une secte religieuse (27) ».

Mais ce «marché de la loyanté» n'existe toutefois que pour un tiers des salariés, ceux des grandes entreprises garantissant jusqu'à ce jour l'emploi à vie, alors que dans des cohortes de PME de sous-traitance, qui leur servent de stabilisateurs, le marché qui prévaut est celui des «mercenaires». L'expérience des entreprises japonaises implantées en Europe, évoquée au cours d'un récent colloque, montre qu'une nipponisation des méthodes de travail n'est pas nécessairement une panacée : « Elles troublent nos consciences. Elles ne correspondent ni à notre culture économique et sociale ni à nos habitudes de vie; elles sont difficilement acceptables pour les travailleurs de la vielle Europe. Cest un sentiment pénible que de nombreux intervenants, principalement les syndi-calistes, ont exprimé au cours de cette rencontre (28). >

N'y a-t-il donc rien à emprenter aux Japonais? Si, beaucoup même, comme l'explique M. François Guiraud, PDG de la société Fichet-Bauche : « Au

humaine » ne peut manquer de remettre en cause des formes d'organisation du travail et des styles de commandement - en d'autres termes, des cultures d'entreprise, - qui sont non seulement des insultes à la dignité des individus mais aussi de formidables freins à la productivité.

La nécessité, unanimement recon-

nue, d'un accroissement de la formation initiale et continue, en particulier technique (et à cet égard, sans aller jusqu'an Japon, il serait profitable de s'inspirer des réalisations allemandes, notamment en matière d'apprentissage et d'insertion professionnelle), et de tous les autres investissements immatériels (recherche et développement, publicité, réseaux commerciaux) n'aurait guère de portée si, simultanément, elle n'induisait pas, comme le préconise un rapport du Conseil économique et social, « l'innovation dans les domaines organisationnel et social, qui sont une des conditions de l'efficacité des investissements matériels », ce qui signifie que « la remise en cause du modèle hiérarchique dans l'entreprise, et plus globalement dans la société, et l'allégament des réglementations contralgnantes doivent s'accompagner

AVANT LA REPRISE DU TRAVAIL A EYOTO CERAMIC...

(Marc Riboud-Magnun

des modèles étrangers de culture d'entreprise « clés en mains ». Et quel meilleur modèle de culture d'entreprise que ceiul du Japon, à la pointe de l'innovation, de l'exportation, des excédents commerciaux et de la cohésion

Tokyo est ainsi devenu, depuis une dizaine d'années, le point de passage obligé des délégations et missions exploratoires en tout genre venues repérer les recettes qui, transplantées dans l'Hexagone, auraient raison de la langueur française. Ce qu'elles en ont surtout retenu est que le Japonais travaille plus (ne prenant que quelques iours de vacances annuelles) et ne pratique pas l'absentéisme ; qu'il travaille aussi mieux, habité qu'il est par un souci permanent de qualité totale; qu'il s'identifie intégralement à son entreprise. Finalement, ce ne serait donc pas si compliqué que cela, le Japon...

Avant d'imiter les Japonais toutefois, peut-être conviendrait-il de les écouter, surtout lorsqu'ils nous rappellent au simple bon sens. Ainsi Michio Morishima, économiste de réputation internationale, croit utile de préciser à ses lecteurs occidentaux que d'« infimes variations éthiques peuvent se solder par d'immenses différences dans la vie quotidienne et le destin d'un nation, engendrant ainsi une instabilité que l'on retrouve dans la relotion corollaire entre l'idéologie et l'économie (26) ». En d'autres termes, que l'on n'importe pas des systèmes de valeurs comme on acquiert une licence d'exploitation ou un brevet. La conception japonaise du travail est l'héritage des modèles sociaux constitués pendant la période féodale (qui a duré jusqu'en 1867), par la tradition des arts martianx, par l'expérience de la militarisation de la société pendant les années de guerre, etc., qui expliquent pourquoi les entreprises sont, à des degrés divers, « des sortes de communautés (collectivités) où les cadres et les simples employés sont tous ensemble liés par un destin et des intérêts communs. A la limite parfois, certaines sociétés

Japon, les hommes sont en amont ; la stratégie en aval... Les Français, en partant de la stratégie, seraient logiques. Les Japonais, en partant des hommes, seraient biologiques... La ressource humaine est donc, au Japon, première. Elle doit d'autant plus être optimisée sans cesse, de manière intensive. Les manageurs japonais sont des cultivateurs, et même des jardiniers (29). » An total, on estime qu'au Japon la ressource humaine est mise en valeur à 80 % (et ce critère est pris en compte par les banques lorsqu'elles doivent accorder un prêt), alors qu'elle l'est seulement à 30 % en France. Ce dernier chiffre est cohérent avec celui de 47 % de salariés de l'Hexagone - tel qu'il a été calculé par le CCA - à la recherche de l'aentreprise introuvable » où l'on utiliserait vraiment leurs

Ce n'est pas que soit absente du discours dominant français la référence à la nécessité de valoriser la matière grise (« Nous n'avons pas de pétrole mais nous avons des idées »). Le concept de « révolution de l'intelligence» forgé par Thierry Gaudin et André-Yves Portnoff en 1979 (30) a été, depuis, repris par certains hommes politiques, qui en ont cependant riré inégalement les conséquences. Ainsi, au terme d'un livre particulièrement bien informé sur les technologies nouvelles, M. Michel Poniatowski n'a pas grand-chose à dire sur ceux qui devront les mettre en œuvre, les salariés, sinon que « l'usage intelligent de la liberté est pour l'homme de favoriser la pous-sée constante de l'élan spirituel sans rompre avec l'élan vital mais en l'associant au contraire à son évolution (31) ». M. Jean-Pierre Chevenement, en revanche, ne dissocie pas le « pari sur l'intelligence » du « pari sur la démocratie » sous forme de recomposition négociée des rapports sociaux (32). Car la mobilisation de la matière grise, si on la prend vraiment au sérieux, ne saurait avoir pour seul objet l'amélioration de la qualité des produits ou l'augmentation des marges. Une fois débridée, la « ressource

d'une responsabilisation accrue, ce qui signifie que chacun - individus et organismes - dispose d'une plus large autonomie, mais doit, en contrepartie, assumer les conséquences de ses actes (33) ». Pour dire les choses sans détours, ce qui s'impose aujourd'hui c'est une profonde démocratisation des rapports sociaux, réponse à l'européenne et à la française au dési manageurial japonais qui est une façon locale, historiquement constituée - et donc culturellement non transportable - de faire donner à plein les capacités productives et créatrices d'une commu-

On pourra s'étonner que la totalité des représentants du groupe des entreprises privées du Conseil économique et social, et notamment M. Gattaz, ancien président du CNPF, aient voté pour ce document qui préconise ainsi « une remise en cause du modèle hiérarchique », modèle dont ils sont bienplacés pour savoir qu'il domine largement l'économie française. Cette schizophrénie n'est pas spécifique au patronat, mais elle illustre bien les ambiguïtés de la vague actuelle des «projets d'entreprise», qui sont plus souvent des opérations de communication interne et externe que les bilans d'une auscultation en profondeur « des reins et des cœurs » des salariés. Et puisque ces projets visent à transcrire et développer une « culture d'entreprise », dont on attend qu'elle comble les attentes des citoyens déçus par les structures de représentation et de participation de la société civile, on peut se poser la question de savoir quel événement soudain justifierait brutalement un tel retournement : hier chacun s'accordait à reconnaître que la citoyenneté s'arrêtait aux portes des entreprises, aujourd'hui elle régnerait donc en leur sein et se ferait plus rare à

En vérité l'objectif semble être de transformer l'entreprise en sin unique et ultime de l'existence de l'individu. C'est bien là la caractéristique du modèle « californien » décrit par Philippe Messine, où, impulsée par des entrepreneurs charismatiques, . la



notion de finalité morale présente l'immense avantage non seulement de motiver les travailleurs mais d'aller plus loin en les responsabilisant. Le travail acquiert alors la valeur d'un devoir envers la communauté (entre-prise, région, patrie). Plus les fonde-ments éthiques sont forts, plus les défaillants sont susceptibles d'être culpabilisés (34) ». C'est une description pratiquement identique que M. Mike Burke propose pour l'une des deux cultures d'entreprise vers lesquelles, selon lui, nous nous dirigeons (même si sa préférence va à l'autre, baptisée - contractuelle -) : la culture d'entreprise « idéologique », palliant l'effondrement des certitudes, l'ébranlement des valeurs de référence, et qui n'est plus « seulement une possibilité mais également une espérance. Cette culture, pôle d'aspiration, d'intégration du personnel, pourra aussi réduire la complexité de l'environnement et répondre aux espoirs d'une certaine nopulation (35) >.

La tentation peut être très forte, dans une société sans valeurs unifiantes, de laisser à l'instance politique la scale fonction de « holding » de cultures d'entreprise « idéologiques », constituant chacune autant de bastions d'ancrage et de consolidation des aspirations des citoyens et de réalisation d'un patriotisme vécu quotidiennement. Il y a cependant une absolue contradiction dans la conception d'une entreprise ressemblant à une secte et l'évolution accélérée de l'économie et de la technologie vers plus d'ouverture ; sur l'extérieur, plus de coopération (notamment en matière recherche)

plus de maillages, plus de réseaux. De surcroît, si l'on analyse le fonctionnement de l'entreprise dans une perspective systémique où tout interréagit avec tout, y compris les ressources humaines, on ne voit pas au nom de quoi la cité, au sens le plus large, ne pourrait pas aussi s'analyser comme un système incorporant, parmi d'autres, le sous-système qu'est l'entre-prise. Il n'y a donc, dans ce cadre, aucune raison particulière de privilégier tel ou tel sous-ensemble. Mais encore faudrait-il que le système ait iui aussi son projet. Un projet de société. Combien d'hommes politiques ont aujourd'hui le courage de prononcer cette expression et encore plus de lui donner un contenu stimulant, à l'heure du pragmatisme et du consensus ?M. Jean-Marie Le Pen, lui, a un tel projet, que l'on doit qualifier,

ne serait-ce que par antiphrase, de « culturel » paisqu'il s'appuie sur des valeurs fortes : hiérarchie, fermeture, exclusion, etc. Un projet dont l'impact sera à la mesure de la capacité ou de l'incapacité des démocrates à lui en opposer un autre, tout aussi charpenté. BERNARD CARSEN.

(21) Jean-Michel Gaillard, op. ct., p. 122. (22) Voir Christian de Brie, « Avalanche de bienfaits pour les privilégiés de la crise », le Monde diplomatique, février 1987. (23) Voir Claude Julien «L'argent» et Frédéric F. Clairmonte «Frénésie spécula-tive... jusqu'au point de rupture», le Monde diplomatique, mars 1987.

diplomatique, mars 1987.

(24) Voir le Monde, 18 juin 1987.

(25) Georges Archier et Hervé Sérieyz, Pilotes du troisième type, Le Seuil, Paris, 1986, p. 7 & 11.

(26) Michio Morishima, Capitalisme et confucianisme, Flammarion, Paris, 1987.

(27) Michio Morishima, op. cit. p. 244.
Voir également sur ce thème, parmi les dermiers ouvrages publiés, Christian Sautter, les Dents du géant, Olivier Orban, Paris, 1987 et Pierre-Noël Giraud et Michel Godet, Radioscopie du Japon, CPE/Economica, Paris, 1987. Sur l'influence du judo et des autres arts martiaux sur la philosophie de l'entreprise, voir Claude Banhain et Kenji Tokitsu, « La tradition des arts martiaux et la productivité japonaise », Critique, n° 428-429, janvier-février 1983.

(28) Colloque « Vivre au pass et travailler.

(28) Colloque « Vivre au pays et travailler ; 28) Colloque « Vivre au pays et travailler ; 290nais », organisé par la Société des ingénieurs et scientifiques de France (ISF) et les clubs GAGNER, le 29 avril 1986. Le compte rendu est publié dans Les Cahler des clubs GAGNER, n° 7, juin 1986 (117, rue de Rennes, 75006 Paris). 75006 Paris).

(29) François Guirand, « Les hommes font la différence », Politique industrielle, nº 5, automne 1986. ia difference », Politique industrielle, nº 5, automne 1986.

(30) Voir Thienry Gandin, André-Yves Portnoff, Premiers éléments d'un programme national d'innevation, La Documentation française, Paris, 1979. Ce concept a été explicité dans « La révolution de l'intelligence. Rapport sur l'état de la technique », unnéro hors édrie de Sciences et technique », unnéro hors édrie de Sciences et techniques, e 31, novembre 1986.

(31) Michel Poniatowski, les Technologies nouvelles, Ploa, Paris, 1986.

(32) Jean-Pierre Chevènement, le Pari sur l'intelligence, entretiens avec Hervé Hamon et Patrick Rothman, Flammarion, Paris, 1985.

(33) Les Conditions économiques, sociales et culturelles de la modernisation de notre économite, avis adopté par le Conseil économique et social le 24 juin 1987 sur le rapport de M. Robert Lagane.

(34) Philippe Messine, op. cit., p. 88.

(35) Mike Burke, op. cit., p. 184.

# vaste shiches a france

that do more de perphendient the Service sommet . des press agreem de français . le promière à fames de Prietra i institutionenaliseer anne fin el larten sur le pian mendial : me de ex materiale pariet par plus de de numerie ou attirier de laure est par to sements d'un disponett d'un teletropt et a ou kantell contente ter rescondence a prauriant languages en of (al di cas partie bestie de son diffe get to modernite, n'en Particulant of net langue, certains insultants girected sentiment de culpulation and a geforem derent e colomialisant e ... segrange par l'étai central tous à fin gis frazieres de l'He augune. Quant sons propes, la cramte de paraller a maile mbirer dans l'air du trappe bes parretes had dutemps est previotement an an prie caracterise par la frémbule de a de Hamilare du poursuis se suiter de part to manne dans l'espect des hommes esta la in internett des valeurs en lamese. rint : Je a'at patrais temeral à Mange

JEAN-MARC

V ENEREUN der sich instrumen tambini si dinirenti in maia, 🖫 ra vague dans la function tress, 🚂 "Afternamenta par entrere se 🗰 The state of the control of the state of the Committee the control of the committee o time de l'episque l'imprese trons Ca meren in the expense & Times dur votte abgertige på And februle. Constitution of demonstration taspidut des resultats assura-THE RESERVE TO THE SECOND SAME de talen en de la de la constantia de la france Le voulte même de Control of the Carlo State of Million mult ries, pent designation products the sub-Palette primitie et league l'a-Carrett en direct milieux et dans mays Pourant il exprime for שווים יולני חבשים, af chessaire, et il vehicule ma stande à l'épique où l'avenla larellet schiederten se revelle A Texame que Gevient im pérsonne Ene de cultures pares letrem

limable mesure de l'entreprise gent cest bentette gieu' 40 sa but q attivette . c.; c ? Itoese Masten elle y sat familie es L'alime avaist et, au reste. Realierten du grand demein has foresterning so por Section (ALICE of the in the section of the section



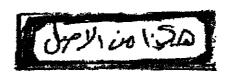
ECOLE NORMALE DE FONTENAY-SA

Personnes, dont 43 ense les recherches en sciences de langue seconde en strat formations initiales en partie

Cal Publications : Cours de la diers du français des anodes the collections L.A.L., Esserie Directrice : Mme Michael

11. avenue Pozzo-Di-Borgo Tel.: 46-02-63-01





de finalité morale présente soaniage non seulement de la travailleurs mais d'aller mais d'aller mais d'aller la valer la nies ders la valeur d'un capers la communauté (entre paris la communaute (eure. patrie). Plus les sontes sont forts, plus les sont susceptibles d'être (34) ». C'est une descriptione en identique en stiquement identique que a Burke propose pour l'une des solon lui, nous nous dirigeou contractuelle ») : la culture rice décologique palliam valeurs de référence, et qui seulement une possibilit sent une esperance. Cene pole d'aspiration, d'intégra nel, pourra aussi reduin molestit de l'environnement et dex espoirs d'une certaine

catacica peut être très fore,
acciété sans valeurs uniidisser à l'instance politique
fraction de « holding» de
fraction de « holding» de
fraction autent de bastion
est de consolidation des aspiciacyens et de réalisation
totisme vécu quotidiennera copendant une absoludens la conception d'une
catacient de l'économie et
catacie vers plus d'ouverure
traile vers plus d'ouverure
matière recherche)
l'actac, plus de réseaux.

L'ai l'on analyse le fone-

de l'entreprise dans une témique où tout interlett, y compris les relett, au sens le plus de pas aussi s'analyser
lette incorporant, parmi
lette sous-ensemble. Mai
lett sous-ensemble. Mai
lett due le système ait lui
lette. Un projet de société
d'soumes politiques on
le courage de prononcer

Transtisme et de 151. Jeas-Marie Le Pen, lu, pariet, que l'on don qualifier, de que par antiphrase, de pasqu'il s'appuie sur de farte : hiérarchie, ferneture de L'appoiet dont l'imparte de la capacité ou de la de de démocrate à lu ca passeure, tout aussi charpent.

BERMARD CASSEN

The Christian de Brie. Avalache
The Christian de Brie. Avalache
The part les providés de la cros. A

Christian féviner vivi.

Christian féviner vivi.

Christian de Julien a L'argent d

Christian point de rupture », le Monte
There point de rupture », le Monte
There 1987.

His to Monde, 18 juin 1927

Horges Archier et Herre SchoolLocal Park

Thill

Merishima, Capitalisms of

Michie Merishima, Capitalisms of

Michie Merishima, Capitalisms of

Michie Merishima, 99, 414

Mariahara, ep. ci. p. 344
Mariahara, ep. ci. p. 345
Mariahara, Christian Sattist for
Obvior Orban, Paris, 1981 of
Obvior of Mariahara, ep. 325
Mariahara, et la reducation parishera, et la reducation pari

Verre au pays et travalles par la Societe des regions de France (185) e la societe des par la Societe des partires de France (185) e la compe des des des la compe de la compe des la compe de la compe del la compe de la

Telegry Grand Animals

Telegry Grand Animals

La Documentation

La Documentation for the comment of the comment is the explaint of lateling that the comment is the comment of the comment of

p. en. eu. p. 184

### Vaste chantier, chiches moyens: la francophonie

impossible d'exprimer ma vision des choses dans une langue qui en exprime me autre. » Et le plus court chemin vers l'universel demeure le spécifique. La francophonie, comme d'autres manifestations de l'irréductibilité du fait linguistique, ne fait désormais plus sourire; elle émerge du ghetto de l'affect pour entrer de plain-pied dans la Realpolitik. Il était effectivement grand temps pour un mouvement parti il y a plus d'un quart de siècle des dirigeants des nouveaux Etats d'Afrique, dont certains duaient même déterminés à le faire avancer sans la France.

A Québec se retrouveront certains des Etats les plus riches aux côtés de certains des plus pauvres de la planète. Ces derniers aspirent certes à pouvoir disposer d'écrits et d'images en français. Mais la communication et l'information scientifique, conditions nécessaires du développement, ne sont pas pour autant suffisantes. C'est pourquoi les participants au sommet seront aussi saisis de propositions en matière d'agriculture et d'énergie. Car, pour que la montée en puissance du concept de francophonie ait un sens, elle doit prendre en compte les besoins prioritaires de ceux de ses membres qui sont la plus démunis.

A cet égard il faut bien reconnaître que, si la liste des propositions que vont examiner les chefs d'Etat et de gouvernement est numériquement impressionnante, leur impact individuel — à l'exception de quelques-unes, telle l'université de la francophonie, TV5 on la création d'une agence internationale franco-



phone d'images — sera forcément limité. On attend encore les grandes initiatives réellement structurantes... Il faudra aussi décider de l'outil de gestion de ces projets. Sur le papier, l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT), qui regroupe précisément les États francophones présents au sommet, devrait pouvoir tenir ce rôle, et les Africains comme les Canadiens poussent dans ce sens.

Et il y a aussi les grands oubliés — peut-être demain les déçus — de Québec : les quelques trois cents mille professeurs de français du monde entier. A ces véritables fantassius de la franco-phonie, n'aurait-il pas été politiquement (et même financièrement) raisonnable de consacrer un projet ? Par exemple, le service gratuit et régulier d'une documentation pédagogique actualisée que, malgré leurs efforts, les bureaux d'action linguistique du ministère français des affaires étrangères ne sont pas, à eux seuls, en mesure d'assurer. Indiscutablement, la francophonie est sur la ligne de départ. Il lui reste à tenir la distance.

Bernard Gassen.

 Pour une explicitation de cette problématique, voir Thierry Gaudin, les Dieux intérieurs, Editions Cohérence, Strasbourg, 1985.

### Une des voies d'accès à l'universalité

JEAN-MARC LÉGER \* ÉNÉREUX dans son inspiration, inédit dans sa conception mais, à ce jour, vague dans la formulation, le projet francophone n'a pas encore su se traduire dans un ensemble puissant, à la mesure des besoins de nos pays et des périls de l'époque. Depuis trois décennies environ, la francophonie a pris l'aspect d'un vaste chantier où l'activité fébrile, foisonnante et désor-donnée a produit des résultats assurément non négligeables mais sans commune mesure avec le dessein initial et l'effort consenti. Le vocable même de «francophopie», utilisé ad nauseam, grevé d'équivoques multiples, peut sembler aujourd'hui galvaudé. De surcroit, sa fortune prompte et frague l'a rendu suspect en divers milieux et dans certains pays. Pourtant, il exprime fondamentalement une idée neuve, un

U début du mois de septembre aura lieu à Québec le

denxième sommet « des pays ayant en commun l'usage

du français », le premier s'étant tenu à Paris en février

1986. Il visera à institutionnaliser une force décidée à ne plus céder de terrain sur le plan mondial : une quarantaine d'Etats,

une langue maternelle pariée par plus de cent millions de locuteurs, comprise ou utilisée de surcroît par autant d'autres. Tels

sont les éléments d'un dispositif d'auto-affirmation, s'il veut

La francophonie a pourtant longtemps eu mauvaise presse en

comptes avec leur langue, certains intellectuels ayant longtemps été habités par un sentiment de culpabilité en raison du volontarisme — d'aucuns diront « colonialisme » — linguistique, histori-

ment pratiqué par l'État central tant à l'intérieur qu'à l'exté-

rieur des frontières de l'Hexagone. Quant aux fonctionnaires et

aux politiques, la crainte de paraître « auti-américains » et de

Or cet air du temps est précisément en train de changer. Dans

un monde caractérisé par la frénésie de « communication », et

où le territoire du pouvoir se situe de plus en plus dans la place qu'on occupe dans l'esprit des hommes (1), la différence, la spécificité deviennent des valeurs en hausse. C'est Federico Fellini

qui disait : « Je n'ai jamais tourné à Hollywood car il me serait

France. C'est qu'une bonne partie de ses élites, surtout celles qui

se piquent de modernité, n'en finissaient pas d'apurer leurs

bien se percevoir et s'organiser comme tel.

ne pas baigner dans l'air du temps les paralysait.

menacées.

La véritable mesure de l'entreprise francophone, c'est peut-être bien, en effet, sa part d'universel : elle y trouve sa justification, elle y est fondée en nécessité. L'ultime avatar et, au reste, la vraie signification du grand dessein

objectif nécessaire, et il véhicule un

dessein accordé à l'époque où l'inven-

tion de nouvelles solidarités so révèle

aussi pressante que devient impérieuse

la défense de cultures pareillement

Actuellement hant fonctionnaire au gouvernement du Québec, l'auteur a été le prémier secrétaire général de l'ACCT et le premier secrétaire général de l'AUPELF. senghorien, n'est-ce point justement de proposer une communauté fondée sur des valeurs culturelles et sur une langue partagée, et d'annoncer par là une ère nouvelle des relations internationales? Placée et accomplie dans sa vraie perspective, la francophonie assure la synthèse de la tradition et de l'innovation, sait réconcilier le prospectif et le rétrospectif, tout comme elle propose, at assure le dialogue des cultures. Encore importe-t-il, si le projet doit non seulement conserver mais incarner son pouvoir mobilisateur, d'authentifier le discours dans l'agir : c'est dire que le sentiment de l'urgence et la volonté politique doivent être au

Le monde francophone a la chance de réunir des pays qui témoignent de toutes les aires culturelles, de toutes les civilisations et qui illustrent les démarches historiques les plus diverses, tout comme les degrés les plus variés de développement. Certes, d'autres regroupements de pays peuvent légitimement invoquer une pareille caractéristique. On pensera naturellement au Commonwealth, mais celui-ci n'est pas fondé d'abord sur l'usage d'une langue

commune, et il résulte essentiellement de la transformation, progressive et habile, de l'Empire britannique.

Il serait vain, et peut-être à la limite néfaste, de s'acharner à bâtir la communauté francophone si elle ne devait être qu'une organisation internationale parmi d'autres, empruntant le même itinéraire, se bornant à mener des actions classiques de coopération. La francophonie n'aura de sens et de justification qu'exemplaire dans son inspiration, dans son esprit, dans ses accomplissements. Cela suppose aussi et par-dessus tout la participation active de l'opinion publique, qui doit se sentir partie prenante dans cette grande entreprise.

La mutation fondamentale et le grand ébranlement que, avec tous les peuples, nous connaissons depuis une vingtaine d'amées, et qui sont loin d'avoir produit tous leurs effets, posent en termes dramatiques le problème de la préservation des identités et du salut des cultures. Et, s'ils partagent avec les autres les chances et les périls d'aujourd'hui, les pays francophones sont plus vulnérables à ceux-ci et

Lire pages suivantes

PAGE 18. — D'abord les moyens d'une vrais solidarité, par Philippe de Saint Robert.

PAGE 19. — Des atouts pour une édition sans frontières, par Hugues de

PAGES 20 et 21. — Audiovisuel, l'urgence d'un redressement, par Dominique Gallet.

PAGE 22. — La nécessaire « industrialisation » de la langue française, par Jacques Rossellin. devraient être plus sensibles à celles-là, plus aptes à les saisir et à les exploiter. Ce qui est en cause, blen au-delà de l'aménagement des rapports et de la coopération entre les pays de langue française, bien au-delà de la recherche de structures opérationnelles pour assurer cette coopération, c'est l'avenir de la langue française mais, en même temps, l'avenir des autres langues comme expression de cultures particulières et comme instrument de progrès.

De ce point de vue, la langue francaise apparaît comme un témoin, un révélateur et éventuellement un recours. Selon qu'elle restera ou non une langue de grande diffusion, apte à rendre compte de toutes les formes d'évolution de notre époque, selon qu'elle saura par sa vitalité et par sa créativité s'imposer comme lieu de rencontre et véhicule de progrès, le vingt gne de l'universei ou sous le signe de l'uniformité. Tel est le véritable débat, le débat fondamental, ce qui fait que le devenir de l'entreprise francophone concerne non seulement les peuples qui s'y retrouvent mais tous les autres comme tontes les cultures.

Réussir la communauté francophone, ce sera donner une chance de plus à l'universel, ce sera peut-être favoriser l'affirmation d'un nouvel humanisme. La question concerne, évidemment, toutes les langues et toutes les cultures, mais il se trouve que la langue française est aujourd'hui la mieux placée pour opposer un refus qui est aussi une affirmation et qui doit être une espérance. Mais elle ne peut le faire qu'en témoignant pour toutes les autres : il appartient à l'ensemble francophone d'assumer tous les risques inhérents à l'entreprise et de lutter pour toutes les patries menacées. Et, si ce combat ne devait pas ou ne pouvait pas être mené, alors on peut craindre le glissement de toutes les cultures vers un inexorable déclin.

Bien au-delà et bien plus que l'exigence de leur intérêt propre, c'est une obligation envers le monde contemporain qui presse les pays de langue française d'aménager un espace de créativité et de liberté où seraient assurés le salut et l'essor de leurs identités propres et des cultures qui en sont le garant et l'expression.

Mais, pour utile que puisse être

pareille réalisation, le véritable pari est d'un autre ordre, singulièrement plus redoutable mais combien plus exaltant. naître, identifier et que peut seule assumer la communauté francophone d'être un exemple et un recours pour l'ensemble des langues et des cultures du monde, de son aptitude à définir un modèle de société internationale où la vitalité nouvelle d'un pluriel foisonnant fasse échec à la domestication des âmes et des esprits qu'annonce l'hégémonie insidieuse d'un seul modèle socioculturel. Bien loin de correspondre à une vision conservatrice, d'exprimer un reoli frileux sur soi, une sorte de défense crispée et presque hargneuse d'une langue et d'une culture menacées, la francophonie représente le pari d'une grande aventure qui épouse les inquiétudes multiples et les espérances confuses de notre temps.



### ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE DE FONTENAY-SAINT-CLOUD

- 58 personnes, dont 43 enseignants-chercheurs
- des recherches en sciences du langage et en didactique du français langue seconde ou étrangère;
- des formations initiales ou continuées d'enseignants français et étrangers, en particulier stage annuel et stage d'été:
- des publications : Cours de langue (Archipel I, II et III),
   Cahiers du français des années 80, Bulletin bibliographique, collections L.A.L., Essais, O.P.A.L.

Directrice: M= Michèle GARABEDIAN
11, avenue Pozzo-Di-Borgo, 92211 ST-CLOUD
Tél.: 46-02-63-01 / 46-02-67-88

### LA MISSION LAÏQUE FRANÇAISE "EXPORTE L'ÉCOLE"

La Mission Laïque Française, association reconnue d'utilité publique en 1907, diffuse la langue et la culture françaises à travers l'enseignement à l'étranger. Elle édite "DIALOGUES," revue de l'enseignement français à l'étranger.

Au service des sociétés exportatrices

Une soixantaine d'"écoles d'entreprise" sont installées dans trente-six pays. Ce sont des écoles à durée variable, liées à l'implantation des chantiers à l'étranger et reconnues par le ministère de l'éducation nationale.

Au service du français à l'étranger

Par ailleurs, des écoles permanentes, aux statuts divers, scolarisent des ressortissants français et nationaux. Elles sont gérées par la Mission Laïque ou se rattachent à son réseau en faisant appel, selon leurs besoins, à son ingénierie pédagogique.

Exporter l'école : l'ingénierie pédagogique L'ingénierie pédagogique proposée par la Mission Laïque prend la forme d'assistances diverses et notamment :

 recrutement, suivi de carrière, stages de formation des enseignants;
 documentation, liaison avec le centre national d'enseignement par correspondance;
 suivi pédagogique et administratif;
 orientation scolaire et professionnelle, réinsertion des élèves lors du retour en France.

La Mission Laïque Française dispose d'un Institut International d'Enseignement Supérieur et de Formation à Draveil (Essonne) qui est en mesure d'organiser, sur demande, des stages pour étudiants et cadres étrangers, des séjours linguistiques, des séminaires et toutes autres opérations de formation.

La Mission Laïque représente ses établissements auprès du conseil supérieur des Français de l'étranger, du conseil de l'enseignement à l'étranger, de la commission des bourses et d'autres instances officielles. Elle maintient des liens étroits avec les ministères concernés.





### D'abord, les moyens d'une vraie solidarité

PHILIPPE DE SAINT ROBERT \* A francophonie n'est pas, ne saurait être - en dépit de quelques affirmations ministérielles malheureuses. - un prolongement de l'identité nationale, ou même seulement culturelle, de la France. Cette sottise n'est qu'un rêve mesquin inspiré par quelques anciens administrateurs de la France d'outre-mer reconvertis dans la politique ou la diplomatie : on ne

connaît que trop ceux qui, depuis vingt ans, insinuant leurs calculs et leurs intérêts dans le sillage du grand souffle gaulliste, ont voulu faire d'une idée généreuse mais fragile leur fonds de commerce politique, au risque de la

Fort houreusement y cut-il, des 1960, à l'appel d'hommes comme Bourguiba, Hamani Diori, Senghor, Sihanouk, plus tard René Lévesque, une réelle et pressante demande dans le monde afin que les pays, les peuples, les communautés parfois isolées qui, tous, avaient en commun l'usage, à des degrés parfois forts divers, de la langue française se constituent en une sorte de communauté que l'ancien président du Sénégal voulait même voir devenir organique. La France, apparemment surprise qu'une fraction du monde attende encore quelque chose d'elle, se voyait obligée d'y répondre.

Deux hommes eurent une action déterminante, même s'ils furent neu suivis par les leurs. Georges Pompidou d'abord, qui, à partir de 1966, sut prendre quelques décisions politiques importantes afin de doter la France d'organismes et de textes réglementaires, puis législatifs, renouant avec

 Membro du Haut Conseil de la francophonie, auteur de Lettre ouverte à cette qui en perdent leur français, Albin Michel, Paris,

R

E

E

N

0

N

T

S

une très ancienne tradition qui remonte à la Renaissance et qui autorisait un interventionnisme discret de l'Etat afin qu'il puisse déterminer et conduire une politique linguistique pour le moins incitative. M. François Mitterrand ensuite, à qui il revint de refondre et de renforcer ces institutions et qui, à la faveur d'un apaisement des querelles intercanadiennes, eut le bonheur d'être l'homme d'Etat qui put réunir la pre-mière grande conférence des chefs d'Etat et de gouvernement des pays ayant en commun l'usage du français, en février 1986. Trois jours durant, les participants à cette première confé-rence francophone (c'est cette appellation que la commodité fait prévaloir), s'ils ont certes examiné quelques questions internationales dont la plupart sont aussi bien débattues ailleurs, ont principalement ouvert un dialogue sur les conditions dans lesquelles la langue française, qui demeure la deuxième langue de communication internationale après l'anglo-américain, peut donner accès à l'universalité contemporaine, c'est-à-dire à tous les domaines de la culture, notamment aux sciences et aux techniques.

C'est dans cet esprit qu'en 1972 Georges Pompidou créa les fameuses commissions de terminologie, dont la mission est « d'établir, pour un secteur déterminé, un inventaire des lacunes du vocabulaire français en tenant compte des besoins manifestés par les usagers ; de recueillir, de proposer et de réviser les termes nécessaires pour désigner les réalités nouvelles ; de contribuer à la collecte et à l'harmonisation des données terminologiques en tirant profit des richesses du français parlé hors de France».

Ce choix d'une véritable politique terminologique n'a cessé de se heurter à deux oppositions larvées et contradictoires. Celle des «puristes», dont l'allergie aux néologismes n'a cessé depuis un siècle de favoriser un excès

S

N

É

A

d'emprunts lexicaux et de répandre par là même ce sentiment absurde d'après lequel la langue française serait incapable, par vieillissement, de créer les mots nouveaux dont elle a besoin. Celle des « laxistes », relayés par la plupart des linguistes contemporains, qui consi-dèrent que l'évolution d'une langue se fait toute seule, qu'elle est par définition naturelle, et qu'en quelque sorte la mort fait partie de la vie. Ici, la paresse d'esprit a tôt fait d'ériger le métissage des langues en idéologie libertaire aux dépens du droit des gens (et des peu-ples) à se comprendre et à se faire comprendre. Mais nous savons que le moindre règlement, dans le domaine des relations internationales, est aujourd'hui assimilé, par ceux dont il ne ou limite l'expansion, à du protec-

Nous voyons nombre de peuples utiliser le français conjointement à leur langue maternelle, et pour certains le revendiquer même comme « langue du non-alignement ». Sur quoi repose ce

choix ? Sur quoi reposera-t-il demain ? Et la France - unique pays dont le français soit la langue maternelle majoritairement parlée - peut-elle et veutelle répondre à cette sollicitation pleine d'exigences que lui adresse le monde extérieur? C'est à ces questions, bien posées à Paris en février 1986, que la conférence de Québec doit répondre en septembre 1987. L'espèce francophone est rare et fragile. Il est douteux qu'elle puisse sérieusement constituer un espace économique, sauf à le vouloir vraiment dans des domaines bien spécifigues comme ceux des produits culturels ou des industries de la langue. Politiquement, elle peut certes constituer un modèle dans l'introuvable dialogue Nord-Sud, mais le déséquilibre entre pays industrialisés et pays en dévelopement y reproduit ce qu'il est déjà à l'échelle du monde. Reste à réussir la gageure de maintenir et de faire vivre une langue à l'usage de plusieurs cultures, qui sont inégales.

des efforts méritoires du président du comité du suivi, les résolutions et les recommandations de sévrier 1986 ont été paralysées par une administration d'autant plus étrangère à de tels impératifs qu'aucune impulsion politique ne lui en fait prendre conscience. D'une manière générale, le traitement de ce dossier s'illustre comme suit : l'administration française ne sort de sa torpeur que lorsque l'activisme canadien se manifeste dans un domaine précis, et c'est alors pour se plaindre que d'autres prétendent faire ce qu'elle néglige d'entreprendre.

Les institutions créées par Georges compidou, ainsi que les mesures législatives prises par lui, apparaissent menacées aujourd'hui alors que le président de la République, en 1984, avait tenté de leur redonner un peu de lustre et de moyens, sans être, il est vrai, beaucoup suivi en cette voic par ses deux premiers gouvernements successifs. Quant aux quatorze mesures pro-metteuses, mais arrêtées tardivement en 1981 à la fin du septennat précédent, elles furent, elles aussi, en leur temps, immolées sur l'autel du changement politique qui justifie toujours des remises en question dont on voit mal les motivations et le dessein puisque personne ne parvient à comprendre en quoi, tant en matière de langue francaise que de francophonie, une politique dite de droite et une politique dite de gauche se pourraient distinguer ou reconnaître. Plus que partout allieurs, en ce domaine, la continuité de l'Etat et de son action devrait être le souci majeur des pouvoirs qui se succèdent et n'hésitent pas, en bien d'autres matières, à se ressembler. A moins qu'ils ne choisissent, pour feindre de se distinguer, les domaines dont l'impor-tance leur échappe ?

.A FRANCOPHONIE

#### Aliénation et libération

E rôle politique d'une langue L comme moyen de prolonger un colonialisme passé ou de soutenir une hégémonie très actuelle ne peut que susciter polémiques et contestations. A l'intérieur d'une francophonie composite, le français comme affirmation vitale d'une identité n'est revendiqué que par quelques pays ou commu-nautés, en fonction de leur histoire; pour à peu près tous les autres, il s'agit d'une pratique et d'une solidarité qui demandent des raisons et des moyens pour s'affirmer.

En mai 1980, lors du sommet francoafricain tenu à Nice, et alors que le président algérien venait de dire publiquement « non à la francophonie en tant qu'expression du colonialisme économique et culturel », le président Senghor, au nom du Sénégal, nous invitait à bâtir « une communauté organique pour le développement des échanges culturels », tout en marquant bien notre dilemme : « A la fois. disait-il, langue de l'alténation [pour certains peuples) et langue de libéra-tion de nombreux peuples, le français dans la diffusion des cultures du tiersmonde, dans les rapports nouvéaux entre cultures nationales et développement endogène, entre développement socioculturel et développement écono-mique. » La francophonie peut-elle être à la fois un élément interactif qui nous permette de relancer et de spéci-fier le dialogue Nord-Sud, et, pour la vieille nation européenne qu'est la France, un moyen de résister, en quel-

que sorte au nom de l'Europe tout entière, voire de la latinité dans son ensemble plus large (où l'hispanidad aura son mot à dire), au caractère autoritaire, et apprauvissant pour ellemême et pour les autres, d'une hégémonie constamment relayée par la prétention de l'anglo-américain à devenir la seule langue de communication internationale?

Dans le domaine fondamental de la terminologie où elle avait déjà tant de retard, la France arrive les mains vides à la conférence de Québec. Dans bien d'autres domaines aussi, car, en dépit

### Les bureaux d'action linguistique

ES bureaux d'action linguistique (BAL) sont les principales structures de coopération en matière linguistique dont disposent les ambassades françaises à l'étranger. Au nombre de cent cinquante environ, les BAL sont animés per des fonctionnaires spécialisés dans l'enseignement et dans la promotion du français. Ils coopèrent avec les systèmes éducatifs nationaux tant pour la formation initiale ou continue des enseignants que pour les recherches universitaires de pointe dans le domaine de la linguistique, de la terminologie ou de la traduction, en passant par l'assistance pédagogique aux ministères locaux de

Paralièlement à ces actions, les BAL mettent en œuvre depuis quelques années des opérations de promotion du français qui, à partir des enfants acolarisés, s'efforcent d'atteindre le grand public en vue d'enrichir l'image de la France et du français. C'est ainsi que, depuis trois ans, et en collaboration avec les associations nationales de professeurs de français, une opération intitulée « L'air du temps » s'est développés dans seize pays d'Amérique latine sfin de démontrer, dans les domaines de la chanson et du cinéma, ainsi que des sciences et techniques, les atouts du monde francophone.

### IV FESTIVAL INTERNATIONAL **DES FRANCOPHONIES**

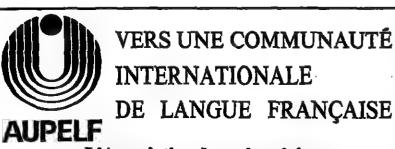
#### Haute-Vienne - Limoges - Limousin 3-16 OCTOBRE 1987

BURKINA - FASO - CANADA - QUÉBEC - BELGIQUE - CONGO FRANCE - GUADELOUPE (DOM) - SUISSE - TOGO

S. CAVE - P. DEBAUCHE - R.-D. DUBOIS - M. GAR-NEAU - G. GARRAN J.-P. GUINGANE - Y. HUNSTAD -E. JEANMONOD - R. LEPAGE - L. MAC CRACKEN -M. PAGES - M. ROSTAIN - S. SCHWARZ-BART - SONY LABOU TANSY - TCHICAYA U'TAMSI - S.-A. ZINSOU.

8, place des Carmes, 87000 LIMOGES 15, rue du Faubourg-Montmartre, 75009 PARIS Tél.: (16.55) 34-20-20/(1) 47-70-18-17

EXPOSITIONS



L'Association des universités partiellement ou entièrement de langue française **AUPELF** 

au service de la coopération universitaire depuis 25 ans, organise en réseaux, l'espace scientifique, culturel et technologique de langue française.

Réseau mondial de 180 établissements d'enseignement supérieur dans 31 pays et de 400 départements d'études françaises des universités non francophones,

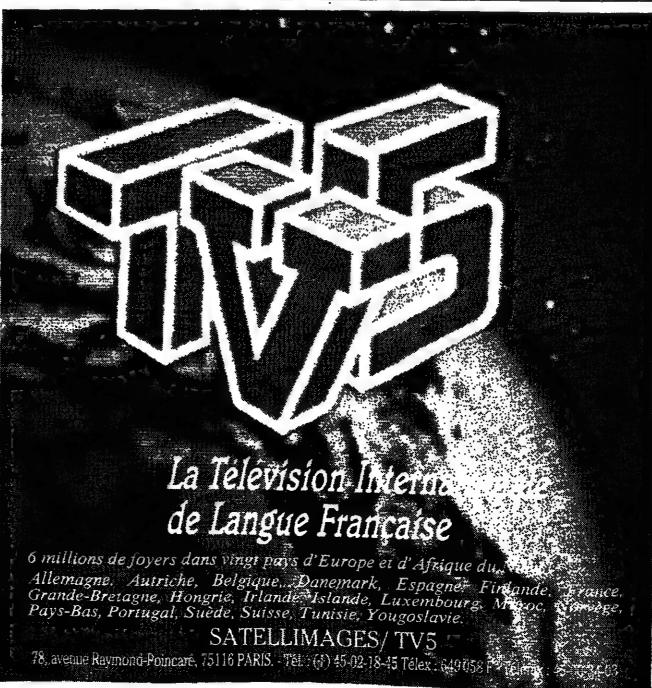
c'est, dans les domaines de pointe de la recherche appliquée, la création de réseaux de chercheurs et de laboratoires perfor-

c'est la mobilisation de toutes les ressources (bourses, stages, ren-contres internationales, équipement, édition, banques de don-nées) pour la formation d'étudiants et de chercheurs.

Sa stratégie pour l'avenir est la création d'une Université sans murs, l'Université des réseaux d'expression française (UPELF) qu'elle propose comme projet au Sommet de Québec.

Secrétariat général : Université de Montréal, C.P. 6128, Montréal, Canada H3C 3J7.

Bureaux régionaux : Afrique, Amérique, Caraïbes, Europe Bureau Européen: 192, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris.



Des atouts

DE KEMPET

LORS & STATUTE Malon de Con the Part of mark discussion of discussion, The Course in The state of the s the definite The second secon The state of the s The second secon

THE RESERVE the statement of the plants THE PARTY OF THE P The second section of the last min areas to a set diff them

ign a from the Syndron THE PROPERTY. min armentant ce 1985. THE STATE OF THE SECOND THE STATE OF THE SAME SAME AND THE STATE OF T ter i Magren bir depat de mi The second of the second of

political management of the second Tip root a Larert die Sud. BOOK TO UT TO THE ME GROWN green ber ge der regenteter le is a comme to Boy out of the 100 日は 2 March 1 · 五本等】

tre en apertare rese d'Alem Jen trate an 417 4 1948. Burg auf au Citra i fin verd perti 🌬 THE DATE OF A CONTRACTOR OF THE PARTY OF THE geretun sex az elemberes 🐠 Empiriman et l'est à l'il 出研究中的大大大线 **Master** transition of the proper statement The State of the Total (SAA) and The Committee of the Com

conseil internation

Tables as follows in the Tables and

Jack to the section of the

DICTIONNAIRE DES INDUSTRIES 3505C 36legiors noes on los increas

Association privée internation monolingues ou multille

①35 dictionnaires \*person

(1) des manuels de formation et construction, post

(3) des contes de la trait

(1) des publications lingui

comment / en adhérant au CILI

### lidarité

afforts méritoires du président de suivi, les résolutions et le suivi de le résolutions et le suivi de le suivi de le suivi de le suivi paralysées par une administration de le suivi president plus étrangère à de tels unité qui aucune impulsion politique et fait prendre conscience. De la suivi président le traillement de le suivi président française ne sort de suivi que lorsque l'activisme cante de la suivi que lorsque l'activisme cante de la suivi que lorsque l'activisme cante de la suivi président faire ce qu'elle négle le suivi président faire ce qu'elle négle le suivi président le suivi le suivi président le suivi le suivi président le suivi le su

Les institutions créées par Ceores de les mesures les mesures les prises par lui, apparaise accées anjourd'hui alors man le le créées anjourd'hui alors man le créées par Ceores anjourd'hui alors mes le créées anjour conces prises par iui, apparaise conces anjourd'hui alors que k k k leur redonner un peu de han sans être, il de moyens, sans etre, il es n se moyens, sans cure, u en ma premiers gouvernements sun premiers gouvernements sun premiers aux quatorze mesure premierses, mais arrêtees tardina de septembre en de septembr 1961 2 la fin du septennal più elles furent, elles dussi en le politique qui justifie loujour le positions et le desein pusque le ne parvient à comprendre le langue fa de de francophonie, une po eque de francophonie, une poissante de droite et une politique a manche se pourraient distingur a commantre. Plus que partou alles ce domaine, la continuité de l'in certion devrau être la continuité de l'inches son action devrait eine le se sion des pouvoirs qui se succèdent content pas, en bien d'aute se choisissent, pour feindre de integrer, les domaines dont l'imp

### inguistique

principales structures de potent les ambassades fraquante environ les BAL son maignement et dans la pronecatifs nationaux tant poir le pour les recherches univerde la terminologie ou de la mais ministères locaux de peants moyens bourse.

decirre decirre quelque de partir des entrants sobde partir des entrants sobde conschir i intrage de la Francilar collaboration avec les asside collaboration intitulee et la relaboration intitulee et la relaboration after de demontre.

### **DEUX CENTS MILLIONS DE LECTEURS**

### Des atouts pour une édition sans frontières

HUGUES **DE KERRET** ORS du dernier Salon du livre qui s'est tenu à Paris, en mars 1987, les nombreux écrivains francophones ont eu l'occasion de discuter. entre eux ou en public, de questions les concernant directement et dont ils n'ont pas souvent l'occasion de débattre collectivement : faut-il être publié en France pour être lu ? Quels sont les lecteurs concernés par la littérature d'expression française? Comment diffuser plus largement les travaux scientifiques des chercheurs francophones de toutes disciplines ? Quant aux éditeurs, ils se sont retrouvés devant les traditionnels problèmes non résolus : absence quasi totale de coéditions dans le secteur francophone, difficultés de la distribution, obstacles à la diffusion

hors de leur pays.

D'après les chiffres du Syndicat national de l'édition (SNE), les pays francophones représentaient, en 1985, pour la France, 75 % du marché de l'édition à l'exportation, dont 50,9 % vers les pays industrialisés, 10,6 % vers l'Afrique noire et l'océan Indien, et 7,7 % vers le Maghreb. En dépit de sa francophilie, l'Amérique latine constituait seulement 1,7 % de ce marché; les Etats-Unis, malgré leur taille, 4,9 %, les pays d'Europe du Sud,

Mais c'est l'évolution qui se dessine entre 1984 et 1985 qui doit inquiéter le plus. Si les marchés de Belgique et du Luxembourg (+ 14 %), du Canada (+ 18,6 %) et de la Suisse (+ 8,6 %) sont en progrès, la part des pays d'Afrique noire chute de 14,3 % à 10,6 %. C'est ainsi que la Côte-d'Ivoire perd la première place des acheteurs de livres français (avec moins 36,7 %) et que la Guinée réduit ses acquisitions de 58 millions de francs en 1984 à 1,2 million en 1985. Quant aux pays du Maghreb, ou constate la même baisse (moins 10,1 % en 1983, moins 9,8 % en 1984, moins 7,7 % en 1985). Là, c'est l'Algérie. avec moins 26,9 % (passant de 130 à 102 millions de francs), et la Tunisie, moins 13 %, qui se forment.

Effet de la crise, contrecoup des difficultés financières de certains pays au bord de la cessation de paiement? Sans doute. Mais ces restrictions entraînent un amoindrissement du potentiel culturel : combien d'ouvrages scientifiques et techniques nécessaires au développement de ces pays n'auront pas été achetés en 1985, et probablement en 1986? Sur ce point, il est difficile d'évaluer le dommage, car il se fera sentir sur plusieurs années. Les indications recueillies auprès des éditeurs des pays industrialisés francophones confirment ces tendances: ils n'ont pas pris les parts de marché perdues par la France.

Certains des obstacles à la diffusion et à la distribution du livre, connus depuis longtemps (1), sont particulièrement lourds de conséquences pour les pays en voie de développement : le montant des droits de douane appliqués de façon forfaitaire reste très élevé; les disfuseurs n'acceptent pas toujours les retours des ouvrages de leurs clients libraires ou dépôts étrangers ; les tarifs d'expédition par avion ou par bateau ne bénéficient d'aucune réduction en ce qui concerne le livre, ceux s'appliquant aux périodiques étant, de toute manière, déjà largement dissuasifs, Pendant ce temps, des dizaines de milliers d'ouvrages récemment publiés, mais invendus, sont de plus en plus rapidement envoyés au pilon par les éditeurs, au lieu de passer par des dépôts où des volontaires pourraient les choisir, les rassembler et les faire par-venir à ceux qui en auraient besoin (2).

L'édition francophone, largement dominée par les pays industrialisés, connaît des difficultés de structure plus que de marché; le potentiel de lecteurs reste immense: presque 200 millions. Au Québec, une édition vivante et dynamique (on compte environ trois cents éditeurs) est fragile dans sa dif-

fusion; les diffuseurs sont anglophones et liés aux États-Unis pour la plupart; les centrales d'achat des universités favorisent le livre en anglais, conformément aux habitudes prises par les universitaires eux-mêmes depuis de longues années. Il suffit de parcourir les rayons des librairies parisiennes pour constater l'absence quasi généralisée de livres édités au Québec ou en Belgique (alors que beaucoup d'ouvrages français sont imprimés dans ce dernier pays pour des raisons de coût). Seule l'édition suisse a un rayonnement certain dans l'ensemble des pays francophones, la qualité de Skira, de La Baconnière, de L'Age d'homme et d'autres éditeurs l'expliquant aisément. Quant à l'édition française, présente un peu partout, ses résultats sont parfois surprenants ou inattendus : par exemple, les Editions du Mont-d'Or, qui, à Montréal, représentent les éditions du Seuil et les éditions de Minuit, vendent

beaucoup mieux les traductions en français des best-sellers américains (Michener, Marilyn French ou Updike) que les auteurs français. En révanche, la popularité en France de l'Acadienne Antonine Maillet démontre que la littérature francophone existe bien aux yeux du lectorat, le passage sur le plateau d'« Apostrophes » n'étant pas le moindre facteur de son succès.

L'édition francophone existe-t-elle vraiment? Oui, si l'on considère les centaines d'éditeurs de langue française en France, en Belgique, en Suisse, au Québec. Oui, si l'on tient compte de l'enthousiasme avec lequel des maisons installées à Paris, comme Hatier, L'Harmattan, Karthala, Silex, Présence africaine, accueillent et diffusent des écrivains africains de langue française, donnant ainsi la possibilité d'être lus à de nombreux jeunes auteurs qui ne peuvent pas être édités chez eux. Oui, si l'on tient compte de l'accueil que réservent des maisons comme Le Seuil (et il faut saluer ici un effort particulier de renouvellement et de découverte, notamment du côté du Maghreb) aux auteurs francophones. Mais elle n'existera pas vraiment tant que les structures de diffusion et de distribution ne seront pas implantées pour permettre au lecteur français de se procurer facilement un livre édité au Québec ou en Belgique, tant que des systèmes de coédition ne seront pas mis en place, permettant à des éditeurs du Sud de traiter sur un pied d'égalité avec des éditeurs du Nord, et d'entrer sur le marché mondial.

Voir à cet égard le rapport du Haut.
 Conseil de la francophonie, l'Edition et la diffusion des travaux scientifiques en langue française sur l'Afrique, la Documentation française, Paris, 1985.

(2) Piusicura opérations de ce genre ont déjà été montées, notamment au profit de la Guinée et de l'Alliance française de Jérusalem. Le secrétariat d'Etat à la francophonie a lancé la campagne « Ici on livra » dans le même esprit. Quant à la Maison de l'Amérique latine (217, bd Saint-Germain, 75007 Paris), elle ambitionne de recueillir 100 000 livres pour les Alliances françaises du Brésil. L'association ADIFLOR, présidée par M. Xavier Deniau, intervient aussi très activement dans ce type d'actions (103, rus de Lille, 75007 Paris).

### Un réseau unique : les Alliances

A France set peu portée aux institutions souples accomplissant une mission de service public — et recevant un appui gouvernemental à cet effet - tout en préservant jalousement leur indépendance. Une exception notable : les Alliances françaises, créées en 1883. Il y a en vérité une raison à cala : dans chacun des pays où ils sont implantés, cas établissements, voués à la diffusion da le langue et de la culture françaises, sont des associations nationales de droit local, donc mexicaines au Mexique, grecques en Grèce, etc. On comptait, en 1986, mille deux cents comités d'Alliance, composés exclusivement de nationaux et seuls « patrons » légaux, dans cent quatre Etats ; trois cent mille étudiants ; cinq cents professeurs détachés de France, et plusieurs milliers recrutés localement. Si l'immanse majorité des cours est donc assurée par des professeurs non français, la direction des grandes et moyennes Alliances revient à un enseignant détaché, ce qui permet à l'Institution de disposer, sur le plan mondial, d'un corps de personnel qui peut accompilr une partie de sa carrière en passant d'un poste è un autre, en transitant parfois par le service culturei d'une ambassade de France.

Il existe un « esprit Alliance » très fort chez ces enseignants profondément attachés à leur institution. C'est qu'on attend beaucoup d'eux : Interlocuteurs des autorités locales, civiles, universitaires, religieuses, voire militaires, ils se doivent aussi d'équilibrer le budget de leur établissement par les droits d'inscription aux cours, les activités culturelies, les produits financiers de fêtes ou concours, les dons, etc. Le « bon » directeur d'Alliance est certes un enseignant croyent à son métier mais aussi un animateur culturel, un chef d'entreprise et, à l'occasion, un diplomate... Tout sauf un fonctionnaire traditionnel, arc-bouté sur ses horaires statutaires de travail.

Sous l'impulsion de M. Philippe Graffet, élu secrétaire général en 1978, un vigoureux effort de rénovation a été entrepris, mettant en particulier l'accent sur le dialogue interculturel, les Alliances devant être autant des seux d'échanges avec la culture du pays hôte que des foyers de diffusion du français.

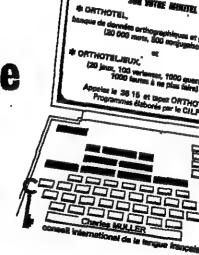
il a fellu longtemps aux administrations françaises pour comprendre à quel point les Alliances constituaient un réseau de promotion unique au monde. Dès le début de son septennat, M. François Mitterrand allait sensiblement augmenter les moyens de fonctionnement du secrétariat général à Paris. Cependant M. René Monory, ministre de l'éducation nationale, a décidé, à partir du 1er septembre 1987, de substituer aux mises à disposition des enseignants détachés (c'est-à-dire au paiement de leurs salaires per l'État) le versement à l'Alliance d'une subvention permettant d'assurer leur rémunération. En soi, rien d'inquiétant... asuf que cette dotation devra être renégociée année après année et qu'il est tentant, surtout en période d'austérité budgétaire, de diminuer le montant d'une subvention.

conseil international de la langue française • 103, rue de Lille - 75007 Paris • tel:47.05.07.93



### gérer les ressources linguistiques de la francophonie

benque des mots au bénéfice du développement



Association privée internationale groupant des représentants élus et des adhérents de 25 pays d'expression française, monolingues ou multilingues, le Conseil international de la langue française publie quatre collections d'ouvrages :

- 35 dictionnaires spécialisés pour dénommer en français toutes les réalités du monde moderne
- des manuels de formation et des ouvrages scientifiques en agronomie tropicale, mécanique, architecture et construction, pour la formation dans les pays du Tiers Monde.
- (3) des contes de la tradition orale monolingues ou bilingues pour le dialogue des langues et des cultures.
- des publications linguistiques. Le CILF agit également par ses banques de données :

a) sur l'orthographe 36 15 ORTHOTELb) sur la terminologie industrielle 36 15 MITRAD

comment participer?

en adhérant au CILF: cotisation annuelle de 175 FF (déductibilité fiscale). Service de LA BANQUE DES MOTS.



### **Audiovisuel:**

DOMINIQUE **GALLET \*** 

'AUDIOVISUEL est un des domaines où se joue l'avenir des identités nationales et des grandes langues de communication. Or ce domaine est désormais pratiquement monopolisé par l'industrie cinématographique et télévisuelle américaine. Sents quelques pays, notamment l'URSS, l'Inde et la Chine, échappent pour une grande part à ce mouvement d'uniformisation planetaire

Devant ce raz de marée, les francophones montrent une certaine capacité de résistance. La Belgique, la Suisse et le Québec maintiennent une produc-tion de qualité dont le succès international du Déclin de l'empire américain du Québécois Denys Arcand a récemment porté témoignage (I). Quant au cinéma de l'Afrique noire francophone, malgré des conditions de production et de distribution très aléatoires, il obtient des consécrations internationales sans pour autant remettre en cause ses thèmes fondateurs, à preuve Yelen, du Malien Souleymane Cissé, primé lors du dernier Festival de Cannes (2).

L'industrie cinématographique francaise, pour sa part, garde son troisième rang mondial après l'Inde et les Etats-Unis. Alors que la production italienne a fortement décliné - le pays de Cinecitta n'est pius aujourd'hui qu'un vaste circuit de distribution des productions américaines, - la France reste le pôle européen du cinéma mais un pôle fragile, puisqu'il repose essentiellement sur l'activité d'une seule société, la Gaumont. Dans de nombreux pays d'Europe occidentale, le cinéma français détient une part de marché le situant en troisième place derrière le cinéma américain et le cinéma national et même, dans quelques cas, en deuxième position.

pays d'Europe de l'Ouest dont le cinéma national avait réussi à conser-Secrétaire général de l'Institut France-

Jusqu'en 1985, la France était le seul

ver la première place sur son propre territoire mais, l'année suivante, les films américains ont pris la tête tant pour le nombre d'entrées que pour le montant des recettes.

Cette tendance risque de se poursuivre dans les mois qui viennent car le nombre de films en production aux Etats-Unis augmente nettement, grâce à un marché intérieur en expansion (salles et vidéocassettes). D'autre part, certains producteurs de l'Hexagone, imputant à la langue française leurs échecs à l'exportation, tournent désormais directement en anglais en France - et avec le soutien de fonds publics sans obtenir d'ailleurs de meilleurs résultats. Cette attitude est tolérée au nom du « pragmatisme ». Quant aux distributeurs, ils diffusent de plus en plus en France les films américains sans même traduire leurs titres (parmi les plus récents Over the Top, Terminator, Platoon, Evil Dead ... ). Manque d'imagination ou plutôt élément d'une stratégie globale, cohérente du produit, jusqu'à son titre en anglais?

Les programmes francophones de télévision – essentiellement français – ont une place variable sur le marché international, en fonction des pays et du type d'émission. Ainsi, dans le vingtaine de pays de l'Europe occidentale. les programmes français viennent au premier rang des importations d'émissions éducatives (29 % du total) et au deuxième rang pour les films (8 %, contre 62 % pour les Etats-Unis), mais seulement en quatrième position (5 %) en importations globales, tous genres confondus.

Dans l'ensemble de l'Afrique. la France compte sculement pour 4 % des importations de programmes, derrière la Grande-Bretagne (25 %) et les Etats-Unis (47 %). Dans les pays arabes, avec 13 %, la France arrive derrière les Etats-Unis (34 %). Les productions télévisuelles françaises sont

(1) Voir Ignacio Remonet, «Le cinéma québécois à l'heure de la restauration tranquille», le Monde diplomatique, juin 1987.

(2) Voir Antoinette Delalin, «An Festival cinématographique de Ouagadougou : images des temps durs», le Monde diplomatique, avril 1987.

MFORMISATION

du Para-tions (col. A M a l'enter

DOM:

The second second second ACTION OF

A series has de

The state of the s

Take San Street in the

THE PERSON NAMED IN COLUMN TO

4. A. C. 48

Section of Sugar

The second of the second

STATE OF THE STATE

The state of the s

171

THE STATE OF SEC. 18

では、100 mm では、100 mm とことではより。 では、100 mm とことではより。

Contract of the property

The state of the s

Dans les organisations

men al rich and are fightered which the Date And Control of State State Control and MANAGEMENT OF THE SPACE OF PROPERTIES men mer in in ing affairfiet. ## fin Titletter zu der Die bei ein des beitrichte 🗗 🎁 Manager of a forest as their # head formations importantes dens unt @

THE STATE BASING MANAGEMENT adjusting a cur up face perfect SECURE OF THE COLUMN AUTHOR PROPER SERVICE The continuent was expensed & France & Bill of the contract of the partners to The street of their duties ar colle State of the second second

**WIEST OUT** 

Registering property by the last the incomment of



Assessed - Control Richardson de Paris +4

1017 PARIS FRANCE



Vous avez le droit d'exiger qu'on vous le dise en français!

LOI Nº 75-1349 DU 31 DECEMBRE 1975 relative à l'emploi de la langue française (1) (Journal officiel du 4 janvier 1976.)

L'Assemblée nationale et la Sénat ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la

Article 15.

Dans la désignation l'offre, la présentation, la publicité écrite ou parlée, le mode d'emploi ou d'utilisation, l'étendue et les conditions de garantie d'un blen ou d'un service, ainsi que les factures et quittances, l'emploi de la langue française est obligatoire. Le recours à tout terme étranger ou à toute expression étrangère est prohibé lorsqu'il existe une expression ou un terme approuvés dans les conditions prévues par le décret n° 72-19 du 7 janvier 1972 relatif à l'enrichissement de la langue française. Le texte français peut se compléter d'une ou plusieurs traductions en langue étrangère.

Les mêmes règles s'appliquent à toutes informations ou pré sentations de programmes de radiodiffusion et de télévision, sauf lorsqu'elles sont destinées expressément à un public

L'obligation et la prohibition imposées par les disposition de l'alinéa 2 s'appliquent également aux certificats de qualité

First In Space. prévus à l'article 7 de la loi de finances n° 60-625 de RECHERCHE

CONCEDITUITOACKAGING TDESIGNER PACKAGING GET TO GRIPS WITH IT MAQUETISTE

I LUISTRATEUR CONFIRME

ARTICLE PREMIER. - L'Association générale des usagers de la langue française (AGULF) a pour objet d'unir, sur le modèle des groupements de consommateurs, les usagers de la langue française soucieux de défendre leur commun patrimoine linguistique et culturel et d'en assurer le rayonnement.

association generale des usagers de la langue francaisei

65, boulevard des invalides, 75007 PARIS - tél. 42-75-89-05

Espace francophone : Un joli

titre, qui dit bien ce qu'il veut dire, pour une émission dont la raison

d'être s'impose : la francophonie est

une notion qu'il est grand temps de

«Le premier magazine franco-phone. L'idée peut paraître banale : elle n'avait pourtant encore été exploitée nulle part, et « Espace

francophone », avant même d'être diffusé en France, a été demandé par plusieurs télévisions utilisant le francais en Afrique et dans l'océan Indien, en Amérique du Nord, dans le monde arabe et en Europe. »

« Espace francophone » vient

« Diffusées par une vingtaine de

télévisions d'expression française, les séquences d'« Espace francophone »

nouvelle : faire quelque chose ensem-ble pour que s'amorce une prise de

conscience, à la fois intime et univer-

«Le mérite de ces émissions est stement d'inviter le téléspectateur

à porter un regard neuf sur la franconie... « Espace francophone » a déjà investi un large champ de la francophonie. Les réalisateurs de l'émission ont contribué à restituer

leur identité propre à des espaces francophones reconnus comme

(« le Méridional », Marseille).

combler une grave lacune en s'efforcant de resituer la francophonie dans une plus juste perspective. Les pro-grammes télévisés ont trop long-temps négligé ce riche espace cultu-

(« 24 h », Leusanne)

(« le Monde »)

(« Médias et langage »)

selle, de notre identité. » (« le Pemple », Walionie)

# « ESPACE FRANCOPHONE » LE MAGAZINE DU MONDE D'EXPRESSION FRANÇAISE

Radiodiffusion-télévision tunisienne (RTT)
Radiodiffusion-télévision gabonaise (RTG)
Télévision nationale d'Haut (TNH)
Télévision nationale du Viet-Nam
Télévision nationale égyptienne (2° chaîne) Une diffusion mondiale régulière

Diffusées par une trentaine de télévisions sur tous les conti-nents, les émissions du magazine mensuel « Espace franco-phone » font comaître à un vaste public l'universalité de la langue française mais aussi la grande diversité des cultures du

### Une coproduction Nord-Sud

Les émissions du magazine « Espace francophone » sont sys-tématiquement coproduites avec les télévisions des pays concernés par les reportages. Sur le terrain des tournages et pendant les montages, l'équipe permanente d'« Espace franco-phone » ainsi que les réalisateurs et les techniciens des télévi-sions francophones construisent ensemble les premiers produits concrets et réguliers de la coopération audiovisuelle francophone. Ils démontrent ainsi la possibilité de réaliser, entre équipes légères, des coproductions Nord-Sud de qualité

Télévisions ayant coproduit des émissions du magazine

Espace francophone »:
 Télévision libanaise (TL3)
 Télévision mauricienne (MBC)
 Office de radiodiffusion-télévision du Sénégal (ORTS)

Institut autional de la communication audiovisuelle (INA) Radiodiffusion-télévision ivoirienne (RTI)

RFO Guadeloupe RFO Nouvelle-Calédonie

Télévision louisianaise (LPB)

TV Ontario - FR 3 Lorraine

RTL Télévision

### Le journal télévisé de la francophonie

Depuis juillet 1985, l'ICAF produit le premier journal télévisé de la francophonie. Avec des images tournées par les télévisions d'expression française ou par l'ICAF, il informe tous les mois, par des sujets brefs, les téléspectateurs d'une trentaine de pays des activités francophones dans le monde et commette festicale. monde : sommets, festivals, conférences ministérielles, Agence de coopération culturelle et technique, organismes spécialisés, etc.

#### Emissions du magazine « ESPACE FRANCOPHONE »

Dossier sur le film québécois « les Ploufle » ; chanson « il me reste un pays » du Québécois Gilles Vigneault ; entretien avec l'écrivain haltien René Depestre ; dossier sur l'Agence de coopération culturelle et technique.
 Dossier sur l'histoire du peuple acaden ; entretien avec la romancière acadenne Autonine Maillet ; dossier « la langue française et les technologies de pointe » ; chanson » Peau noire et masque hanc » du Martiniquais Gratien Michaet.

Dossier « in presse arabe d'expression française » ; entretien avec l'écrivain marocain Tahar Ben Jellonn ; dossier « le français, langue scientifique inter-nationale » ; chançons du Suisse Michel Bühler.

A) Liber, la force d'une identité.
 Le cinéma de l'Afrique noire francophone.
 Expressions québécoises.
 Communication, le grand défi.

Maurice, le monde dans une île. Chantier dans l'océan Indica.

10) Flower Sénégal, un combat contre la mort.
11) Wallonie-Bruxelles, expressions d'une comm.
12) Tunisie, un patrimoine au quotidien.

sais, un train pour le dévelop

14) Halti, un peuple créateur. 15) Chanter dans les Caralbes

Une francophonie sur les bords du Nil.

18) Francophonie, s'unir ou périr. 19) « Francouté-Matin », la Côte-d'Ivoire au quotidies. Abdon Diouf, un président africain. Félix Houphouët-Boigny, le sage de Yamoussoukro.

Pennesse de la francophonie (les premiers Jeux sportifs de la francophonie).

Océan Pacifique, l'avenir d'une francophonie.

Nouvelle-Calédonie, des identités pour un même destin?

Wallis-et-Futuna, la Répi Au cœur du Pacifique, la Polynésie française

Enfants de Brei et de personne (la nouvelle génération des chanteurs beloes francophones).
Norodom Sibanouk, la permanence de l'identité kinnère.

30) Luxembourgeois, qui êtes-vous?
31) La francoloile de Repaud.

32) Louisiane françophone: «Lâche pas la paiate!»

33) Wallonio-Bruxelles: enquêto sur les nouveaux caïds de la bande de

34) Omar Bongo ou le franc-parler.

35) Pub francophone: révolutionnaire!

36) Chanter, crier dans les buyous.

37) Les nouveaux Romands

38) Espace francophane: cinq bougies pour cinq continents.
39) Les medius francophones de l'Ontario.
40) Anjourd'hui la francophonie.

DOCUMENTATION ET TARIFS SUR NOS ÉMISSIONS (VHS OU U-MATIC) ET LES « MALLETTES » DE LA FRANCOPHONIE DISPONIBLES SUR SIMPLE DEMANDE A:

Institut pour la coopération audiorismelle francophone (ICAF), 9, rue de Civry - 75016 Paris-France. - Téléphone : (1) 47-43-05-06. Télex : 200 620 F.

DES INITIATIVES POUR LE SOMMET DE QUEBEC

L'Institut pour la coopération audio-visuelle francophone (ICAF) va lancar plusieurs initatives à l'occasion du Il-Sommet des chefs d'Etat et de gos-vernement des pays ayant en commun le français :

le français :

— Des émissions consacrées à la francophonie nord-américaine (Québec, Acadie, Ontario, Nouvelle-Angieterre, après deux émissions déjà consacrées à la Louisiane);

— Des vidéomusiques consacrées à la francophonie mondale (« La francophonie pien les yeux » et « Rues-muse de la francophonie »).

— Une série nour let enfants : « Las

de is irtacophome »).

— Une série pour les enfants : « Las chemins de l'école ». Chaque émission suiva un écolier d'un pays francophone du matin au soir, mettent en valour les moments essentiels de sa vie quoti-

dienne.

- Les «maliettes» de la francophonie : d'utilisation facile, ces «mallettes» sont un instrument souple et
efficace de sansibilisation francophone
dans les universités, les lycées, les callèges, les centres culturels, etc. Le
contenu des «maliettes» de la francophonie est «multimédia» (cassettes
vidéo et audio, fiches présentant les
divers pays francophones et les grands
écrivants d'expression française hors
Heragona, etc.).

Les vidéomaniques, la série «Les
chemins de l'école» et les «mallettes»
de la francophonie sont produites avec
le soutien du ministère français de la
coopération.

#### AVEC LE SOUTIEN DE LA COMMUNAUTÉ FRANCOPHONE

Le magazine « Espace francophone » est produit par l'Institut pour la coopération audiovisuelle francophone (ICAF) avec le soutien des ministères et organismes suivants ;

Agence de coopération calturelle st technique (ACCT)
 Commissariat général de la langue

- Commissaria generali française

Inançaise

Ministère français de la coopération (direction du développement)

Ministère français des affaires étrangères (direction de la communication)

Secrétariat d'Etat français auprès du ministère chargé de la franco-

puone Institut France-Tiers-Monde Commissariat général aux relations internationales de la communauté francaise de Belgique
Commission française de la culture de l'agglomération de Bruxelles

Ministère québécois des relations inter-

teritoire mais, l'année sur son pour le la première mais, l'année suivant, l'année suivant, l'année suivant, l'année d'entrées que pour le pou

Cette tendance risque de se pon-gre dans les mois qui viennent et la sambre de films en production à combre de films en production à marché intérieur en cupan. marché intérieur en expanse marché intérieur en expanse et vidéocassettes). D'aure le capaix de l'Herane et l'Acque à la langue française le capacitant à la langue française le capacitant de l'Acque A avec le soutien de fonds public. obtenir d'ailleurs de melle suitats. Cette attitude est tolèté à du « pragmatisme ». Quan à du « pragmatisme » Quan »

de l'inteurs, ils diffusent de plus en France les films américa même traduire leurs titres par plus récents Over the Top. Jen.

plus récents Over the Top. Jen.

plus récents ou plutôt élémen fue probate globale, cohérente du proba indexiste globale, cohérente du prob Les programmes francophote essentiellement frança met une place variable sur le mari met une place variable sur le mari mercational, en fonction des pays mercype d'émission. Ainsi, dans le mari mercype d'émission. Ainsi, dans le mari mercype d'émission. programmes français vienna l ser rang des importations dies consider rang des importantes que consider since since

Persemble de l'Afrique esce compte seulement pour 156 constions de programmes deme sas télévisuelles françaises a

poten 62 % pour les Etats-(inis), m

Soutement en quatrième position (50

importations globales, tous sen

Voir Istancio Ramonet, «Le con de la restauration de Voir Amainetic Delafin, As feis prophique de Ouspidoupes me



MES INTIATIVES LE SOMMET DE QUEBEC

edited gener la outpéralus enfo-le financighann (15 AF » à tions les generals et la langue de mande des affects d'Élais et la pro-mant des pays 2/221 en armité

Accedes Orisers, houseles property of Research

e de l'ectre : Chaque minute le écolor d'an pass l'immande le des acts, mentant en sarre la

LE SOLTIEN DELA PLANTE FRANCOPHON

e de coopération culturelle s em (ACCT) parmet général de la bajo

frençais de la contenta e de dérelippe (2)

Medical des mismostr trates in Bruselle

### A FRANCOPHONIE

### L'UNIFORMISATION PLANÉTAIRE DES IMAGES

### l'urgence d'un redressement

pratiquement absentes d'Asie, du Pacifique mais aussi d'Amérique latine (où les Etats-Unis représentent plus des trois quarts des importations).

Les Etats francophones se sont inquiétés de l'état préoccupant de la diffusion de leur production audiovi-suelle et, au-delà des mesures strictement nationales prises ici et là, des politiques bilatérales ont été mises en place: aide importante de la France aux cinémas des pays francophones du Sud (ainsi pour le film Yelen); coopération franco-québécoise dans le domaine du cinéma et de la télévision, etc.; mais il a fallu attendre le premier sommet francophone, en 1986, pour que soient enfin décidées des actions communes. Plusieurs ont déjà connu un début d'application :

- l'Agence internationale francophone d'images (AITV), gérée par la Société française de télévision pour l'ourre-mer (RFO), a diversifié ses programmes en renforçant les échanges Sud-Sud et Nord-Sud et a élargi la difsusion par satellite de ses émissions quotidiennes d'actualités en Asie, au Proche-Orient et en Amérique du Sud;

- la chaîne francophone par satel-lite TV 5, qui diffuse déjà des émissions belges, canado-québécoises, francaises et suisses dans quinze pays européens, a commencé en février dernier à incorporer des programmes des télévisions africaines (60 minutes tous les quinze jours). D'autre part, TV 5 prépare activement l'extension de sa diffusion au continent nord-américain, une démonstration devant être effec-

Washington, Nairobi, etc.).

tuée à Québec début septembre au moment du deuxième sommet :

- un fonds de soutien à la production télévisuelle a été créé et une banque de programmes de télévision est en cours de constitution.

Pour que se construise un espace audiovisuel diversifié, les pays de langue française doivent développer quan-titativement et qualitativement leur production cinématographique et télévisuelle et, par ailleurs, l'utiliser, ainsi que la radio, pour une plus grande connaissance mutuelle. La naissance d'une véritable prise de conscience communautaire francophone est à ce prix. Le sommet de Québec sera saisi de plusieurs propositions : réunion périodique des « états généraux des médias francophones » ; création d'une organisation des télécommunications de la francophonie (OTF), d'un réseau radiophonique international (dans un premier temps, sous la forme d'une agence) et d'un centre international de formation à distance; production d'émissions hebdomadaires diversifiées sur le modèle de l'actuel magazine mensuel « Espace francophone » et de pastilles » (3) de chanteurs francophones, etc.

Si l'ensemble de ces mesures va dans la bonne direction, quelques autres permettraient sans doute d'aller plus loin. Ainsi, compte tenu de l'impact du dessin animé et de l'existence d'ateliers de grande qualité dans plusieurs pays francophones (par exemple Graphoui, à Bruxelles), il serait très utile de créer

Dans les organisations internationales

EULE langue de traveil, avec l'anglais, du secrétariat des dix-neuf organisa-

cais, russe), le français ne cesse d'y régresser. Pourtant, selon des statistiques de 1986, trente-neuf pays (contre soixante-neuf pour l'anglais) utilisent le français dans leurs communications officielles, six l'employant parallèlement à d'autres

langues. La tentation du « tout anglale » a de multiples causes : restrictions bud-gétaires affectant prioritairement les activités de traduction, faiblesse des acti-

vités de formation linguistique, proportion restreinte de francophones dans les

postes de responsabilité, insuffisance des outils de travail terminologiques, domi-

nation américaine dans les systèmes d'information automatisés qui réduit à la portion congrue les références dans d'autres langues que l'anglais, implantation

d'organisations importantes dans un environnement anglophona (New-York,

La cause majeure de ce recul est cependant l'absence de conscience linguisti-que des francophones... ou plus précisément des Français dont beaucoup préfè-rent anonner un angleis médiocre alors qu'ils pourraient s'exprimer dans leur pro-

pre langue et sinsi mieux se faire comprendre, en particulier de leurs collègues

Un colloque International, organisé à Paris par l'ambassadeur Fernand Rouillon

les 29 juin et 1° juillet demiers, à examiné les voies et moyens d'un redressement. Les exposés et contributions au colloque ont été publiés par le ministère

des affaires étrangères. Les très nombreuses propositions concrètes émanant de

cette rencontre seront soumises au sommet de Québeo.

d'expression française des autres pays, souvent indignés par ce comportement.

tions du système des Nations unies (à distinguer des langues officielles

qui, elles, sont au nombre de six : arabe, anglais, chinois, espagnol, fran-

un fonds de soutien au dessin animé favorisant la mise en place de coproductions entre pays participant au som-met. Ne pourrait-on pas, également, constituer un fonds cinématographique francophone apportant son soutien aux coproductions internationales tournées en français, ainsi qu'une aide automatique à la diffusion (tirage de copies, doublage, sous-titrage, promotion com-merciale) pour les films francophones distribués dans les pays de population importante?

Certaines mesures souhaitables n'impliquent aucun investissement sup-plémentaire, telle, par exemple, celle qui consisterait à obtenir des chaînes de service public des pays franco-phones du Nord une programmation régulière de films des pays franco-phones du Sud. Il serait important de produire des foissions pour activate de produire des foissions par activates de la constant de produire des foissions par activates de la constant de produire des foissions para de la constant de la con produire des émissions pour enfants, destinées à les samiliariser avec l'existence d'une communauté mondiale francophone, de même que devrait être développé le système des « livres-films », lancé par le ministère français des affaires étrangères : ces éditions d'un type nouveau intègrent moyens audiovisuels (vidéocassettes ou vidéodisques) et supports traditionnels (écrits, photographics, etc.). Ces « livres-films » pourraient accueillir une collection sur les « cinémas franço-

La francophonie ne saurait cependant se replier sur elle-même. C'est pourquoi il est indispensable de mener une action soutenue auprès des télévisions d'autres langues pour que soient diffusés régulièrement des documentaires, des reportages et des « pestilles » sur les divers pays francophones. Ainsi la télévision autrichienne vient de commencer en juin dernier la diffusion, deux fois par semaine, d'extraits des émissions du magazine « Espace francophone ». Ces pro-grammes pourraient aussi accompagner et valoriser les cours de français que diffusent de nombreuses chaînes dans le monde.

#### DOMINIQUE GALLET.

(3) Nous préférons le terme « pastille » à celui de « vidéomusique » officiellement retenu pour traduire clip.

DES LIEUX DE DÉBAT : LES CERCLES RICHELIEU. - « Caisse de résonance de la francophonie, notariat moral de ses conquèses et de ses échecs », telle est la définition que M. Simon Nothomb donne du cercle Richelieu de Paris, qu'il préside. Avec ses quatre-vingts membres, d'une vingtaine de nationalités, le cercle Richelieu organise chaque mois des diners-débats autour d'un intervenant qui a quelque chose à dire... en français (4, place du Général-Catroux, 75019 Paris. Tél.: 47-27-73-42).

### AFRIQUE NOIRE - MAGHREB CARAIBES - OCEAN INDIEN

Pour découvrir le patrimoine culturel de ces pays et mieux connaître leurs auteurs et leurs littératures, le Club des Lecteurs d'Expression Française (CLEF) propose:

Une revue

Notre Librairie, revue trimestrielle, comporte des numéros thématiques et bibliographiques ainsi que des numéros consacrés à des littératures nationales.

Pour chaque zone géographique, un bibliographies disponibles: choix de 100 titres. Actuellement - L'Afrique noire

- L'Océan Indien - Les Caraïbes

Des expositions 30 à 50 panneaux illustrés sur les sujets - Littératures de l'Océan Indien

- Littératures des Caraïbes

Pour tous renseignements, contacter le CLEF: 20 rue Monsieur 75007 PARIS **# 47.83.11.63** 

La Direction des relations internationales de la Direction de l'enseignement de la chambre de commerce et d'industrie de Paris.

propose aux universitaires étrangers, aux professeurs de français à l'étranger, aux économistes, aux cadres d'entreprises les programmes suivants :

A - Enseigner le français des affaires. Deux modules combinables pour les professeurs de 22 - 29 juin / 30 juin – 13 juillet 1988.

B - Aspects socio-économiques de la France contemporaine pour professeurs de français, universitaires, cadres d'entreprises 30 juin / 22 juillet 1988

C - L'actualité politique, économique et sociale pour professeurs de français et cadres d'entreprise 22 juin / 28 juin 1988

D - Gérer le culturel pour non-spécialistes de la gestion.

... et pour la première fois en 1988, un programme sur la Francophonie. La Francophonie, réalité culturelle et perspectives économiques. Pour tout public: 8 – 22 juillet 1988

42, rue du Louvre 75001 - Paris T6L: (1) 45-08-37-34 Telex 213509 DECCIP F

... et des formations sur mesure.

### **«QUI EST QUI EN FRANCOPHONIE»**



A adresser : Cercle Richelieu de Paris - ABF

4, place du Général-Catroux 75017 PARIS FRANCE

Parmi 200 000 000 de parlants français dans tous les pays du monde, le cercle Richelieu de Paris a choisi quatre mille personnalités agissantes dans les domaines scientifique, politique, économique et culturel, qui bâtissent, chacune selon leur talent, la communauté internationale de la francophonie.

Repensée, révisée, complétée, sous le patronnage de l'ACCT et de ses pays membres, la deuxième édition 1988-1989 de l'annuaire contiendra aussi la description et les activités

- Organisations internationales de la francophonie

- Associations francophones à rayonnement plurinational

Institutions, comités permanents, réseaux et structures issus du sommet de Québec ainsi que divers renseignements pratiques.

Parution: février 1988.

Souscription franco de port : 380 FF ou 60 \$ US par chèque bancaire avec votre carte de visite ou avec ce formulaire.





#### **JACQUES** rosselin °

'EST en novembre 1985 que le concept d'« industries de la langue » sortit des milieux spécialisés où il était apparu en 1984 (1), lorsque le ministre de la recherche et de la technologie fut saisi d'un rapport mettant en évidence les enjeux culturels, scientifiques et technologiques de ce domaine pour la France et la francophonie (2).

Ce document, bien qu'ignoré à l'époque par son commanditaire, allait immédiatement rencontrer un écho important, débouchant sur l'introduction du thème des industries de la langue dans les décisions du premier sommet francophone de février 1986, sur un colloque international organisé à Tours en mars 1986 à l'initiative du Conseil de l'Europe. – et d'où allait sortir un « Manifeste pour la seuvegarde du patrimoine linguistique de l'Europe » (3), — sur une restructura-tion du dispositif français de recherche universitaire en informatique linguistique, et sur la reprise du vocable et des concepts qui le sous-tendent dans la

### FACE AUX DÉFIS DE L'ANGLAIS ET DU JAPONAIS

### Pour une «industrie» de la langue française

définition des politiques scientifiques et industrielles de plusieurs grands Etats développés.

Les industries de la langue, pour reprendre la définition désormais retenue par tous, conçoivent, fabriquent et commercialisent des automates qui utilisent, manipulent, interprètent et génèrent le langage humain, aussi bien sous sa forme écrite que sous sa forme orale, en s'appuyant sur des recherches en traitement du signal, de l'information et du langage. Il s'agit bien d'industries, car un premier inventaire fait apparaître des chiffres d'affaires déjà considérables, et laisse entrevoir de gros marchés potentiels à moyen terme. Par exemple, on estime que les systèmes d'interrogation de banques de données en langage naturel ont produit, en 1985, dans l'ensemble du monde, un chiffre d'affaires de 55 millions de dollars, en croissance de 100 % par an, et que celui de la traduction assistée par ordinateur peut être évalué à 10 % de l'ensemble de l'activité de traduction (soit de 160 à 480 millions de dollars suivent les évaluations). Pour ce qui est de la reconnaissance et de la synthèse de la parole, le marché - actuellement d'environ 25 millions de dollars

- pourrait atteindre 1 à 5 milliards de doilars vers 1990.

Ces marchés concernent principalement:

● La bureautique intelligente, la presse et l'édition : assistance à la rédaction, traduction (4) et correction de textes, indexation et gestion de fonds documentaires, lecture automatique du courrier, tous secteurs dont des pans entiers sont encore traités de façon quasi artisanale.

 Le dialogue homme-machine : synthèse et reconnaissance vocales permettant, par exemple, de piloter un robot, un véhicule ou un terminal bancaire, mais aussi systèmes permettant de communiquer en langage quasi naturel avec des banques de données ou des programmes d'enseignement assisté par ordinateur.

Un élargissement significatif de ces applications nécessite de très importants investissements en recherche et

développement afin que soient franchies les prochaines étapes : capacité à traiter des vocabulaires étendus, compréhension des variations phonétiques individuelles, etc., et le sort du français - en tant que langue véhiculaire -pourrait bien dépendre de son aptitude mondiale à faire l'objet de traitements automatiques permettant une industrialisation si possible aussi rapide que celles de l'anglais et du japonais. Or cette capacité dépend autant, si ce n'est davantage, des progrès de la recherche appliquée en linguistique que du développement de moyens électroniques ou informatiques nouveaux. Le traitement automatique du langage naturel suppose, en effet, que soit réalisée une description systématique des langues à l'usage des ordinateurs, analogne à ce que proposent les dictionnaires que nous connaissons, mais qui, eux, n'ont été réalisés que pour l'usage

quelconque application industrielle. A en juger par les propositions soumises à Québec, il semblerait qu'un ressaisissement qualitatif soit en cours, et cela bien que les dictionnaires électroni-ques, les bases de connaissances linguistiques (à usage d'ordinateurs et non d'humains) - soubassements mêmes de toute industrie de la langue - ne soient pas encore clairement présents dans les projets de financement (7). Quant au redressement quantitatif, il ne sera certainement pas possible tant que les structures nationales de gestion et d'évaluation des actions - en particulier en France - resteront institutionnellement faibles et ne coordonneront pas leurs actions avec les programmes européens ESPRIT et Eurêka (8), où se discutent des dossiers de première importance en matière de traitement automatisé de la langue française écrite et parlée.

Sur le plan multilatéral, l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT), maigré des efforts réels destinés à accroître son efficacité, ne dispose pas encore, tant s'en faut, des moyens financiers et humains pour animer et gérer réellement (au sens où, à Bruxelles, la Commission anime et gère ESPRIT) les réseaux de mise en œuvre des décisions de Paris et de Québec, dans le domaine des industries de la langue comme sans doute dans d'autres. Ici encore, si une ferme volonté d'organisation ne se manifeste pas, les sommets successifs pourraient bien rester autant de tribunes où le verbe tient largement lieu d'action.

çaise à l'occasion du trois cent cinquantième antiversaire de l'Institut, déclarait : « En jan-vier prochain sera lancé un programme de recherche et de développement sur l'industrie de la langue qui unira une fois encore l'Etat, les universités, les entreprises, les institutions ionales. - On artend toujours le lancement de ce programme...

(8) Sur l'ensemble de ces programm ms, voir Sciences et techniques, nº 38,

### Pénurie d'ingénieurs linguistes

A réalisation de cette « mise à plat » de la langue française, financièrement et scientifiquement hors de portée des seuls industriels, est un des grands défis auxquels est confrontée la communauté francophone (5). Il est indispensable d'y coordonner les efforts afin d'éviter des redondances inutiles, d'autant qu'il y a pénurie de moyens humains, les formations actuelles en linguistique on en informatique ne pouvant répondre à la demande en ingénieurs linguistes.

Un premier train de projets avait été adopté lors du sommet de Paris, la France étant désignée comme pilote du réseau « industries de la langue ». Mais le changement de majorité politique en France, en mars 1986, fit prendre plusieurs mois de retard. Par ailleurs, au lieu des 20 millions de francs prévus lors du sommet, seuls 3,16 millions seront engagés en 1987 pour des actions qui ne se termineront réellement qu'en 1988. Les concurrents, eux. n'attendent pas : aux Etats-Unis et au Japon, de nombreuses équipes de de moyens lourds, ont été mises en place. Par exemple, outre la trentaine de projets industriels de systèmes de traduction assistée par ordinateur (contre à peine cinq dans toute la francophonie) et les actions engagées dans le cadre du programme d'ordinateur de cinquième génération, le Japon a lancé, en 1987, un projet de téléphone traducteur avec un financement de 4 milliards de france sur quinze ans (6). Plusieurs vérificateurs orthographiques fonctionnant sur l'anglo-américain ont été commercialisés au cours des six

Pendant ce temps à Paris, sur des crédits déjà rabougris, 250 000 F étaient attribués à un projet qui - bien que financé à ce titre - n'avait pas été retenu lors du premier sommet, et dont on peut douter qu'il ait jamais une

(1) Voir Jean-François Dégremont, « L'émergence d'une industrie de la langue », Brises, n° 4, avril 1984 (Centre de documentsses du CNRS, Paris).

(2) Bernard Cassen, les Industries de la langue, un grand enjeu culturel, scientifique et technologique pour la France, rapport présenté à M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie, le 7 novembre

(3) Voir Frédéric Gaussen, « Les ordins (4) voir Proceste Canasca, à Les Grains-teurs devront parier européen », le Monde, 4 mars 1986. Les Actes du colloque de Tours ainsi que de larges extraits du rapport Cassen ont été publiés dans le numéro 16, automne 1986, de la revus Encrages (département d'études des pays anglophones, université Paris-VIII-Vincennes à Saint-Denis, 2, rue de la Liberté, 93526 Saint-Denis, Cedex 02).

(4) Pour l'état de l'art en matière de tra-duction assistée par ordinateur (TAO) en France et en Enrope, voir les Acter des Jour-nées européennes de la traduction profession-nelle des 25 et 26 mars dernier, publiés dans Encrages, n° 17, printemps 1987. (5) Voir Bernard Cassen, « Industries de

la langue et identité nationale », le Monde diplomatique, décembre 1985.

(6) Voir Edouard Launet, «Traduction automatique: effervescence japonaise», Sciences et techniques, n° 35, mars 1987.

(7) Le 12 décembre 1985, M. François fitterrand, s'adressant à l'Académie fran-

#### INVESTIR (dans) LA FRANCOPHONIE

rayonnement mondial et activités diversi fiées dans domaines scientifique, technique et culturel, basée à Paris, charche commenditaire intelligent. Retombée elationnelles importantes et outil polyva ient pour nouveaux défis. Besoins actuels : support secrétariat, usage de locaux et/ou moyens financiers.

Series: LE MONDE Publicité, nº 10239, 5, rue de Monttessuy — 75007 Paris.

### office de promotion de l'édition française 35, rue Grégoire-de-Tours - 75006 Paris

Présence de l'édition française

### FOIRES INTERNATIONALES DU LIVRE

Moscou - Rio de Janeiro - Madrid - Francfort Belgrade - Casablanca - Montevideo - Alger

Septembre - novembre 1987

### ALLIANCE FRANÇAISE

Ecole Internationale de Langue et Civilisation Françaises Association reconnue d'utilité publique

Une renommée mondiale: 1200 comités dans plus de 100 pays.

Vous souhaitez:

- Apprendre la langue française
- Perfectionner vos connaissances
- Vous spécialiser en Français des Affaires
- Devenir Professeur de Français dans votre pays.

Demandez notre Catalogue des Cours en écrivant à

Alliance Française 101, bd Raspail 75270 Paris Cedex 06 Tél. 45-44-38-28 ou 45-48-67-32 Télex: 204941





France-Algérie œuvre au renforcement des relations de coopération et d'amitié entre les deux pays et au respect des droits de la communauté algérienne en France.

L'Association organise:

- des voyages d'étude,
  des manifestations culturelles,
- des échanges de jeunes,
  des jumelages entre villes françaises et algériennes.

En outre, l'Association publie « Algérie-Informations ».

Fondateur Président Vice-président

Edmond MICHELET Stéphane HESSEL, Ambassadeur de France Bernard STASI, Jean CHARBONNEL, Pierre MARTHELOT, Paul HOUDART

Souscription: s'adresser au 16, av. de l'Opéra, 75001 Paris (France) Tel.: 42-61-08-74

### Association Francophone d'Amitié et de Liaison

L'A. F. A. L. regroupe 53 associations francophones. Elle favorise leurs actions en :

- coordonnant et soutenant leurs activités par une information permanente et commune ;
- assurant la participation de la France aux manifestations à caractère trancophone des organisations internationales:
- assurant une écoute trançaise et un support aux associations francophones hors de France. Elle intervient dans différents domaines, parmi lesquels :

### LES ARTS ET LES LETTRES

- A. I. A. L.: Académie internationale des Arts et des Lettres les Francophones de passage peuvent prendre contact avec l'A. L. A. L. pour participer à des activités intellectuelles et artistiques. Adresse: 169, rue de l'Université, 75007 Paris. - Tél.: 45-43-24-75.

- A. F. I. - A. F. I.: Association des Français de l'Inde et Amitié franco-indienne. dernière parution (Edition Club des poètes/Paris) : œuvre du poète tamoul BARADYAR, tra-

duite M. DORESSAMY, membre de l'A. F. I. - A. F. L. Adresse: 62, rue de Chatou, 92700 Colombes. - Tél.: 42-42-44-39.

### L'ACTION EDUCATIVE

A. D. I. F. L. O. R.: Association pour la diffusion internationale francophone de livres, ouvrages

Nous recueillons et diffusons dans le monde entier toutes publications en langue française. Pour toute information concernant vos dans, s'adresser au : 103, rue de Lille, 75007 Paris. - Tél. : 45-55-65-86.

### LES RELATIONS COMMUNAUTAIRES

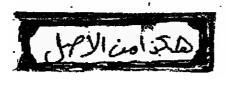
- C. E. L. F.: section française du Comité permanent des communautés ethniques de langue francaise. Œuvrer en France pour la connaissance des communautés ethniques de langue francaise, assurer la représentation française au sein du Comité permanent.

Adresse: 103, rue de Lille, 75007 Paris. - Tél.: 47-53-98-67.

A. F. A. L.

PRESIDENT: Xavier DENIAU

Vice-présidents : Martial de la Fournière, Alain Gourdon. Adresse: 103, rue de Lille, 75007 Paris. - Tél.: 45-55-65-86.



Let • Dennées Me come un tablese de

WE SEED WHEEL THE THE PERSON

THE REPORT OF THE PARTY OF THE

Principal Countries of Alberta Countries and PERSONAL AND ASSESSED AND ASSESSED ASSESSED.

IN PROPERTY IS CONDUCT

m 9 22M, 22 juliet, befreinemeinten

ff - in freementation freie nicht.

MENTE NO SELLE GOLD WANT

purchade in beint auf ale beige.

Markinan, menser Malais

iles TOUDS, where is created when

Burning tern mit fin is Wallende

manus lamou bar or say y his Carrier de Carrier de la Marie de Marie

A lit frame beigen. - 2, the Afficiation.

THE REPORT OF THE PROPERTY.

Billia Papille. No ber 1 mail pulse.

Ex 150 tores - PC 2014 319, 144

later to the strike of the present o

The state of the s

engen. In. 1030 films existen.

alid (mmr. Beigiger.

Same:

DONNÉES NOUVELLES . 212 pages 80 francs + port

OCUMENTATION FRANÇAISE quai Voltaire - 75007 Parta Tel.: (1) 40.15.70.00

### mçaise

A FRANCOPHONIE

ciconque application industriel riser par les propositions sonne cachec, il semblerait qu'un resonne cachec, il semblerait qu'un resonne cat qualitatif soit en comment et que les dictionnaires deu passe que les dictionnaires de la containe de la co coordonneront pas leurs actions les programmes européens ESPRII.

Eurète (8), où se discutem de la program de première important de la program de traitement automatic. marière de traitement automatic :

Sur le plan multilateral, l'Apres coopération culturelle et lech ACCI), malgré des efforts roste times à accroître son efficacié, et passe pes encore, tant s'en fant en passe pes encores et humans pour accret réellement (su constitution de la consti Brezelles, la Commission anime a ESPRIT) les réseaux de mise mon décisions de Paris et de Que dans le domaine des industres à langue comme sans doute de Sautres. Ici encore, si une la Les sommets successifs pome derbe tient largement lieu d'action

Transfer du trois cent comme merenare de l'Institut, declarat. . de prochain sera lance un program rche at de développement su luis to langue qui unire une fois acon la langue qui unire une fois acon la langue qui unire une fois acon la langue partier, les entreprises, les imme de la langue les langues la langues les langues langues les lan and the programme.

Ser l'ensemble de ces program s, vois Scienzes et technique es - NE 1981.

#### INVESTIR (dans) A FRANCOPHONE

cent promisi et schvie de domaines totentifique, tab Culture: Based a Pars. men ndicare artelligent. Rents inclusion amportantes et outi popo Anna Mountaille det c. Besons and Standard secrétariat. Usage de locarge es Anancers.

Marie . LE MCADE Publiche in 1029. A me de Martinosay - 15007 Pes

**lé et** de  ${f L}$ iaison

commune et commune. d coractère transcribbone de

**incophones** hors de France

A L pour parta per dis

13-24-75. Hadisane. Alle icanoul BARADYAR III

phone de livres, curris

she en kongue mançaise

ethniques de langue de

ethniques de langue la

Alcin Gourdon

45-55-65-86.

ecophones.

lesquels:

**2-44-3**9.

PAIRES

### LE Professeur Shahram Chubin, dans LE TEMPS STRATEGIQUE, fait le point sur la guerre lran-lrak et considère que all has est en train de gagner la guerre par à pass. Dans la même livraison, un article de Marian Stepezyuski intitulé : « Ne sous-sitement par la force de frappe des économies la la companies de la companies de la compa de l'Est ». (Nº 21, été, trimestriel,

2, rae Bovy-Lysberg

1211 Genève 11.) & Cinq cent quatre-vingt-sept coups d'Etal B Cinq cent quatre-vingt-sept coups d'Etat et tentatives de coup d'Etat se sont produits dans le monde depuis 1945; ÉTUDES POLÉMOLOGIQUES propose un ensemble d'analyses sur ce phénomène politique majeur accompagnées de chronologies par continent et par pays, d'une carte et de divers graphiques. (N° 41, juillet, trimestriel. 60 F. — Hôtel des Invalides, 75007 Parle.)

El Le premier donnier complet sur la guerre Inat-Irak est publié par POLITI-QUE ETRANGÈRE sons le titre : «La diplomatie du conflit». Sont examinées la conduite des opérations militaires, la situation interne de l'Irak après plus de sept ans de combats, la théocratie constitutionnelle de l'Iran, la politique des grandes puis-sances, l'attitude de la France (avec des citations sans références...), les pétromo-narchies du Golfe, les relations entre la Syrie et l'Iran, la crise d'identité du mond arabe. Une excellente vue d'ensemble. (Trimestriel, s° 2, 1967, 80 F. – 6, res Ferrus, 75683 Paris Cedex 14.)

E L'amiral Bernard Louzsan, chef d'étatmajor de la marine française, propose, dans DÉFENSE NATIONALE, ses «réflexions pour la marine en 2007 ». Il considère, notamment, que la France doit se doter de deux porte-evions de type Charles-de-Ganile «un pend n'syant ancor sens (...), c'est le prix à payer pour disposer des avantages recomms à l'aviation embarquée ». (Juillet, mensuel, 38 F. – 1, place Joffre, 75700 Paris Cedex.)

M CADMOS traite des emalentendus transatiantiques > avec des articles de Romain Yakemtchouk sur les différents domaines du contentieux commercial Europe-Etats-Unis; de Pierre Mélandri sur les difficultés de l'alliance atlantique entre 1980 et 1983 : et de paramete smanaque entre 1960 et 1963 ; et de Jacqueline Grapin sur le déplacement du centre de gravité américain vers le Pacifique (N-37, printemps, trimestriel, abonnement en su 60 francs suisses. — Villa Moynier, 122, rue de Lamanne, 1211 Genère 21.)

Dans PROBLÈMES ÉCONOMI-QUES, une note de conjoncture sur la forma-tion professionnelle su RFA et une étude de l'OCDE sur l'évolution du marché du travail japonais (N° 2034, 22 juillet, hebdomadaire, 7,50 F. — La Documentation française,

M LA REVUE NOUVELLE fait le point sur les rapports de force syndicaux en Belgi-que à la suite des élections sociales de mai der-

que à la seite des élections sociales de mai dér-nier. (N° 78, juillet-noit, mensuel, 34 F. — Eme Potaghes, 26, 1030 Brauelles.) El Dans TOUDL, revue d'études wal-louses: un bilsu de l'économie de la Wallonie et un entretien avec Léopold Génicot sur « his-toire et identité culturelle ». (Misi, musére annut, 330 finance beiges. — 2, rues Maurico-Lauge, 1381 Quennet, Brighque.) El An sommaire de NEW LEFT REVIEW une étude de James Petras sur les contradio-

me étude de James Petras sur les contradio-tions du socialisme grec après plus de six aus de pouvoir du PASOK. (N° 163, mai-juin, bimestriel, 2,56 firms. — PO BOX 339, Lamdres WCIX8NS.)

☑ Le droit d'asile en Europe et les menaces qui pèsent sur l'une des plus anciennes tradi-tions des pays suropéens: HOMMES ET LIBERTES fait le point sur l'évolution en

### Dans les revues...

cours. (N° 47, mai-jain 1987, bimestriel, 12 F. – 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris.) E LES CAHIERS DU DROIT PUBLIC

publient, sous le tière « le droit international humanitaire », les acues du colloque qui, sur cette problématique, s'était tenu à Clermont-Ferrand en décembre 1985. (Teme spécial 1987, 100 F. — Cestre de recherches sur le droit humanitaire, université de Clermont-I, Clermont-Ferrand.)

Chrmont-Firmal)

E EUROP, revue des perticipants au programme « Journalistes en Europe », qui réunit chaque année une trentaine de professionnels du monde entier au Centre de formation et de perfectionnement des journalistes à Paris, public un dossier sur l'Irlande et plusieurs contributions sur les problèmes de la CEE. (Nº 46, juillet, trimestriel, 50 F. — 33, rue du l'amme 75042 Paris.) Louvre, 75002 Paris.)

El Dans CPE BULLETIN, un bilan de la situation de l'Europe dans la compétition industrielle mondiale. (N° 38, juin, 16 numéros par an, abonnement us an 780 F. — ADITECH, 96, boulevard Auguste-Blanqui, 75013 Paris.)

El Dégager de nouvelles pistes de recher-che sur l'évolution des linances publiques, telle est la trame de la dernière livraison de la REVUE FRANÇAISE DE FINANCES PUBLIQUES. Parmi les contributions, des études sur les dépenses de santé sur les zones d'entreprises en France et sur les gones d'entreprises en France et sur les finances locales dans les pays socialistes. (N° 18, tri-matatriel, abonnement un an, 290 F. – 26, twe Vercingétorix, 75014 Paria.)

El Le dernier numéro des CAHIERS FRANÇAIS est consucré à la flexibilité du travail dans l'entreprise et comme réponse à la crise. (N° 231, mai-juis 1987, 5 mméros par as. 42 F. — La Documentation française,

B Dans « M », un dossier sur la « Résisti-ble ascension de J.-M. Le Pen » met en évi-dence la poussée du leader du Front national et la relative inefficacité de ceux qui veulont l'endiguer. (Nº 12, juin-juillet 1987, mensue 30 F. - 209, rue Saint-Manr, 75010 Paris.)

El La revue ACTES consacre un dossier aux polices privées: l'extension et la consécra-tion, tant politique que juridique, du secteur privé de la sécurité. (N° 68, été 1987, 5 numeros par an, 50 F. - 31, rue Bol 75013 Paris.)

61 L'identité et le devenir de la Corse, «l'île paradoxe», par des approches historiques, sociologiques, économiques, existen-tielles dans PEUPLES MEDITERRA-NÉENS. (Nº 38-39, janvier-juin, trimestrie 140 F. – BP 1907/75327 Paris Cedex 07.)

th Le BULLETIN CITIM public un intéressant dossier sur la Nouvelle-Calédonie qui rappelle la longue histoire des Canaques et pourquoi ils sont devenus minoritaires. (N° 72, juin-juillet 1987, bimestriel, 10 F. — CITIM, 70, rue de Bayeux, 14000 Caen.)

E CIMADE INFORMATION consists tu dossier au retour des réfugiés. Après avoir accuelli nombre d'exilés, la CIMADE socient des projets de réinsertion au pays, qui sont relatés par des témoignages. (N° 7, juillet 1987, messuel, 15 F. — 176, rue de Gressille, 75007 Paris.)

22 En 1985, la FAO adoptait un code volontaire sur la distribution et l'utilisation des pesticides. Deux ans après, LA LETTRE DE SOLAGRAL fait le point sur cette délicate question. (N° 61, juillet-août 1967, menssel, 13 F. - 5, rue François-Bizette,

E Quel rôle pour les ONG? s'interroge CROISSANCE DES JEUNIES NATIONS dans un supplément spécial. A noter aussi : un dostier sur le Victuum et des articles sur le vingt-cinquième anniversaire de l'indéneu

dance algérienne, (N° 296, juillet-août 1987, messuel, 24 F. – 163, boulevard Malesherbes, 75859 Paris Codex 17.)

18 Dans sa dernière livraison, ALTERNA-TIVES ECONOMIQUES résume l'action de la CNUCED depuis 1964 et rappelle les enjeux de la récente résuion de Genève. (N° 49, juillet-septembre 1987, mensuel, 16 F. – 12, rue du Chaignot, 2000 Dijon.)

B DOSSIERS FAIM DEVELOPPE-MENT consacre se dernière livraison au Bré-sil, aux jeunes et à l'aide au développement, à la CNUCED et à Gaza. (N° 156, juin-juillet 1987, mensuel, 16 F. — CCFD, 4, rue Jean-Lander, 75061 Paris.)

10 David Seddon, dans REVIEW OF AFRICAN POLITICAL ECONOMY, 202lyse l'évolution du conflit entre le Maroc et le Front Polisario au Sahara occidental. (N° 38, avell, paraît trois fois Pas, 3,5 livres. — Regency House, 75-77 St-Mary's Rd, Shef-field S2 4AN, Roysseme-Uni.)

Dans un numéro consacré aux « alertes ca Méditerranée », HÉRODOTE public une série d'articles sur les braises qui convent en Algérie, su Maroc et en Tunisie. Un bilan de quarante aus de rapports URSS-lerael et une grille de lecture des conflirs libanais complètent la livraison. (Nº 45, deuxième trimestre trimestriel, 65 F. – 1, place Paul-Palalevé 75005 Paris.)

19 Dags LES CARIERS DE L'ORIENT. Rémy Leveau étudie les relations entre » pou voir économique et pouvoir politique dans le Maroc d'Hassan II », tandis qu'Abdelleader Dieghioul passe en revue « vingt-cinq aus de mutation en Algérie». (Nº 6, juillet, trimes-triel, 80 F. - 80, rue Saint-Dominique, 75007

B Un donner de PROBLEMES POLITI-QUES ET SOCIAUX consacré à la «ques-tion palestinieme» tante de faire le point sur deux problèmes centraux : les territoires occupés et celui de l'alliance conflictuelle entre les Palestiniens et les Etats arabes. (Nº 564, 24 juillet 1987, an rendredi sur deux, 16 F. – La Documentation française.

5 Deps THE OTHER ISRAEL, deax articles à lire : « De nouvelles voix en faveur de négociations avec l'OLP » et « Les mouvements juifs orientaux pour la paix ». (Nº 26,

#### Le Monde Diplomatique en espagnol

Deux éditions en espagnol du Monde diplomatique sont publices et diffusées simultanément en Amérique latine, l'une au Mexique, l'autre en Argentine. Les lecteurs hispanophones du monde entier peuvent s'abonner indifféremment à l'une des deux éditions, réalisées à partir de la même traduction.

Les deux versions comprennent en rédisé localement avec le concours de ollaborateurs de toute l'Amérique latine. Edition de Mexico :

Le Monde diplomatique en espa-fiol, 2 Cerrada de Guadalajara nº 7-1; Col. Roma Norte. Mexico DF 06700. Tél.: 211-3752.

Edition de Burnon-Aires :

Le Monde diplomatique de Fran-cia », 25 de Mayo 595, 5º piso; (1002) Buenos Aires. Tél.: 312 2357/7651.

juin, mensuel, prix non indiqui. - POB 956, Tel-Aviv, Israël 61 008.)

D Un dossier, dans ARAB STUDIES QUARTERLY, consacré au « terrorisme et le Proche-Orient». On lira en particulier les arti-cles de Halim I. Barakat, Fred Halliday et Michel Stohl. (Vol. 9, nº 2, été, trimestriel, 8 dellars. - 556 Trapelo Road, Belmont, MA 62178, Etats-Unis.)

El Les prescriptions du FMI et le retour des énigrés du Golfe sont deux des sujets abordés par la REVUE DE LA PRESSE EGYPTIENNE qui permet de suivre régulièrement les débats qui se déroulent au Caire. (N° 24-25, 2° semestre 1986, trimestriel, benever par 480 E. CENEL MEC. abonnessent un su : 400 F. - CEDEJ, MRC, ambassade de France au Caire, ministère des affaires étrangères, service de la valise diplo-matique, 37, quai d'Orsay, 75007 Paris.)

El Y a-t-il une logique du système politique africain? L'Etat a-t-il une fonction de reproduction de la domination de classes dominantes? Un passionnant dossier de POLITI-QUE AFRICAINE sur « classes. Etat, snarché ». (N° 26, juin 1987, trimestriel, 70 F. - Editions Karthela, Paria.)

22 Ethiopie : il n'y a pas de bons ou de man-vais malades, écrit Jean-Pierre de Lamalle dans MÉDECINS SANS FRONTIÈRES BELGIQUE. (Denxième trimestre 1987, tri-mestriel. – 24, rue Deschampheleer,

Si Un dossier à propos du conflit qui oppose l'Eglise et l'Etat au Burundi et une étude sur les criquets au Sahel en 1986, dans AFRIQUE CONTEMPORAINE. (N° 142, avril-mai-juiz 1987, trimestriel, 32 F. – 124, rue Henri-Barbusse, 91308 Anhervilliers

M Dans MONDES EN DÉVELOPPE-MENT, des analyses sur les économies expor-tatrices de pétrole du tiers-moode, sur la poli-tique monétaire des îles de la Caralbe anglophone et sur le niveau de l'emploi dans l'industrie manufacturière en Tunisie. (N° 56, trimestriel, 150 F. – ISMEA, 11, rue Pierre-et-Marie-Curie, 75005 Paris.)

S NACLA offre une rétrospective et une analyse des relations de l'Union soviétique avec l'Amérique latine, de 1917 à nos jours : le avec l'Amerique autre, ce 1911 a ma pont le soutien pragmatique aux révolutionnaires et la pénétration économique. (Vol. 21, nº 1, janvier-février 1987, bimestriel, 3,50 dollars. — 151 West 19th Street, 9th Floor, New York, NY 10011).

2 RECHERCHES INTERNATIO-NALES consacre son numéro de printemps à l'Amérique latine : la stratégie des Etats-Unis en Amérique centrale, la défense au Nicaragua, la théologie de la libération, etc. (N° 23, printemps 1987, trimestriel, 62 F. — Institut de l'acherche marxistes, 64, hd Auguste-Simond, 75013 Paris.) Les CAHIERS DU BRÉSIL

CONTEMPORAIN, dirigés par Ignacy Sachs, consacrent leur premier numéro à « la recherche urbaine et le logement au Brésil ».

(N° 1, 1987, pas d'indication de prix si de périodicité. — Centre de recherches sur la litréall contemporain, Maison des sciences de Phomme, 54, hd Raspall, 75270 Paris Cedex 06.)

5 La LETTRE DE LA FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES DROITS DE L'HOMME public un rapport de mission par-ticulièrement édifiant sur « la prostitution des enfants an Brésil », pays où plus de 30 millions d'enfants vivent dans la rue, matériellement et affectivement abandonnés. (N° 83, hort série, hebdomadaire, 60 F. — 27, rue Jean-Dolent, 48034 Barley) 75014 Paris.)

El Dans la devalère livraison du COUR RIER DE L'ACAT, revue de l'association Action des chrétiens pour l'abolition de la tor-ture, un dossier sur les enfants qui meurent par millions chaque année dans le monde pour ments. (Nº 77, juillet-août, 9 mentros par an, 14 F. – 252, rue St-Jacques, 75005 Paria.) El Dans ARETTO, publication des Cabains

des Etats-Unis, un article à propos du dialogue entre l'Eglise et l'Etat à Caba et un entretien entre l'Eglise et l'Etat à Cabe et un entretien avec l'ancien chef des «contras» nicara-guayens, Edgar Chamorro — aujourd'hui bos-tile à l'agression des Etats-Unis, — sur les fonctionnements de l'opposition armée au Nicaragus et sur la recherche d'une solution pacifique au conflit. (Vol. 1, n° 1, printense 1987, trimestriel, abonnement annuel : 18 dollars. — PO Best 44 1463, Milant, FL

E A la veille du sommet l'rancophone de Québec, PROJET public une étude sur les styles de vie québécois et un cesal, « Le Canada, un Eint en définition ». A noter éga-lement deux erticles sur l'Eclatement du salariat et la nécessité d'un nouveau syndicalisme. (N° 206, juillet-août, bimestriel, 52 F. — 14, rue d'Assas, 75006 Paris.)

Si Dans CAHTERS DU CINÉMA : un intretien avec le réalisateur Jean-Pierre

Mocky et un autre avec le grand cinéaste indien Satyajit Ray. (N° 398, juillet-noût, mensuel, 30 F. – 9, passage de la Boule-Blanche, 75012 Paris.)

Un numéro spécial de CinémAc-tion consacré aux « cinémas arabes ». Une tion consacre aux « cinemas arabes ». Une vingtaine d'auteurs — parmi lesquels Mouny Berrah, Férid Boughedir, Jean-Michel Cluny, Bondjemaä Karrêche, Moumen Smihi et Tahar Ben Jelloun — passent men smin et l'ânar Ben Jelloun – passent en revue tous les aspects des différentes cinématographies du monde arabe. Un dio-tionnaire des cinéastes, une bibliographie et un index des noms cités complètent for utilement cette remarquable livraison. (N° 43, juin, trimestriel, 120 F. – Edi-tions du Cerf, Paris.)

13 VERTIGE, journal qui défend la créa-tion musicale, publie une réflexion de Jean-Louis Caccomo sur le rock « Reflet noir d'un mal de vivre et d'une peur du lendemain ». (N° 3, périodicité non indiquée, prix non indi-qué. — Rue de la Grande-Gorge, Les Sieyes, 04000 Digne.)

B Au sommaire de SCIENCES ET TECHNIQUES, un dossier sur le boom des cartes à mémoire dans les secteurs non bancaires et un bilan de la robotique ambricaire. (N 39, juillet-août, 11 maméros par an, 29 F. – 2, rue Béranger, 75003 Paris.)

Si La science est un produit du travail humain. Mais qui contrôle les choix et la sinalité? Les recherches correspondent-elles à un besoin social? Sur ces thèmes, ROUGE Sciences sans conscience » auquel ont participé de nombreux scientifiques. (Numéro hors série, 15 F. – PEC, 2, rue Richard-Lesoir, 93100 Montre

René Le Guen, dans LA PENSÉE, proe phénomène social d'ensemble». (Nº 256, mars-avril, bimestriel, 62 F. = 64, bd Anguste-Bianqui, 75013 Paris.)

& La REVUE POLITIQUE ET PARLE-MENTAIRE fait le point sur l'audiovisuel à l'heure de la privatisation avec un gros dossier d'une douzaine de contributions parmi lesquelles celles de Thierry Pfister, Gérard Théry, Thierry Le Roy et Jérôme Clément. (N° 929, mai-juin, bimestriel, 65 F. – 17, avenue Gourgand, 75017 Paris.)

E Un passionnant dossier, dans ANNALES DE LA RECHERCHE URANIT, consacré aux « cités câbiées, conversations, communications»; on lira, en particulier, les articles de Paul Virillo, Abraham Moles, Gérard Lagness et Jean-Paul Simos. (N° 34, Julis-Juillet, bimestriel, 90 F. – CDR, 11, rue Gossin, 92543 Montrouge, Cedex.)

#### BIBLIOGRAPHIE

Les problèmes d'actualité vus par les organisations internationales

QUESTIONS ET RÉPONSES: ce qu'il faut savoir sur la politique de la Banque asiatique de développement, ses ressources et ses activités de prêt. (BAD, BP 789, Manille, 1986, 81 pages.)

 RÉSUMÉ STATISTIQUE DE L'UNESCO, 1986 : données par pays sur l'éducation, la acience et la technologie, la culture et la communication. (UNESCO, Paris, 335 pages, 46 F.)

### Prochains colloques

A l'initiative de différents centres de recherche liés au CNRS, se réunira dans l'Oise, les 15, 16 et 17 septembre, un colloque intitulé «TURQUIE, MOYEN-ORIENT, MARCHE COMMUN». (Renseignements: secrétariat du centre « les Fontaines », BP 205, 60500 Chantilly. Tél.: (16) 44-57-24-60). . NOUVELLE INDUSTRIALI-

SATION, NOUVELLE URBANISA-TION, VILLES ET TECHNO-POLES »: sur ce thème, se tiendra à Toulouse, les 23, 24 et 25 septembre, une réunion internationale à l'initiative du Centre interdisciplinaire d'études urbaines. (Renseignements: Pierre Fraixanet, centre de promotion de la recherche scientifique, université Toulouse-Le Mirail, 5, allée Antonio-Machado, 31058 Toulouse Codex.)

### UN « PROCÈS-ROMAN »

### Klaus Barbie parle

Etait il possible de faire parler Klaus Barbie, qui, devant ses juges, affirmaît n'avoir rien à dire? C'est ce que tente Bertrand Poirot-Delpech dans un « procès-roman » (1) où s'expriment tour à tour l'accuse lui-même, des témoins, une femme membre du jury, un huissier, un vieux journaliste, un Français pronazi, etc. Un scrupule s'impose : la fiction peut-elle valoir mieux que les hrèves phrases du bourreau, que les longues dépositions des rescapés, que les froides questions du juge ? Rien ne remplacera jamais la lecture intégrale des minutes de ce très long procès. Mais seront-elles jamais publiées ? Et qui s'appliquera à les scruter ligne à ligne ?

Or voici qu'en cent soixante pages apparaissent, imaginés et pourtant vrais, les personnages qui ont hanté le palais de justice de Lyon. La parodie et le sarcasme de l'auteur restituent un climat, suggèrent des réflexions, perturbent des certitudes et parfois disent l'indivible. Puis, soudain, une flamme glacée, celle de la vérité sans fard : ce sous-préfet qui sauva des juifs et ne fera pas carrière, ces mères allemandes qui incitent leurs enfants à cracher sur les déportés, le nom oublié du commissaire de police qui fournissait des faux papiers, le geste humain d'un soldat allemand au fort Moutluc et cette phrase d'un survivant ; « Au camp du Struthof, on a tiré à la courte-paille l'unique doss d'opium capable d'arrêter nos dysenteries saignantes... Me voilà. »

En réalité, si peu que ce soit, Barbie a quand même parlé. Ce fut pour dire qu'il « respectuit » la Résistance... Autrement dit, la torture était pour lui le meilleur moyen d'exprimer ce monstrueux respect. Nul ne peut évidemment accepter pareille perversion des mots et des sentiments. Voilà bien ce qu'expriment la dérision et la tendresse dont est empreint le récit de Bertrand Poirot-Delpech

(1) Bertrand Poirot-Delpach, Monsieur Barbie n'a rien à dire, Gallimard, Paris, 1987, 160 pages, 75 F.

### ONNEES Francophonie dans le monde données factuelles et RAPPORT Le lecteur y trouvera des évaluations fournies par les postes diplomatiques trançais dans le monde, des éléments nouveaux concernant la pédagogie, la 'espace francophone Un an après le « Rapport 85 sur POUVE communication, la science, la technique, les arts et la culture, ainsi qu'une pertie transversale enregisl'état de la francophonie dans le monde», qui constitue la première somme du genre, le Haut Consail publie une trant les grandes tendances récentes. Le nouveau Rapport du Haut Conseil offre au lecteur averti l'indispensable rappel des faits, événements et initiatives ayant marqué la nouvelle enquête. Les « Données Nouvelles 86-87 » se présentent comme un tableau de l'actualité francophone, informatif et documentaire qui complète le premier francophonie depuis un an. A thre à la lumière du BON DE COMMANDE à retourner à la Documentation Française 124, rue Henri-Barbusse - 93308 Aubenvilliers Cedex. **■ DONNÉES NOUVELLES »** Je soufiaite recevoir « L'état de la Francophonie, dans le monde, données nouvelles » 212 pages 80 francs + port LA DOCUMENTATION FRANÇAISE 31, quai Voltaire - 75007 Paris Tél.: (1) 40.15.70.00

PILIE

### Par NGUGI WA THIONG'O

Kényan, comme écrivain de langue anglaise, Ngugi wa Thiong'o déclare d'emblée dans son dernier livre, Decolonising the Mind: The Politics of Language in African Literature (1), qu'il n'écrira désormais plus qu'en kikuyu, sa langue maternelle, ou en kiswahili. Les essais qui composent ce livre — «The Language of African Literature» (« la langue de la littérature africaine»), «The Language of African Theatre» (« la langue du théâtre africain»), «The Language of African Fiction» (« la langue du roman africain»), «The Quest for Relevance» (« la quête de la pertinence») — expliquent comment l'auteur a été amené à prendre une telle décision et en font admettre le bien-fondé.

Né dans une famille paysanne, Ngugi wa Thiong'o a fait ses premières classes en langue kikuyu, notamment dans une école tenne par des militants nationalistes. Mais, après la déclaration de l'état d'urgence en 1952, ces écoles ont été soumises au régime colonial; la seule langue d'instruction était l'anglais. Ngugi wa Thiong'o a poursuivi ses études, il est devenu universitaire et écrivain, mais il lui est resté une préoccupation douloureuse pour la question des langues saisie dans toute son ampleur.

C'est en 1977 qu'il a été amené à la résoudre en pratique. Professeur de littérature à l'université de Nairobi, il avait aussi commencé à travailler avec les paysans et ouvriers d'un centre d'éducation communautaire dans une ville satellite de Nairobi, qui lui ont un jour demandé une pièce de théâtre qu'ils puissent jouer. En quelle langue l'écrire sinon la leur? La pièce a en un tel succès que le gouvernement du Kenya s'en est ému à sa manière ; fin 1977, elle a été interdite, et Ngugi wa Thiong'o, arrêté. Pendant l'année qu'il a passée es prison, il a écrit un roman en kikuyu, édité en 1980 ; son succès — il a été vendu à quinze mille exemplaires et largement diffusé dans les milieux populaires — l'a conforté dans son choix.

En 1982, alors qu'il était en voyage à l'étranger; Ngugi wa Thiong'o fut averti qu'il serait arrêté et détenu sans jugement s'il rentrait au Kenya. Decolonising the Mind, ce livre qui dit les retrouvailles d'un écrivain avec son peuple, a donc été écrit en exil.

ADRIAN ADAMS.

Ngugi wa Thiong'o, Decolonising the Mind: The Politics of Language in African Literature, James Currey-Heinemann, Londres, 1986, 128 pages, 4,95 livres.

A question, la voici : en tant qu'écrivains africains, nous nous sommes toujours élevés contre les rapports économiques et politiques de type néocolonial avec l'Europe et l'Amérique. Bien. Mais en continuant d'écrire dans des langues étrangères, leur rendant ainsi hommage, ne perpétuons-nous pas au niveau culturel cet esprit néocolonial, abject et servile ? Quelle est la différence entre un homme politique proclamant que l'Afrique ne peut se passer de l'impérialisme, et un écrivain proclamant que l'Afrique ne peut se passer des langues européennes ?

Tandis que nous haranguions les cercles proches du pouvoir dans une langue qui exclusit automatiquement du débat la paysannerie et la classe ouvrière, la culture impérialiste et les forces réactionnaires africaines ont eu le champ libre. La Bible est disponible en quantités illimitées dans la moindre des langues africaines. Les cliques compradores au pouvoir sont également ravies d'avoir la paysannerie et la classe ouvrière pour elles toutes seules; les distorsions, les décrets autocratiques, les fossiles de musée exhibés comme culture africaine, les idéologies féodales, les superstitions, les mensonges, tous ces éléments rétrogrades, et d'autres, sont communiqués aux masses africaines dans leur propre langue; sans aucune opposition de la part de ceux qui ont une autre vision de l'avenir,

D. CARREAU

enveloppés dans un douillet cocon d'anglais, de français, de portugais. Il est piquant de constater que l'homme politique africain le plus réactionnaire, celui qui est prêt à vendre l'Afrique à l'Europe, maîtrise souvent fort bien les langues africaines; tout comme autrefois les plus zélés des missionnaires, qui voulaient sauver l'Afrique d'elle-même, et notamment de ses langues païennes, maîtrisaient fort bien néanmoins les langues africaines, pour lesquelles ils out souvent conçu des systèmes de transcription. Le missionnaire européen croyait trop à sa mission de conquête, pour ne pas la communiquer dans les langues accessibles aux populations; l'écrivain africain croit trop en la « littérature africaine » pour l'écrire dans ces langues de paysans, ethniques, sources de division, sous-développées!

Par un surcroît d'ironie, ce qu'ils ont produit, quoi qu'ils en disent, n'est pas de la littérature africaine. Les éditeurs d'une récente collection de manuels de littérature anglaise ont

eu raison d'inclure ces textes-là dans leur dernier tome, celui qui traite de la littérature de langue anglaise au vingtième siècle ; de même que l'Académie française a eu raison d'honorer Senghor pour son apport réel et talentueux à la langue et à la littérature françaises. Ce que nous avons créé est une tradition hybride parmi tant d'autres, tradition de transition, tradition minoritaire qu'on ne peut qu'appeler « littérature afro-européenne». Elle a produit bien des auteurs et des œuvres d'authentique valeur: Chinua Achebe, Wole Soyinka, Ayi Kwei Armah, Sembène Ousmane, Agostino Neto, Sédar Senghor et bien d'autres. Qui niera leur talent? Les produits de leur imagination féconde ont certainement éclairé d'importants aspects de l'être africain, dans sa lutte contre les conséquences politiques et économiques de ce qui s'est passé depuis la conférence de Berlin (1). Mais ne nous leurrons pas! Leurs écrits appartiennent à une tradition afrosuropéenne, qui durera probablement ce que durera la domination de l'Afrique par le capital européen dans un contexte néocolonial. La littérature afro-européenne peut être définie comme la littérature écrite par des Africains dans des langues européennes à l'époque de l'impérialisme.

Mais certains se rangent à la conclusion inéluctable que proclamait Obi Wali avec tant de vigueur polémique, il y a vingt ans déjà : la littérature africaine ne peut être écrite que dans des langues africaines, les langues de la paysannerie et de la classe

ouvrière, qui constituent pour chacune de nos nationalités le principal instrument de l'alliance de classe, l'agent de la prochaine rupture révolutionnaire avec le néocolonialisme.

Al commencé à écrire en langue kikuyu en 1977, après avoir pendant dix-sept ans participé à la littérature afro-européenne, afro-anglaise dans mon cas. C'est alors que j'ai collaboré avec Ngugi wa Miriì à la rédaction de la pièce Nguahika Ndeenda (le titre de la traduction anglaise est I Will Marry When I Want (2). J'ai publié, depuis, un roman en kikuyu, Caitaani Mutharabaini (en traduction anglaise: Devil on the Cross) (3); et écrit un drame musical, Maitu Njugira (Mother Sing for Me) (4), trois livres pour enfants, Njamba Nene na Mbaathi i Mathagu, Bathitoora ya Njamba Nene, Njamba Nene na Cibu King'

ang'i, et le manuscrit d'un autre roman. Matigari Ma Njiruungi. Partout où j'ai été, surtout en Europe, j'ai dû répondre à la question : « Pourquoi écrivez-vous maintenant en kikuyu? » Dans certains milieux universitaires, j'ai subi des reproches : « Pourquoi nous avez-vous abandonnés? » C'est presque comme si, en choisissant d'écrire en kikuyu, je faisais quelque chose d'anormal. Mais le kikuyu est ma langue maternelle! Ce qui tomberait sous le sens dans la pratique littéraire d'autres cultures étonne chez un écrivain africain, et cela montre à quel point l'impérialisme a déformé la vision des réalités africaines. La réalité a été mise sens dessus dessous : l'anormal passe pour normal et le normal pour anormal. En réalité, l'Afrique enrichit l'Europe; mais on fait croire à l'Afrique qu'elle a besoin de l'Europe pour la sauver de la misère. Ses ressources naturelles et humaines continuent de contribuer au développement de l'Europe et de l'Amérique; mais on persuade l'Afrique qu'elle doit être reconnaissante de l'aide reçue de ceux-là mêmes qui écrasent encore le continent. Elle produit même des intellectuels qui justifient cette manière de voir

l'Afrique à l'envers.

Je crois que le fait d'écrire, en langue kikuyu, une langue du Kenya, une langue africaine, participe intégralement aux luttes anti-impérialistes des peuples africains et kényans. Dans les écoles et les universités, nos langues kényanes — celles des diverses nationalités qui composent le Kenya — ont

été associées à des attributs négatifs : arriération, sousdéveloppement, misère. Nous qui avons suivi ce système scolaire, étions censés en sortir avec la haine du peuple, de la culture et des valeurs de la langue qui nous valait brimades et humiliations quotidiennes. Je ne veux pas voir les enfants du Kenya grandir dans cette tradition, imposée par l'impérialisme, de mépris pour les instruments de communication forgés par leurs communautés et leur histoire. Je veux qu'ils surmontent l'aliénation coloniale.

L'aliénation coloniale prend deux formes, liées : se distancier activement (ou passivement) de la réalité ambiante, s'identifier activement (ou passivement) à ce qui est le plus extérieur à cette réalité. Elle commence par dissocier délibérément la langue de la conceptualisation, de la réflexion, de l'éducation formelle, du développement mental, et la langue des rapports quotidiens au sein de la famille et la communauté. C'est comme si l'on séparait le corps et l'esprit, afin qu'ils occupent dans la même personne deux sphères linguistiques séparées. Sur le plan social, c'est comme si l'on produisait une société de têtes sans corps et de corps sans têtes.

E voudrais donc contribuer à restaurer l'harmonie entre tous ces aspects disjoints de la langue, à rendre l'enfant kenyan à son environnement, afin qu'il puisse le comprendre pleinement pour le transformer dans l'intérêt de tous. Je voudrais que les langues maternelles des peuples du Kenya (nos langues nationales !) produisent une littérature qui



PLANTE

reflète non seulement les rythmes de l'expression orale de l'enfant, mais aussi sa lutte avec la nature et sa condition sociale. A partir de cette harmonie entre lui-même, sa langue et son environnement, il pourra apprendre d'autres langues, et apprécier les éléments positifs, humanistes, démocratiques et révolutionnaires des littératures et cultures d'autres peuples, sans complexes à l'égard de sa propre langue, son propre moi, son environnement. La langue nationale du Kenya tout entier (le kiswahili), les autres langues nationales, celles des diverses nationalités du pays, comme le luo, le kikuyu, le massai, le luhya, le kallinjin, le kamba, le mijikenda, le somali, le galla, le turkana, l'arabe); les autres langues africaines, telles le hausa, le wolof, le yoruba, l'ibo, le zulu, le nyanja, le lingala, le kimbundu; les langues étrangères - étrangères à l'Afrique - comme l'anglais, le français, l'allemand, le russe, le chinois, le japonais, le portugais, l'espagnol, trouveront alors leur juste place dans la vie des enfants kenyans. [...]

Mais c'est précisément lorsque les écrivains veulent mettre les langues africaines au service des luttes paysannes et ouvrières qu'ils rencontrent les pires obstacles. Car pour les régimes compradores, l'ennemi véritable, c'est une paysannerie et une classe ouvrière éveillées. Un écrivain qui veut communiquer un message d'unité et d'espoir révolutionnaire dans les langues du peuple devient un personnage subversif. [...] La participation démocratique du peuple à la transformation de ses conditions de vie, à un déhat sur ses conditions de vie qui se déroulerait dans des langues permettant une compréhension réciproque, est perçue comme un danger pour le gouvernement et les institutions du pays. Dès qu'elles portent un message en rapport direct avec la vie du peuple, les langues africaines deviennent des ennemies pour l'Etat néocoloniel.

(Copyright James Currey Publisher, 54 B Thornhill Square, Islington, Londres N 1 1 BE.)

(1) NDLR. – La conférence de Berlin, en 1885, partage l'Afrique entre la France, la Grande-Bretagne, le Portugal, l'Allemagne et la Belgique. (2) NDLR. – En français : « Je me marierai quand je voudrai ».

(2) NDLR. -- En français : « Je me marierai
 (3) NDLR. -- « Le Diable sur la Croix ».
 (4) NDLR. -- « Ma mère chante pour moi ».

PRINCIPALES ŒUVRES-

ROMANS: Weep Not, Child, Heinemann, Londres, 1965 (Enfant, ne pleure pas, Hatier, Paris, 1984); The River Between, Heinemann, Londres, 1965; A Grain of Wheat, Heinemann, Londres, 1966 (Et le blé jaillira, Julliard, Paris, 1969); Secret Lives, Heinemann, Londres, 1975; Petals of Blood, Heinemann, Londres, 1977 (Pétales de sang, Présence africaine, Paris, 1985).

ESSAIS: Homecoming, Heinemann, Londres, 1972. Detained, Heinemann, Londres, 1981. Barrel of A Pan, Africa World Press, New-York, 1983.

patraire international et de la patraire international et de la patraire des Frats-1 nis dans dans de la patraire de la pied. La reasona de la prediction de la

or de mer - data W A STATE OF STATE OF STATE grant of the wind State and the state of the stat The second of the second secon 大田 シャラー かる 人は 海域 1. 15. A. 18. The second secon .ga 124 ft 11 Personal Property States The state of the state of the state of AND THE REAL PROPERTY OF THE PERSON. MERCENTAL DE SERVED A And the second s mil martin mermen de in and the first that will be the first of the second of the ian materia even de Annan

The control of the co

A Mine of a Free Property of the Sant of t

man erient in fors an incerman to insure or instrument
an entrepole of instrument
an extension of instrument
an extension of the regime
than Ooste a kampais, deer
than one entre is
and matter organisate.

Afrique
Afrique
Noire
Richelleu
Mitterrand

Pierre Biomès

in moire des Noirs à l'agre réado-libyenne. Il ars de presence sud du sur les possion. Il arconnés en memoire du l'agre colonicisse. Il arconnés en memoire du l'agre un écoinage l'agre

MAND COLIN

McWHINNEY

Les Nations Unies et la formation du droit ... 150 FF

SFDI - COLLOQUE DE LYON

La juridiction internationale permanente ... 320 FF

A. PLANTEY

De la politique entre les États. Principe de diplomatie ... 200 FF

ÉDITIONS A. PEDONE

13, rue Soufflot, 75005 PARIS

P. BRETTON - M. FOLLIOT
Négociations internationales 80 FF

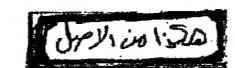
Négociations internationales .......

M. FOLLIOT

Les relations aériennes internationales . . . . . 280 FF

\_\_\_ Tél. : 43-54-05-97 \_\_\_\_

العكة أمن الأعلى



### ES AFRICAINE

its negatifs : arrieration tions dui avons suivi ce system

avec la haine du peuple de imgue qui nous valait brime engue qui pas voir les enfant. tradition, imposée par line.

instruments de commune fast leur histoire. Je veu pi

prend deux formes, liées : \* de

réalité anti-passivement) à ce qui est le passivement passivement passivement par dissorier la le

passivement) a ce qui est le le sammence par dissocier delle commence par dissocier delle sammental, et la le samille et la le samille et la le samille et la samille et l

sein de la famille et la consideration de la consideration de la corps et l'esprit de corps e

personne deux sphères line

contra de la langue, à rendre l'est

ginement, afin qu'il puisse le

pour le transformer dans l'in-

es l) produisent une littérante

IL M'A DEMANDÉ

SON CHEMIN EN

KIKŪYŪ!!/IL

SE CROTTEN

LANGUE

cythmes de l'expression onle

harmonie entre la mêne, se les

proper de culture d'aure proper

nationale de herra toute nationales, celles de he nationale luo, le historie le mass

b mijthenda, le semala kë

The le ania, le manja k la

Paralle Pallemani, e rase, le te

fineguoi, trauseront ales ler?

larque les écrivaires veulentes

pires costa les las par

Me Un écrisain qui seul con

of despoir revolutionaire

personnage subsetsil be personnage subsetsil be personnage subsetsil be peuple a la transformation de mis

permettant une comprise

Die qu'elles pertent un messi de peuple, les langues des l'Eint néoccionai.

Tablisher, 54 B Thomas

Books, en 1845, partage [ strate Bostonia, l'Allert ague et le Bostonia de ma mattern, quant le stadie!

PRINCIPALES GUVIES

COMMENT HUMANITATION, LONGING

Human, Pauls, 1984, The first

Human, Pauls, 1984, The first

Human, 1865; A. Grain of Mark

1865; A. Grain of Mark

1866; A. Grain of Mark

1866;

Lordres. 1977 (Pirales de SS)

19664. Londres, 1972 97 1961. Barrai of A Pen, Hol.

pear ma .

an arvice des lattes paramet

writable, c'est une passant

tenres ...

Grangeres - established the

langues africanes elle

pierra apprenire d'autre imen-

sarps et de corps sans irles.

### PILIER DE LA STRATÉGIE AMÉRICAINE DANS LA RÉGION

### Le Kenya, dans toute sa fragilité

/ITÉ en exemple pour s'être conformé aux exigences du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, le Kenya, principal allié des Etats-Unis dans l'Est africain, s'enfonce dans l'inégalité : chômage des jeunes, expulsions de travailleurs étrangers, effondrement du salaire minimum, violence urbaine, droits de l'homme foulés au pied... Les remous s'amplifient autour du président Daniel Arap Moï, alors qu'augmente le nombre de conseillers militaires israéliens et que Nairobi paraît tenté de renouer ses relations avec Jérusalem.

Par VICTORIA BRITTAIN

Avec l'intégration du Kenya dans le dispositif de la Force de déploiement rapide américaine, s'est ouvert une nouvelle phase dans l'histoire du pays. Les accords semi-secrets signés en juin 1980 (1) donnaient aux militaires des Etats-Unis accès au port et à l'aéroport de Mombasa sur l'océan Indien, ainsi qu'aux terrains d'aviation de Nairobi, de Nanuki dans la province centrale et de Wajir dans le désert de la région du nord-est habité principalement par des pasteurs somaliens. De cette alliance, seuls tirèrent bénéfice le personnel politique - qui reçut de substantiels potsde-vin - et les propriétaires des hôtels. maisons de passe et casinos, où des mil-liers de soldats de la flotte américaine venaient se délasser. Cet afflux d'argent accentua la concentration des richesses dans un petit cercle de la bourgeoisie, qui avait déjà prospéré de manière spectaculaire sous Kenyatta. De surcroît, le développement de la prostitution entraîna une exploitation des femmes encore inégalée.

Pour les Etats-Unis, la priorité donnée à leurs relations avec le Kenya avait une signification régionale et continentale qui dépassait de loin les quelques profits retirés des ventes d'équipements militaires ou les possibilités de fréquenter les bars et les plages offertes à leurs marins. Enserré entre l'Ethiopie marxiste, la Tanzanie socialiste, le régime, faible et discrédité, de M. Siad Barré en Somalie et l'Ouganda instable du temps de M. Oboté, le Kenya apparaissait comme le seul alliéfiable de l'Occident.

Sur le terrain diplomatique, les autorités kényanes se sont ainsi prêtées à diverses tentatives pour modifier le cours des événements en Afrique. Elles ont aidé les Israéliens dans leurs efforts pour renouer avec les Etats du continent; elles ont fait pression sur l'Organisation de l'unité africaine pour tenter de bioquer la relance des négociations entre le Maroc et le Front Polisario elles ont fourni un asile, du travail et des papiers aux opposants au régime du FRELIMO du Mozembique; et, surtout, elles ont combiné diplomatie et intervention militaire pour empêcher l'accession au pouvoir, dans l'Ouganda voisin, de M. Yoweri Museveni et de l'armée de résistance natio-

Nairobi était devenu à la fois un lieu de surveillance de l'insurrection ougandaise et un contrepoids à l'influence des Tanzaniens auprès d'elle. En soût 1985, après l'effondrement da régime de M. Milton Oboté à Kampala, des pourparlers furent entamés entre la nouvelle junte militaire ougandaise,

dirigée par le général Tito Okello, et M. Museveni. Toujours présents militairement dans le pays, les Britanni-ques contribuèrent alors à faire porter M. Moi, le chef de l'Etat kényan, à la présidence des négociations. Comme les Américains, les Britanniques entendaient, en se servant du prestige rehaussé de M. MoI, enfermer M. Museveni dans le piège d'une coali-tion gouvernementale faible et divisée, où il ne serait qu'un partenaire de second plan. Mais on sait comment la manœuvre a échoué (2): la NRA accéda seule au pouvoir en janvier

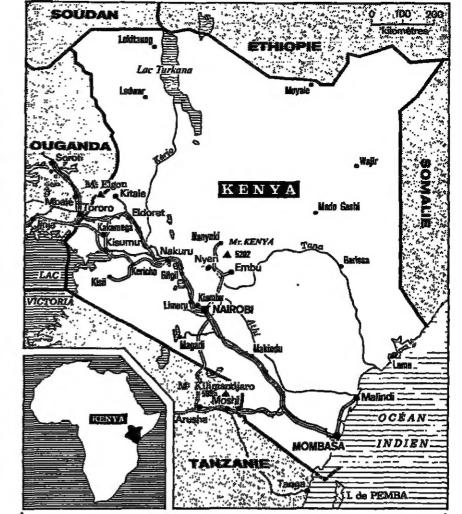
Les négociations de Nairobi donnèrent lieu à des scènes étonnantes. La foule, massée pour assister aux allées et venues des négociateurs, réservait ses applaudissements à M. Museveni et boudait son propre président. Dans une société marquée par la répression, les apparitions du dirigeant de la NRA fournissaient une occasion rare de manifester contre les choix économiques et diplomatiques du régime.

Alors que 30 % des Kényans vivent au-dessous du seuil de pauvreté, les iné-

galités ne cessent de s'aggraver. Depuis 1978, le produit national brut (PNB) itant a diminué annue de 1 %, et aujourd'hui plus de un million de paysans ne possèdent pas de terres. Entre 1978 et 1984, le pourcentage des citoyens « sans ressources connues » a plus que doublé (3). Durant la première moitié de la décennie 80, le salaire minimum réel a chuté de 36 % tandis que le salaire industriel moyen diminuait de 23 %. An cours de la même période, les producteurs de céréales voyaient leurs ressources augmenter de 71 % en termes réels et les producteurs de denrées destinées à l'exportation de 49 %. Ces hausses bénéficiaient principalement aux com-pagnies multinationales et à la grande bourgeoisie kényane.

En 1986, le pays a connu un « miniboom » illusoire, avec la progression de 5 % du PNB grace aux recettes records tirées des trois principales richesses du pays: café, thé, tourisme. Depuis, les prix mondiaux du café et du thé ont chuté tandis que l'industrie du tou-risme – dont les clients viennent en particulier de RFA - est plus durement frappée par la diffusion du SIDA parmi les prostituées que ne le recon-naissent les autorités. L'objectif ambitieux du million de visiteurs pour 1988 a été ramené à huit cent mille, alors que les chiffres actuels plafonnent à cinq cent mille, et que l'accroissement du coût des importations dépasse largement la progression des recettes du tou-

Une part importante des bénéfices réalisés, dans ce secteur comme dans bien d'autres, n'arrivent jamais au Kenya, ou en sortent rapidement. Alors que cent quatre-vingts compagnies multinationales contrôlent la majeure partie de l'industrie, corruption et laisser-faire se combinent pour laisser les profits se réfugier à l'étranger.



#### Points de repère

SUPERFICIE: 583 000 kilomètres cerrés. POPULATION: 20,4 millions d'habitants (tous les chiffres sont de 1985).

PNB/HAB.: 290 dollars.

DETTE: 4,2 milliards de dollars. PRINCIPALES SOURCES DE DEVISES : café, thé, tourisme.

ESPERANCE DE VIE: 54 ans. MORTALITÉ INFANTILE: 91 pour mille.

**EVOLUTION POLITIOUE** 

1895 : instauration du protectorat britamique. 1952 : début de la révolte des Mau-Mau.

DECEMBRE 1963: accession à l'indépendance. Le Kenya African National Union (KANU) s'assure le monopole du ponvoir.

AOUT 1978 : mort de Jomo Kenyatta, père de l'indépendance. Il est remplacé à la tôte de l'Etat par M. Daniel Arap Mol.

### « Brésilianisation »

SOUS le double effet de la crois-sance démographique - 4 % par an, un record mondial - et de la marginalisation des plus panvres parmi les petits propriétaires, qui sont contraints de vendre leurs champs, la pression sur la terre - 18 % sculement des superficies sont cultivables, - se renforce. L'exode vers les villes s'accélère et touche maintenant les femmes qui avaient tendance à demeurer au village. Les bidonvilles s'étendent, la pauvreté s'aggrave et la violence urbaine prend de telles proportions que des milices privées out fait leur apparition dans DUANGERIGES C capitale. Ce phénomène, comparable à ce que l'on peut voir dans diverses capitales latino-américaines, a incité l'Economist à parler de « brésilianisation ».

Chaque année, 300 000 jeunes quittent l'école et se retrouvent sur un marché du travail qui offre, au mieux, 20 000 emplois. Réservés traditionnellement aux immigrants ougandais, rwandais ou burundais, le travail non qualifié et sous-payé dans les plantations de café et de thé est désormais effectué par des Kényans.

Les expulsions, au mois de mars, de milliers de travailleurs étrangers même ceux parfaitement en règle s'inscrivent dans une campagne de chauvinisme par laquelle le président Moi espère gagner quelque popularité. Tâche difficile, car le président est connu comme un des hommes les plus riches d'Afrique (5). Associé au milliardaire israélo-américain M. Gad Zeevi, M. Moi possède une grande part de l'industrie pétrolière, ainsi que l'ancienne compagnie Mobil Oil.

Depuis le coup d'Etat avorté d'août 1982 (6), le capital étranger a commencé à fuir le pays. Le nombre des firmes américaines a chuté de 140 à 125. Ainsi, la compagnie pharmaceutique Bristo Myers s'est installée à Lagos, tandis que Pepsico se transportait à Athènes. Ce mouvement a accompagné l'exode de nombreux asiatiques, premières victimes des pillages et violences qui avaient marqué les événements de l'été 1982.

Mais le gouvernement de M. Reagan a fait un choix inverse. Lors de son court périple africain, en janvier 1987, M. George Shultz a donné en exemple le Kenya et la Côte-d'Ivoire, qui ont favorisé l'extension du secteur privé et se sont conformés aux prescriptions du FMI et de la Banque mondiale.

Quelques jours plus tard pourtant, M. Howard E. Wolpe, président démocrate de la sous-commission pour l'Afrique de la Chambre des représentants, à Washington, dénonçait avec violence le bilan kényan en matière de droits de l'homme : « Nous avons constaté... un accroissement drastique de l'intimidation contre les individus qui critiquent la politique du gouvernement (7). » En mars, lors de la visite

du président Daniel Arap Mol à Washington, la presse américaine montait en épingle plusieurs cas de tortures, ainsi que la détention sans procès d'un avocat conservateur, M. Gibson

Cette pression obligea le président Reagan à aborder le problème lors de sa rencontre avec M. Mol. Mais avec une extrême prudence. « Les droits de l'homme sont l'un des points à l'ordre du jour. Nous avons exprimé notre souhait que soient préservées les insti-tutions démocratiques du Kenya et que la réputation dont jouit ce pays en matière de respect des droits de l'homme ne soit pas ternie », déclara le porto-parole du département d'Etat avant d'ajouter que les relations entre les deux pays se fondaient sur des bases « bien plus larges » (8). Au même moment, il est vrai, les Etats-Unis tentaient d'obtenir de M. Moi une modification des accords militaires et la transformation des facilités d'accès en bases permanentes ou occupées pour une longue période. Comme le Zaîre avec le site de Kamina, au Shaba (9), le Kenya se transformerait en base arrière potentielle pour une éventuelle intervention en Afrique australe.

Pourtant la marge de manœuvre du ouvernement américain est limitée. Entre 1984 et 1987, l'aide au Kenya a chuté de 111 millions de dollars à 53 millions. Et pour la première fois, au printemps 1987, la Chambre et le Sénat ont, dans un projet de loi, lié l'aide future au problème des droits de l'homme (10). D'où les rumeurs persistantes d'un changement au sommet à Nairobi, qui permettrait d'apaiser l'opinion américaine tout en préservant les relations militaires entre le Kenya et les Etats-Unis et en contenant la poussée d'une opposition de gauche clandestine dont le groupe Mwakenya est la composante la plus connue.

Durant ces derniers mois, le gouvernement kényan a multiplié les couvrefeu administratifs dans diverses localités, particulièrement dans l'onest, à la frontière ougandaise. Mais c'est surtout l'imposition de cette mesure aux secteurs africains de Mombasa, à la fin du mois de mai dernier, qui a témoigné de l'extrême nervosité des autorités devant le risque d'un coup d'Etat inspiré par les Occidentaux.

Cette crainte s'est traduite par un important remaniement ministériel au début du mois de juin et la mise à l'écart du ministre des affaires étrangères, M. Elijah Mwangele. Si le prétexte invoqué fut la responsabilité du chef de la diplomatie dans la froideur de l'accueil de M. Mot à Washington, deux autres causes ont pesé de manière bien plus décisive. D'abord l'appui public aux opposants ougandais de M. Mwangele, qui n'a pas hésité à ramener de Londres, dans son avion,

plusieurs dirigeants de la guérilla anti-NRA. Cet engagement trop voyant a gêné M. Mot, qui pourtant n'a pas hésité à faciliter les activités des anciens compagnons de M. Oboté. Et. surtout, les ambitions personnelles de M. Mwangele, qui a tenté d'élargir le cercle de ses partisans à l'intérieur tout en multipliant les contacts avec diverses capitales occidentales intéressées par un changement dans la conti-

(1) Voir Lawrence Lifschnitz, «Washington renforce son dispositif militaire dans le Goife et l'océan Indien», le Monde diplomatique, février 1987.

(2) Victoria Brittain, «Comment l'armée résistance nationale vint à bout d'un régime scrédité », le Monde diplomatique, mars

(3) Kenya to 1990: Prospects for Growth,

(4) Ibid. (5) Africa Analysis, 17 avril 1987.

de la présence de conseillers militaires israéliens auprès de l'armée kényane, risque toutefois de brouiller les cartes. En s'appuvant sur les Israéliens, le sident Moi espère bénéficier des mêmes contradictions qui ont permis, au Libéris, au général Samuel Doc d'échapper, en novembre 1985, à un coup d'État encouragé par la CIA. En échange, le Kenya pourrait, à la suite du Togo, renouer ses relations avec

Un nouveau facteur, le renforcement

(6) Cf. Victoria Brittain, « Kenya : une situation explosive derrière la vitrine de pros-périté », le Monde diplomatique, novembre

(7) International Herald Tribune, 19 jan-(8) Africa Wireless File (ambassada des

s-Unis à Paris), nº 47, 17 mars 1987. (9) Cf. « Zaîre : à la remorque de la politi-que américaine en Afrique australe », le Monde diplomatique, mars 1987.

(10) International Herald Tribune.

#### FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES SOCIÉTÉS DE LA CROIX-ROUGE ET DU CROISSANT-ROUGE (LIGUE) GENÈVE

La prochaine Assemblée Générale de novembre 1987 envisagera la nomination d'un

### Secrétaire général

Le Secrétaire général est le plus haut fonctionnaire de la ligue, responsable en particulier de l'exécution du travail de son Secrétariat à Genève, de même que de ses opérations internationales.

Ayant fait preuve de capacités de direction administrative, de préférence dans un environnement international. Faculté de motiver et diriger un personnel de plus de 40 nationalités différentes, Connaissance et compréhension du mouvement de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et engagement à ses principes fondamentaux. Maîtrise des langues française et anglaise. Agé de préférence entre 35 et 50 ans. Les personnes intéressées sont priées de faire parvenir leurs candita-

tures avant le 15 septembre 1987 au :

B.P. 372, CH 1211 Genève 19, Suisse.

Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge

### Les Français en Afrique noire de Richelieu à Mitterrand

Pierre Biamès

350 ans de présence française au sud du Sahara, racontés avec brio et passion. passé colonialiste, qui lette un édairage franco-africains actuels.

ARMAND COLIN

De la traite des Noirs à la querre rchado-libyenne.

Une remise en mémoire du nouveau sur les rapports

### DE L'AFRIQUE AUX ANTILLES

### Journal de bord d'un métis

CAHIERS DE LA MORT-COLIBRI, de Patrick Erouard-Siad, Le Seuil, Paris, 1987, 249 pages, 82 F.

'ABORD le plaisir: la bouffée d'oxygène, le paquet d'embruns, les effluves africaines, Dans Cahiers de la mort-colibri, Patrick Erouard-Siad répond au vœu qu'exprime Julien Gracq, dans Préférences, de voir le roman français prendre une respiration plus ample. Il s'agit avant tout d'un livre qui nous invite au voyage, qui nous suggère de prendre le large, ou simplement un peu de champ par rapport à nos problèmes et nos paniques quotidiennes. Ce voyage s'inscrit entre les Antilles, le Brésil et le Sénégal, avec ce Nijinski affrété par une famille de Français moyens, les Bossard-Leclerc, que le narrateur s'amuse à observer d'un ceil ironique. Sénégal, Brésil, Antilles: un triangle qui, pour le touriste moyen, n'a pas d'autres significations que plages, soleil, exotisme, vendus en tranches hebdomadaires et forfaitaires, et qui, dans ces Cahiers de la mort-colibri, devient le lieu d'une aventure aux multiples significations.

Répondant au nom prédestiné de Noé, le narrateur, dans son journal de bord (et l'on n'est pas très éloigné ici de la littérature de navigation qu'a illustrée Henri de Monfreid), rassemble et noue les fils conducteurs de plusieurs intrigues : c'est une histoire bien arrimée que celle qu'il nous raconte, la sienne comme dans tout Bildungsroman (1). Noé est métis, un N'Diyae, mais de mère française, et il appartient, dans sa tête comme dans sa vie, à deux cultures, l'africaine et l'européenne, qui, dans leur passé commun, se sont affrontées en même temps qu'elles se partagoaient leurs références. C'est un narrateur doublé d'un observateur sans complaisance, qui évoque le Dakar de la coopération, des toubabs, des petits boulots, de la chiennerie de vie (en France, on parlerait de « galère ») que l'on découvre au long de l'avenue Lamine-Gueye ou du côté du marché Sandaga. Cette atmosphère dakaroise, mêlée de poussière, d'odeurs de pête d'arachide et d'interjections familières, donne toute l'épaisseur de réalité du roman

Et le Brésil ? C'est une femme du nom de Pandora que Noé, toujours observateur des drames humains, accompagne, pendant une saison d'hivernage, dans une tragique déchéance. Pandora, jeune Brésilienne en rupture de famille, se jette dans une Afrique mystérieuse, dangereuse, celle qui la fascine, et qui la tue, dans l'amour qu'elle porte à un pur Wolof du Baol. Il y a bien sûr une secrète parenté entre le métis et la fille d'un pays entièrement métissé; une ressemblance aussi entre le quête de pareté noire qu'entreprend cette héritière d'une grande fortune, et la recherche des origines qui sous-tend le voyage de Noé, à bord du Nijînski, en compagnie de Zanzibar le chien et des Bossard-Leclerc.

TE livre porte une interrogation: « Noir ou Blanc?... Etre double, il connaissait Césaire (on peut penser ici à son Cahier d'un retour au pays natal, rédigé en France par le jeune étudiant antillais passionné, devenu plus tard député et maire de Fortde-France); voilà une question encore sans réponse pour tous ceux à qui on refuse une identité quelconque, sinon d'emprunt (Patrick Érouard-Siad a publié en 1985 un témoignage sur l'Afrique du Sud, Blanc honoraire, aux éditions Ramsay, Paris), voilà qui concerne directement l'auteur dans ses origines someliennes et françaises.

Mais sur ce point, silence. Pour renouer avec le véritable plaisir de la lecture, il vaut mieux se laisser emporter par le courant, ou par les alizés qui toujours vous poussent vers de nouvelles îles. Le lyrisme est une qualité trop rare dans le roman d'aujourd'hui pour qu'on le laisse s'échapper sans en mesurer toute la richesse dans

HUGUES DE KERRET.

(1) Sur ce sujet on pourra se reporter à la remarquable étude sur le « Bildungsroman » dans la culture européenne que vient de publier Franco Moretti : The Way of the World, Verso, Londres, 1987, 256 pages, 24,95 livres.

### **AFRIQUE**

LES INTELLECTUELS ET LE POUVOIR EN AFRIQUE NOIRE. - Paul N'Da & L'Hermettan, Paris, 1987, 222 pages,

Comment les intellectuels s'intègrent-ils ou sistent-ils aux ordres politiques en Afrique? Quels sont leurs modes d'expression, leurs modèles d'organisation, les valeurs qui les motivent? Comment sont-ils percus au sein de la société, quelle représentation s'en font les pouvoirs? Autant de questions auxquelles tente de répondre le livre du sociologue ivoi-

L'anteur analyse les formes de collaboration entre l'intelligentsia et l'Etat. Ce qui l'amène à mesurer la place de celie-ci dans le personnel politico-administratif. Une place assurément importante, et qui s'est développée et généralisée au fil des ans depuis les indépendances. Cette intelligentsia n'en reste pas moins une menace d'autant plus présente qu'elle est, malgré la rigidité des systèmes politiques, toujours combative, remuante et contestataire. L'auteur cite de nombreux exemples de luttes parmi les enseignants et les étudiants qui ébranlent régulièrement les pays africains. Il souligne également la contestation à travers la littérature, et celle qui s'articule dans le discours idéologique et l'aspiration au socialis

MICHEL LOBÉ EWANÉ.

• HISTOIRE DU BURUNDL -Emile Mworoha. (Hatier, Paris, 1987, 272 pages, 150 F): l'histoire précoloniale d'un petit pays africain.

• CATALOGUE DES TECHNI-QUES APPROPRIÉES AU TIERS-MONDE. (Technap, 42, rue de Cambronne, 75015 Paris): recensement de cent technologies, matériels ou projets de recherche réalisés par douze ONG fran-

• LES CONTRATS «CLÉ EN MAIN». – J. A. Boon et R. Goffin (Masson, Paris, 1987, 160 p., 359 F): deuxième édition d'un ouvrage de commerce international sur la forme, le contenu et les modalités d'exécution - y compris les échecs - de ce type de LES FRANÇAIS EN AFRIQUE NOTRE, -Pierre

★ Armend Colin, Paris, 1987, 448 pages, 116 F.

C'est la mise en perspective – la plus large et complète – d'une longue histoire, ce que le sous-titre indique assez : « De Richelieu à Mit-terrand ». Elle date même de la seconde moitié du XV siècle; mais, jusqu'au XIX, elle consiste surtout en quelques comptoirs. Et, comparativement à d'autres nations eurocomparativement à d'autres nations curo-péennes, la participation française à la traite fut faible. « L'anticolonialisme et la dénoncla-tion de l'esclavage étaient presque aussi anciens en France que les premières naviga-tions atlantiques », note l'auteur dans son constant souci d'impartialité. Et il s'abstient de tout accent polémique.

Le lecteur apprendra beaucoup dans ce livre exhaustif mais qui sait être fort vivant, livre exhaustif mais qui sait être fort vivant, riche en scènes pittoresques ou tragiques. L'exposé, sans aucune complaisance, d'une conquête par les armes et d'une exploitation colomiale de plus d'un siècle, ne comporte qu'un jugement sévère. L'auteur n'en mentionne pas moins des éléments positifs et se plaît même, non sans humour ici et là, à noter que cinq siècles de cohabitation ne vont pas anns crêer des liens. mans créer des liens.

ÉCONOMIE ET FINANCES DU MAROC (STRUCTURE ET POLITIQUE). - Sous la direction de Habib El Malki

★ Grandes éditions marocaines, Rebat, 1986, volume 2, 242 pages, 450 dirhams.

Alors que le Maroc vient de réussir une sorte d'exploit, au début de mars dernier, en obtenant du Club de Paris un nouveau prêt de 125 millions de dollars ainsi que le rééchelonnement des échéances de sa dette extérieure (qui s'élève à environ 14 milliards de dollars), cet ouvrage vient à point pour faire comprendre pourquoi la Banque mondiale soutient les efforts du gouvernement marocain en vue de restructurer son économie.

En effet – deuxième volume d'une Grande Encyclopédie du Maroc en cours de publica-tion et qui en comptera onze – ce livre consti-tue une bonne introduction à l'économie et aux finances du royaume du Maroc. Il permet d'en compaître l'histoire, les données, les acteurs principaux et le cadre juridique, ainsi que les tendances et les perspectives pour les années à

Coutau-Bégarie

Edité dans la collection « Enjeux internatio naux » de l'Institut français des relations inter-nationales, cet ouvrage comble un vide. Tant il est vrai que les publications françaises sur

**PACIFIQUE** 

GÉOSTRATÉGIE DU PACIFIQUE. - Hervé

★ Economics, Paris, 1987, 374 pages,

ion demotrent trop rares. C'est en spécialiste de la stratégie, maritime notamment, que l'auteur aborde cette documentation anglo-saxonne, apporte une masse considérable de renseignements sur les masse considérable de renseignements sur les politiques américaine, seviétique, chinoise, nippone, ainsi que sur les problèmes qui se posent en Asie du Sud-Est et dans le Pacifique sud. Sans omettre le Misserdant le Pacifique sud. Sans omettre la Micronésie, générale ment absente du discours français sur le Pacifique. Or, sur cette région, les Etats-Unis ont établi un pouvoir absolu qui a survécu aux évolutions juridiques.

Ce livre n'est pas pour autant « neutre ». H. Coutau-Bégarie multiplie les commentaires acides sur le Vietnam et sur les réticences (néo-zélandaises notamment) à l'égard de Washington, sans, en revanche, juger la politique indonésienne à Timor ni l'impact de la politique américaine sur l'Indochine ou les ines. Et la vivacité de ses critiques à l'égard des Australiens et des Néo-Zélandais hui permet de faire l'impasse sur la politique française en Nouvelle-Calédonie, les micropays du Pacifique sud apparaissant comme des pions en état de dépendance, dénués de

JACQUES DECORNOY.

#### PROCHE-ORIENT

workers and revolution in Iran. --Assef Bayat

★ Zed, Londres, 1987, 227 pages, Le premier propos de l'auteur est de rappe-

ler les limites des explications culturalistes de la révolution iranienne : l'unanimisme des manifestations n'a voilé que peu de temps les multiples divisions de la société iranienne, issues pour une part de l'insertion de l'Iran dans le système capitaliste mondial. L'ouvrage s'interroge sur le cheminement spécifique de la classe ouvrière dans les années postrévolutionnaires, notamment à partir de l'étude de ses organisations propres et des débats qu'elles suscitèrent. Assef Bayat utilise les résultats d'enquêtes menées jusqu'en juin 1981 dans une quinzaine d'usines, des dizzines d'entretiens avec des ouvriers et d'autres données de première main. L'analyse des expériences de contrôle ouvrier reste ainsi précise, lucide, lois du romantisme d'une gauche iranicide, iom un romantisme a une gaussie am-nicine qui, si elle a indiscutablement influencé le mouvement, n'a jamais eu une claire vision de sa véritable portée. L'ouvrage peut, certes, susciter des réserves sur les rai-deurs de certains présupposés théoriques ou sur le refus d'aborder certaines on me l'ambiguité des références islamiqu dans la culture ouvrière. Mais il propose une première vision cohérente d'une expérience originale et invite à prolonger la réflexion.

HOSSEIN TOUSSE

### TIERS-MONDE

PÉCHEURS DU TIERS-MONDE

★ CCFD/Sologral, Paris, 1986, tome 2, 127 pages, 40 F.

Pantastique enjeu pour le présent et surtout Fantastique enjeu pour le present et surtout pour l'avenir que les ressources des fonds marins. De l'île Maurice aux Philippines, du Brésil à la Casamance, le poisson constitue le plat de base de nombreuses populations dans le tiers-monde, ce qui se vérifie purticulièrement en Asie. Le développement de la pêche est donc d'une importance capitale pour leur avenir. Pêche industrielle massive, pillage des mers trooicales sans souci du renouvellement des stocks de poisson menacent la survie de communantés entières traditions tournées vers la mer. A la fois état des lieux et étude de cas, ce court ouvrage témoigne et informe sur une situation encore mal co CAROLE DANY.

LES CARACTÉRISTIQUES DE LA PRESSE SPÉCIALISÉE TIERS-MONDE. ★ Ouest-France, Service des études, 35051 Rennes Cedex, 1987,

Cette enquête, la première réalisée en France sur le sujet, a été effectuée entre février et juin 1986. Sur les soitante-quatre publications sollicitées, cinquante-deux ont répondu, permettant de se faire une idée assez répondu, permettant de se raire une mee assez précise de ce type de journaux dans notre pays. Les trois quarts des revues annt éditées par des associations dont l'immense majorité s'est constituée après 1960, c'est-à-dire à la suite de la décolonisation. Le tirage total annuel est de dix millions d'exemplaires, les plus fortes diffusions étant assurées par les grandes ONG (CCFD, CFCF, MSF), qui pratiquent l'abonnement automatique à tous

 GUIDE DES RELATIONS PRESSE (Edinove, Paris, 1987, 414 pages, 249 F.): publication annuelle, 3 l'usage des journalistes. Répertoire des responsables de la communication dans les entreprises, les organisations et les administrations fes réparties des les administrations fes réparties des les administrations des les administrations fes réparties par les réparties des les autres des autres des les autres des aut administrations françaises.

#### ASIE

LA SOCIETE CHINOISE APRES MAO. -Cl. Aubert, Y. Chevrier, J.L. Domenach, C.M. Hus, R. Lew, W. Zafanolli ★ Fayard, coll. «L'espace du politique». Paris, 1967, 339 pages, 96 F.

Le très grand intérêt de ce minutieux tra-vail est de souligner, par sa qualité et la richesse de ses observations, le caractère partiel et peu scrupuleux de multiples relation voyage, dont les points de vue, redondants et péremptoires, out constitué le bétisier com-mun sur « les choses de la Chine », aperçue par les Occidentaux. Car, si la Chine peut être comparée à un océan, les anteurs de cet ouvrage ont pris la peine d'y plonger, longue-ment et, surrout, profondément : l'analyse se ment et, surtout, profondément : l'an fonde sur une décennie de recherches.

Ils s'attachent à explorer, minutieusement, plusieurs des fosses océaniques qui conditionnent les courants de surface : le gouffre de la paysamerie et la faille ouvrière, pour ne citer ue les plus étendues. Flottant sur cette vaste lasse, à la fois fluide et compacte : une montagne de glace. Mais l'iceberg du Parti com-muniste ne se résont pas dans l'élément tant il semble conditionné par des facteurs de glacia-tion interne, sous le boucker protecteur de le techno-structure étatique, destinée à le protéger des rayonnements modernisateurs. Cette calotte n'est pas exactement hermétique. Si le réchanffement devait se prolonger, il existe-rait un risque de basculement. Un livre qu'il faut lire pour bien apprécier l'actualité

XAVIER LUCCIONL

DIEN-BIEN-PHU, LA FIN D'UNE ILLUSION. -Alain Ruscio

\* L'Hermetten, Paris, 1987, 124 peges,

Alain Ruscio, spécialiste de l'histoire contemporaine de l'Indochine, propose ici une minutieuse étude de la presse française autour d'un événement : la défaite de Dien-Bien-Phu, le 7 mai 1954. On suit la progression « de la certitude triomphaliste» face aux « masses fanatisées du Vietminh », à la prise de conscience de la défaite, puis à la recherche d'une solution négociée qui marquera la fin de la présence française au Vietnam.

ISABELLE AVRAN.

CAPITALISME ET CONFUCIANISME. -- Michio

\* Flammarion, Paris, 1987, 308 pages.

Michio Morishima, économiste, tente d'expliquer comment son pays a pu, en moins d'un siècle, grâce à la « révolution Meiji » (1867-1868), passer d'un régime impérial, aux structures féodales et archaïques, à un Ent capitaliste moderne. Il voit dans le confucianisme, ou plutôt dans l'adaptation que les Japonais en ont faite, un élément-clé d'explication du développement économique nippon.

embonsissme pour rattraper les pays occiden-taux au nom d'une idéologie où le patriotisme et la loyauté envers l'empereur l'emportent sur les vertus cardinales du confucianisme chinois : la bonté et la générosité. Le capitaisme d'Eint développé au début de la période Meiji, suivi de la naissance des grands groupes industriels privés fortement liéa à l'Etat (zaibatsu) donne à la société japonaise une effica-cité économique exceptionnelle, au prix d'une cité économique exceptionnelle, au prix d'une structure sociale inégalitaire mais peu contes-

JEAN-LOUP MOTCHANE.

Les «dents du géant» japonais, ce sont celles des grands groupes industriels dont les performances se traduisent, dans l'Ancien et le Nouveau continents, par des déficits commerciaux croissants qui risquent de déboucher un jour sur une guerre

BERNARD CASSEN.

### UN VOYAGE AU NICARAGUA

### La danse avec la mort

LE SOURIRE DU JAGUAR, de Salman Rushdie (traduit de l'anglais par Anne Rabinovitch) Stock, Paris, 1987, 184 pages, 89 F.

CONTÉE sur un jaguar, une jeune fille du Nicaragua souriait ; ils revinrent de promenade, la fille dans le ventre de la bête, le sou-rire sur la face du jaguar. » Par cette effrayante comptine, placée en exergue de son récit, le grand romancier indien Salman Rushdie (1) nous fait part d'emblée de sa grande appréhension. Invité, en juillet 1986, à visiter le Nicaragua, il craint qu'une fois encore une révolution ne dévore ses enfants et ne trahisse ses idéaux : « Je connaissais bien la tendance des révolutions à se dévoyer, à devenir ce qu'elles avoient pour but de détruire. Je connaissais l'idéa-lisme des débuts puis les attentes trahies, les espoirs brisés. « Et, dès le début de son voyage au bout de la révolution sandiniste, une question le hante : Finirais-je par détester les sandinistes?

Bien sûr, Salman Rushdie n'est pas un voyageur neutre ou naîf, sa symphathie à l'égard de la révolution nicaraguayenne est ancienne et il participe active-ment – à Londres, où il réside – à la campagne de solidarité avec le Nicaragus. Dans l'expérience de ce petit pays d'Amérique centrale en butte aux agressions des Etats-Unis, cet écrivain non marxiste retrouve une part de son propre itinéraire : « Je suis moi-même l'enfant d'une révolte victorieuse contre une grande puissance ; ma conscience est le produit du triomphe de la révolution indienne. »

Pendant plusieurs semaines, Salman Rushdie a donc promené un regard chaleureux et cependant exigeant sur le nouveau Nicaragua. C'était l'époque où ce pays, qui affrontait difficilement d'importantes incursions de bandes armées de la Contra, venait de remporter une grande victoire diplomatique : la Cour internationale de La Haye lui avait donné raison dans son différend avec les Etats-Unis après le minage par la CIA des principaux ports nicaraguayens. C'était aussi la période où s'achevait l'élaboration de la nouvelle Constitution.

Dans ses discussions avec les dignitaires du régime (il y a de remarquables portraits de MM. Daniel Ortega, Sergio Ramirez, Ernesto Cardenal...), Salman Rushdie exprime une préoccupation dominante : pourquoi avoir interdit la Prensa, le journal de l'opposition ? La réponse que sans cesse on lui fournit -« Tous les régimes censurent la presse en temps de guerre » — lui paraît inacceptable. Il se déclare « absolument pas d'accord » et ajoute, déçu : « Cela m'inquiétait qu'un gouvernement d'écrivains se fut transformé en un gouvernement de censeurs. » Il ne change pas d'avis après avoir rencontré M= Violeta Chamorro, directrice du quotidien interdit, qui lui fait pourtant piètre impression : « Elle ment de bijoux : des bracelets, des boucles d'oreilles en or, beaucoup de corail noir (...) Elle ne me parut pas avoir un profond respect de la vérité. Elle ne voyait aucun inconvénient à arranger un peu la réalité.

ÉCRIVAIN n'est pas tendre non plus pour certains dirigeants. A commencer cer par M. Daniel Ortega, le président, qui, dans ses discours, parle r un peu pompeusement quand il se lance dans la rhétarique. Il a dit que Reagan était » pire que Hitler », ce qui est tout à fait stupide ». Au cours d'un diner chez le président, Salman Rushdie observe que M. Daniel Ortega refuse tous les plats : C'était une volonté de faire croire qu'il était un homme à part, différent de la foule. Quand personne ne regardait, peut-être el sellor présidente se glissait-il dans sa cuisine pour s'empiffrer en secret.

Toutes ces critiques, souvent féroces, n'empêcheut pas Salman Rushdie d'exprimer sans cesse, au cours de cette relation de voyage, sa sympathie pour les sans-grade de la révolution. Il raconte l'enthousiasme des paysans, l'émotion et le courage des jeunes soldats, l'engagement et l'idéalisme des volontaires étrangers... Il témoigne, souvent avec humour, des travaux et des jours de ce « peuple de poètes » (« Au Nicarugua, tout le monde est considéré comme poète avant d'avoir prouvé le contraire ») et maintient, en fin de compte, sa bienveillance à l'égard de cette révolution qui doit — selon lui — « continuer d'exister ». Et, songeant sans doute à tous ceux qui à travers le monde soutiennent cette singulière expérience politique, il sjoute : « sinon, c'est sans espoir ».

IGNACIO RAMONET.

(1) Né à Bombay en 1947, Salman Rushdie est l'auteur, entre autres, de : les Enfants de minuit (Stock, Paris, 1982) et la Honte (Stock, Paris, 1984), qui a reçu, en France, le prix du meilleur livre étranger en 1985.

Le peuple japonais accepte non sculement avec discipline les sacrifices imposés par la modernisation, mais encore se bat avec tée jusqu'à présent.

LES DENTS DU GÉANT. - Christian Sautter \* Olivier Orban, Paris, 1987, 323 pages,

Avec un sens de la formule qui fait mouche. Christian Sautter détaille les éléments de la puissance du Japon mais aussi ceux de sa vulnérabilité. Il examine ensuite plusieurs scénarios de l'évolution possible des rapports avec les États-Unis et l'Europe en mettant en évidence les formidables atouts dont celle-ci pourrait disposer avec ses 320 millions

**ÉCONOMIE** 

Tara lietan

BOOME - -- ETILES. Simprozras de France e Class Sies, 1986, 122 pages, 25 F. these presents i seconder, was

the formation of Perthe same of the pre-The St. Children Series abeen time beginning And the control of the control of the Carried and in the The season with Section of the section Samuel Service stalls

And the part of the last last on no = starte A STATE OF THE PARTY OF GABRIEL VERGINE

EDANGES AND DEVELOP. and Univers. Londina. 1886.

Age of the second of the second second Section of the sectio California II et Staline Policie de Constant de Principal an arts

The street of the street Service of the parameters The state of the s de la company de Comment del Service of the sales Production serie à

MARIE LAVIGNE.

The second secon de Santana de la gran de la constanta de la co Van de en general A STATE OF THE STA Section of the Control of the Contro Same and the same of the same and the same a F2(-2: - : : - : : Wild and the state of the state Strategy of Strategy Strategy 22 Can 2 Can 2 Can Burn 80 Service was been as

ANOIR DANS LA REVO

estin oublié de

Talle of Care Indian

THE RESERVE TO

minerale are thin par

SERVED CONTRACTOR OF CONTRACT

DROUGH AND IN MITE GART

Tuest 20 10 m 101

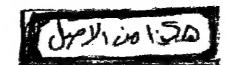
Charles of the Control of the Contro State of the same Maria Maria Maria Cara Cara Maria Maria Standard on the standard of th ament are no rest la gill syring the Trible I to her the territor of the second The transfer of the second The respondence on Fig.

Commence of the second designation of the se parties I was to give my or per an early of an early Special Consultable THE PERSONNEL STORY OF Committee to the second man caretter a groupe placement of more en the term are or a pro-

mit de territaire aux Simplier. ENGRAPHER AND AS A NEW P. illande er anna iber per AN ART STORY I WAS IN MARKED BY martin Dier tenien augen THE SECRET SET F. S. B. Burgar Carron to an art all Indian Gefen ett geneie, bieb.

Tan Tamente 1 (1- dieg f. Statements in an include they have happen in the com-Bull the man are in Principle of the Color of the C Service of the Control of the Palment the trainer or predic-Main att each and bet der fen Su remerent . ver mites AND THE PARTY OF THE PARTY OF THE PERSONAL SECURE SERVE Commenced to the first to be the didie gebieben gebieben sebie

2 act, is seen 



Michio Morishima, economia

Supiques comment son pays a puer den siècle, grace à la révolute y levolute y le 1387-1868). passer d'un rivolute y

d'un siècie, grace d'un révolute la 1867-1868). passer d'un régime la archange d'archange d'un régime la constructures féodales et archange d'un régime la constructure d'

the wagu's present

Les espeirs brins . Et de editat

sence, une question le hants

rescontre Me Valeta Change

per la seulite.

BE GREATER .

W. ...

### mois

### UN PIED-NOIR DANS LA RÉVOLUTION ALGÉRIENNE

### CAPITALISME ET CONFUCIANISME . L Le destin oublié de Fernand Iveton

# Financiarion, Paris, 1987, 30 F. UI se souvient de Fernand Iveton, dont la tête tomba sur l'écha-faud dressé dans la cour de la prison Barberousse, à Alger, le 11 février 1957 ? Il ne fut pas le seul Français tué après avoir rallié la révolu-Est capitaliste moderne. Il wit dank to capitaliste moderne. Il wit dank to capitaliste, ou plutôt dans l'adaptain et l'aire, un élément été. cianisme, ou plutôr dans l'adaptatio et l'apponais en ont l'aite, un élémentel l'apponais en ont l'aite, un élémentel l'apponais en ont developpement économique internals incomais accessions de développement économique internals incomais accessions de l'apponais accession de l'apponais accession de l'apponais et l'a tion algérienne, mais les autres tombèrent au combat, tel Maillot, ou moururent au comous, us maistes, ou mourtient sous la torture, comme Audin: l'octon eut le sinistre privilège de périr sous le cou-peret au terme d'un processus judiciaire formellement réguller. 

sodernisation, mais encore se be a second restraper les nous rattraper les nous montraper les nous me industriasme pour rattraper les pour les les les constitues en contract les les les constitues en contract les constitues en constitues en contract les constitues en c de scosonique exceptionnelle, as prattourneur à l'usine à gaz d'Alger, commu-niste comme il l'eût été à Saint-Ouen ou à executore sociale inégalitaire mais pas risle inégalitaire mais page d'illejuif. Heureux autant qu'on pouvait l'ètre en Algérie quand on était sensible à l'apstice, Fernand Iveton rencontre l'histoire avec « les événements ».

IES DENTS DU GEANT. - Circuis Sec de la communication de la commun

Les attentats les plus sanglants du BERNARDCASS FLN viennent de répliquer aux bombes des ultras, l'veton réprouve la violence aveugle. Sa bombe ne devra tuer per-sonne. Il s'entoure pour cela de toutes les précautions possibles, Elles seront super-flues : l'engin est découvert dans le local désaffecté où il l'avait entreposé avant de le mettre en place. Iveton est arrêté, tor-

Imprudence ou maladresse? On dirait umprusence ou maladresse? On diratt qu'il a accumulé les occasions de se faire prendre. Pierre Vidal-Naquet a raison d'écrire dans sa lumineuse préface que la démarche ressortit à la tragédie. « Iveton ne voulait pas d'une explosion par voulait par voula ne voulait pas d'une explosion-meurtre. Il voulait une explosion-témoignage. » Il Fille du National souraité souhaitait par son geste montrer à le The dans le tentre de la biente population algérienne que tous les piedspopulation algérienne que tous les piedsnoirs n'étaient pas ses ennemis et que les
communistes se rangeaient à ses côtés.
Pour que le témoignage fût perqu'il ne
devait pas rester anonyment l'arrestation et la condamnation du témoin poulaine le vienne Se monre lorique implihim la tradizione de resolutione de valent le signer. Sa propre logique impli-

### ÉCONOMIE

medite od mail, stample the solidarne aver le hauses te emetrale en huttraux agresse LA BANQUE MONDIALE. — Henri Bretaudass Montes latte part de son proprette 🖈 Presses Universitaires de France, « Que

refreche mictorinas e nice me par mis-je ? o Paris, 1886, 122 pages, 25 F.

Ce petit ouvrage présente l'essentiel sur Bushdir a done of meter an ent Porganisation, le fonctionnement, les res-Sentague Nicaragua d'était lépages sources et modalités de financement de la Bauque internationale pour la reconstruction et le développement. Il donne aussi de prédent resson dans son détierned aux le Comments sur ses institutions. Manage of Newscard of State speeds sources et modalités de financement de la Banque internationale pour la reconstruction

On regrettera que les aspects plus politiques sur l'action de la Banque dans les pays en voie de la nouvelle Can-mand de developpement soient éludés au profit d'un discourant soient éludés au profit d'un de la discourant soient éludés au profit d'un de la discourant soient éludés au profit d'un de la discourant soient de la discoura discours parfois apologétique. Ainsi les plans Cajustement proposés par la Banque sont-ils water proposes par la Banque sont-ils traités en trois pages, tandis que la description des finances pages, tandis que la description des financements de projets en occupe vingt.

Cette disproportion décombe du parti pris
documentaire qui n'empêche pas des raccourcis idéologiques parfois contestables. Remarkers an an entertreed

GABRIEL VERGNE

sourtant pictre im cresion in SOCIALISM, ECONOMICS AND DEVELOP-\* Alien and Unwis, Londres, 1986,

Alec Nove réunit su ensemble d'articles sur les thèmes du socialisme et du développement.

On noters une analyse du socialisme et du développement. certains diricentes à cert

Au cour d'an diret ciré les thèmes du socialisme et du développement. On notera une analyse du socialisme chilien peniant la présidence Allende, ainsi qu'une tinde sur le « modèle explosif » établissant une continuité entre Catherine II et Staline quant au mode spécifique de mande providente and quant a grant a Ramio.

Parmi les contributions présentées, un arti-che un la succession des « modèles » du socia-lame observables » l'inces Tidealisme des voicatures le modèle Gorbanhes ?) Piddalisme des volentures le modèle Garbatchev?) et un passionnant le modèle Garbatchev?) et un passionnant le modèle Garbatchev?) et un passionnant le modèle Garbatchev. Les lecteurs le modèles et comité imaginaire d'un comité imaginaire et comité imaginaire le fait en 1977 à l'intention des successeurs de Brejnev. Les lecteurs le le lecteurs le lecteurs le lecteurs le lecteurs le lecteurs le le lecteurs le le fin de consider. De benefit de Brejney. Les lecteurs retrouveront l'amour continuer d'Alec Nove, en particulier quand il pourfend l'avent, en particular de la continue de in a continue of the continue of Alex Nove, an particular quand il pourfend l'analyse micro-IGNACIO RAMONET inopen leurs que l'analyse marxiste est tout autant Paners, Care alles a tronger. inia... Le nouveau paradigme reste à

haute politique, ou ce qu'on nomme ainsi, en décida autrement. L'acte d'Iveton fut une divîne surprise pour un gouvernement français qui redoutait de voir sa politique algérienne condamnée à la prochaine session des Nations unies. La capture d'un mort suivie d'exécution pour donner à lveton la stature convenable à cet emploi imprévu d'agent de la subversion interna-tionale. Il mourut. L'OUVRAGE poignant qui nous resti-tue sa vie, tranchée à l'âge de trente

Imaginait-il que ce serait le sacrifice

suprême? Peut-être espérait-il que les

juges militaires tiendraient compte de son souci de ne point verser le sang. La

et un ans, sait faire alterner la biographie et l'histoire du temps, l'une éclairée par l'autre. Iveton ne s'explique, en effet, que par son époque de haine et de sang. C'est une remarquable évocation de la tragédie algérienne à travers un destin individuel. Ce sera aussi la seule stèle funéraire dressée à la mémoire d'Iveton. Il avait répondu à l'un de ses geôliers qui l'insultait: « Imbécile, c'est pour toi aussi que je suis ici ». Echo magnifique du cri du résistant communiste Feldman au peloton allemand qui le fusillait : « Imbéciles, c'est pour vous que je mours. » Mais Valentin Feldman reste figure légendaire quand Fernand Iveton est oublié en France, méconnu en Algérie. Son père supplia les autorités algériennes de donner son nom à un bout de rue. Il n'eut pas de princes se suite de princes le passe de princes se suite de princes le passe de princes se suite de princes de réponse. Faute de mieux, il a baptisé son pavillon - Villa Fernand -.

GILLES PERRAULT.

(1) Jean-Luc Einaudi, Pour l'exemple, l'affaire Fernand Iveton, l'Harmattan, Paris, 1986, 250 pages, 130 F.

#### **HISTOIRE**

LES JUIFS D'ALGÉRIE. - Sous la direction de Jean Laloum et Jean-Luc Allouche

\* Editions du Scribe, Peris, 1987. 332 pages, 395 F.

Riche de quatre cents documents iconogra-phiques inédits, ce livre trace le portrait d'une communauté – cent cinquante mille per-sonnes en 1962 – installée en Algérie depuis des temps immémoriaux, et qui ne fut naturalisée française « collectivement » qu'en 1870, par le décret Crémieux. Les anteurs parient ivement de son histoire - surtout récente, - de ses coutumes et traditions, de la diversité des communautés - d'Oran, à Sétif, artistique, de l'organisation de la communanté. Anjourd'hui ces juifs, qui contraire ment à ceux du Maroc ont été peu sensibles aux idéaux sionistes, se sont installés en France. Si Jeurs traditions sont en voie d'extinction, ils ont par contre profondément modifié le visage du judaïsme français jusque-là dominé par les Ashkénazes.

ALAIN GRESH

HISTOIRE DE L'ANTICOMMUNISME EN FRANCE. - Serge Bernstein et Jean-Jacques

\* Olivier Orben, Paris, 1987, 408 pages.

Les auteurs soulignent qu'il n'existait pas, jusqu'ici, d'histoire cohérente de l'anticomma-nisme. C'est vrai, à cela près qu'elle est comeque subsidiairement dans les nombreux ouvrages sur le communisme et, polémique ment, quand leurs auteurs sont con (staliniens). De leure sure sont con ms). Dès lors toute critique de ce cor munisme est considérée comme un péché contre l'esprit, une agression du mal. porain. Alors que, de bout en bout ou presque, cette critique ou cette histoire ne sont que celles du statinisme. Même les documents reproduits, qui sont grossière propagande d'extrême droite, n'en reflètent pas moins la

Pourtant, la révolution russe fut fort bien sceneillie en France. Mais, si l'antibolche-visme a plus que ses nuances, il se manifeste jusque dans l'Humanité. Cachin salue nski à son arrivée en France, et il dé « l'immense malheur qu'est la victoire du bol-chevisme ». Puis c'est l'évolution qui aboutira au congrès de Tours et à la scission. Tempéré, attristé ou indigné, nuît alors l'anticommu-nisme des socialistes. Staline commençait de régner dans l'ombre, à l'ombre déjà mourante de Lénine.

On sait la suite. On plutôt on la trouvers décrite, analysée dans ce livre. Pendant quinze ans, le communisme français restern, dans la communauté française, « un corps étranger qui suscite une très large répulsion ». Jusqu'à a surprenante mutation, ou conversion opportume, de 1934-1936. En 1939, le pacte entre Hitler et Steline, puis la guerre, provoquent le rejet total du « corps étranger », qui devient « extangue » : on ignore souvent parce qu'elle affecte la troupe, mais pou les chefs, l'impor-tance de la désaffection violente dans les rangs du parti. L'agression d'Hitler contre son le reboudissement de ce qui deviendra le « premier parti de France », puis sa resombée, appartiennent... au volume suivant. Y verrat-on apparatire ce qui manque à celui-ci : l'anticommunisme authentiquement commu-

### « Penser l'Europe », d'Edgar Morin

Par YVES FLORENNE

E livre s'ouvre par un souvenir d'A la recherche du temps perdu et de la célèbre première phrase :
«Longtemps je me suis couché de boune heure,»
Du reste, Edgar Moriu cite Pronst su petit nombre des écrivains dont il « porte la marque indélèble ». Mais ici c'est le constat inverse, celui de s'être éveillé tard : « Longtemps, je fus anti-européen. » Moins longtemps, il fut communiste. C'est que, après avoir refusé Staline, il avala la couleuvre C'est que, après avoir refuse Staline, il avala la conleuvre quand Hitler envalut l'Union soviétique. Dès lors, celle-ci apparaissait au jeune homme comme le «champion de l'humanité». Cette lumanité qui était son «mythe matri-ciel», il confie comment l'«accident irréparable» que fut pour l'enfant la mort de sa mère allait le porter à chercher non une patrie, mais une «matrie», Tant qu'à faire, autant adopter l'humanité entière.

Quant à l'Europe, même libérée de Hitler, même extan Quant à l'Europe, même libérée de Hitler, même exsan-gue, elle ne derneura pas moins pour lui la figure de l'impé-rialisme et de l'oppression. Mais où il attendait le grand dégel, co fut la pire «regisciation» stalinienne. Il voyait avec hotreur un totalitarisme triomphant, un despotisme oriental, agiter au regard du monde fasciné le leurre d'un socialisme définitivement assassiné. Cependant que l'Europe allait hai apparaître peu à peu comme quelque chose d'irremplaçable que deux nouveaux impérialismes mena-çaient de mort, tout en se la disputant. Ainsi le prologue autobiographique d'une jeunesse et d'une première maturité est-il moins l'histoire d'une conversion que celle d'un long dessillement.

C'est cette Europe que, transcendant sa spécialité, le C'est cette Emope que, transcenam sa apeciaine, se sociologue va penser dans une perspective renouvelée. Raccourci lapidaire : « L'Europe moderne se forme en perdant le Monde Aucieu (Byzance), en découvrant le Nouveau Monde, et en changeant de monde (Copernic), Deux siècles plus tard, elle va changer le Monde. » Elle va même, dans une insolente confiance en sa primanté, régner sur le m croire encore un instant à ce règne et à un apogée déjà fic-tif, puis, dans la durée d'un éclair, s'engloutir sous nos yenx, au fond de l'abime. En 1946, le jeune Edgar Morin rédige froidement cet acte de décès : «L'Europe n'existe plus.»

E T, certes, elle est revenue de loin. Son futur « penseur » aussi. Car il lui aura fallu du temps pour que s'élabore et se forme définitivement en hel la vision neuve qu'il a d'elle. et se forme définitivement en lui la vision neuve qu'il a d'elle. Il ne peut tout à fait se suffire de sa prise de « conscience européenne», si pathétique qu'elle soit : « C'est très rarement que, de façon aussi poignante, incertaine, cruciale, se trouvent liés en nous, chez nous, les problèmes de vie et de mort, de liberté et d'asservissement, d'identité et de cuiture. » Il lui manquait encore un instrument intellectuel. Il le trouve, l'invente avec la notion de dialogique, qui seule rend compte de l'Europe. Alors, elle lui apparaît chairement, avec tous ses caractères, ses inspirations multiples, com-plexes, ses différences, ses accords dissonants, ses opposi-tions, ses conflits, ses autagouismes apparenment irréductibles, souvent violents — et qui ne concertent pas moins dans une unité symphonique dont le monde n'offre pas d'antre exemple. « C'est la dialogique qui est au cœur de l'identité culturelle européenne. » Et, au bout du compte, cette dialo-gique est « le caractère fondamental de ce qui est démocra-

En pensant l'Europe dans sa culture, Edgar Morin est conduit à bien des remises en cause par une critique, impar-tiale jusqu'à être implacable, et qui pourra parfois paraître sacrilège. Une attitude qu'on illustrera en contractant, sacriege. Une artitude qu'on illustrera en contractant, jusqu'à la rendre provocante, une des formules de l'auteur : « Arraísonmer la Raison ». Il s'agit en effet d'une « critique rationnelle de la pensée rationaliste ». Elle ne craint pas de contester la « prétendue irrationaliste du Moyeu Age », et de considérer la foi religieuse comme partie prenunte d'une critique globale qui met en évidence « les carences et les limites de la Raison, de l'flumanisme, de la Science ». Il n'en réhabilite pas moins l'humanisme, qu'une mode intellectuelle a jeté aux poubelles de la culture. Cependant qu'il constate que ce n'est nes ner hissard si l'autel de la décesse constate que ce n'est pas par hasard si l'autel de la déesse Raison fut élevé en même temps que celui de la guillotine. « C'est en s'auto-définant que la raison devient folle. »

NON moins sacrilège, le dénonciation sans compromis du « cataclysme idéologique » que fut le naufrage d'une révolution socialiste sombrant dans une des plus sangiantes dictatures totalitaires. Plus compréh endammation n'est pas moins sévère un pacifisme ; en même temps que conscience de la menace d'anéantiss pesant sur l'Europe, il est l'inconscience criante d'une autre menace non moiss inacceptable. Ou bien, demande Edgar Morin, sommes-nous devenus incapables de la vieille alter-native qui pourtant se présenterait plus que jamais : «La Mandé en le mette ? liberté ou la mort » ?

Edgar Morin est un pur rationaliste : celui qui ne s'aven-Legar Iviona est un pur ranonauste : ceim qui ne s'aven-gie pas devant les manques que la raison même et la science hii montrent ; ni surtout sur leurs bornes, qui pourront recu-ler toujours sans disparaître jamais, Ainsi sera aesuré ce perpétuel questionnement qui est l'homme même. Toutes questions épuisées, toutes réponses apportées, fini l'homme.

Il y a chez Edgar Morin, à qui n'échut aucun « héritage refigieux », un prophétisme qui sait que le seus vulgaire du mot spocalypse est le contraire de son seus profond et de la promesse qu'il costient. Tout comme l'agonia est une lutte dans la douleur, mais cette douleur qui accompagne la mais-sance aussi hien que la mort. Rarement épigraphe, comme celle empruntée à T.S. Eliot pour ce livre, aura mieux signifié, dans sa brièveté, l'ouverture d'une peusée où le néant est balancé et même défié par la volouté et l'espérance : « Le fin est là d'où nous partons. »

\* Edgar Moria, Penser l'Europe, Gallimard, Paris, 1987. 226 p., 82 F.

#### ROCIÉTÉ

420 pages, 89 F.

Des dizeines de millions d'enfants, dans le

monde, vivent à la rue. Peut-être dix millions en Europe. Parce qu'ils échappent par nature

mer lour nombre. Les enfants de la rue sont

d'abord des enfants livrés à eux-mêmes écono-

niquement mais aussi affectivement. Mettant

catholique de l'enfance (BICE), Marie-Jeanne Coloni livre un remarquable témoi-

gnage sur leur mode de vie et leurs souf-frances. Son livre présente aussi les causes

ersonnelles, économiques ou politiques, qui oussent des enfants parfois âgés de cinq ou

MICHEL RAFFOUL

six ans à partir dans les rues pour assurer leur

JE T'AI TROUVÉ AU BOUT DU MONDE. -

\* Stock/L. Pernoud, Paris, 1967,

Dominique Grange fut une fille de 68. Elle devait rester fidèle plus longtemps que d'autres à cet engagement juvénile, jusque dans sa carrière de la chanson et du théâtre (c'est elle qui joua Nous ne voulons pas nou-rir idiots). Pais une exigence d'un autre cedes devait la caieir, avoir un enfant et cedes devait la caieir, avoir un enfant et

«ordre» devait la saisir : avoir un enfant, et avec un homme déterminé, le sien. Dans un premier livre, elle avait décrit le calvaire, peu

connu, moins encore publié, auqual peut conduire l'acharmement médical et l'entretien

des illusions en matière de fécondation in

vitro. Qui aboutit pour elle à un « certificat de stérilité définitive ». Pour la plupart des autres aussi : 90 % d'échecs. Sur ce livre-là : silence.

Celui d'aujourd'hui raconte une antre aven-

adopter un enfant. Autre combat, où il fallut

se montrer aussi tenace, mais où se rencontre

une aide humaine. Livre non seulement émou-

vant, mais guide précieux, soutien utile pour

les femmes, et les couples, décidés à cette aventure-là. Au bout de cette quête éproc-

ture, non moins hérissée d'obstacles imp

à profit les documents du Bureau interm

sistance.

Dominique Grange

248 pages, 75 F.

UNE VIE DE FLIC. - Bernard Deleplace SANS TOIT NI FRONTIÈRES : LES ENFANTS DE LA RUE. - Marie-Jeanne Coloni ★ Gallimerd, coll. « Au vif du sujet », Paris, 1987, 266 pages, 78 F. \* Feyard, « Le Serment », Paris. 1967,

Franche et sereine, l'autobiographie du secrétaire général de la Fédération autonome des syndicats de police retrace l'itinéraire exemplaire d'un . OS de la sécurité . qui s'est promis de ne jamais oublier d'être nu citoven.

Etre gardien de la paix, c'est d'abord une solution au chômage, ensuite un métier souvent rebutant et dangereux, marqué par un contexte social et politique dont l'histoire, depuis la Libération, est ici résumée ; bien différent, hélas! de ce qu'il pourrait être, selon l'auteur : une police efficace sans fantasme sécuritaire, composée de généralistes et d'« agents de communication ». Ce livre dense et vivant s'achève sur la Déclaration des droits de l'homme et du citoven, dont Bernard Delepiace a enfin obtenu qu'elle soit affichée dans les commissariats. Initiative symbolique d'un icalisme ofcessaire, non seulement pour la défense des personnels, mais aussi pour maintenir vigilante la conscience républicaine face à des houmes politiques parfois irrespon-sables, voire manipulateurs. Le récit fait ici sans complaisance, de l'intérieur, des bavures, petites ou grandes, bénignes ou graves, en est la preuve a contrario.

JEAN-JACQUES GUINCHARD.

les derinères aninées de la mafia. -Marcelle Padovani \* Gallimerd, collection a Folio actual »,

1987, 287 pages, 29 F.

OUVERTURE SICILIENNE. - Lucio Attinelli ★ Laffont, 1997, 350 pages, 95 F.

Marcelle Padovani comble une lacune de l'édition française sur un thème essentiel à la compréhension de l'Italie contemporaine : la Mafia. Après avoir présenté le « modi malia », ses principes, ses niveaux d'organisation, ainsi que ses pratiques, Marcelle Padovani expose ses transformations historiques et ses contradictions puis passe en revue les diffé-rentes composantes (policières, judiciaires, politiques) de l'anti-Mafia et les types de réponse mis en œuvre.

En déméiant les fils conducteurs relient la Mafia an terrorisme et aux loges secrètes, l'auteur moutre que malgré les récents succès remportés contre l'organisation, illustrés par le maxiprocès » de Palerme, la Mafia, rempart du conservatisme social et politique, a encore de beaux iours devant elle.

Ce sont précisément ces « dernières années de la Mafia » que met en scène, sous forme romanesque, l'écrivain d'expression française Lucio Attinelli, fin connsisseur du matieux. Les problèmes liés à la prod eur du système à la commercialisation de l'héroine, les connexions internationales, les collusions politiques figurent dans cet intelligent roman coup plus sérieux qu'il n'y paraît.

FRANÇOIS VITRANI.

### EUROPE

GORBATCHEV. - Dev Murarka \* Remsey, Paris, 1987, 433 peges, 130 F.

En mars 1985, l'accession de M. Gorbatchev au poste de secrétaire du Parti commu-niste de l'Union soviétique marque la fin de longues années d'un immobilisme qu'Andro-pov avait à peine commencé à secouer. Deux ans plus tard, le bilan de la nouvelle « révolution » surprend les observateurs les plus sceptiques. Impressionnent est le résultat dans les domaines politique ou culturel ou des relations extérienres; impressionnante aussi l'activité des « nouveaux mécontents » qui, suivant la formule du dramaturge Alexander Gelman, « s'opposent à toute initiative tendant vers une plus grande indépendance et une plus

Ecrite par un journaliste indien qui a vécu de longues années à Moscou, cette première biographie en français du numéro un soviétibiographie en irançais du numero un seveti-que, est une mine d'informations sur l'acces-sion au pouvoir d'un homme — et d'une géné-ration, — sur les formidables difficultés que conneît la société acviétique ainsi que sur les deux premières années du nouveau règne. De surcroit, cette vision de l'URSS à travers un prisme indien tranche avec l'image souvent diffusée en Occident.

ISLAMIC PEOPLES OF THE SOVIET UNION. -Shirin Akiner

★ KPI, Londres, 1986 (première édicion 1983), 462 pages, 35 livres.

En novembre 1986, an cours de son premier voyage officiel en Asis centrale soviétique, M. Gorbatchev prit une position très ferme contre les «phénomènes religieux». C'est d'ailleurs devenu un lieu commun que d'annoncer l'« éclatement de l'Empire » sous la poussée des peuples musulmans, qui repré-sentent aujourd'hui 50 millions de Soviétiques. Pourtant, sous cette dénomination vague se cache une diversité extrême : près d'une centaine de nationalités et de groupes. Le livre de Shirin Akiner est avant tout un annuaire - on y trouvera peu de commentaires politiques dans lequel chaque ethnic est répertoriée avec un rappel de son histoire, des principales stain rapper de son inscorte, des principales sta-tistiques la concernant (avec les chiffres du recensement de 1979), de son statut, de sa culture — en particulier la conneissance de la langue rosse — ainsi que du type d'islam auquel elle adhère.

A.G.

NORD-SUD : CRISE ET IMMIGRATION, LE CAS TURC. - Yildiz Sertel

\* Publisud, Paris, 1887, 284 pages, 142 F. Pour mener cette étude approfondie de Péconomie turque, l'auteur, économiste, a choisi une clé originale : la chaîne migratoire turque, prisonnière des crises qui sévissent à la fois à l'intérieur du pays et en France. Elle remarque notamment que la communauté immigréa, mai assimilée en raison de ses particularités culturelles, linguistiques, religieuses, repousse pourtant majoritairement les projets de retour au pays à court terme. Maloré tout is la France saisie de xénophobie est préféré à la grave crise économique et politique que traverse la Turquie.

DENIS RUELLAN.

MARIE LAVIGNE

vante, son enfant, elle l'a enfin trouvé : an

\* Seghers, Paris, 1986, 720 pages, 195 F.

LES DÉCOUVREURS. - Daniel Boorstin

Pour Daniel Boorstin, les découvreurs, ce ne sont pas seulement Marco Polo, Christophe Colomb, Vasco de Gama, Magellan, mais aussi Copernic, Newton, Marx, Freud, Einstein et bien d'autres. Directeur de la bibliothèque du Congrès à Washington et ancien lauréat du Prix Pulitzer, l'auteur est un historier. érudit et un remarquable conteur. Au travers de dizaines de portraits, ce sont autant d'avancées de la commissance ou de nouvelles intuitions du fonctionnement des sociétés qu'il présente. De la grande vulgarisation, au meilleur sens du terme. A noter, car les éditeurs français ne brillent guère en ce domaine, un index très détaillé d'une trentaine de pages,

R.C.

### Pour une université européenne sur la montagne Sainte-Geneviève

Par JEAN-PIERRE FAYE \*

AREMENT lieu a rassemblé sur une longue durée autant d'énergie inventive que la montagne Sainte-Gene-viève à Paris. Dès 1110, un jeune penseur arrivé de Bretagne, l'aristotélicien Pierre du Pallet, échappe au conflit qui l'oppose à son maître platonicien Guillaume de Champeaux, en déplaçant son enseignement de l'île de la Cité à l'abbaye de Sainte-Geneviève. Celle-ci date du moment où le roi franco-germanique Chlodowech - « Combat glorieux », plus connu sous son nom latinisé de Clovis - vient de vaincre les Goths près de Poitiers et d'acquérir le titre de consul romain : il choisit de se fixer à Paris dans le palais de l'empereur Julien, et de bâtir la basilique Pierre-et-Paul en 508. Elle prendra le nom de Sainte-Geneviève en mémoire de celle qui a signifié la résistance morale à l'invasion d'Attila. C'est sur ce territoire d'exemption que commence un débat libre de la pensée, dont tous les auditeurs sont alors désignés comme des « philosophes ». Ce sont eux, comme à Athènes, qui ont

Le débat nouveau qui opposera Bernard de Clairvaux et Pierre Abélard du Pallet va mettre à feu cette fusée européenne. En 1140, le concile de Sens prend à témoin de leur dissension le roi, Rome, l'Europe entière. Et leur reconciliation finale accroît la résonance. A partir de 1240, ce sera la grande convergence : Albert le Grand, venu d'Allemagne ; Bonaventure et Thomas d'Aquin, d'Italie; Raymond Lulle, d'Espagne; Roger Bacon, Duns Scot, Occam, d'Angleterre ; Siger de Brabant, de Belgique ; Boèce de Dacie, du Danemark. L'Irlande de Scot Erigène était l'annonciatrice. Par le débat de l'aristotélisme arabe, de l'averroisme latin, Cordoue et Tolède enflamment Paris. En 1292, Rome accorde le statut de Studium generale: les grades de l'Université seront valables dans toute l'Europe.

Au flanc nord de la Montagne a lieu la naissance même de l'Université de Paris. Au flanc sud, Diderot crée en 1750 l'Encyclopédie. Au flanc ouest, Leibniz apprend de Huyghens, hôte hollandais de Colbert, à travailler sur Descartes et Pascal, et c'est à partir de leurs travaux qu'il découvre l'analyse infinitésimale. Au flanc est, Lefèvre d'Etaples se prépare à la traduction française de l'Evangile. Au centre, à Saint-Etienne-du-Mont, est la mémoire de Pascal et Racine. La Moutagne, où la reine de Navarre et de France, Jeanne, fonde en 1304 le Collège de Navarre - le Collège de la Reine, - est déjà la figure de proue de la recherche scientifique. Le grand maître du Collège, Pierre d'Ailly, écrit l'Image du monde, qui va susciter le projet de Christophe Colomb. Sur ce même lieu, rebâti par Gabriel - le père de Jacques Ange, constructeur de la place de la Concorde, - vont se succéder les plus grands créateurs de science ou de réflexion sur la science : le Piémontais Lagrange, Laplace, Nicolas Carnot, Comte, Gay-Lussac ... Henri Poincaré y enseigne dans les années 1880, avant de publier en 1889 le Problème des trois corps : l'actuel débat sur les systèmes instables commence ici, chez le précurseur d'Einstein. Entre-temps, le Collège

\* Responsable de l'Université philosophique euro-péenne, université européenne de la recherche et de l'innovation (1, rue Descartes, 75005 Paris).

de Navarre est devenu en l'an XII l'Ecole polytechnique: création qui remonte à l'an II. au Comité de salut public, au grand Carnot, à Monge et Berthollet.

Le problème de ce lieu a été posé il y a quel-ques années. Je m'étais permis d'écrire dans un quotidien : ici est la stature d'un Princeton européen. Puis l'appel d'Amsterdam, qui réunissait de grands industriels autour d'un Suédois et d'un Italien, demandait la création d'un « MIT européen », éventuellement en France. Durant l'année 1986 s'est mise en place l'acti-vité d'une unité expérimentale, l'Université européenne de philosophie, sous le signe braudélien de la recherche interscientifique, étape vers un élargissement, étudié avec cinq autres unités scientifiques en activité sur le site de la montagne Sainte-Geneviève, en vue de la fondation d'une université européenne de la recherche. Son document fondateur est signé par une cinquantaine de personnalités de toute l'Europe, dont dix professeurs au Collège de France, de nombreux enseignants et anciens élèves de l'Ecole polytechnique. En mars 1987, les six unités fondatrices se sont réunies, rejointes par deux autres unités de travail, dans la perspective de l'université européenne sur la montagne Sainte-Geneviève, sous le signe de la recherche scientifique et de l'innovation technologique - mais aussi de la créa-tion culturelle : la tragédie française y est née, en 1553, avec la Cléopâtre de Jodelle au pavillon Boncourt...

#### Parier contre la bureaucratisation

DANS l'intervalle, deux décisions des pouvoirs publics sont allées au-devant de ce vœu. Le 31 décembre 1986, le secrétariat général du gouvernement déclarait un moratoire sur toute implantation supplémentaire d'administrations ministérielles dans le site de la Montagne : mesure qui vise le pavillon Gay-Lussac encore inoccupé. Des bureaux ministériels s'installeront pourtant dans une partie du pavillon, en janvier, mais en promettant leur départ. En février 1987, M. Roger Martin, ancien président de Saint-Gobain, est chargé d'une mission par le premier ministre, en vue d'engager une programmation sur la destination du site. La perspective que dessine sa mission est celle d'une haute autorité avant la responsabilité d'une fondation de la montagne Sainte-Geneviève à vocation européenne. scientifique et industrielle et dotée d'une compétence territoriale sur l'ensemble du site, seul remède à son accablante balkanisation. Des deux perspectives. l'une réhabilite un territoire admirable, l'autre lui donne sur une partie de l'ensemble un contenu scientifique déjà en acte. Dans le prolongement de huit siècles de travail sur les terrains de la science et de la

Ainsi le pari est engagé sur les données concrètes. Il va à rebours d'une tendance à la bureaucratisation centrale, que l'on pourrait nommer la loi de Tocqueville-Parkinson. Mais sur le terrain des sociétés, cette maladie de Parkinson n'est pas un processus fatal, elle est un effet d'inertie. En un moment où la majorité au pouvoir exige moins d'Etat, et où l'opposition - mais aussi la majorité demande plus de recherche, il serait désastreusement paradoxal que tout aboutisse, de façon quasi irrêmédiable, à la destruction d'un haut lieu fondamental de la recherche, au profit de - plus

La Commission des Communautés enropéennes a donné son aval et une accréditation budgétaire à l'institution naissante, le 16 octobre 1986. Et, le 27 mars 1987, le président allemand de l'Instituto universitario europeo - European University Institute en anglais - à l'abbaye de Fiesole, près de Florence, donne son accord pour que l'université euro-péenne sur la montagne Sainte-Geneviève soit l'« antenne associée » de l'Institut florentin, bénéficiant déjà du statut d'organisation internationale. On s'achemine vers une solution forte et simple : une université européenne en réseau, à plusieurs campus: campus Fiesole, campus montagne Sainte-Geneviève. Et, pour quoi pas, campus Stuttgart, autour de l'institut franco-allemand de Robert Picht; campus Bruxelles à

l'Université libre, autour d'Ilya Prigogine, on à Oxford, Amsterdam, Strasbourg, Venise et ail-leurs encore. Ainsi l'Université de Californie dispose de plusieurs campus, à Berkeley, Los Angeles, San-Diego... Ce réseau au service des universités nationales pourrait mettre à l'étude leur rapprochement, préservant le meilleur de leurs différences. L'espace de solidarité pour l'Europe de la science et de la culture, réclamé en mars par le président du Portugal, le voici. Au moment où va enfin se réaliser le proramme communautaire d'échanges d'étudiants Erasmus.

C'est cette dimension de la postformation que M. Bernard Esambert (1) veut développer sur la montagne Sainte-Geneviève, en relation avec le Centre de prospective et d'évalua-tion (CPE) et le Centre d'études des systèmes et des technologies avancés (CESTA). Mais une autre institution présente sur le site, le centre de recherche Epistémologie et autonomie, relié à l'Ecole polytechnique comme le Centre de recherche en gestion, prépare une coopération avec l'université Stanford, en Californie, Sans oublier l'ancienne Maison d'hôtes, aménagée de façon heureuse en 1980 par l'Institut Auguste-Comte pour devenir l'hôtel Sainte-Geneviève, qui demeure pratiquement inoccupée. Une personnalité espagnole du Conseil de l'Europe a proposé de faire de ce site un Palo-Alto européen, cosinancé par les pays membres de l'Europe des Douze ou des Vingt et Un. L'Europe de la Montagne serait ainsi fidèle à son ouverture océanique, héritée de la science portugaise.

### L'Année Newton

DRINCETON, MIT, Palo-Alto, autant de métaphores américaines qui témoignent du sonhait de voir naître une institution qui ait l'envergure d'un continent. Ce fut la remarque ultime de Michel Foucault à son retour de Californie: nos universités sont « provinciales », celles des Etats-Unis sont « continentales ».

Récemment, le président britannique du Parlement européen demandait davantage d'informations sur la perspective de constituer durablement l'université européenne pendant



Mais il ne suffira pas de l'inscrire au cœur d'un tel lieu, qui devrait également constituer un espace pour les sciences de la pensée. Que dire d'un projet discret et essentiel, comme beaucoup d'autres, celui d'un centre d'études sur le génocide, réuni autour de Geneviève de Gaulle et de ses compagnes de déportation? La fracture dans les états stationnaires de la matière est à la fois le commencement et le danger de notre univers. Mais qu'en est-il des · événements irréguliers » qui peuvent redoutablement survenir au sein de ce que Georges Bataille désignait, dans une société, comme son très sombre noyau? Et Bataille posait, dès 1937, la question d'une institution nouvelle, prenant acte du fait que les découvertes réali-sées dans les sciences sociales et de la nature « n'ont pas modifié aussi profondément qu'on pouvait s'y attendre les postulats et l'esprit de

122 0 1 122

3 - 44 1

cazni il vin

SELENCE .

Allen and

But the many of the contract

AND THE RESERVE OF THE PARTY OF

2. 12. <sup>1</sup>12. 清

人 交易的 建氯

A SECTION OF MARKET

1.47 自治**(例**)

100000000

22 sett 445

Afficiation and a second

425 25 mg .... - 1 - - -

EFFECT OF

ANTES LEGISLA

\* Po 24 - - - -

The state of the state of

The second of the second

State of the state

Personal Commence of the Comme

Big ber er auf in en im

THE SAME STREET, NO. 1 .. LANSE THE WAY

Marie to the property want states

Contract of the same

Capacita Person of Profess

The same of the same of the same later the second of the second Para Plante Street For Rose And the control of th

Steeling & confirme les mails media - comme le de legacione our sur fine de jes-

Statement of the State of the S

The Paris of the Tous. les a be

To the second se

The state of the s

Service of the servic

Secretary and the secretary of the secre

Substitute of the second

120 12 13 15 C

Une contribution utile de la France au futur de l'Europe passera, pour reprendre les termes de Churchill, par cette conquête des instances de liberté et d'unité. Nous entendons Rousseau donner à ce programme la réplique : « Les avantages qui résulteraient de son exécution... et pour chaque peuple, et pour toute l'Europe, sont immenses... On ne peut rien dire de plus solide et de plus exact... Réalisez sa république européenne un seul jour, c'en est assez pour la faire durer éternellement. - Comment avancer dans cette voie? En refaisant le pari de Jean Monnet: « Une action concrète, sur un point limité mais décisif... peut changer l'état statique actuel. Il faut une action profonde, réelle, immédiate et dramatique, qui change les choses. » Le jumelage de l'université européenne sur le double campus des deux collines abbatiales - Badia Fiesolana et montagne Sainte-Geneviève, - voilà une action immédiate et réelle en vue de cette synthèse créatrice : l'Europe unie, dans toute l'étendue de l'esprit, c'est-à-dire, selon la définition de Diderot, dans son génie.

(1) Président du conseil d'administration de l'Ecole polytechnique.

### Dans ce numéro :\_

PAGE 2:

De la disparition des inégalités: « La revanche du tiers-monde », de Jean-Claude Chesnais, par Alain Gresh

(Publicité)

AFRICASCOPE annonce:

La nouvelle édition 87/88 du « Guide Économique des Pays Francophones » paraîtra en octobre. Y seront incluses les grandes décisions prises au cours du Deuxième Sommet de la Francophonie (vous pouvez dès à présent commander cette nouvelle édition, au même prix que l'édition 86/87, encore disponible en librairie et à notre siège).

Sa participation à la Biennale du Théâtre Francophone Contemporain : le nouveau défi francophone. La première Biennale, qui aura lieu à l'occasion du Bicentenaire de

la Révolution Française et de la Déclaration des Droits de l'Homme, a pour but de prouver l'interactivité qui existe entre la culture et l'économie. Pour cette Biennale, nous sommes à la recherche :

- de 40 compagnies théâtrales représentant 40 pays francophones ; - de 6 régions en France dans lesquelles seront réparties les

120 représentations; - de partenaires de tous milieux ;

- des médias des 5 continents et surtout d'une télévision pour retransmettre les spectacles dans tous les pays.

Je vous fais parvenir mes coardonnées pour recevoir une documentation concer nant la Biennale et plus particulièrement sur 🗆 les compagnies 🗆 les régions 🔲 le partenariat 🔲 les médias

AFRICASCOPE/Les Éditions MERMON La Biennale du Théâtre Francophone Contemporain 199, bd Malesherbes 75017 PARIS. Tel.: 47.63,70.80 Telex: 648882 F PAGE 3:

La nécessaire restructuration de l'économie japonaise, par Michihiko Kunihiro.

PAGES 4 et 5 :

QUELQUE PART AUX ÉTATS-UNIS : Marshall (Illinois), 4 000 citoyens moins tranquilles, par Flo-

PAGES 6 et 7:

HAITI: La déception et la colère, par Ignacio Ramonet. – Le néolibéralisme contre la démocratie, par Denis Ruellan. – La privatisation d'un Etat, par Jean-Pierre Alaux. – La quadrature du cercle constitutionnel, par J.-P. A.

PAGES 8 à 10 :

COUPS DE POKER AU PROCHE-ORIENT : M. Gorbatchev, Israël et les Palestiniens, suite de l'article de Amnon Kapeliouk. — La diplomatie égyp-tienne écartelée, par Mohamed Sid-Ahmed. — La CEE et les Territoires occupés, par Dominique Sigand.

Ambitions, suite de l'article de Claude Julien. - Le droit de réponse et la liberté d'expression, par M° Jean

PAGES 12 et 13:

Débat: Un porte-avions très politique, par Jean-Dominique Merchet. — Le nucléaire, une arme à moindre coût, par Jacques Fontanel et Ron Smith,

PAGES 14 à 16 :

DES POLITIQUES MALADES DE LEUR CULTURE: Un nouveau maître à penser, l'entreprise, par Bernard Cassen. — Lectures d'un divorce, par José Vidal Beneyto.

### PAGES 17 à 22 :

VASTE CHANTIER, CHICHES MOYENS: LA FRANCOPHONIE, par Bernard Cassen. - Une des voies d'accès à l'universalité, par Jean-Marc Léger. -D'abord les moyens d'une vraie solidarité, par Philippe de Saint-Robert. - Des atouts pour une édition sans frontières, par Hugues de Kerret. - Audiovisuel, l'urgence d'un redressement, par Dominique Gallet. -Pour une « industrie » de la langue française, par Jacques Rosselin.

**PAGE 23:** 

Dans les revues...

**PAGE 24:** 

La force subversive des langues africaines: Décoloniser l'esprit, par Ngugi Wa Thiong'o.

PAGE 25:

Le Kenya, dans toute sa fragilité, par Victoria Brittain.

PAGES 26 et 27 :

LES LIVRES DU MOIS : « Penser l'Europe », d'Edgar Morin, par Yves Florenne. - « Cahiers de la mort-colibri », de Patrick Erouard-Siad, par Hugues de Kerret. - «Le sourire du jaguar », de Salman Rushdie, par Ignacio Ramonet.

> Le Monde diplomatique du mois de juillet 1987 a été tiré à 122 000 examplaires.



Secretary of the second second second The samples of the sample of the samples of the sam ALLES OF THE STATE SERVICE STATE OF THE STATE OF T

Août 1987

